Document n°4.1.1 : **Règlement**

Régusse
Plan Local d'Urbanisme



PLU

Élaboration prescrite par délibération du Conseil Municipal du 31 juillet 2014
Projet arrêté par délibération du Conseil Municipal du ……..21 juin 2023
PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du …28 septembre 2026

begeat

Sommaire :

Titre 1. Dispositions générales 3
Titre 2. Dispositions applicables aux zones urbaines 12
Dispositions Communes à toutes les zones Urbaines 13
Zone Ua 25
Zone Ub 31
Zone Uc 34
Zone Ud 37
Zone Ue 40
Zone Uf 44
Zone Uh 47
Titre 3. Dispositions applicables aux zones à urbaniser 50
Dispositions Communes à toutes les zones 1AU 51
Zone 1AUb 61
Zone 2AU 66
Titre 4. Dispositions applicables aux zones agricoles 69
Dispositions Communes à toute la zone A et ses secteurs 70
Zone A 80
Stecal Ast1 86
Titre 5. Dispositions applicables aux zones naturelles 89
Dispositions Communes à toute la zone N et ses secteurs 90
Zone N 100
Stecal Nst1 105
Stecal Nst2 108

Titre 1. Dispositions générales

Préambule : Régime applicable

Le règlement est établi conformément au code de l'urbanisme en vigueur à la date d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le présent PLU est soumis au régime des « PLU Grenelle », conformément à la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II).
Conformément aux dispositions du VI de l'article 12 du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, **le présent document est élaboré, dans sa forme, selon les dispositions des articles R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme applicables dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015. Cependant, pour plus de lisibilité, les références aux articles du code de l'urbanisme sont celles du code de l'urbanisme en vigueur.**

Les pièces règlementaires du PLU de Régusse comprennent les documents suivants :

- ✓ Document n°4.1.1 : le présent règlement, pièce écrite.
- ✓ Document n°4.1.2 : annexe 1 du règlement : zonage et règlement de l'étude inondation.
- ✓ Document n°4.1.3 : annexe 2 du règlement : elles comportent notamment un lexique des termes utilisés dans le règlement, des schémas, des arrêtés préfectoraux, des préconisations architecturales ou paysagères....
- ✓ Document n°4.1.4 : Les prescriptions graphiques réglementaires comprenant entre autres la liste des emplacements réservés, les fiches patrimoine, …
- ✓ Documents n°4.2. : les pièces graphiques du règlement (zonage).
- ✓ Document 5 : les annexes générales du PLU

Article 1. Champs d'application territoriale du plan

Le règlement du PLU s'applique à l'intégralité du territoire de la commune de **Régusse.**

Article 2. Portée générale du règlement

Toute personne souhaitant entreprendre des travaux ou des aménagements doit respecter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU).
Le règlement délimite les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles et forestières (N) ainsi que des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) et fixe les règles applicables aux espaces compris à l'intérieur de chacune de ces zones.
Le règlement permet de déterminer quelles sont les possibilités d'utilisation et d'occupation du sol ainsi que les conditions dans lesquelles ces possibilités peuvent s'exercer.
Pour connaître les contraintes affectant l'occupation ou l'utilisation du sol, il est donc nécessaire de consulter le règlement (dispositions générales et dispositions applicables à la zone) ainsi que les autres documents composant le PLU et notamment : les « documents graphiques » (plans) ainsi que le «rapport de présentation», le « PADD » et les « OAP » qui comportent toutes les explications et justifications utiles.

Article 3. Structure du règlement

Le règlement comprend 5 titres :
Titre 1 : Dispositions générales
Titre 2 : Dispositions applicables aux zones urbaines (U)
Titre 3 : Dispositions applicables aux zones à urbaniser (AU)
Titre 4 : Dispositions applicables aux zones agricoles (A)
Titre 5 : Dispositions applicables aux zones naturelles et forestières (N)
Les titres 2 à 5 comprennent chacun les 16 articles suivants :
Des dispositions communes aux zones et des dispositions spécifiques à chaque zone.
Article.1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Article.2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières
Article.3 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public
Article.4 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement
Article.5 : Superficie minimale des terrains constructibles (Disposition abrogée).
Article.6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques
Article.7 : implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
Article.8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété
Article.9 : Emprise au sol des constructions
Article.10 : Hauteur maximale des constructions
Article.11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords
Article.12 : Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement
Article.13 : Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations
Article.14 : Coefficient d'occupation du sol (Disposition abrogée)
Article.15 : Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales
Article.16 : Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

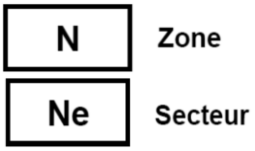
Article 4. Non application de l'article R151-21 du code de l'urbanisme au PLU au Régusse

L'article R151-21 du code de l'urbanisme dispose : *« Dans les zones U et AU, le règlement peut, à l'intérieur d'une même zone, délimiter des secteurs dans lesquels les projets de constructions situés sur plusieurs unités foncières contiguës qui font l'objet d'une demande de permis de construire ou d'aménager conjointe sont appréciés comme un projet d'ensemble et auxquels il est fait application de règles alternatives édictées à leur bénéfice par le plan local d'urbanisme.*
Ces règles alternatives définissent notamment les obligations faites à ces projets lorsque le règlement prévoit sur ces secteurs, en application de l'article L. 151-15, qu'un pourcentage des programmes de logements doit être affecté à des catégories de logement en précisant ce pourcentage et les catégories prévues.
Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées par le plan local d'urbanisme, sauf si le règlement de ce plan s'y oppose. »

➜ ***Le règlement du PLU de la commune de Régusse s'oppose à l'application de cet article sur l'ensemble des zones U et AU.***

Article 5. Division du territoire en zones et documents graphiques

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A), en zones naturelles et forestières (N) et en secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL). Ces zones peuvent être subdivisées en secteurs.

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
délimitation des zones U, AU, A et N définis par l'article R151-17 du code de l'urbanisme	

Chaque zone, chaque secteur, chaque STECAL, sont délimités et repérés par un indice portant le nom de la zone au plan de zonage (cf. «documents n°4-2, documents graphiques »).
Les documents graphiques du règlement peuvent également comporter diverses indications graphiques additionnelles. Certaines règles peuvent faire exclusivement l'objet d'une représentation dans le document graphique, conformément à l'article R151-11 du code de l'urbanisme.

Article 6. Combinaison du règlement du PLU avec les autres règles d'urbanisme et autres réglementations

Sont et demeurent applicables sur le territoire communal les dispositions du présent règlement qui se substituent aux règles générales d'aménagement et d'urbanisme du code de l'urbanisme.
Le présent règlement a été établi en prenant en compte les articles L122-1 et suivants (Loi Montagne) du code de l'urbanisme.
Se superposent aux règles de PLU, les articles d'ordre public définis au code de l'urbanisme ainsi que les codes Civil, Rural, Forestier, de l'Environnement, de la Santé Publique, de la Construction et de l'Habitation, le Règlement Sanitaire Départemental, etc…
Rappel : La publicité est interdite (hors Règlement Local de Publicité) au sein territoire du Parc Naturel régional du Verdon.

Article 6 bis : Les divisions
Conformément à l'article L115-3 du code de l'urbanisme, dans les parties de commune nécessitant une protection particulière en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, le conseil municipal peut décider, par délibération motivée, de soumettre, à l'intérieur de zones qu'il délimite, à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4, les divisions volontaires, en propriété ou en jouissance, d'une propriété foncière, par ventes ou locations simultanées ou successives qui ne sont pas soumises à un permis d'aménager. L'autorité compétente peut s'opposer à la division si celle-ci, par son importance, le nombre de lots ou les travaux qu'elle implique, est de nature à compromettre gravement le caractère naturel des espaces, la qualité des paysages ou le maintien des équilibres biologiques.
Lorsqu'une vente ou une location a été effectuée en violation des dispositions du présent article, l'autorité compétente peut demander à l'autorité judiciaire de constater la nullité de l'acte. L'action en nullité se prescrit par cinq ans à compter de la publication de l'acte ayant effectué la division.
Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. Il précise les divisions soumises à déclaration préalable et les conditions dans lesquelles la délimitation des zones mentionnées au premier alinéa est portée à la connaissance du public.

Article 6 ter : Régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location
Conformément au décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location et aux dispositions du code de la construction et de l'habitation et conformément à la délibération en conseil municipal de la mairie de Régusse, la mise en location d'un logement par un bailleur est soumise à une autorisation préalable ou à une déclaration consécutive à la signature du contrat. (cf. annexes générales, document 5 du PLU).

Article 7. Autorisations d'urbanisme

Rappel aux pétitionnaires : Les articles R421-1 et suivants du code de l'urbanisme précisent la liste des travaux soumis à Permis d'Aménager (PA), à Permis de Construire (PC), à Permis de Démolir (PD), à Déclaration Préalable (DP), ou encore dispensés de toute formalité, ainsi :

- l'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire conformément à la Délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2010 (cf. annexes au règlement, document 4.1.3) ;
- les ravalements de façades sont soumis à déclaration préalable;
- les démolitions peuvent être soumises au permis de démolir en application des dispositions du code de l'urbanisme
- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les Espaces Boisés Classés et figurant comme tels aux documents graphiques, à l'exception de ceux listés par l'Arrêté Préfectoral relatif au débroussaillement (cf. annexes du règlement, document 4.1.3).
- les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés conformément au Code Forestier.

Article 8. Ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général

Les ouvrages, constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général ou collectif, les ouvrages PIDAF sont autorisés dans toutes les zones du PLU nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire.
Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement du Réseau Public de Transport d'Électricité sont autorisées dans toutes les zones du PLU.
Ces ouvrages techniques d'intérêt général ou collectif (pylônes, canalisations souterraines, postes électriques, bâtiments techniques, équipements ou mise en sécurité des clôtures de postes électrique), ainsi que les affouillements et les exhaussements qui y sont liés, ne sont pas soumis aux dispositions des articles 5 à 16 de chacune des zones.
Ces équipements sont autorisés en **zones A et N** dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel ils sont implantés et qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Article 9. Secteurs soumis au Droit de Préemption Urbain (DPU)

Régit par les articles L240-1 et suivant du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain permet à une collectivité publique d'acquérir un bien immobilier en se substituant à l'acquéreur trouvé par le vendeur.
Ce droit intervient dans des zones prédéfinies par un acte administratif sur tout ou partie des zones U et AU (par délibération du conseil municipal). Il est mis en œuvre pour des opérations d'intérêt général (cf. lexique, annexe au règlement, document 4.1.2 du PLU).
Après approbation du PLU par délibération du Conseil Municipal, il pourra être institué un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées sur le PLU du territoire de la commune. (cf. « Annexes Générales, document n°5 du PLU »).

Article 10. Servitudes d'Utilité Publiques (SUP)

Conformément à l'article R151-31 du code de l'urbanisme, les SUP sont identifiées aux documents graphiques du règlement (documents n°4.2) et listées au sein des Annexes Générales (documents n°5 du PLU).

Article 11. Conservation des eaux potables et minérales

À l'intérieur des périmètres de protection institués par arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), des prescriptions spécifiques à l'occupation du sol sont susceptibles d'être appliquées (cf. annexes générales, document n°5 du PLU).

Article 12. Conservation des canaux

Les canaux, dont le tracé est cadastré, revêtent une importance écologique, fonctionnelle et patrimoniale. Afin de les protéger, de maintenir leurs fonctionnalités et de permettre leur entretien, il est strictement interdit de réaliser des travaux et aménagements de quelque sorte que ce soit, sur l'intégralité de leur tracé (aérien et souterrain) et sur une bande de 3 mètres des bords de ceux-ci, sauf si les travaux envisagés sont réalisés par une ASA ou équivalent.

Article 13. Règlements des lotissements autorisés il y a plus de 10 ans

Rappel aux pétitionnaires : Conformément aux dispositions de l'article L442-9 du code de l'urbanisme, « Les règles d'urbanisme contenues dans les documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé, deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

De même, lorsqu'une majorité de colotis a demandé le maintien de ces règles, elles cessent de s'appliquer immédiatement si le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, dès l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Les dispositions du présent article ne remettent pas en cause les droits et obligations régissant les rapports entre colotis définis dans le cahier des charges du lotissement, ni le mode de gestion des parties communes.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux terrains lotis en vue de la création de jardins mentionnés à l'article L. 115-6.»

Article 14. Reconstruction à l'identique

Application de l'article L111-15 du code de l'urbanisme qui dispose : « Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement. »
Le droit de reconstruire sera refusé en cas d'atteinte grave à la sécurité publique.

Article 15. Constructions détruites par catastrophe naturelle ou par sinistre

Application de l'article L152-4, alinéa 1° du code de l'urbanisme qui dispose :
« L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme pour permettre :
1° La reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle survenue depuis moins d'un an, lorsque les prescriptions imposées aux constructeurs en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes sont contraires à ces règles ;»

Article 16. Motifs de prescriptions spéciales

Application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui dispose :
«Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

Article 17. Constructions existantes

Dans toutes les zones, lorsqu'il est mentionné qu'une règle s'applique aux « constructions existantes » :

- il s'agit des constructions «*existantes à la date d'approbation du PLU*».
- leur existence légale administrative doit être dûment démontrée.

Article 18. Adaptations mineures

Le règlement du PLU s'applique à toute personne publique ou privée sans dérogation. Seules les adaptations mineures peuvent être octroyées dans la limite définie au code de l'urbanisme. Par "adaptation mineure", il faut entendre des assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme sans aboutir à une modification des dispositions de protection ou à un changement du type d'urbanisation. Ces adaptations excluent tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée. Une adaptation est mineure dès lors qu'elle remplit 3 conditions :

- Elle doit être rendue nécessaire et justifiée par l'un des 3 motifs suivants : par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes (article L152-3, al 1 du code de l'urbanisme).
- Elle doit être limitée.
- Elle doit faire l'objet d'une décision expresse et motivée.

Les adaptations mineures sont accordées par décision du Maire ou de l'autorité compétente. Seules les dispositions des articles 3 à 16 des règlements de chacune des zones peuvent faire l'objet d'adaptations mineures. Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.
Conformément à l'article L152-4 du code de l'urbanisme, « l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du plan local

d'urbanisme pour permettre : (…) 3° Des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant. »

Article 19. Protection du patrimoine archéologique

Dans les zones d'intérêt historique, la présence à peu près certaine de vestiges archéologiques provoquera, au moment des terrassements, des découvertes entraînant l'application de la loi validée du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques. Afin d'éviter des difficultés inhérentes à une intervention tardive du Service Régional d'Archéologie au moment où les chantiers de construction sont déjà en cours, il est recommandé aux maîtres d'ouvrages de soumettre leurs projets d'urbanisme dès que des esquisses de plans de construction sont arrêtées à l'adresse suivante :

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE - Bâtiment Austerlitz, 21 Allée Claude Forbin - CS 80783 - 13625 AIX EN PROVENCE Cedex 1

La commune de Régusse est concernée par ***l'arrêté préfectoral n°83102-2007 déterminant une zone géographique conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique*** (Zone de présomption de prescriptions archéologiques).
Dans cette zone, **tous les dossiers** de demande de permis de construire, de démolir, d'autorisation d'installation et de travaux divers, d'autorisation de lotir et les décisions de réalisation de ZAC devront être transmis à la DRAC afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive. L'arrêté et la cartographie sont consultables dans le document 4.1.3 annexes du règlement.

Article 20. Monuments historiques

Dans le périmètre délimité des abords des monuments historiques inscrits ou classés et faisant l'objet à ce titre de servitudes d'utilité publique, les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable. L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords. Lorsqu'elle porte sur des travaux soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme ou au titre du code de l'environnement, l'autorisation prévue au présent article est délivrée dans les conditions et selon les modalités de recours prévues à l'article L. 632-2 du code du patrimoine. (Se référer aux Servitudes d'Utilité Publique (SUP) figurant aux documents n°4 et 5 du PLU)

Article 21. Dispositions réglementaires pour la préservation du patrimoine identifié sur les documents graphiques, au titre des articles R151-41 et L151-19 du code de l'urbanisme, pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural :

Pour le **patrimoine** identifié sur les documents graphiques par des losanges vert, au titre des articles R151-41 et L151-19 du code de l'urbanisme, pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural, seuls sont autorisés les travaux de rénovation et de réhabilitation à condition qu'ils soient réalisés en préservant les formes, les volumes, ouvertures et hauteurs existantes des constructions identifiées. En tout état de cause, les travaux entrepris sur ces constructions devront respecter et conserver les styles architecturaux d'origine des dites constructions. Ainsi :

- Les bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial sont à conserver dans leur intégrité. Toute démolition, surélévation ou ajout parasitaire sont interdits ;
- Tous travaux exécutés sur ces bâtiments ou leurs abords immédiats doivent respecter le caractère desdites constructions, de leurs annexes (gloriette, maisons de gardien, atelier, verrière, orangerie, jardin d'hiver, dépendances…) et des aménagements paysagers (jardins, parcs, composition végétale, allées, rocaille, portails et clôtures…).
- Les particularités structurelles du bâtiment seront respectées et mises en valeur en veillant notamment à la bonne mise en œuvre des travaux qui visent à améliorer les conditions d'accessibilité, d'habitabilité ou de sécurité.
- Les caractéristiques architecturales du bâtiment seront préservées et valorisées, notamment la forme des toitures, la modénature, les baies en façade, les menuiseries extérieures et les devantures anciennes de qualité ;

- Les matériaux et les techniques permettant de conserver ou de restituer l'aspect d'origine du bâtiment seront mis en œuvre ;
- Les installations techniques seront traitées de manière à ne pas altérer la qualité patrimoniale du bâtiment, la pose d'éléments extérieurs qui seraient incompatibles avec son caractère, et notamment les supports publicitaires sont interdits ;
- Les espaces libres situés aux abords immédiats du bâtiment recevront un aménagement de qualité ;
- Si un bâtiment a fait l'objet de transformations postérieures à sa construction, il convient de respecter les modifications ou ajouts d'éléments dignes d'intérêt et de remédier aux altérations subies.
- Lorsqu'il s'agit d'encadrement de porte : seule la restauration de cet encadrement de porte, dans les règles de l'art, est autorisée. Il doit impérativement être conservé en cas de travaux réalisés sur la construction principale.
  En cas de changement de l'ouverture, l'encadrement sera préservé et les travaux entrepris devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction.
- Lorsqu'il s'agit de façades d'anciennes devantures commerciales : seule la restauration de la façade de cet élément bâti, dans les règles de l'art, est autorisée. Ainsi sont autorisés les travaux de rénovation et de réhabilitation à condition qu'ils soient réalisés en préservant la façade, la forme, le volume, les ouvertures existantes de la construction identifiée. En tout état de cause, les travaux entrepris sur cette construction devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes et couleurs), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction. En cas de changement des ouvertures, les encadrements seront préservés et les travaux entrepris devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction.
- Lorsqu'il s'agit d'anciens fours : Seule la restauration de cet élément bâti, dans les règles de l'art, est autorisée. Cet élément patrimonial doit être préservé dans le bâtiment qui l'abrite.

La réhabilitation, à l'identique, du petit patrimoine bâti (cabanons, entre autres.) est uniquement réalisée **dans les emprises préexistantes**, et sous réserve de disposer des accès et dispositifs suffisants, **notamment quant à la sécurité incendie**.

Article 22. Règles parasismiques

Le département du Var est situé entre les zones sismiques du couloir rhodanien et la faille dite de Nice
Application de l'Eurocode 8 : La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme. De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels. Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	Zone de sismicité :	Catégorie d'importance du bâtiment :			
		I	**II**	**III**	**IV**
Régusse	Zone 1 Aléa très faible	Aucune exigence	Aucune exigence	Aucune exigence	Aucune exigence
	Zone 2 Aléa faible	Aucune exigence	Aucune exigence	Eurocode 8 a_{gr} = 0,7 m/s²	Eurocode 8 a_{gr} = 0,7 m/s²
	Zone 3 Aléa modéré	Aucune exigence	Eurocode 8 a_{gr} = 1,1 m/s²	Eurocode 8 a_{gr} = 1,1 m/s²	Eurocode 8 a_{gr} = 1,1 m/s²
	Zone 4 Aléa moyen	Aucune exigence	Eurocode 8 a_{gr} = 1,6 m/s²	Eurocode 8 a_{gr} = 1,6 m/s²	Eurocode 8 a_{gr} = 1,6 m/s²

➜ ***Les règles de construction parasismiques sont définies dans le document 4.1.3 annexe 2 au règlement***

Article 23. Protection extérieure contre l'incendie

Le territoire est concerné par un risque incendie feu de forêt. Les réglementations (liste non exhaustive) qui s'appliquent sont :

- Plan départemental de Protection des Forêts contre les Incendies (PDPFCI) approuvé le 29 décembre 2008.
- Arrêté Préfectoral du 30 août 2012 dispensant de la déclaration préalable prévue à l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme en Espaces Boisés Classés (en annexe du présent règlement).
- Arrêté préfectoral du 16 mai 2013 qui interdit le brûlage des déchets verts sur l'ensemble du département et réglemente strictement l'emploi du feu au regard du risque d'incendie.
- Arrêté Préfectoral du 26 septembre 2025 portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var (en annexe du présent règlement),
- Arrêté préfectoral du 10 juillet 2020 modifiant celui du 19 juin 2018 réglementant la pénétration dans les massifs forestiers.
- Arrêté Préfectoral du 08 février 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du Var (en annexe du règlement).

Article 24. Application de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 fixant les mesures prises pour l'application de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime

Conformément à cet arrêté préfectoral, le dépôt d'une autorisation d'urbanisme pour une construction, et/ou une extension concernant un Établissement Recevant du Public (ERP) recevant du public sensible et situé à proximité d'espaces agricoles cultivés, doit comporter une zone tampon végétalisée visant à constituer une protection phytosanitaire. La mise en place d'une haie anti-dérive continue, entre la parcelle traitée et l'établissement accueillant des personnes vulnérables, peut limiter les transferts de produits phytopharmaceutiques par dérive de pulvérisation. L'efficacité de la haie nécessite que les dispositions de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 fixant les mesures prises pour l'application de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime soient respectées. Cet arrêté est annexé au PLU : Annexes au règlement.

Pour les autres types de constructions voisines des zones et secteurs agricoles, toute autorisation d'urbanisme doit être accompagnée de la mise en place d'une haie tampon entre la construction et l'espace agricole ou potentiellement agricole. Le positionnement de la haie pourra être justifié dans un plan accompagnant la demande d'autorisation d'urbanisme.

Article 25. Aléas retrait - gonflement des argiles

En application de l'article 68 de la loi ELAN du 23 novembre 2018, le décret du conseil d'Etat n°2019-495 du 22 mai 2019 a créé une section du Code de la construction et de l'habitation spécifiquement consacrée à la prévention des risques de mouvements de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

L'objectif de cette mesure législative est de réduire le nombre de sinistres liés à ce phénomène en imposant la réalisation d'études de sol préalablement à la construction dans les zones exposées au retrait-gonflement d'argile.

La carte d'exposition doit permettre d'identifier les zones exposées au phénomène de retrait gonflement des argiles où s'appliquent les nouvelles dispositions réglementaires (zones d'exposition moyenne et forte).

L'arrêté ministériel du 22 juillet 2020 officialise le zonage proposé par la carte d'exposition publiée depuis janvier 2020 sur Géorisques.

Le décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 impose la réalisation de deux études de sol dans les zones d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des argiles :

- à la vente d'un terrain constructible : le vendeur a l'obligation de faire réaliser un diagnostic du sol vis-à-vis du risque lié à ce phénomène ;
- au moment de la construction de la maison : l'acheteur doit faire réaliser une étude géotechnique à destination du constructeur. Si cette étude géotechnique révèle un risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, le constructeur doit en suivre les recommandations et respecter les techniques particulières de construction définies par voie réglementaire.

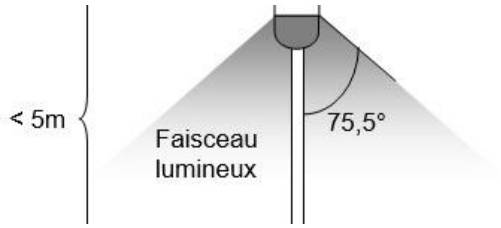
Le décret n° 2019-1223 du 25 novembre 2019 relatif aux techniques particulières de construction dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols a créé une sous-section du Code de la construction et de l'habitation pour définir les objectifs des techniques constructives à appliquer pour les constructions en zones d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des argiles. Ces techniques particulières sont définies par arrêté ministériel.

Des informations complémentaires sur le phénomène retrait/gonflement des argiles figurent dans le document 4.1.3 « Annexe 2 au règlement », il s'agit du porter à connaissance communal « retrait-gonflement des sols argileux ».

Article 26. Notion de cours d'eau

Dans le présent règlement et pour l'application des marges de recul des constructions par rapport à l'axe des cours d'eau et canaux, la notion de cours s'entend au sens de l'article L.215-7-1 du code de l'environnement : « *Constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année.*
L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales ».

Article 27. Éclairages (préconisations)



Les éclairages publics et privés, nécessaires et indispensables à la sécurisation de la zone, émettront une source lumineuse orientée du haut vers le bas, dans un cône de 75,5 ° par rapport à la verticale (seuls sont autorisés les types de projecteurs à verres horizontaux orientés du haut vers le bas garantissent la non-diffusion de la lumière vers le haut). Voir arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, modifié par l'arrêté du 29 mai 2019.
La hauteur maximale des mâts d'éclairage autorisée est de 5 mètres.
Les préconisations édictées dans les livrets « le côté obscur des parcs naturels régionaux – le ciel nocturne à protéger », et le « Guide de recommandations techniques pour l'éclairage public et privé » disponible en mairie, sont à prendre en compte.
Les mats d'éclairage existants et projetés doivent être fermés, y compris sur leur partie haute, afin que les chiroptères n'y pénètrent pas. Un système d'obturation devra être installé.
.

Article 28. Dispositions applicables dans les zones concernées par l'étude des zones inondables

L'étude des zones inondables figure en annexe 1 du présent règlement. Cette annexe comporte un règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation.
L'emprise de cette étude figure aux planches graphiques du PLU : pièces 4.2 du PLU.
Dans les zones concernées par cette étude : Uc, 2AUb, A, Ap, Nh et Ns, les pétitionnaires doivent, en plus des règles du PLU, se référer aux règles qui concernent leurs parcelles : zones de danger, zones de précaution modérée, ou recommandations relatives aux zones de ruissellement sur les piémonts.

Article 29. Dispositions applicables dans les zones soumises à un aléa feu de forêt

Les préconisations du SDIS relatives aux dispositions constructives dans les zones soumises au risque incendie de forêt, figurent dans le document 4.1.3 « Annexes au règlement ».

Titre 2. Dispositions applicables aux zones urbaines

U

Dispositions Communes à toutes les zones Urbaines

Concernent les zones Ua, Ub, Uc, Ud, Ue, Uf, Uh

Article DCU.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Les activités agricoles liées à l'élevage.
- L'ouverture et l'exploitation de toute carrière.
- Le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés.
- Les terrains de camping et de caravanage permanents ou saisonniers.
- Les habitations légères de loisirs.
- les parcs résidentiels de loisirs.
- Les résidences mobiles de loisirs.
- Les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes.
- Les parcs d'attraction.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ue*

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Les constructions et activités à destination de l'industrie ou à la fonction d'entrepôt (à l'exception, pour les entrepôts, des remises existantes et bâtiments à destination de la fabrication artisanale)
- Les dépôts de toute nature (ferraille, véhicules accidentés ou usagés, matériaux …).
- Les Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration incompatibles avec une zone d'habitation.
- Les antennes relais de radiotéléphonie.

Article DCU.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées :

- Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.
- Les affouillements et exhaussements de sol sous réserve de l'autorisation préalable et à condition qu'ils ne compromettent pas la stabilité des sols ou l'écoulement des eaux et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère du site.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ue et de la zone Ub*

- Les constructions ou installations à destination d'artisanat et de métiers d'art à condition d'être compatibles avec une zone d'habitation et sans nuisance pour le voisinage.

- Les constructions à destination de siège social d'activité artisanale et les installations classées sont autorisées à conditions qu'elles soient compatibles avec le caractère d'habitation de la zone.
- **Un seul abri de jardin par unité foncière,** réalisé en matériaux naturels **(**en bois, pierres sèches), ou à façades enduites, d'une hauteur limitée à 3 m à l'égout du toit et d'une emprise au sol **inférieure à 10 m²**.

Article DCU.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Accessibilité et desserte des terrains

- ✓ Desserte du terrain : ensemble des voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Accessibilité : ensemble des cheminements permettant d'accéder aux constructions depuis les voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Les préconisations du SDIS en matière de desserte et d'accessibilité sont annexées au PLU (se référer au document 4.1.3 du PLU)

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Accès

- ✓ Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voirie publique ou privée, soit direct, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin.
- ✓ Le refus d'une autorisation d'urbanisme peut être justifié si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Voirie

- ✓ Les dimensions, formes et caractéristiques des voies nouvelles publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir, sans pouvoir être inférieures à **5 mètres de passage**.
- ✓ Leurs caractéristiques doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, de défense contre l'incendie, de protection civile, de secours, de visibilité, d'écoulement du trafic, de sécurité des usagers et de ramassage des ordures ménagères.
- ✓ Les nouvelles voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour. Ne sont pas concernées les voies publiques existantes.
- ✓ Pour tout projet de 5 logements ou plus, la sécurité des piétons doit être assurée par des aménagements adéquats.
- ✓ Une autorisation d'urbanisme peut être refusée sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des aménagements ou constructions envisagées.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ua*

Trottoirs

- ✓ Les trottoirs bordant les voies doivent respecter une largeur minimale de **1,5 mètre**.

Article DCU.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Eau potable

- ✓ Toute construction ou installation à destination d'habitation ou abritant des activités doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes, et réalisée conformément au règlement du service public de distribution d'eau potable en vigueur.

Assainissement

- ✓ Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement correctement dimensionné lorsqu'il existe.
- ✓ En l'absence de possibilité réelle dûment démontrée de raccordement sur le réseau public, l'assainissement non collectif est, exceptionnellement, autorisé à condition d'être conforme à la réglementation en vigueur, après avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Il sera dimensionné en fonction de la capacité d'accueil de la construction et en fonction de la capacité d'absorption du sol pour ce qui relève de l'évacuation des effluents traités.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées doit se faire sans aucune stagnation et en respectant les caractéristiques de ce réseau, sous réserve que celui-ci présente une capacité suffisante.
- ✓ En fonction du règlement de l'assainissement et après avis du service, le raccordement pourra être éventuellement refusé si les rejets sont incompatibles avec le bon fonctionnement de la station d'épuration.
- ✓ Le réseau collectif d'assainissement ayant pour vocation exclusive la collecte des eaux usées domestiques, les rejets d'effluents non domestiques doivent faire l'objet d'une autorisation particulière auprès du service d'assainissement comme le prévoit l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. L'évacuation de ces eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à un pré traitement approprié conformément à la réglementation en vigueur.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés et le réseau pluvial est interdite.

Eaux pluviales

- ✓ **Limiter l'imperméabilisation**

➜ Une surface imperméabilisée est une surface sur laquelle l'eau de pluie ne peut plus s'infiltrer. Elle comprend les surfaces occupées par les bâtiments (constructions, piscines, terrasses…) ainsi que les surfaces revêtues avec des produits étanches (toitures, toitures terrasses, bitume, enrobé, bi couche, asphalte, béton, pavés autobloquants, pavés scellés au ciment, etc.) et les sols stabilisés (matériaux compactés).

➜ Afin d'inciter à la désimperméabilisation et à l'utilisation de revêtements perméables (revêtements de type enrobé drainant, béton poreux, pavé drainant/enherbé…), les surfaces réalisées avec ce type de matériaux (places de parking, voies d'accès, …) sont comptées comme des surfaces perméables (coefficient d'imperméabilisation de 50%).

➜ Les stationnements seront préférentiellement réalisés avec des matériaux perméables ou semi-perméables.

➜ Les restanques existantes et leurs murs de pierres doivent être conservés, restaurés et entretenus, sauf impossibilité technique démontrée pour maintenir leur contribution à la limitation des ruissellements pluviaux. Afin de favoriser la préservation de la ressource en eau potable, les projets de construction pourront prévoir, en plus du système d'infiltration/rétention, un dispositif de récupération des eaux de toiture à destination de l'arrosage de jardin. Afin, de prendre le risque vectoriel lié aux moustiques, les cuves de récupération d'eaux pluviales devront être hermétiques au passage des insectes.

➜ Tout rejet dans le réseau pluvial des routes départementales est soumis à autorisation du Département. De plus, le débit rejeté ne doit pas être supérieur à celui existant avant aménagement.

➜ Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.

- ✓ **Compensation à l'imperméabilisation**

➜ Les nouvelles surfaces imperméabilisées doivent être compensées par la mise en œuvre d'un volume de rétention, proportionnel aux surfaces nouvellement imperméabilisées.

➜ Les surfaces nouvellement imperméabilisées doivent être compensées selon un ratio de compensation de 100 litres par m² imperméabilisé.

➜ Le calcul a appliqué pour la définition du volume de rétention est le suivant :

(Surface imperméabilisée nouvellement créée en m² x 100 litres) / 1000 = Volume de rétention en m³

➜ L'orifice de fuite du système de rétention sera calculé sur la base de 15l/s/hectare.

✓ **Conception des ouvrages de compensation**

➜ Les mesures compensatoires seront exécutées sous forme de techniques dites « alternatives» qui reposent sur l'idée de capter l'eau de ruissellement au plus près de sa source émettrice en mettant en œuvre une captation des eaux pluviales (avec obligation d'infiltration) pour les restituer à débit limité vers le milieu naturel.

➜ De nombreuses techniques existent dont les noues et bassins à ciel ouverts ou couverts, les tranchées d'infiltration, les tranchées drainantes, les puits d'infiltration, les structures filtrantes enterrées, systèmes carrossables, etc.

➜ Les ouvrages d'infiltration devront être situés au point bas des surfaces aménagées.

➜ Le maître d'ouvrage est tenu à l'obligation de bon fonctionnement et d'entretien des aménagements compensatoires (collecte, infiltration) afin d'assurer le maintien de leur efficacité dans le temps.

➜ A noter qu'en cas de projet d'aménagement d'ensemble, la compensation à l'imperméabilisation pourra être envisagée à une échelle globale (échelle du projet d'aménagement voire de la zone).

Dans ce cas les ouvrages créés devront être dimensionnés pour compenser les surfaces imperméabilisées par la voirie et les espaces communs ainsi que les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

La compensation des lots pourra être intégrée à la compensation des espaces communs ou réalisée à la parcelle.

Le ou les bassins de rétention et rejets de fuite des voiries et espaces communs devront être schématisés dans le projet, objet du permis d'aménager, et dans le cas d'un bassin de rétention aérien, celui-ci devra être aménagé en aire paysagère ou aire de jeu.

➜ Les projets soumis à la Loi sur l'eau devront respecter la doctrine de la MISEN en vigueur au moment du dépôt de la demande d'autorisation (documents en vigueur consultables sur le site internet de la Préfecture du Var et version 2022 annexée au présent règlement).

✓ **Application et exceptions**

➜ Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), sauf aux bâtiments techniques agricoles et à leurs extensions.

Dans ce cas, le système de compensation à l'imperméabilisation est détaillé dans la demande d'autorisation déposée (localisation sur plan masse et note de calcul dans la notice technique).

➜ Elles s'appliquent également aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme, y compris les la création d'accès, voirie et aires de stationnement privés. Ne sont pas concernés les aménagements communaux ou départementaux.

➜ Pour les permis de construire passant par une démolition du bâti existant (démolition des structures porteuses du bâtiment), le dimensionnement des ouvrages devra prendre en compte la totalité des surfaces imperméabilisées de l'unité foncière, quel que soit son degré d'imperméabilisation antérieur.

➜ Afin de ne pas contraindre les aménagements mineurs qui ne concernent que quelques mètres carrés, les nouveaux aménagements comprenant des surfaces imperméabilisées **inférieures à 50 m²** sont dispensés de compensation.

Eaux de piscines

✓ Les eaux de lavage des filtres sont considérées comme des eaux usées; compte tenu de leur charge organique, elles doivent être épurées par les filières habituelles.

✓ Les eaux de vidange des bassins doivent être éliminées comme des eaux pluviales, elles sont donc interdites dans les systèmes de collecte des eaux usées et dans les canaux cadastrés et les cours d'eau.

- ✓ En l'absence de réseau pluvial, elles peuvent être rejetées au milieu naturel après neutralisation du chlore. Le délai de neutralisation des désinfectants et autres polluants est de 15 jours.

Citernes

- ✓ Les citernes de gaz seront enterrées.
- ✓ Les citernes de gasoil seront disposées à l'intérieur des constructions ou enterrées.

Réseaux de distribution et d'alimentation

- ✓ Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de distribution d'énergie électrique ainsi qu'aux câbles téléphoniques doivent être réalisés en souterrain sur fonds privés.
- ✓ Dans le cas d'un aménagement d'un immeuble existant ou de construction neuve adjacente à un bâtiment existant, l'alimentation pourra être faite par câbles torsadés posés sur les façades.
- ✓ Les compteurs extérieurs doivent être placés à l'intérieur de coffrets encastrés complètement dans la maçonnerie si existante.

Défense incendie

- ✓ Pour toute nouvelle construction la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié (citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, bassin, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante…), conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Var.

Article DCU.5 Superficie minimale des terrains constructibles

- ✓ Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCU.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 6 spécifiques à chaque zone Urbaines peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de Ua*

Portail : Toute implantation de portail devra permettre d'assurer l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sans occasionner de gêne pour la circulation sur voies privées ou publiques, en prévoyant une ouverture vers l'intérieur de la propriété. Cette place de stationnement entre en compte dans le nombre de places requises à l'article 12.

- Une implantation différente peut être admise, dans le cas de l'extension d'une construction existante ne respectant pas les reculs fixés ci-dessous, dans la mesure où cette extension n'aggrave pas le non-respect du recul.

- Lorsque l'application de cette règle est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager un accès à la parcelle par portail coulissant et automatisé.

Article DCU.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 7 spécifiques à chaque zone Urbaines peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de Ue*

Le bassin des piscines, couverts ou non, doit respecter un recul de minimum **3 mètres** par rapport aux limites séparatives.

Article DCU.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ Cet article n'est pas réglementé.
- ✓ Pour mémoire, en cas de mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif (ANC), les dispositions d'implantations des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété doivent être conformes au règlement du SPANC (cf. annexes générales, document n°5 du PLU).

Article DCU.9 Emprise au sol des constructions

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ Le schéma concept de l'emprise au sol des constructions figure en annexe du règlement.
- ✓ Un seul abri de jardin par unité foncière, réalisé en matériaux naturels (en bois, pierres sèches), ou à façades enduites, d'une hauteur limitée à 3 m à l'égout du toit et d'une emprise au sol inférieure à 10 m². Cette emprise entre en compte dans le calcul de l'emprise maximale autorisée par l'article 9 spécifiques à chaque zone urbaine.
- ✓ L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article DCU.10 Hauteur des constructions

Conditions de mesure de la hauteur autorisée

- ✓ Tout point de la construction **à l'égout du toit ou à l'acrotère** ne doit pas dépasser un plan parallèle au sol conforme aux schémas annexés au présent règlement (document 4.1.2 du PLU).
- ✓ Un plan altimétrique détaillé pourra être exigé.
- ✓ La hauteur absolue est calculée :

- avant travaux, en cas de sol naturel remblayé ;
- après travaux, en cas de sol naturel excavé.

Hauteur maximale autorisée

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

Ne sont pas soumises aux règles de hauteur définies par le règlement

- ✓ les reconstructions des bâtiments existants ;
- ✓ les constructions existantes à la date d'approbation du PLU qui dépassent la hauteur définie par le règlement.
- ✓ les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ue*

- ✓ La hauteur des annexes autorisées est limitée à **3 mètres.**

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception des zones Ua et Ue*

- ✓ La hauteur maximale des constructions autorisées (hors annexes) est limitée à **7 mètres.**

Article DCU.11 Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

➜ *Dans les périmètres de protection des monuments historiques,*

- ✓ Des prescriptions supplémentaires pourront être prescrites par l'Architecte des Bâtiments de France.
- ✓ La couleur blanche, très impactante, ne permet pas l'intégration paysagère des constructions : les enduits doivent respecter la couleur des matériaux locaux (pierre, terre) reprise dans une harmonisation contextuelle. Les menuiseries blanches ne seront éventuellement possibles qu'en réhabilitation pour respecter l'existant. Toute nouvelle construction devra respecter des couleurs conformes au nuancier départemental (ou communal, le cas échéant) aussi bien pour le bâtiment principal que pour les annexes (abris de jardins, extensions…) et les murs de clôtures.
- ✓ Les murs de soutènement doivent être conçus de manière à s'adapter à la configuration du terrain naturel. Les murs de soutènement apparents doivent être traités en pierres du pays dans l'esprit des restanques traditionnelles et limités à 1,80m de hauteur. L'espacement entre deux murs de soutènement ne doit pas être inférieur à 1,50m. les enrochements cyclopéens et les dispositifs modulaires à emboîtement (exemple module type betoflor) sont à exclure.
- ✓ La qualité des clôtures et leur intégration paysagère ne doivent pas être négligées tant leur impact dans le paysage est important. La clôture constitue un élément fort de décoration et de mise en valeur d'une habitation qui marque durablement le paysage et participe à la qualité de l'espace public. Dans les zones de pentes et sur les terrains en restanques, notamment en limite séparative, il convient de privilégier les clôtures grillagées (grillages à mailles souples), qui peuvent épouser la topographie des terrains de manière discrète et se fondre dans le paysage. Les murs et murets peuvent être réalisés côté voirie, en limitant la hauteur et en choisissant une teinte d'enduit conforme au nuancier départemental (ou communal le cas échéant), de préférence identique à la teinte de la façade (en évitant le blanc). Les grillages en panneaux rigides ne sont pas adaptés aux espaces protégés ou naturels.
- ✓ Les piscines : afin d'intégrer au mieux cet ouvrage dans son environnement, le revêtement du fond de la piscine sera réalisé dans une teinte ocre, grise ou verte (azur, turquoise, bleu roi et noir à exclure). Si le projet prévoit la mise en place d'un volet de sécurité, il devra être de la même teinte que le fond. En, cas de réalisation d'une barrière périphérique de sécurité, il conviendra de choisir un grillage de teinte foncée (vert, gris) ; exclure les abris télescopiques ou de type « véranda », les bâches rigides de couleurs blanches et bleues et les barrières en aluminium avec panneaux transparents, modèles trop perceptibles dans l'environnement qui

porteraient atteinte au paysage de la commune. Les clôtures sont à intégrer dans une haie végétale paysagère.

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ Les constructions et installations, à édifier ou à modifier, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages agricoles, naturels ou urbains et aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes, aspects extérieurs et aménagements de leurs abords, contribuer à une qualité architecturale et environnementale visant leur insertion harmonieuse dans le milieu récepteur. C'est pourquoi, en cas d'atteinte, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales.
- ✓ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pourront être dispensées des dispositions particulières ci-après.

Murs de soutènement

- ✓ Les murs de soutènement doivent être conçus, dans les règles de l'art, de manière à s'adapter à la configuration du terrain naturel.
- ✓ Les murs de soutènement apparents doivent être traités en pierres du pays dans l'esprit des restanques traditionnelles et limitées à **1m 80** de hauteur.
- ✓ L'espacement entre deux murs de soutènement ne doit pas être inférieur **à 1m50**.
- ✓ Les restanques existantes, composantes héritées du paysage local, sont à conserver et à restaurer.
- ✓ Les enrochements et les dispositifs modulaires à emboitement sont à exclure.

Panneaux photovoltaïques et capteurs solaires

- ✓ Les panneaux photovoltaïques et capteurs solaires ne sont autorisés que s'ils sont intégrés à l'architecture de la construction : toitures, garde-corps, brise-soleil, sous forme d'auvent, ou en implantation au sol et à condition de privilégier des installations discrètes et peu ou pas visibles depuis les espaces et voies publics.

Réseaux

- ✓ L'encastrement des réseaux apparents en façades et l'intégration (ou l'habillage à minima) des éléments techniques (coffres de volets roulants, coffres de stores, blocs extérieurs de climatiseur, câblage…) est obligatoire.

Toitures

- ✓ Les toitures sont simples, généralement à 2 pentes opposées. La pente de la toiture doit être sensiblement identique à celle des toitures des constructions avoisinantes, et ne devra en aucun cas dépasser 30%. Les toitures à une seule pente sont admises si elles existaient auparavant ou si elles existent sur l'un ou l'autre des bâtiments voisins.
- ✓ Elles sont réalisées en tuiles romanes, rondes canal de la même couleur que les tuiles environnantes (tuiles rondes vieillies et de teintes variées, couleurs panachées).
- ✓ La toiture sera réalisée avec les tuiles de courant et de couvert.
- ✓ Les souches de cheminées doivent être simples, recouvertes du même enduit que les murs, et implantées judicieusement, de manière à éviter des hauteurs de souches trop grandes.

Appareils de climatisation et d'extraction d'air

- ✓ L'implantation des appareils de climatisation et d'extraction d'air en toiture est autorisée sous réserve de les intégrer en les dissimulant derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles.
- ✓ Leur implantation en façade sur rue est autorisée, sous réserve de ne pas être en saillie et d'être dissimulée derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles depuis les espaces publics.

Ordures ménagères et tri sélectif

- ✓ Lorsqu'une construction est réalisée pour les containers et bacs destinés au ramassage des ordures ménagères et au tri sélectif, elle doit présenter une unité d'aspect et de matériaux en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Clôtures

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ue*

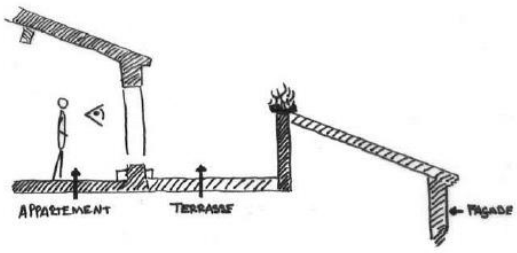
- ✓ La hauteur totale des clôtures est limitée à **1,80 mètre** par rapport au sol naturel**.**
- ✓ En limite de voie, privée ou publique : seuls les murs bahuts de 60 cm sont autorisés, surmontés d'un grillage doublé d'une haie vive, dont la hauteur maximale totale ne dépassera pas 1,80 m.
- ✓ Seuls les brises-vues en bois, en fibre naturelle (coco, bruyères…) ou ayant un véritable aspect naturel sont autorisés.
- ✓ Les clôtures, haies vives ou murs doivent être écologiquement perméable par des aménagements prévus à cet effet. (Voir schéma en annexe du règlement).
- ✓ Elles doivent permettre d'assurer une libre circulation des eaux (perméabilité hydraulique)
- ✓ Les murs bahut situés au-dessus des murs de soutènement sont interdits.
- ✓ Les murs bahut respectent le coloris de la façade de la construction principale.

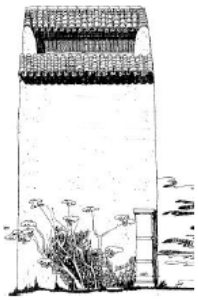
Débords de la couverture

- ✓ Les débords avals de la couverture doivent être constitués soit par une corniche, soit par une génoise où seule la tuile canal peut être utilisée pour sa réalisation.
- ✓ Le rôle de la génoise est d'éloigner les eaux de ruissellement du toit afin d'éviter qu'elles ne viennent frapper le crépi de la façade. Le débord est établi en fonction de la hauteur de la bâtisse, entre un à trois rangs de génoise. Cette tuile canal se décline aujourd'hui avec des teintes rosées nuancées et vieillies. Les tuiles de couleur uniforme (rouge, orange, jaune...) sont à proscrire.

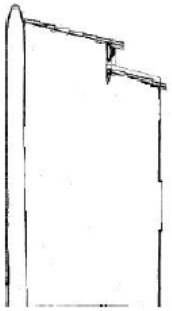
Toitures spécifiques

Sont autorisées de préférence les terrasses entièrement couvertes type loggia ou séchoirs et les terrasses en retrait dites « marseillaises ». (cf schéma ci-contre)





Coupe façade



Coupe en travers

Sont autorisées les « tropéziennes » avec rampant en amont, en aval et sur les côtés, dans la limite de 50% de la surface du plan, de toiture dans lequel elle est intégrée, et à condition que le garde-corps soit au minimum égal à 1 mètre de hauteur (cf schéma ci-contre)

Enduits, revêtements, matériaux et maçonnerie

- ✓ Les enduits sont frottassés fins, revêtus ou non de peinture minérale. Les revêtements de synthèse tels que revêtements plastiques épais ou semi-épais et autres crépis dits « rustiques », sont interdits.

- ✓ **Les abris de jardins** seront réalisés en matériaux naturels : en bois, pierres sèches, ou à façades enduites, et peuvent être recouverts d'un pan de toiture tuilée ou d'une toiture végétalisée.

Couleur

- ✓ Une palette chromatique existe en mairie et est annexé au règlement, elle est à respecter.
- ✓ Les couleurs trop vives et agressives et le blanc pur sont proscrits.

Article DCU.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ *Dans toutes les zones urbaines à l'exception de la zone Ua*

- ✓ Le stationnement des véhicules, y compris les deux-roues, correspondants aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques et sur le terrain d'assiette du projet.
- ✓ La superficie minimale d'un emplacement de stationnement est de 25 m² (y compris les accès et dégagements).
- ✓ La réalisation d'aires de stationnement est imposée dans le cas de réhabilitation avec création de logements supplémentaires, sauf dérogation accordée auprès des services de la Mairie.
- ✓ Les espaces dédiés au stationnement doivent être conçus afin d'assurer leur perméabilité.
- ✓ Les nouveaux espaces de stationnement des vélos doivent être visibles et dotés d'un accès direct.
- ✓ Lorsque l'application de ces prescriptions est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager une aire de stationnement dans un environnement immédiatement propice.

- ✓ Les normes à respecter sont les suivantes :

- *Pour les constructions à usage d'habitation* : une place de stationnement pour 70 m2 de surface de plancher. Le nombre total de places ne doit en aucun cas être inférieur au nombre de logements, et une place réservée aux visiteurs par tranche de 5 logements doit être créée.
- *Dans le cas de logements sociaux*, il ne pourra être exigée plus d'une place de stationnement par logement.
- *Pour les immeubles d'habitation* : 1 place de stationnement vélo par logement ;
- *Pour les constructions à usage de commerces, d'artisanat, de bureaux et de services* : 1 place pour 40 m² de surface de plancher ;
- *Pour les immeubles de bureaux* : 1 place de stationnement vélo pour 5 salariés ;
- *Pour les restaurants* : 1 place pour 10 m² de salle de restaurant. ;
- *Pour les hôtels* : 1 place par chambre ;
- *Pour les établissements hospitaliers, maisons de retraite* : 1 place pour deux lits.
- *Autres* : les aires de stationnement à réserver doivent être suffisantes pour assurer l'évolution et le stationnement des véhicules de la clientèle ou usagers en accord avec les services intéressés.

- ✓ Conformément à l'article L151-33 du code de l'urbanisme : Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat. Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions. Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L. 151-30 et L. 151-32, elle

ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Article DCU.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ *Le schéma concept des espaces verts de pleine terre figure en annexe du règlement, document 4.1.2 du PLU.*
- ✓ Les plantations à conserver ou à réaliser ainsi que les terrains cultivés et espaces non bâtis à protéger sont identifiées aux documents graphiques du règlement. *Les règles qui s'y appliquent sont regroupées dans le document « Prescriptions Graphiques Réglementaires », auquel il est nécessaire de se reporter.*
- ✓ Les espèces végétales plantées doivent être d'origine locale et adaptées au climat et au sol (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les espèces allergisantes sont à éviter (conf. recommandations du RNSA : www.vegetation-en-ville.org).
- ✓ Les espèces végétales exotiques envahissantes sont proscrites (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les haies séparatives ne doivent pas être mono spécifiques.
- ✓ Tout arbre de haute tige doit être conservé ; si éventuellement celui-ci est abattu il doit être remplacé par un arbre d'essence adaptée au sol.
- ✓ Les espaces dédiés aux cheminements publics ou privés assurent une perméabilité hydraulique et sont dotés d'un revêtement approprié à leur usage.
- ✓ Les aires de stationnement extérieures d'une superficie égale ou supérieure à **100 m²** doivent être végétalisées et plantées d'au moins 1 arbre de haute tige par tranche de 100m² de stationnement. L'arbre planté doit présenter un tronc de minimum 1,80m de haut.
- ✓ Les dépôts et stockages situés à l'extérieur des constructions doivent être obligatoirement masqués par des rideaux d'arbres ou haies vives à feuilles persistantes.
- ✓ Les affouillements et/ou les exhaussements du sol ne seront autorisés que dans la limite où ils seront justifiés par la topographie du terrain avec insertion paysagère.

Article DCU.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCU.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ Dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement, la limitation de la consommation énergétique des constructions doit être recherchée.
- ✓ Les constructions nouvelles doivent être réalisées dans le respect au minimum des obligations en matière de performance énergétique en vigueur.
- ✓ Il en est de même lors des travaux de rénovation et/ou d'extension de constructions existantes.

- ✓ L'installation de système de production d'énergie renouvelable est autorisée à condition d'être intégré de façon harmonieuse dans l'architecture de la construction et de ne pas présenter de nuisance.
- ✓ L'implantation et l'orientation de la construction participent à la maitrise des dépenses énergétiques.
- ✓ Le bioclimatisme est privilégié.
- ✓ Pour les nouvelles constructions, les extensions des constructions à destination d'habitation ainsi que les annexes autorisées, les volumes les plus simples et compacts seront favorisés afin d'offrir le minimum de linéaires de façade en contact avec l'extérieur.

Article DCU.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ *Dans toutes les zones urbaines*

- ✓ Des dispositifs de branchement et/ou des fourreaux de réserve doivent obligatoirement être prévus et installés de façon à ce que toute nouvelle construction puisse être raccordée, à terme, aux réseaux à Très Haut Débit.

Zone Ua

Caractère de la zone : La zone Ua représente la délimitation du village, noyau urbain historique, à considérer comme un patrimoine bâti constituant un ensemble urbain remarquable et dont il convient de préserver et de mettre en valeur les caractères architecturaux, urbains et paysagers.
Le tissu urbain est serré, dense et les constructions sont implantées en ordre continu.
Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitation, de commerces et activités de service, d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

Article Ua.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Ua.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans l'ensemble de la zone Ua, sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Ua1 respectant le caractère de la zone et sont autorisées les occupations et utilisations qui respectent les conditions suivantes :

- Le changement de destination des locaux situés en rez-de-chaussée du cours Alexandre Gariel n'est autorisé qu'à destination de services, de bureaux, de commerces ou d'artisanat, d'équipements publics, et d'intérêt collectif et à condition d'être sans nuisance pour le voisinage.

Article Ua.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Ua.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes aux zones urbaines, article DCU.4**

Article Ua.5 Superficie minimale des terrains constructibles

✓ Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ua.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

- ✓ Sous réserve de respecter les conditions édictées à l'article Ua2, les constructions doivent s'implanter au ras de l'alignement des voies existantes, à modifier ou à créer.
- ✓ Toutefois, des implantations différentes peuvent être admises si l'aménagement proposé ne compromet pas l'ordonnancement de la voie, ou permet une amélioration de l'organisation générale de l'îlot et de l'aspect du site urbain.

Article Ua.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

- ✓ Les constructions doivent s'implanter en ordre continu, d'une limite séparative à l'autre, sur une bande de 15 mètres maximum de profondeur.

Article Ua.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Ua.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

- ✓ Article n'ont réglementé, hormis pour les abris de jardin (limités à 10m²)

Article Ua.10 Hauteur des constructions

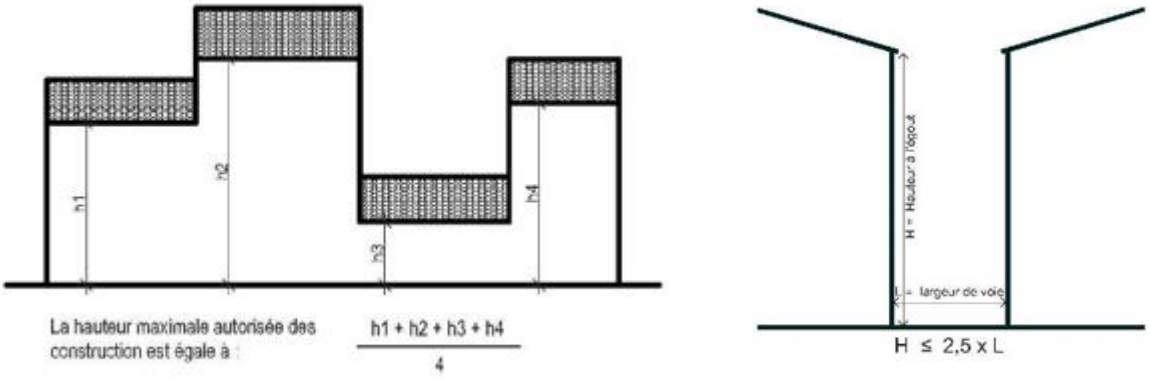
➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Hauteur maximale autorisée

La hauteur maximale des nouvelles constructions (hors annexes) ne pourra excéder la hauteur moyenne du front bâti de l'ilot, sans dépasser la **hauteur absolue de 12 mètres**.
Définition du front bâti : ensemble continu de maisons à l'alignement des voies, entre 2 ruptures constituées par des voies ou espaces publics. Le bâti existant, objet du projet ou permis, n'est pas compté, de même que les clôtures des jardins.

Dans tous les cas, la hauteur à l'égout du toit ne pourra pas dépasser au maximum 2,5 fois la largeur de la voie, sauf si la construction située en vis-à-vis est plus haute, dans ce cas la hauteur à l'égout sera conforme à la hauteur de cette dernière, dans la limite de la moyenne du front bâti de l'ilot.
En cas d'immeubles traversant donnant sur 2 rues : il sera appliqué la règle la plus restrictive.

La hauteur maximale autorisée : règle de calcul



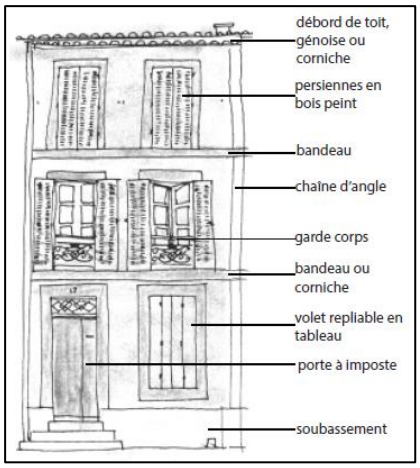
Article Ua.11 Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

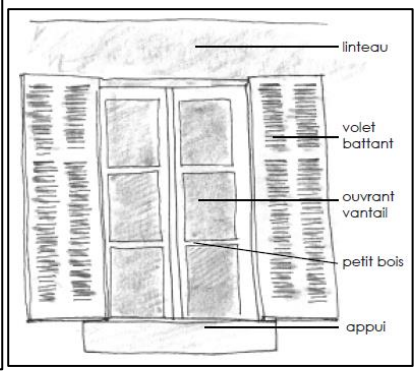
➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

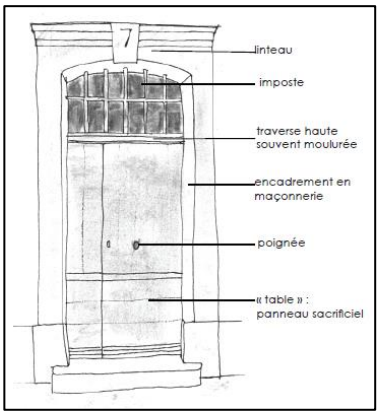
Ouvertures

- ✓ Les ouvertures sont à réaliser selon les dessins traditionnellement rencontrés dans le centre ancien, de manière à préserver sa typologie architecturale et son identité.
- ✓ Les ouvertures doivent être plus hautes que larges, de même dimension et axées si possible sur celles des autres niveaux. L'éventuelle création d'un percement impliquant une modification évidente doit être étudiée préalablement afin d'assurer son insertion dans l'architecture originelle. En cas de réfection ou de création d'une ou plusieurs baies, la forme, les dimensions et l'alignement des nouvelles baies doivent reprendre ceux des baies existantes.
- ✓ Les tons des menuiseries doivent être conformes au nuancier en annexe au règlement et disponible en mairie. Les menuiseries blanches, incompatibles avec le bâti ancien, sont à exclure.
- ✓ Les portes anciennes des maisons du village et leur encadrement d'origine en pierre appareillée doivent être préservées.
- ✓ Les éléments de ferronnerie anciens (heurtoirs, clef de chainage, garde-corps en fonte ou fer forgé etc…) doivent être conservés et restaurés avec soin, en respectant les matériaux et mise en œuvre d'origine.
- ✓ Les ouvertures de vantaux des portes ou volets battants sur la rue en rez-de-chaussée sont autorisées à condition de ne pas entraver la sécurité publique.
- ✓ Les grilles de défense à barreaux droits en harmonie avec les couleurs traditionnelles sont autorisées : elles seront peintes dans des teintes de couleur foncée.
- ✓ Les soubassements en saillies ne devront empiéter en aucune façon sur le trottoir.

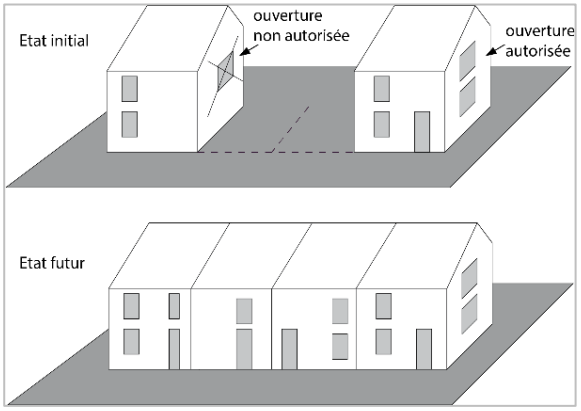
Extrait des fiches de recommandations du PNRV







Afin de favoriser la mitoyenneté, en bordure des voies publiques, les ouvertures (telles que portes et fenêtres) ne doivent pas empêcher l'adossement ou l'accolement des constructions *(cf. schéma)*.



✓ Les ouvertures des anciennes portes de granges ou de remises doivent, si possible, conserver leur volumétrie, avec préservation in situ du linteau en bois ou fer d'origine (ou, à défaut, leur remplacement à l'identique). La transformation de ces portes agricoles en porte de garage ou en baie est autorisée à condition que l'occultation n'entrave pas l'unité de la façade.

Fenêtres, volets et stores

✓ Pour les constructions neuves : les huisseries (fenêtres, porte- fenêtres ou baies vitrées) pourront être réalisées en bois, aluminium ou acier laqué (suivant le nuancier disponible en mairie). Le bois sera toujours privilégié pour les volets, persiennes, portes d'entrée et portes de garage.

✓ Pour les constructions existantes : la conservation des menuiseries en bois (fenêtres, volets et portes) doit être privilégiée. En cas de remplacement des menuiseries, la conservation du dessin d'origine des fenêtres (petits bois, imposte, etc…) est obligatoire.

✓ Les menuiseries (fenêtres, volets et portes) doivent être peintes, à l'exception des portes d'entrées anciennes qui peuvent être cirées ou traitées à l'huile de lin chaude.

✓ Les modèles de volets doivent respecter la typologie provençale : ils doivent être à lames ou à persiennes. Les volets pliants, à barre ou à écharpe sont interdits. Les volets roulants pour les fenêtres et portes d'habitation sont interdits. Les volets roulants et les grilles en fer forgé peuvent être tolérés, pour des conditions de sécurité, en rez-de-chaussée uniquement, en bois ou aluminium de couleur sombre et sous réserve que le coffre soit intégré dans le mur ou à l'intérieur du bâtiment. L'impossibilité technique d'installation d'un volet traditionnel devra être démontrée.

✓ Les volets roulants sont interdits.

✓ Les stores en façade peuvent être tolérés, en rez-de-chaussée uniquement, sous réserve que le coffre soit intégré dans le mur ou à l'intérieur du bâtiment.

Gouttières et descentes d'eaux pluviales

L'utilisation du zinc est fortement recommandée dans le centre ancien.

Enduits, revêtements, matériaux et maçonnerie

- ✓ Sont interdites les imitations de matériaux ainsi que l'emploi à nu en parement de matériaux non revêtus ou enduits, à l'exception de la pierre.
- ✓ Les pierres taillées de chainage d'angle ou d'encadrement devront être dégagées et mises en valeur après nettoyage.
- ✓ Dans un souci d'harmonisation, les remises doivent être traitées en harmonie avec la construction principale.
- ✓ La couleur des matériaux de construction, ou des enduits, doit s'harmoniser avec celles des constructions avoisinantes et leur composition doit se rapprocher de la palette de couleur consultable en mairie.
- ✓ Les façades sont soit enduites : Les enduits de façades doivent être réalisés en enduit à base de chaux et de sable et/ou badigeonnés à la chaux. Ils doivent présenter un grain fin (finition frotassée ou lissée).

  Soit en pierres : Les façades correspondant à la période Templière sont en pierre. Les travaux entrepris devront permettre de conserver et/ou de restaurer ces façades dans leur état d'origine. Elles ne pourront pas être enduites.
- ✓ Les reprises partielles en cas de réparation pourront être effectuées de manière identique à l'existant.
- ✓ En cas de surélévation d'un bâtiment, la partie surélevée ne pourra pas rester non enduite et devra être harmonisée avec le bâti existant.
- ✓ Les corniches, bandeaux et encadrements de fenêtres doivent être plus clairs que la couleur de la façade. Le soubassement doit être d'un ton différent et plus soutenu. L'ensemble des modénatures existantes (bandeaux, corniches, encadrements de baies) doivent être conservées et restaurées.
- ✓ Les décroutages sont autorisés uniquement si la façade est enduite.

Couleurs

- ✓ Pour que le nuancier chromatique soit réussi dans le village, quelques principes doivent être appliqués:

- Alterner les couleurs,
- Ne pas appliquer une couleur identique sur la façade et les menuiseries,
- Différencier les couleurs des façades et des menuiseries de deux bâtiments voisins ou face à face,
- Peindre l'ensemble des menuiseries et des ferronneries et ne pas les laisser bruts ou vernis notamment les volets.

Ainsi, chaque maison représente une « note» dont l'architecture et les couleurs participent à son identité. Sur la commune, la coloration des enduits et des éléments peints devra se rattacher à la tradition locale faite de teintes douces calcaire, et des pierres naturelles du Pays.

- ✓ Une palette chromatique existe en mairie et est annexé au présent règlement, elle est à respecter.
- ✓ Les couleurs trop vives et agressives qui pourraient rompre l'harmonie chromatique du village, et le blanc pur sont à proscrire. Les couleurs sombres sont à privilégier dans le grand paysage.

Couleurs des piscines

Pour les piscines visibles depuis l'espace public et afin d'intégrer au mieux les piscines dans l'environnement, le revêtement du fond de la piscine est à réaliser dans une teinte neutre, par exemple dans les nuances de sable, gris ou vert. Le cas échéant, le volet de sécurité est de la même teinte que le fond, exclure la teinte blanche. En cas de réalisation d'une barrière périphérique de sécurité, il conviendra de choisir un grillage de teinte foncée (vert, gris…) et d'exclure : les abris télescopiques de type « véranda », les bâches rigides de couleurs blanches et bleues et les barrières en aluminium avec panneaux transparents, modèles trop perceptibles dans l'environnement qui portent atteinte au paysage de la commune.

Antennes paraboliques

- ✓ L'implantation des antennes paraboliques en toiture ou au sol sont autorisées ; les implantations en façade sur rue sont proscrites. En tout état de cause, on veillera à ce que les antennes paraboliques soient les

moins visibles depuis les espaces publics. Dans les cas de toitures à 2 pentes, les antennes paraboliques seront implantées de préférence sur la toiture la moins visible depuis les espaces publics, elles ne pourront en aucun cas dépasser le faîtage du toit**.**

Article Ua.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

✓ Cet article n'est pas réglementé pour la zone Ua.

Article Ua.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

Article Ua.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ua.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Ua.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Ub

Caractère de la zone : La zone Ub représente les extensions directes du centre ancien, de type « faubourg ». Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions à destination d'habitation, de commerces et d'activités de services, de bureaux, d'artisanat et les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article Ub.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Ub.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans l'ensemble de la zone Ub sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Ub1 respectant le caractère de la zone et sont autorisées les occupations et utilisations qui respectent les conditions suivantes :

- ✓ Pour tout projet d'au moins 10 logements : au moins 20% des logements devront être à caractère social à condition qu'ils représentent au moins 20% de la surface de plancher totale.

Pour l'application de cette disposition, les logements en accession à la propriété seront considérés à caractère social, s'ils représentent jusqu'à 50 % du pourcentage imposé (ci-dessus) de logements sociaux.

Article Ub.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Ub.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Ub.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ub.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DUC.6**

Toute construction nouvelle doit respecter un recul minimum de :

- ✓ **15 mètres** par rapport à la limite de l'alignement des Routes Départementales ;
- ✓ **5 mètres** par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées.

Article Ub.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

Les constructions doivent être implantées :

- Soit à **4 mètres** minimum des limites séparatives.
- Soit en limite séparative.

Toutefois sont autorisées :

- les annexes qui peuvent être implantées en limites séparatives, sur un maximum de 10 mètres de longueur par annexe, entre deux unités foncières.

Article Ub.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Ub.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

- ✓ L'emprise maximale des constructions ne peut excéder **25 %** de la surface du terrain.

Article Ub.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Article Ub.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

- **Clôtures**
  - ✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès véhicule, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par coté; en dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

Article Ub.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Article Ub.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

- ✓ **40 %** de la surface des terrains doit être traitée en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.

Article Ub.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ub.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Ub.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Uc

Caractère de la zone : La zone Uc représente la délimitation de quartiers d'habitat à caractère résidentiel. Le tissu urbain est lâche et les constructions sont implantées en ordre discontinu.
Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitat.
La zone est partiellement concernée par l'étude des zones inondables, en annexe 1 du présent règlement. Les pétitionnaires doivent se référer aux règles et recommandations du règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation.

Article Uc.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Uc.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans l'ensemble de la zone Uc sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Uc1 respectant le caractère de la zone.

Article Uc.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Uc.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Uc.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uc.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

Toute construction nouvelle doit respecter un recul minimum de :

- 15 mètres par rapport à la limite de l'alignement des Routes Départementales ;
- 5 mètres par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées ;

Article Uc.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

Les constructions nouvelles doivent être implantées :

- à **4 mètres** minimum des limites séparatives.

Toutefois sont autorisées :

- Les annexes (y compris les garages) en limites séparatives sous réserve de respecter les conditions de hauteur (article 10) et sur un maximum de 10 mètres de longueur par annexe, entre deux unités foncières.

Article Uc.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Uc.9 Emprise au sol des constructions

.

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

✓ L'emprise maximale des constructions ne peut excéder **15 %** de la surface du terrain.

Article Uc.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Article Uc.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

Clôtures

- ✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès voiture, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par coté ; en dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

Article Uc.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Article Uc.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

- ✓ 50 % de la surface des terrains doit être traitée en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.

Article Uc.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uc.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Uc.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Ud

Caractère de la zone : La zone Ud représente la délimitation d'un quartier d'habitat à caractère résidentiel situé avenue des Contents. Le tissu urbain est lâche et les constructions sont implantées en ordre discontinu.

Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitat.

Article Ud.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Ud.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans l'ensemble de la zone Ud sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Ud1 respectant le caractère de la zone

Article Ud.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Ud.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Ud.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ud.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

Toute construction nouvelle doit respecter un recul minimum de :

- **5 mètres** par rapport à l'alignement des voies existantes ou projetées.

Article Ud.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

Les constructions doivent être implantées :

- à **4 mètres** minimum des limites séparatives.

Article Ud.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Ud.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

✓ L'emprise maximale des constructions ne peut excéder **10 %** de la surface du terrain.

Article Ud.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Article Ud.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

Clôtures

✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès voiture, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par coté ; en dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

Article Ud.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Article Ud.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

- ✓ **50 %** de la surface des terrains doit être traitée en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.

Article Ud.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ud.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Ud.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Ue

Caractère de la zone : La zone Ue est réservé aux équipements publics ou d'intérêt général (mairie, école, piscine, salle des fêtes).

Article Ue.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Ue.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans la zone Ue, sont autorisés les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Ue1 respectant le caractère de la zone lequel autorise les destinations suivantes :

- ✓ **Commerces et activités de service** : activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ;
- ✓ **Équipements d'intérêt collectif et services publics** : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de spectacles, équipements sportifs, autres équipements recevant du public ;

Article Ue.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Ue.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Ue.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ue.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

Toute construction nouvelle doit respecter un recul minimum de :

- **15 mètres** par rapport à la limite de l'alignement de la RD 30 ;
- **5 mètres** par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées ;

Article Ue.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

Les constructions doivent être implantées :

- soit en limite séparative,
- soit à 3 mètres minimum des limites séparatives.

Article Ue.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

.

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Ue.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

✓ Cet article n'est pas réglementé pour la zone Ue

Article Ue.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

✓ Cet article n'est pas règlementé pour la zone Ue

Article Ue.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

Volumes et façades

Les constructions devront présenter un aspect architectural soigné.

Stockage de matériaux

Les stockages extérieurs devront être réalisés en fond de parcelle et seront non visibles depuis la route départementale.

- **Couleurs et façades**

Les tons à privilégier doivent se fondre dans le paysage, et sont les suivants :

- Tons d'ocres sombres, terre d'ombre, terre de Sienne brûlée ou bois, finition mat dans tous les cas.
- Tons de gris anthracite foncé et béton, acier mat, métal mat ou verre.

Les contrastes en termes de couleur ou de matériaux doivent être évités, ainsi que les encadrements des ouvertures.
Les façades doivent être traitées de façon homogène.
Le nombre de matériaux doit être limité par bâtiment.
Seules les entrées clairement identifiées (décrochement, …) peuvent autorisées une couleur ou un matériau contrastant.
Les matériaux utilisés devront privilégier l'horizontalité.
Les façades côté route départementale doivent être pensées comme des supports de communication: l'architecture doit s'adapter à l'image de l'artisan ou de l'entreprise. Les enseignes doivent faire partie du volume global du bâti et non pas être en exergue, en excroissance, ni dépasser l'égout du toit.

- **Enduits, revêtements, matériaux et maçonnerie**

Les constructions pourront présenter une palette de matériaux variés, permettant des projets architecturaux contemporains : bois, verre, béton, pierre….l'association de ces matériaux entre eux est préconisée. Elles devront dans tous les cas être intégrées dans l'environnement naturel et architectural immédiat.

- **Clôtures**

Les clôtures doivent être aussi discrètes que possible.
La hauteur totale des clôtures est limitée à 1,80 mètre par rapport au sol naturel.
Seuls les brises-vues en bois, en fibre naturelle (coco, bruyères…) ou ayant un véritable aspect naturel sont autorisés.
Les murs bahuts, murs, murets sont interdits. Seuls les grillages et/ou les haies vives sont autorisés.
Dans tous les cas, les clôtures doivent permettre d'assurer la libre circulation des eaux (perméabilité hydraulique).
Les portails doivent impérativement s'harmoniser avec les clôtures.

Article Ue.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Le stationnement des véhicules, y compris les deux-roues, correspondants aux besoins de l'activité, des constructions et installations nouvelles doit être assuré

- pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de service,
- pour la totalité des véhicules du personnel et des visiteurs.

Article Ue.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

- ✓ **20 %** de la surface des terrains doit être traitée en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.

Article Ue.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Ue.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

- ✓ Des systèmes collectifs de production d'énergie doivent être privilégiés dans les opérations d'aménagement d'ensemble.

Article Ue.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Uf

Caractère de la zone : La zone Uf représente la délimitation de quartiers d'habitat à caractère résidentiel. Le tissu urbain est lâche et les constructions sont implantées en ordre discontinu.
Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitation, de commerces et d'activités de services et d'équipements d'intérêt collectif et de services publics.

La zone Uf comporte deux secteurs :

Secteur Ufa : dans lequel les nouvelles constructions sont autorisées, sous conditions,
Secteur Ufb : dans lequel aucune nouvelle construction à usage d'habitation n'est autorisée ; seules les extensions mesurées des habitations existantes sont autorisées ainsi que leurs annexes, sous conditions.

Article Uf.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Dans le secteur Ufb, les nouvelles constructions à destination d'habitation.
- Dans les secteurs Ufa et Ufb, les constructions et activités à destination de commerce ou d'industrie.

Article Uf.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU. 2**

Dans l'ensemble de la zone Uf et ses secteurs, sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 1 de la zone Uf respectant le caractère de la zone et sont autorisées les occupations et utilisations qui respectent les conditions suivantes :

Dans le secteur Ufa :

- Une construction à usage d'habitation par unité foncière

Dans le secteur Ufb :

- L'**extension** des constructions à destination d'habitation existantes et légales à la date d'approbation du PLU.

Dans les secteurs Ufa et Ufb :

- Les constructions à destination d'activités de services.
- Les annexes des constructions à destinations d'habitation (garage, piscine, pool house…etc).
- Les piscines.

Article Uf.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Uf.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Uf.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uf.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

Toute construction nouvelle doit respecter un recul minimum de :

- **5 mètres** par rapport à l'alignement des voies existantes ou projetées.

Article Uf.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

Les constructions nouvelles doivent être implantées :

- à **4 mètres** minimum des limites séparatives.

Toutefois sont autorisées :

- Les annexes (y compris les garages) en limites séparatives sous réserve de respecter les conditions de hauteur (article 10) et sur un maximum de 10 mètres de longueur par annexe, entre deux unités foncières.

Article Uf.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Uf.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.9**

Dans le secteur Ufa :

- Une seule construction à usage d'habitation autorisée par unité foncière, sous réserve de ne pas dépasser un plafond de **200m²** de surface de plancher.

Dans le secteur Ufb :

- Seule *l'extension* de la construction à usage d'habitation existante est autorisée, sous réserve de ne pas dépasser un plafond de **250m²** de surface de plancher, extension comprise.

Dans le secteur Ufa et Ufb

- Les annexes, hors piscine sont autorisées dans la limite de **80 m²** d'emprise cumulée (emprise totale de toutes les annexes édifiées sur une unité foncière, y compris l'abri de jardin).
- L'emprise du bassin de la piscine ne devra pas excéder **50 m².**

Article Uf.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Article Uf.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

Article Uf.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Article Uf.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

Dans les secteurs Ufa et Ufb, la surface des terrains devant être traités en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés est fixée à :

- ✓ Si la parcelle est inférieure à 500m², au moins **60%** de la surface du terrain ;
- ✓ Si la parcelle est comprise entre 500m² et 1000m², au moins **70%** de la surface du terrain ;
- ✓ Si la parcelle est comprise entre 1001m² et 2000m², au moins **80%** de la surface du terrain ;
- ✓ Si la parcelle est supérieure à 2000m² au moins **85%** de la surface du terrain.

Article Uf.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : car disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uf.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Uf.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Zone Uh

Caractère de la zone : *La zone Uh représente la délimitation du hameau de Villeneuve.*
Cette zone a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitation, ainsi que des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou aux équipements collectifs.

Article Uh.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.1**

Article Uh.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.2**

Dans l'ensemble de la zone Uh, sont autorisées les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Uh1 respectant le caractère de la zone et sont autorisées les occupations et utilisations qui respectent les conditions suivantes :

- Les nouvelles constructions à destination d'habitation doivent être strictement édifiées dans les zones d'emprise maximale des constructions, portées aux documents graphiques (documents 4.2 du PLU).

Article Uh.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.3**

Article Uh.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.4**

Article Uh.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uh.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.6**

- ✓ **Les nouvelles constructions à destination d'habitation** doivent être strictement édifiées dans les zones d'emprise maximale des constructions, portées aux documents graphiques (documents 4.2 du PLU).

Article Uh.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.7**

➜ **Les nouvelles constructions à destination d'habitation** doivent être strictement édifiées dans les zones d'emprise maximale des constructions, portées aux documents graphiques (documents 4.2 du PLU).

Toutefois sont autorisées :

- ✓ Les annexes qui peuvent être implantées en limites séparatives, sur un maximum de 10 mètres de longueur par annexe, entre deux unités foncières.

Article Uh.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.8**

Article Uh.9 Emprise au sol des constructions

Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU. 9

- ✓ Les nouvelles constructions à destination d'habitation doivent être strictement édifiées dans les zones d'emprise maximale des constructions, portées aux documents graphiques (documents 4.2 du PLU). La zone d'emprise maximale représente 200 m2 d'emprise.
- ✓ Pour toutes les constructions (existantes ou nouvelles) : les annexes (construction et piscine) édifiées en dehors de la zone d'emprise maximale et autorisées par dérogation dans l'article UH.7, ne devront pas présenter une emprise supérieure à 60 m2 cumulée.

Article Uh.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.10**

Article Uh.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.11**

- **Clôtures**
  - ✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès voiture, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par coté; en dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

- **Implantation des constructions**
  - ✓ Pour limiter les terrassements, la construction et son faitage devront s'implanter parallèlement aux courbes de niveau.
  - ✓ Selon la topographie du site, la nouvelle construction doit être de préférence implantée au plus près de la limite supérieure du terrain pour pouvoir dégager le plus d'espaces en contrebas.

Article Uh.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.12**

Article Uh.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.13**

- ✓ **40 %** de la surface des terrains doit être traitée en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.

Article Uh.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article Uh.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.15**

Article Uh.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones urbaines : article DCU.16**

Titre 3. Dispositions applicables aux zones à urbaniser

AU

Dispositions Communes à toutes les zones 1AU

Concerne la zone 1AUb

Article DC1AU.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ ***Dans la zone 1AUb***

✓ **Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :**

- Les constructions à destination d'industrie.
- L'ouverture et l'exploitation de toute carrière.
- Les activités agricoles liées à l'élevage.
- Le camping hors des terrains aménagés.
- Le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés.
- Les terrains de camping et de caravanage permanents ou saisonniers.
- Les habitations légères de loisirs.
- les parcs résidentiels de loisirs.
- Les résidences mobiles de loisirs.
- Les parcs d'attraction.

Article DC1AU.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ *Dans **la zone 1AUb***

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées :

- Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.
- Les affouillements et exhaussements de sol sous réserve de l'autorisation préalable et à condition qu'ils ne compromettent pas la stabilité des sols ou l'écoulement des eaux et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère du site.

Article DC1AU.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Accessibilité et desserte des terrains

✓ Desserte du terrain : ensemble des voies ouvertes à la circulation publique.

- ✓ Accessibilité : ensemble des cheminements permettant d'accéder aux constructions depuis les voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Les préconisations du SDIS en matière de desserte et d'accessibilité sont annexées au PLU (se référer au document 4.1.3 du PLU)

➜ *Dans **la zone 1AUb***

Accès

- ✓ Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voirie publique ou privée, soit direct, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin.
- ✓ Le refus d'une autorisation d'urbanisme peut être justifié si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Voirie

- ✓ Les dimensions, formes et caractéristiques des voies nouvelles publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir, sans pouvoir être inférieures à **6 mètres en zone 1AUb.**
- ✓ Leurs caractéristiques doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, de défense contre l'incendie, de protection civile, de secours, de visibilité, d'écoulement du trafic, de sécurité des usagers et de ramassage des ordures ménagères.
- ✓ Les nouvelles voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour. Ne sont pas concernées les voies publiques existantes.
- ✓ Pour tout projet de 5 logements ou plus, la sécurité des piétons doit être assurée par des aménagements adéquats.
- ✓ Une autorisation d'urbanisme peut être refusée sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des aménagements ou constructions envisagées.

Trottoirs

- ✓ Les trottoirs bordant les voies doivent respecter une largeur minimale de **1,5 mètre**.

Article DC1AU.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ *Dans **la zone 1AUb***

Eau potable

- ✓ Toute construction ou installation à destination d'habitation ou abritant des activités doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes, et réalisée conformément au règlement du service public de distribution d'eau potable en vigueur.

Assainissement

- ✓ Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement correctement dimensionné lorsqu'il existe.
- ✓ En l'absence de possibilité réelle dûment démontrée de raccordement sur le réseau public, l'assainissement non collectif est, exceptionnellement, autorisé à condition d'être conforme à la réglementation en vigueur, après avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Il sera dimensionné en fonction de la capacité d'accueil de la construction et en fonction de la capacité d'absorption du sol pour ce qui relève de l'évacuation des effluents traités.

- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées doit se faire sans aucune stagnation et en respectant les caractéristiques de ce réseau, sous réserve que celui-ci présente une capacité suffisante.
- ✓ En fonction du règlement de l'assainissement et après avis du service, le raccordement pourra être éventuellement refusé si les rejets sont incompatibles avec le bon fonctionnement de la station d'épuration.
- ✓ Le réseau collectif d'assainissement ayant pour vocation exclusive la collecte des eaux usées domestiques, les rejets d'effluents non domestiques doivent faire l'objet d'une autorisation particulière auprès du service d'assainissement comme le prévoit l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. L'évacuation de ces eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à un pré traitement approprié conformément à la réglementation en vigueur.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés et le réseau pluvial est interdite.

Eaux pluviales

- ✓ **Limiter l'imperméabilisation**

➜ Une surface imperméabilisée est une surface sur laquelle l'eau de pluie ne peut plus s'infiltrer. Elle comprend les surfaces occupées par les bâtiments (constructions, piscines, terrasses…) ainsi que les surfaces revêtues avec des produits étanches (toitures, toitures terrasses, bitume, enrobé, bi couche, asphalte, béton, pavés autobloquants, pavés scellés au ciment, etc.) et les sols stabilisés (matériaux compactés).

➜ Afin d'inciter à la désimperméabilisation et à l'utilisation de revêtements perméables (revêtements de type enrobé drainant, béton poreux, pavé drainant/enherbé…), les surfaces réalisées avec ce type de matériaux (places de parking, voies d'accès, …) sont comptées comme des surfaces perméables (coefficient d'imperméabilisation de 50%).

➜ Les stationnements seront préférentiellement réalisés avec des matériaux perméables ou semi-perméables.

➜ Les restanques existantes et leurs murs de pierres doivent être conservés, restaurés et entretenus, sauf impossibilité technique démontrée pour maintenir leur contribution à la limitation des ruissellements pluviaux. Afin de favoriser la préservation de la ressource en eau potable, les projets de construction pourront prévoir, en plus du système d'infiltration/rétention, un dispositif de récupération des eaux de toiture à destination de l'arrosage de jardin. Afin, de prendre le risque vectoriel lié aux moustiques, les cuves de récupération d'eaux pluviales devront être hermétiques au passage des insectes.

➜ Tout rejet dans le réseau pluvial des routes départementales est soumis à autorisation du Département. De plus, le débit rejeté ne doit pas être supérieur à celui existant avant aménagement.

➜ Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.

- ✓ **Compensation à l'imperméabilisation**

➜ Les nouvelles surfaces imperméabilisées doivent être compensées par la mise en œuvre d'un volume de rétention, proportionnel aux surfaces nouvellement imperméabilisées.

➜ Les surfaces nouvellement imperméabilisées doivent être compensées selon un ratio de compensation de 100 litres par m² imperméabilisé.

➜ Le calcul a appliqué pour la définition du volume de rétention est le suivant :

(Surface imperméabilisée nouvellement créée en m² x 100 litres) / 1000 = Volume de rétention en m³

➜ L'orifice de fuite du système de rétention sera calculé sur la base de 15l/s/hectare.

- ✓ **Conception des ouvrages de compensation**

➜ Les mesures compensatoires seront exécutées sous forme de techniques dites « alternatives» qui reposent sur l'idée de capter l'eau de ruissellement au plus près de sa source émettrice en mettant en œuvre une captation des eaux pluviales (avec obligation d'infiltration) pour les restituer à débit limité vers le milieu naturel.

➜ De nombreuses techniques existent dont les noues et bassins à ciel ouverts ou couverts, les tranchées d'infiltration, les tranchées drainantes, les puits d'infiltration, les structures filtrantes enterrées, systèmes carrossables, etc.

➜ Les ouvrages d'infiltration devront être situés au point bas des surfaces aménagées.

➜ Le maître d'ouvrage est tenu à l'obligation de bon fonctionnement et d'entretien des aménagements compensatoires (collecte, infiltration) afin d'assurer le maintien de leur efficacité dans le temps.

➜ A noter qu'en cas de projet d'aménagement d'ensemble, la compensation à l'imperméabilisation pourra être envisagée à une échelle globale (échelle du projet d'aménagement voire de la zone).

Dans ce cas les ouvrages créés devront être dimensionnés pour compenser les surfaces imperméabilisées par la voirie et les espaces communs ainsi que les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

La compensation des lots pourra être intégrée à la compensation des espaces communs ou réalisée à la parcelle.

Le ou les bassins de rétention et rejets de fuite des voiries et espaces communs devront être schématisés dans le projet, objet du permis d'aménager, et dans le cas d'un bassin de rétention aérien, celui-ci devra être aménagé en aire paysagère ou aire de jeu.

➜ Les projets soumis à la Loi sur l'eau devront respecter la doctrine de la MISEN en vigueur au moment du dépôt de la demande d'autorisation (documents en vigueur consultables sur le site internet de la Préfecture du Var et version 2022 annexée au présent règlement).

✓ **Application et exceptions**

➜ Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), sauf aux bâtiments techniques agricoles et à leurs extensions.

Dans ce cas, le système de compensation à l'imperméabilisation est détaillé dans la demande d'autorisation déposée (localisation sur plan masse et note de calcul dans la notice technique).

➜ Elles s'appliquent également aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme, y compris les la création d'accès, voirie et aires de stationnement privés. Ne sont pas concernés les aménagements communaux ou départementaux.

➜ Pour les permis de construire passant par une démolition du bâti existant (démolition des structures porteuses du bâtiment), le dimensionnement des ouvrages devra prendre en compte la totalité des surfaces imperméabilisées de l'unité foncière, quel que soit son degré d'imperméabilisation antérieur.

➜ Afin de ne pas contraindre les aménagements mineurs qui ne concernent que quelques mètres carrés, les nouveaux aménagements comprenant des surfaces imperméabilisées **inférieures à 50 m²** sont dispensés de compensation.

Eaux de piscines

✓ Les eaux de lavage des filtres sont considérées comme des eaux usées; compte tenu de leur charge organique, elles doivent être épurées par les filières habituelles.

✓ Les eaux de vidange des bassins doivent être éliminées comme des eaux pluviales, elles sont donc interdites dans les systèmes de collecte des eaux usées et dans les canaux cadastrés et les cours d'eau.

✓ En l'absence de réseau pluvial, elles peuvent être rejetées au milieu naturel après neutralisation du chlore. Le délai de neutralisation des désinfectants et autres polluants est de 15 jours.

Citernes

✓ Les citernes de gaz seront enterrées.

✓ Les citernes de gasoil seront disposées à l'intérieur des constructions ou enterrées.

Réseaux de distribution et d'alimentation

✓ Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de distribution d'énergie électrique ainsi qu'aux câbles téléphoniques doivent être réalisés en souterrain sur fonds privés.

✓ Dans le cas d'un aménagement d'un immeuble existant ou de construction neuve adjacente à un bâtiment existant, l'alimentation pourra être faite par câbles torsadés posés sur les façades.

- ✓ Les compteurs extérieurs doivent être placés à l'intérieur de coffrets encastrés complètement dans la maçonnerie si existante.

Défense incendie

- ✓ Pour toute nouvelle construction la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié (citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, bassin, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante…), conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Var.

Article DC1AU.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DC1AU.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ *Dans **la zone 1AUb***

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 6 spécifiques à chaque zone A urbaniser peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

  - ✓ **Portail :** Toute implantation de portail devra permettre d'assurer l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sans occasionner de gêne pour la circulation sur voies privées ou publiques, en prévoyant une ouverture vers l'intérieur de la propriété. Cette place de stationnement entre en compte dans le nombre de places requises à l'article 12.
- Une implantation différente peut être admise, dans le cas de l'extension d'une construction existante ne respectant pas les reculs fixés ci-dessous, dans la mesure où cette extension n'aggrave pas le non-respect du recul.
- Lorsque l'application de cette règle est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager un accès à la parcelle par portail coulissant et automatisé.

Article DC1AU.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ *Dans **la zone 1AUb***

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 7 spécifiques à chaque zone A urbaniser peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.

- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Article DC1AU.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ Cet article n'est pas réglementé.
- ✓ Pour mémoire, en cas de mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif (ANC), les dispositions d'implantations des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété doivent être conformes au règlement du SPANC (cf. annexes générales, document n°5 du PLU).

.

Article DC1AU.9 Emprise au sol des constructions

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ Le schéma concept de l'emprise au sol des constructions figure en annexe du règlement, document 4.1.2 du PLU.
- ✓ L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

.

Article DC1AU.10 Hauteur des constructions

Conditions de mesure de la hauteur autorisée

- ✓ Tout point de la construction **à l'égout du toit ou à l'acrotère** ne doit pas dépasser un plan parallèle au sol conforme aux schémas annexés au présent règlement (document 4.1.2 du PLU).
- ✓ Un plan altimétrique détaillé pourra être exigé.
- ✓ La hauteur absolue est calculée :

- avant travaux, en cas de sol naturel remblayé ;
- après travaux, en cas de sol naturel excavé.

Hauteur maximale autorisée

➜ *Dans toutes les zones A Urbaniser*

Ne sont pas soumises aux règles de hauteur définies par le règlement

- ✓ les reconstructions des bâtiments existants ;
- ✓ les constructions existantes à la date d'approbation du PLU qui dépassent la hauteur définie par le règlement.
- ✓ les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Article DC1AU.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ Les constructions et installations, à édifier ou à modifier, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages agricoles, naturels ou

urbains et aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes, aspects extérieurs et aménagements de leurs abords, contribuer à une qualité architecturale et environnementale visant leur insertion harmonieuse dans le milieu récepteur. C'est pourquoi, en cas d'atteinte, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales.

- ✓ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pourront être dispensées des dispositions particulières ci-après.

Murs de soutènement

- ✓ Les murs de soutènement doivent être conçus, dans les règles de l'art, de manière à s'adapter à la configuration du terrain naturel.
- ✓ Les murs de soutènement apparents doivent être traités en pierres du pays dans l'esprit des restanques traditionnelles et limitées à **1m80** de hauteur.
- ✓ L'espacement entre deux murs de soutènement ne doit pas être inférieur **à 1m50**.
- ✓ Les restanques existantes, composantes héritées du paysage local, sont à conserver et à restaurer.
- ✓ Les enrochements et les dispositifs modulaires à emboitement sont à exclure.

Panneaux photovoltaïques et capteurs solaires

- ✓ Les panneaux photovoltaïques et capteurs solaires ne sont autorisés que s'ils sont intégrés à l'architecture de la construction : toitures, garde-corps, brise-soleil, sous forme d'auvent ou en implantation au sol, et à condition de privilégier des installations discrètes et peu ou pas visibles depuis les espaces et voies publiques.

Réseaux

L'encastrement des réseaux apparents en façades et l'intégration (ou l'habillage à minima) des éléments techniques (coffres de volets roulants, coffres de stores, blocs extérieurs de climatiseur, câblage…) est obligatoire.
Les mats existants et projetés doivent être fermés, y compris sur leur partie haute, afin que les chiroptères n'y pénètrent pas. Si tel n'est pas le cas, un système d'obturation doit être installé.

Toitures

- ✓ Les toitures sont simples, généralement à 2 pentes opposées. La pente de la toiture doit être sensiblement identique à celle des toitures des constructions avoisinantes, et ne devra en aucun cas dépasser 30%. Les toitures à une seule pente sont admises si elles existaient auparavant ou si elles existent sur l'un ou l'autre des bâtiments voisins.
- ✓ Elles sont réalisées en tuiles romanes, rondes canal de la même couleur que les tuiles environnantes (tuiles rondes vieillies et de teintes variées, couleurs panachées).
- ✓ La toiture sera réalisée avec les tuiles de courant et de couvert.
- ✓ Les souches de cheminées doivent être simples, recouvertes du même enduit que les murs, et implantées judicieusement, de manière à éviter des hauteurs de souches trop grandes.

Appareils de climatisation et d'extraction d'air

- ✓ L'implantation des appareils de climatisation et d'extraction d'air en toiture est autorisée sous réserve de les intégrer en les dissimulant derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles.
- ✓ Leur implantation en façade sur rue est autorisée, sous réserve de ne pas être en saillie et d'être dissimulée derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles depuis les espaces publics.

Clôtures

- ✓ Seuls les brises-vues en bois, en fibre naturelle (coco, bruyères…) ou ayant un véritable aspect naturel sont autorisés.

- ✓ Les clôtures, haies vives ou murs doivent être écologiquement perméable et permettre d'assurer une libre circulation des eaux (perméabilité hydraulique) par des aménagements prévus à cet effet. (Voir schéma en annexe du règlement)
- ✓ Les murs bahut situés au-dessus des murs de soutènement sont interdits.
- ✓ Les murs bahut respectent le coloris de la façade de la construction principale.

Débords de la couverture

- ✓ Les débords avals de la couverture doivent être constitués soit par une corniche, soit par une génoise où seule la tuile canal peut être utilisée pour sa réalisation.
- ✓ Le rôle de la génoise est d'éloigner les eaux de ruissellement du toit afin d'éviter qu'elles ne viennent frapper le crépi de la façade. Le débord est établi en fonction de la hauteur de la bâtisse, entre un à trois rangs de génoise. Cette tuile canal se décline aujourd'hui avec des teintes rosées nuancées et vieillies. Les tuiles de couleur uniforme (rouge, orange, jaune...) sont à proscrire.

Enduits, revêtements, matériaux et maçonnerie

- ✓ Les enduits sont frottassés fins, revêtus ou non de peinture minérale. Les revêtements de synthèse tels que revêtements plastiques épais ou semi-épais et autres crépis dits « rustiques », sont interdits.

Couleur

- ✓ Une palette chromatique existe en mairie et est annexé au règlement (confère document 4.1.2 du PLU), elle est à respecter.
- ✓ Les couleurs trop vives et agressives sont proscrites,
- ✓ Le blanc pur est interdit.

Ordures ménagères et tri sélectif

- ✓ Lorsqu'une construction est réalisée pour les containers et bacs destinés au ramassage des ordures ménagères et au tri sélectif, elle doit présenter une unité d'aspect et de matériaux en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Article DC1AU.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ Le stationnement des véhicules, y compris les deux-roues, correspondants aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques et sur le terrain d'assiette du projet.
- ✓ La superficie minimale d'un emplacement de stationnement est de 25 m² (y compris les accès et dégagements).
- ✓ La réalisation d'aires de stationnement est imposée dans le cas de réhabilitation avec création de logements supplémentaires, sauf dérogation accordée auprès des services de la Mairie.
- ✓ Les espaces dédiés au stationnement doivent être conçus afin d'assurer leur perméabilité.
- ✓ Les nouveaux espaces de stationnement des vélos doivent être visibles et dotés d'un accès direct.
- ✓ Lorsque l'application de ces prescriptions est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager une aire de stationnement dans un environnement immédiatement propice.
- ✓ Les normes sont les suivantes :

- *Pour les constructions à usage d'habitation* : une place de stationnement pour 70 m2 de surface de plancher. Le nombre total de places ne doit en aucun cas être inférieur au nombre de logements, et une place réservée aux visiteurs par tranche de 5 logements.
- *Dans le cas de logements sociaux*, il ne pourra être exigée plus d'une place de stationnement par logement.
- *Pour les immeubles d'habitation* : 1 place de stationnement vélo par logement ;
- *Pour les constructions à usage de commerces, d'artisanat, de bureaux et de services* : 1 place pour 40 m2 de surface de plancher ;
- *Pour les immeubles de bureaux* : 1 place de stationnement vélo pour 5 salariés ;
- *Pour les restaurants* : 1 place pour 10 m2 de salle de restaurant. ;
- *Pour les hôtels* : 1 place par chambre ;
- *Pour les établissements hospitaliers, maisons de retraite* : 1 place pour deux lits.
- *Autres* : les aires de stationnement à réserver doivent être suffisantes pour assurer l'évolution et le stationnement des véhicules de la clientèle ou usagers en accord avec les services intéressés.
    - ✓ Conformément à l'article L151-33 du code de l'urbanisme : Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat. Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions. Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L. 151-30 et L. 151-32, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Article DC1AU.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ *Le schéma concept des espaces verts de pleine terre figure en annexe du règlement, document 4.1.2 du PLU.*
- ✓ Les plantations à conserver ou à réaliser ainsi que les terrains cultivés et espaces non bâtis à protéger sont identifiées aux documents graphiques du règlement. *Les règles qui s'y appliquent sont regroupées dans le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Réglementaires », auquel il est nécessaire de se reporter.*
- ✓ Les espèces végétales plantées doivent être d'origine locale et adaptées au climat et au sol (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les espèces allergisantes sont à éviter (conf. recommandations du RNSA : www.vegetation-en-ville.org).
- ✓ Les espèces végétales exotiques envahissantes sont proscrites (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les haies séparatives ne doivent pas être mono spécifiques.
- ✓ Tout arbre de haute tige doit être conservé ; si éventuellement celui-ci est abattu il doit être remplacé par un arbre d'essence adaptée au sol.
- ✓ Les espaces dédiés aux cheminements publics ou privés assurent une perméabilité hydraulique et sont dotés d'un revêtement approprié à leur usage.
- ✓ Les aires de stationnement extérieures d'une superficie égale ou supérieure à **100 m²** doivent être végétalisées et plantées d'au moins 1 arbre de haute tige par tranche de 100m² de stationnement. L'arbre planté doit présenter un tronc de minimum 1,80m de haut.

- ✓ Les dépôts et stockages situés à l'extérieur des constructions doivent être obligatoirement masqués par des rideaux d'arbres ou haies vives à feuilles persistantes.
- ✓ Les affouillements et/ou les exhaussements du sol ne seront autorisés que dans la limite où ils seront justifiés par la topographie du terrain avec insertion paysagère.

Article DC1AU.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DC1AU.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ *Dans **la zone 1AUb***

- ✓ Dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement, la limitation de la consommation énergétique des constructions doit être recherchée.
- ✓ Les constructions nouvelles doivent être réalisées dans le respect au minimum des obligations en matière de performance énergétique en vigueur.
- ✓ Il en est de même lors des travaux de rénovation et/ou d'extension de constructions existantes.
- ✓ L'installation de système de production d'énergie renouvelable est autorisée à condition d'être intégré de façon harmonieuse dans l'architecture de la construction et de ne pas présenter de nuisance.
- ✓ L'implantation et l'orientation de la construction participent à la maitrise des dépenses énergétiques.
- ✓ Le bioclimatisme est privilégié.
- ✓ Pour les nouvelles constructions, les extensions des constructions à destination d'habitation ainsi que les annexes autorisées, les volumes les plus simples et compacts seront favorisés afin d'offrir le minimum de linéaires de façade en contact avec l'extérieur.

Article DC1AU.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ *Dans **la zone 1AUb** :* La mise en place de fourreaux de réserves est obligatoire lors de la réalisation d'opérations d'aménagement et/ou de lotissements.

Zone 1AUb

Caractère de la zone : La zone 1AUb est localisée en entrée Ouest du village. Elle représente la délimitation d'une zone d'activités économiques. Cette zone à principalement vocation à accueillir les constructions à destination de commerces et activités de service (artisanat, commerces de détail, commerce de gros, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, industrie et entrepôts).
Elle devra être urbanisée en respectant les orientations d'aménagement et de programmation, pièce n°3 du PLU.

Article 1AUb.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU. 1**

✓ **Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites** :

- Les constructions à destination d'habitation,
- Les constructions à destination de restauration,
- Les constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique.

Article 1AUb.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.2**

✓ **Dans le la zone 1AUb,** sont autorisés les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 1AUb 1 et respectant le caractère de la zone, lequel autorise les destinations suivantes:

- Les « sous-destinations » de la destination « **Commerce et activités de service** » suivantes (au sens des articles R 151-27 et R 151-28 du code de l'urbanisme) : artisanat et commerce de détail, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle;
- Les « sous-destinations » de la destination « **Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire** » suivantes (au sens des articles R 151-27 et R 151-28 du code de l'urbanisme) : entrepôt, bureau.
- Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sous réserve qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens.

Article 1AUb.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.3**

Article 1AUb.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU. 4**

Article 1AUb.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article 1AUb.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.6**

Toute construction doit respecter un recul minimum de :

- **30 mètres** par rapport à l'alignement de la RD 30 ;
- **5 mètres** par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées ;

Article 1AUb.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.7**

Les constructions doivent être implantées :

- soit en limite séparative,
- soit à 3 mètres minimum des limites séparatives.

Article 1AUb.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.8**

Article 1AUb.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.9**

✓ L'emprise maximale des nouvelles constructions ne peut excéder **50 %** de la surface du terrain.

Article 1AUb.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.10**

✓ La hauteur des constructions ne peut dépasser **7 mètres** à l'égout du toit ou à l'acrotère, sauf, dans la phase 3 du plan des OAP. Dans cette partie de l'OAP la hauteur des constructions ne peut dépasser **4 mètres** à l'égout du toit ou à l'acrotère.

Article 1AUb.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.11**

- **Clôtures**
  - ✓ La hauteur totale des clôtures est limitée à **2 mètres** par rapport au sol naturel**.**
  - ✓ Les clôtures doivent être aussi discrètes que possible.
  - ✓ Elles doivent être constituées soit :
- D'un mur bahut de 80 cm de haut maximum, surmonté d'un grillage ou de grille,
- D'un grillage ou d'une grille.
- Les murets devront être enduits sur les deux faces : il est interdit de laisser les murs pleins et les murets en parpaings apparents.
- L'ensemble des éléments formant la clôture en bordure de voie doit être traité de manière intégrée et unitaire.
- La pose de grillage ou de grilles est conditionnée à la plantation de haies d'essences locales.
- Les plantations doivent privilégier des essences variées, diversifiées, adaptées au climat et au contexte local. La palette végétale du Parc Naturel Régional est disponible en mairie pour orienter le pétitionnaire.
- Les clôtures doivent être ajourées afin de permettre la libre circulation des eaux pluviales et les déplacements de la petite faune. Les grillages, les murs et les murets doivent soit être composés d'une maille suffisamment large (15 cm min) soit comporter des césures ou des ouvertures à leur pied.
- Les clôtures positionnées côté stade devront être constituées soit d'un mur bahut surmonté de grilles ou grillages soit d'un grillage ou de grilles. Le dispositif devra être doublé d'une haie vive.

- **Volumes et façades**

Les constructions devront présenter un aspect architectural soigné

- **Stockage de matériaux**

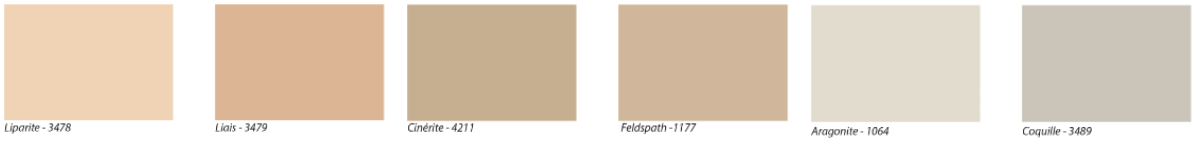
Les stockages extérieurs devront être réalisés en fond de parcelle et ne seront pas visibles depuis la route départementale.

- **Enduits, revêtements, matériaux et maçonnerie**

Les enduits seront frotassés fin, revêtus ou non de peinture minérale. D'autres revêtements de façade, notamment le bois, la pierre, le verre, pourront être autorisés pour un intérêt évident de composition, valorisant l'intégration dans le site.

- **Couleurs et façades :**
  - ✓ Les tons à privilégier doivent se fondre dans le paysage, et sont les suivants :
    - Tons d'ocres sombres, terre d'ombre, terre de Sienne brûlée ou bois, finition mat dans tous les cas.
    - Tons de gris anthracite foncé et béton, acier mat, métal mat ou verre.
  - ✓ Les contrastes en termes de couleur ou de matériaux sont proscrits, ainsi que les encadrements des ouvertures.
  - ✓ Les façades doivent être traitées de façon homogène.
  - ✓ Le nombre de matériaux doit être limité par bâtiment.
  - ✓ Seules les entrées clairement identifiées (décrochement, …) peuvent autorisées une couleur ou un matériau contrastant.
  - ✓ Les matériaux utilisés devront privilégier l'horizontalité.
  - ✓ Les enseignes doivent faire partie du volume global du bâti et non pas être en exergue, en excroissance, ni dépasser l'égout du toit.

Exemple de palette chromatique d'après Viero de Tollens :



Selection de teintes pour les ferronneries et les menuiseries :



Article 1AUb.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.12**

- ✓ Les aires de stationnement à réserver doivent être suffisantes pour assurer l'évolution et le stationnement des véhicules de la clientèle ou usagers en accord avec les services intéressés.
- ✓ Les activités autorisées dans la zone devront organisées sur leur site ou de manière mutualisée avec les autres activités, le stationnement des vélos des clients et salariés ;

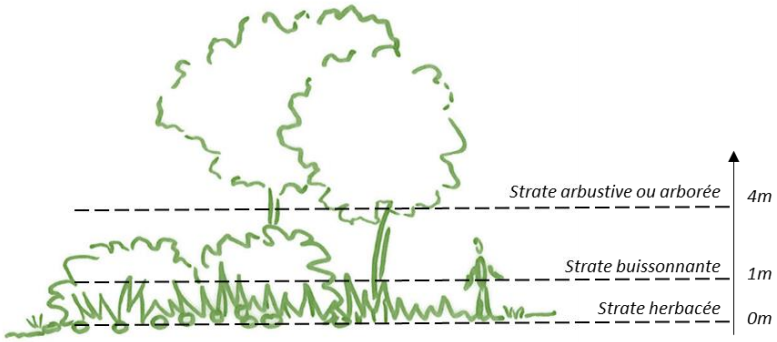
Article 1AUb.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.13**

- ✓ Dans la zone 1AUb, **20 %** de la surface des terrains doit être traité en espaces verts de pleine terre non imperméabilisés végétalisés et/ou plantés.
- ✓ Ces 20% devront être impérativement plantés en respectant 3 strates :

- au moins une essence végétale correspondant à la strate herbacée,
- au moins une essence végétale correspondant à la strate buissonnante,
- au moins une essence végétale correspondant à la strate arbustive ou arborée.

Schéma concept des trois strates à respecter au sein de chaque espace vert de pleine terre :



- ✓ Les espaces non imperméabilisés et espaces libres devront être aménagés suivant des dispositions qui les rendent inaccessibles aux véhicules automobiles, sauf aux

véhicules d'urgence et d'entretien. Ces espaces devront impérativement être plantés (massifs, petites plantations, herbacées, arbustes).

- ✓ Les espaces de stockage (entreposage, stocks de matériaux…) seront dissimulés derrière des dispositifs opaques (architecturaux ou végétaux type plantes grimpantes), non perceptibles depuis la RD.
- ✓ Le long de la RD : maintien d'une zone tampon à la végétation dense, « bouclier vert » d'une épaisseur de 30 m.
- ✓ En lisière avec les autres espaces alentours : la plantation d'une zone tampon végétales, « lisières plantée » d'essences végétales de haute ou moyennes tiges.

Article 1AUb.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article 1AUb.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A Urbaniser : article DC1AU.15**

- ✓ Des systèmes collectifs de production d'énergie doivent être privilégiés dans les opérations d'aménagement d'ensemble.

Article 1AUb.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes les zones A urbaniser : article DC1AU.16**

Zone 2AU

Caractère de la zone : La zone d'urbanisation future est considérée comme stricte dans la mesure où les voies et les réseaux (eau, d'électricité, assainissement, défense incendie) existants à la périphérie immédiate de cette zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et permettre la poursuite de la densification urbaine envisagée.
La zone 2AUa a principalement vocation à accueillir un projet d'habitat partagé en direction des séniors.
La zone 2AUb a principalement vocation à accueillir des constructions et installations à destination d'habitat.
On la retrouve dans 2 secteurs dans le quartier des Aréniers.

Son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du Plan Local d'Urbanisme ; une étude pré-opérationnelle d'ensemble, permettant à la fois de déterminer le mode d'aménagement et les règles que les constructions devront respecter, devra être menée. Des mesures de défendabilité face au risque feu de forêt devront être mises en place. Cette étude devra prendre la forme d'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Article 2AU1. Occupations et utilisations du sol interdites

Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 2 sont interdites.

Article 2AU2. Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- ✓ Seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article 2AU3. Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU4. Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

Cet article n'est pas règlementé

Article 2AU5. Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet car disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article 2AU6. Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

Cet article n'est pas règlementé

Article 2AU7. Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Cet article n'est pas règlementé

Article 2AU8. Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU9. Emprise au sol des constructions

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU10. Hauteur des constructions

Cet article n'est pas réglementé

Article 2AU11. Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Cet article n'est pas règlementé

Article 2AU12. Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU13. Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU14. Coefficient d'occupation du sol

Sans objet car disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article 2AU15. Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

Cet article n'est pas règlementé.

Article 2AU16. Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Cet article n'est pas règlementé.

Titre 4. Dispositions applicables aux zones agricoles

A

Dispositions Communes à toute la zone A et ses secteurs

Concernent les zones A, Af, Ap et le STECAL ASt1

Article DCA.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ Dans toute la zone Agricole et ses secteurs

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Dans les espaces identifiés sur les pièces graphiques du règlement, pour des motifs d'ordre paysager, les nouveaux bâtiments d'exploitation ou d'habitation, installations ou ouvrages techniques nécessaires à la production agricole.
- L'extraction de terre végétale, de matériaux argileux ou calcaire, la cabanisation, le dépôt de déchets non liés à un usage agricole, l'implantation de centrales photovoltaïques au sol et le remblai sauvage y sont strictement interdits.
- Les dépôts et stockages de matériaux sont interdits.
- Conformément aux dispositions des articles L411-1 et 2 du code de l'environnement, il est rappelé au pétitionnaire que l'atteinte aux individus, la perturbation et la dégradation des habitats sont interdites, sauf procédure exceptionnelle de dérogation.

Article DCA.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ Dans toute la zone Agricole et ses secteurs

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées :

- Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.
- Sont autorisés les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception du secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique, identifié dans les documents graphiques dans le quartier de l'Etang, aux conditions suivantes :
  - d'être nécessaires à l'exploitation agricole ;
  - de ne pas compromettent la stabilité du sol et le libre écoulement des eaux ;
  - qu'en cas de talus créé ou de restanque créée, ils aient une hauteur inférieure à 1,80 mètre et s'intègre dans le paysage ;
  - Que les matériaux naturels issus du sol et/ou du sous-sol soient réutilisés ;
- Dans le cadre de la restauration des cabanons et ruines dont il reste la toiture et représentant potentiellement des gites pour les chiroptères et les oiseaux, il est conseillé de maintenir ou de créer un accès aux combles afin de maintenir ou de favoriser leur fonction de gites.

Article DCA.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Accessibilité et desserte des terrains

- ✓ Desserte du terrain : ensemble des voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Accessibilité : ensemble des cheminements permettant d'accéder aux constructions depuis les voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Les préconisations du SDIS en matière de desserte et d'accessibilité sont annexées au PLU (se référer au document 4.1.3 du PLU)

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

Accès

- ✓ Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voirie publique ou privée, soit direct, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin.
- ✓ Le refus d'une autorisation d'urbanisme peut être justifié si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.
- ✓ Les accès aux constructions et installations doivent être aménagés de telle façon que le stationnement des véhicules avant l'entrée dans les propriétés s'effectue hors du domaine public. L'ouverture des portails doit s'effectuer vers l'intérieur des propriétés.

Voirie

- ✓ Les dimensions, formes et caractéristiques des voies nouvelles publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir, sans pouvoir être inférieures à 4 **mètres de passage**.
- ✓ Leurs caractéristiques doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, de défense contre l'incendie, de protection civile, de secours, de visibilité, d'écoulement du trafic, de sécurité des usagers et de ramassage des ordures ménagères.
- ✓ Les nouvelles voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour. Ne sont pas concernées les voies publiques existantes.
- ✓ Une autorisation d'urbanisme peut être refusée sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des aménagements ou constructions envisagées.

Article DCA.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

Eau potable

- ✓ Toute construction ou installation à usage d'habitation ou abritant des activités, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes. En cas d'impossibilité de raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable, les constructions ou installation doivent être alimentées par captage ou forage, à condition que la potabilité de l'eau, son débit minimal et sa protection contre tout risque de pollution soient assurés et dans les conditions de respect de la règlementation sanitaire applicable, à savoir :

▪ L'alimentation en eau potable par une ressource privée (puits, source, forage, ETC.) est soumise à déclaration en mairie pour tout usage unifamilial (avec une analyse d'eau conforme si l'eau est destinée à la consommation humaine) ;
▪ Pour tout usage autre qu'unifamilial (gîte, agroalimentaire, ERP, etc.) l'alimentation en eau potable par une ressource privée est soumise à autorisation préfectorale.

Assainissement

- ✓ Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement correctement dimensionné lorsqu'il existe.
- ✓ En l'absence de possibilité réelle dûment démontrée de raccordement sur le réseau public, l'assainissement non collectif est, exceptionnellement, autorisé à condition d'être conforme à la réglementation en vigueur, après avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Il sera dimensionné en fonction de la capacité d'accueil de la construction et en fonction de la capacité d'absorption du sol pour ce qui relève de l'évacuation des effluents traités.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées doit se faire sans aucune stagnation et en respectant les caractéristiques de ce réseau, sous réserve que celui-ci présente une capacité suffisante.
- ✓ En fonction du règlement de l'assainissement et après avis du service, le raccordement pourra être éventuellement refusé si les rejets sont incompatibles avec le bon fonctionnement de la station d'épuration.
- ✓ Le réseau collectif d'assainissement ayant pour vocation exclusive la collecte des eaux usées domestiques, les rejets d'effluents non domestiques doivent faire l'objet d'une autorisation particulière auprès du service d'assainissement comme le prévoit l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. L'évacuation de ces eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à un pré traitement approprié conformément à la réglementation en vigueur.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés et le réseau pluvial est interdite.

Eaux pluviales

- ✓ **Limiter l'imperméabilisation**

➜ Une surface imperméabilisée est une surface sur laquelle l'eau de pluie ne peut plus s'infiltrer. Elle comprend les surfaces occupées par les bâtiments (constructions, piscines, terrasses…) ainsi que les surfaces revêtues avec des produits étanches (toitures, toitures terrasses, bitume, enrobé, bi couche, asphalte, béton, pavés autobloquants, pavés scellés au ciment, etc.) et les sols stabilisés (matériaux compactés).

➜ Afin d'inciter à la désimperméabilisation et à l'utilisation de revêtements perméables (revêtements de type enrobé drainant, béton poreux, pavé drainant/enherbé…), les surfaces réalisées avec ce type de matériaux (places de parking, voies d'accès, …) sont comptées comme des surfaces perméables (coefficient d'imperméabilisation de 50%).

➜ Les stationnements seront préférentiellement réalisés avec des matériaux perméables ou semi-perméables.

➜ Les restanques existantes et leurs murs de pierres doivent être conservés, restaurés et entretenus, sauf impossibilité technique démontrée pour maintenir leur contribution à la limitation des ruissellements pluviaux. Afin de favoriser la préservation de la ressource en eau potable, les projets de construction pourront prévoir, en plus du système d'infiltration/rétention, un dispositif de récupération des eaux de toiture à destination de l'arrosage de jardin. Afin, de prendre le risque vectoriel lié aux moustiques, les cuves de récupération d'eaux pluviales devront être hermétiques au passage des insectes.

➜ Tout rejet dans le réseau pluvial des routes départementales est soumis à autorisation du Département. De plus, le débit rejeté ne doit pas être supérieur à celui existant avant aménagement.

➜ Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.

- ✓ **Compensation à l'imperméabilisation**

➜ Les nouvelles surfaces imperméabilisées doivent être compensées par la mise en œuvre d'un volume de rétention, proportionnel aux surfaces nouvellement imperméabilisées.

➜ Les surfaces nouvellement imperméabilisées doivent être compensées selon un ratio de compensation de 100 litres par m² imperméabilisé.

➜ Le calcul a appliqué pour la définition du volume de rétention est le suivant :

(Surface imperméabilisée nouvellement créée en m² x 100 litres) / 1000 = Volume de rétention en m³

➜ L'orifice de fuite du système de rétention sera calculé sur la base de 15l/s/hectare.

✓ **Conception des ouvrages de compensation**

➜ Les mesures compensatoires seront exécutées sous forme de techniques dites « alternatives» qui reposent sur l'idée de capter l'eau de ruissellement au plus près de sa source émettrice en mettant en œuvre une captation des eaux pluviales (avec obligation d'infiltration) pour les restituer à débit limité vers le milieu naturel.

➜ De nombreuses techniques existent dont les noues et bassins à ciel ouverts ou couverts, les tranchées d'infiltration, les tranchées drainantes, les puits d'infiltration, les structures filtrantes enterrées, systèmes carrossables, etc.

➜ Les ouvrages d'infiltration devront être situés au point bas des surfaces aménagées.

➜ Le maître d'ouvrage est tenu à l'obligation de bon fonctionnement et d'entretien des aménagements compensatoires (collecte, infiltration) afin d'assurer le maintien de leur efficacité dans le temps.

➜ A noter qu'en cas de projet d'aménagement d'ensemble, la compensation à l'imperméabilisation pourra être envisagée à une échelle globale (échelle du projet d'aménagement voire de la zone).

Dans ce cas les ouvrages créés devront être dimensionnés pour compenser les surfaces imperméabilisées par la voirie et les espaces communs ainsi que les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

La compensation des lots pourra être intégrée à la compensation des espaces communs ou réalisée à la parcelle.

Le ou les bassins de rétention et rejets de fuite des voiries et espaces communs devront être schématisés dans le projet, objet du permis d'aménager, et dans le cas d'un bassin de rétention aérien, celui-ci devra être aménagé en aire paysagère ou aire de jeu.

➜ Les projets soumis à la Loi sur l'eau devront respecter la doctrine de la MISEN en vigueur au moment du dépôt de la demande d'autorisation (documents en vigueur consultables sur le site internet de la Préfecture du Var et version 2022 annexée au présent règlement).

✓ **Application et exceptions**

➜ Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), sauf aux bâtiments techniques agricoles et à leurs extensions.

Dans ce cas, le système de compensation à l'imperméabilisation est détaillé dans la demande d'autorisation déposée (localisation sur plan masse et note de calcul dans la notice technique).

➜ Elles s'appliquent également aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme, y compris les la création d'accès, voirie et aires de stationnement privés. Ne sont pas concernés les aménagements communaux ou départementaux.

➜ Pour les permis de construire passant par une démolition du bâti existant (démolition des structures porteuses du bâtiment), le dimensionnement des ouvrages devra prendre en compte la totalité des surfaces imperméabilisées de l'unité foncière, quel que soit son degré d'imperméabilisation antérieur.

➜ Afin de ne pas contraindre les aménagements mineurs qui ne concernent que quelques mètres carrés, les nouveaux aménagements comprenant des surfaces imperméabilisées **inférieures à 50 m²** sont dispensés de compensation.

Eaux de piscines

✓ Les eaux de lavage des filtres sont considérées comme des eaux usées; compte tenu de leur charge organique, elles doivent être épurées par les filières habituelles.

✓ Les eaux de vidange des bassins doivent être éliminées comme des eaux pluviales, elles sont donc interdites dans les systèmes de collecte des eaux usées et dans les canaux cadastrés et les cours d'eau.

- ✓ En l'absence de réseau pluvial, elles peuvent être rejetées au milieu naturel après neutralisation du chlore. Le délai de neutralisation des désinfectants et autres polluants est de 15 jours.

Citernes

- ✓ Les citernes de gaz seront enterrées.
- ✓ Les citernes de gasoil seront disposées à l'intérieur des constructions ou enterrées.

Réseaux de distribution et d'alimentation

- ✓ Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de distribution d'énergie électrique ainsi qu'aux câbles téléphoniques doivent être réalisés en souterrain sur fonds privés.
- ✓ Dans le cas d'un aménagement d'un immeuble existant ou de construction neuve adjacente à un bâtiment existant, l'alimentation pourra être faite par câbles torsadés posés sur les façades.
- ✓ Les compteurs extérieurs doivent être placés à l'intérieur de coffrets encastrés complètement dans la maçonnerie si existante

Défense incendie

- ✓ Pour toute nouvelle construction la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié (citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, bassin, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante…), conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Var.

Article DCA.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCA.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 6 spécifiques à chaque zone peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Portail : Toute implantation de portail devra permettre d'assurer l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sans occasionner de gêne pour la circulation sur voies privées ou publiques, en prévoyant une ouverture vers l'intérieur de la propriété. Cette place de stationnement entre en compte dans le nombre de places requises à l'article 12.

- Une implantation différente peut être admise, dans le cas de l'extension d'une construction existante ne respectant pas les reculs fixés ci-dessous, dans la mesure où cette extension n'aggrave pas le non-respect du recul.

- Lorsque l'application de cette règle est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager un accès à la parcelle par portail coulissant et automatisé.

Article DCA.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Les constructions, y compris les bassins de piscine doivent être implantées à au moins **4 mètres** des limites séparatives.
- ✓ Les constructions ou installation ne peuvent être implantées à moins de **5 mètres** de l'axe des cours d'eau et canaux existants ou à créer.
- ✓ Les clôtures ne peuvent être implantées à moins de **3 mètres** de l'axe des cours d'eau et canaux existants ou à créer.

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 7 spécifiques à chaque zone et secteurs peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Article DCA.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Cet article n'est pas réglementé.
- ✓ Pour mémoire, en cas de mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif (ANC), les dispositions d'implantations des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété doivent être conformes au règlement du SPANC (cf. annexes générales, document n°5 du PLU).

Article DCA.9 Emprise au sol des constructions

➜ Dans toute la zone agricole et ses secteurs

- ✓ Le schéma concept de l'emprise au sol des constructions figure en annexe du règlement, document 4.1.2 du PLU.
- ✓ L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Article DCA.10 Hauteur des constructions

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

Conditions de mesure de la hauteur autorisée

- ✓ Tout point de la construction **à l'égout du toit ou à l'acrotère** ne doit pas dépasser un plan parallèle au sol conforme aux schémas annexés au présent règlement (document 4.1.2 du PLU).
- ✓ Un plan altimétrique détaillé pourra être exigé.
- ✓ La hauteur absolue est calculée :

- avant travaux, en cas de sol naturel remblayé ;
- après travaux, en cas de sol naturel excavé.

Hauteur maximale autorisée

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

Ne sont pas soumises aux règles de hauteur définies par le règlement

- ✓ les reconstructions des bâtiments existants ;
- ✓ les constructions existantes à la date d'approbation du PLU qui dépassent la hauteur définie par le règlement.
- ✓ les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Article DCA.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Les constructions et installations, à édifier ou à modifier, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages agricoles, naturels ou urbains et aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes, aspects extérieurs et aménagements de leurs abords, contribuer à une qualité architecturale et environnementale visant leur insertion harmonieuse dans le milieu récepteur. C'est pourquoi, en cas d'atteinte, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales.
- ✓ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pourront être dispensées des dispositions particulières ci-après.

Murs de soutènement non liés à l'exploitation agricole

- ✓ Les murs de soutènement doivent être conçus, dans les règles de l'art, de manière à s'adapter à la configuration du terrain naturel.
- ✓ Les murs de soutènement apparents doivent être traités en pierres du pays dans l'esprit des restanques traditionnelles et limitées à **1m80** de hauteur.
- ✓ L'espacement entre deux murs de soutènement ne doit pas être inférieur **à 1m50**.
- ✓ Les restanques existantes, composantes héritées du paysage local, sont à conserver et à restaurer.
- ✓ Les enrochements et les dispositifs modulaires à emboitement sont à exclure.

Panneaux photovoltaïques et capteurs solaires.

- ✓ Les panneaux photovoltaïques et capteurs solaires ne sont autorisés que s'ils sont intégrés à l'architecture de la construction : toitures, garde-corps, brise-soleil, sous forme d'auvent, et à condition de privilégier des installations discrètes et peu ou pas visibles depuis les espaces et voies publics.
- ✓ ***Sur les bâtiments agricoles*** : les installations nécessaires à la production d'électricité photovoltaïque sont autorisées, sous réserve qu'elles soient intégrées ou posées sur les toitures des bâtiments techniques agricoles existants ou à construire et que la fonction agricole principale de ces bâtiments n'en soit pas affectée. Le pétitionnaire devra démontrer que l'activité de production d'énergie photovoltaïque ne vient pas en concurrence des activités

agricoles de l'exploitation. Les pétitionnaires peuvent se référer au guide édité par le Parc Naturel Régional du Verdon.

- ✓ Les panneaux doivent présenter des proportions et dimensions harmonieuses.
- ✓ Leurs équipements et accessoires de raccordement et de distribution doivent être intégrés dans la construction ou masqués.

Clôtures

- ***Pour les clôtures non nécessaires à l'activité agricole :***
  - ✓ La hauteur totale des clôtures est limitée à **1,80 mètre** par rapport au sol naturel.
  - ✓ Elles doivent, par leur aspect, leur nature et leur dimension, s'intégrer harmonieusement dans le paysage ;
  - ✓ Les clôtures, haies vives ou murs doivent être écologiquement perméable et permettre d'assurer une libre circulation des eaux (perméabilité hydraulique) par des aménagements prévus à cet effet. (Voir schéma en annexe du règlement) ;
  - ✓ Les clôtures peuvent être doublées de haies vives constituées de plusieurs espèces végétales locales ;
  - ✓ Les clôtures en bordure des voies ouvertes à la circulation publique doivent être réalisées de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation ;
  - ✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès voiture, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par côté. En dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

- ***Pour les clôtures nécessaires à l'activité agricole :***
  - ✓ Seuls les grillages et/ou les haies vives, sont autorisés.
  - ✓ L'implantation de clôtures de types « parcs de contention de nuit », sont autorisées.

Couleur des bâtiments non liés à l'activité agricole.

- ✓ Une palette chromatique existe en mairie et est annexé au règlement, elle est à respecter.
- ✓ Les couleurs trop vives et agressives et le blanc pur sont proscrits.

Réseaux

L'encastrement des réseaux apparents en façades et l'intégration (ou l'habillage à minima) des éléments techniques (coffres de volets roulants, coffres de stores, blocs extérieurs de climatiseur, câblage…) est obligatoire.
Les mats existants et projetés doivent être fermés, y compris sur leur partie haute, afin que les chiroptères n'y pénètrent pas. Si tel n'est pas le cas, un système d'obturation doit être installé.

Appareils de climatisation et d'extraction d'air

- ✓ L'implantation des appareils de climatisation et d'extraction d'air en toiture est autorisée sous réserve de les intégrer en les dissimulant derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles.
- ✓ Leur implantation en façade sur rue est autorisée, sous réserve de ne pas être en saillie et d'être dissimulée derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles depuis les espaces publics.

Article DCA.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques.
- ✓ Les espaces dédiés au stationnement ne doivent pas être imperméabilisés.

Article DCA.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Les dépôts et stockages situés à l'extérieur des constructions doivent être obligatoirement masqués par des rideaux d'arbres ou haies vives à feuilles persistantes.
- ✓ Conformément aux articles L113-1 et R151-31 du code de l'urbanisme, les haies, constituant des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre écologique, doivent impérativement être conservées, sauf impossibilité technique démontrée. En cas de destruction, tout linéaire d'arbre supprimé devra être replanté et cette plantation ne devra pas être mono spécifique ; les essences à planter, d'origine locale, devront strictement être adaptées au milieu.
- ✓ Alignements, haies et arbres isolés : Les éléments identifiés dans les documents graphiques, doivent être préservés, en cas d'impossibilité technique démontré, ils devront être replantés dans les mêmes proportions et avec des espèces locales adaptés au milieu.
- ✓ Les espèces végétales plantées pour constituer une haie doivent être d'origine locale et adaptées au climat et au sol. Les espèces allergisantes sont à éviter et les espèces végétales exotiques envahissantes sont proscrites. (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les espèces allergisantes sont à éviter (conf. recommandations du RNSA : www.vegetation-en-ville.org).
- ✓ Les haies séparatives constituant des clôtures ne doivent pas être mono spécifiques. Elles sont constituées d'au moins : **2 espèces végétales dont au moins 1 au feuillage persistant**
- ✓ Les espaces libres de construction, doivent préférentiellement être non imperméabilisés. Les revêtements perméables sont par conséquent à favoriser pour les espaces de stationnement et les cheminements.
- ✓ Conformément à l'article L211-1 du code de l'environnement, les zones humides, identifiées ou non aux pièces graphiques du PLU, doivent impérativement être conservées et strictement préservées, elles sont inconstructibles et les affouillements, exhaussements de sol et remblais, retournement, drainage, assèchement, tous travaux et aménagements entrainant une imperméabilisation totale ou partielle et l'édification de clôture sont interdits. D'éventuelles destructions partielles de zones humides rendues nécessaires par des enjeux d'intérêt général doivent faire l'objet de mesures compensatoires, compatibles avec les modalités définies par le SDAGE Rhône Méditerranée en vigueur. Les zones humides connues au moment de l'élaboration du PLU (inventaire du PRNV) sont listées dans le document « *prescriptions graphiques règlementaires* » du PLU.
- ✓ La végétation des berges des cours d'eau doit être maintenue et entretenue.

Article DCA.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCA.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement, la limitation de la consommation énergétique des constructions doit être recherchée.
- ✓ Les constructions nouvelles doivent être réalisées dans le respect au minimum des obligations en matière de performance énergétique en vigueur.
- ✓ Il en est de même lors des travaux de rénovation et/ou d'extension de constructions existantes.
- ✓ L'installation de système de production d'énergie renouvelable est autorisée à condition d'être intégré de façon harmonieuse dans l'architecture de la construction et de ne pas présenter de nuisance.
- ✓ L'implantation et l'orientation de la construction participent à la maitrise des dépenses énergétiques.
- ✓ Le bioclimatisme est privilégié.
- ✓ Pour les nouvelles constructions, les extensions des constructions à destination d'habitation ainsi que les annexes autorisées, les volumes les plus simples et compacts seront favorisés afin d'offrir le minimum de linéaires de façade en contact avec l'extérieur.

Article DCA.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ *Dans toute la zone agricole et ses secteurs*

- ✓ Article non réglementé

Zone A

Caractère de la zone : La zone A représente la délimitation des espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, conformément à l'article R151-22 du code de l'urbanisme.

La zone A comporte des secteurs **Af,** qui délimite des espaces de (re)conquête agricole, qui pourront être mis en culture après défrichement si nécessaire ;
La zone A comporte des secteurs **Ap,** qui délimite des espaces à vocation agricole, inconstructibles, protégés pour des raisons paysagères ;
La zone A comporte un secteur **Apj**, qui délimite, dans le secteur agricole protégé pour des raisons paysagères, un site destiné à des jardins partagés.
La zone A comporte un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL).
Nb : pour plus de lisibilité et de facilité d'instruction, les dispositions ont été regroupées, par STECAL, à la suite du règlement général de la zone A.
La zone est partiellement concernée par l'étude des zones inondables, en annexe 1 du présent règlement. Les pétitionnaires doivent se référer aux règles et recommandations du règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation.

Article A.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.1**

- **Dans les secteurs Af, Ap et Apj :**
  - ✓ Toutes constructions et installations nouvelles sont interdites. A l'exception dans le secteur Apj d'abris de jardin visés à l'article A2.
  - ✓ Les affouillements, exhaussements de sol et remblais non liés à une activité agricole sont interdits.
  - ✓ Les antennes relais de radiotéléphonie.

Article A.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.2**

Seules sont autorisées les occupations du sol ci-après, aux conditions particulières suivantes:

a) **Dans la zone A, hors secteurs Af, Ap et Apj : Sont autorisés, à condition d'être directement nécessaires à l'exploitation agricole en respectant le caractère de la zone, ainsi que les notions de siège d'exploitation et de regroupement des constructions (voir critères annexés au règlement) (art R 151-23 du CU) :**

- Les **bâtiments d'exploitation**, installations ou ouvrages techniques nécessaires à la production agricole.
- La construction d'abris pastoral et de cabanes d'alpage à destination des bergers, de **30 m²** maximum de surface de plancher, à condition d'être lié et nécessaire à l'exploitation agricole.
- Les **constructions nécessaires à l'accueil journalier des salariés de l'exploitation**, dans la limite de ce qu'impose la législation sur le travail (vestiaires, sanitaires, réfectoire, salle de repos...) sont autorisées en dehors de la zone d'implantation.

- Les **installations classées** pour la protection de l'environnement.
- L'aménagement **d'un local permettant la vente directe des produits de l'exploitation** à l'intérieur ou en extension d'un bâtiment technique (existant ou à construire et nécessaire à l'exploitation), à condition que la surface affectée à l'activité de vente directe soit proportionnelle et cohérente par rapport à la taille de l'exploitation. Ce principe de localisation (à l'intérieur ou en extension) pourra être adapté en cas d'impossibilité technique, sanitaire, juridique ou économique dûment démontrée.
- **Est autorisé, à condition que ces activités soient exercées dans le prolongement de l'activité agricole** (l'activité agricole doit rester dominante) **:**
    - ***L'accueil de campeurs à la ferme :***

  Ce type de camping ne pourra accueillir que des tentes, caravanes, et camping-cars, à l'exclusion des mobil-homes : dans la limite de 6 emplacements et de 20 campeurs par exploitation agricole, pour une durée maximale d'ouverture de 3 mois par an.
  Cette activité ne pourra donner lieu à la construction d'aucun nouveau bâtiment nécessitant un permis de construire.
  Pour toute construction liée à l'agritourisme ou au camping à la ferme, un espace destiné au stockage des ordures ménagères doit être aménagé ; la voirie doit permettre l'accès des véhicules de collecte des déchets.
    - **La création de gîtes et de chambre d'hôte** dans les constructions à usage d'habitation.
- **Sont autorisés,** les bâtiments d'exploitation, installations ou ouvrages techniques nécessaires à la production agricole**, à condition d'être directement liés et nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole** agréées au titre de l'article L525-1 du code rural et de la pêche maritime.
- **L'implantation de constructions et installations agrivoltaïques** (serre photovoltaïque, hangar photovoltaïque, installation en plein champs…) doit impérativement permettre la pérennité économique et agronomique de la production. Elle ne doit pas engendrer de conflit d'usage et ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, sites et paysages agricoles, naturels ou urbains et aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes.., être insérés harmonieusement dans le milieu récepteur.
- Les **constructions à destination d'habitation, l'agrandissement ou la réhabilitation des habitations existantes** ainsi que leurs annexes :
    - dans la limite de **200 m²** d'emprise (construction initiale et extensions) ;
    - sous réserve de l'existence d'au moins un bâtiment technique soumis à permis de construire régulièrement édifié à proximité du lieu projeté pour édifier cette construction. Ce principe de proximité pourra être adapté en cas d'impossibilité technique, juridique ou économique dûment démontrée.
    - et sous condition, dans le cas d'une extension de la construction, qu'elle s'effectue dans la continuité du bâti existant.

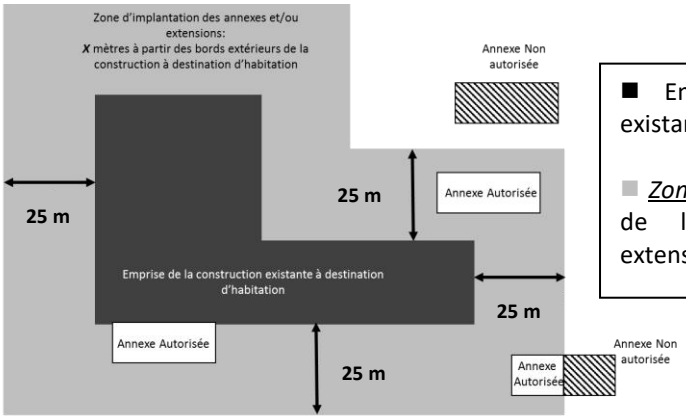
b) ***<u>Dans la zone A, hors secteurs Af, Ap et Apj</u>, sont autorisées, pour les bâtiments à destination d'habitation existants à la date d'approbation du PLU qui ne sont pas directement nécessaire à une exploitation agricole et qui ont une existence légale (art L151-12 du Code de l'Urbanisme) :***

- Pour les habitations existantes d'une surface de plancher initiale comprise entre **50 et 100 m²** (à la date d'approbation du PLU), leur aménagement et extension aux conditions suivantes :
    - D'être limitée à **40 %** de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
    - sans pouvoir excéder **140 m² de surface de plancher totale** (les 40 % sont calculés sur la surface de plancher initiale de la construction et pourront être réalisés en une ou plusieurs fois.)

- Pour les habitations existantes d'une surface de plancher initiale supérieure à **100 m²** (à la date d'approbation du PLU), leur aménagement et extension aux conditions suivantes :
    - D'être limitée à **30 %** de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
    - sans pouvoir excéder **200 m² de surface de plancher totale** (les 30 % sont calculés sur la surface de plancher initiale de la construction et pourront être réalisés en une ou plusieurs fois.)

c) ***Dans la zone A, hors secteurs Af, Ap et Apj, sont autorisées, pour les bâtiments à destination d'habitation existants nécessaires ou non à une exploitation agricole et qui ont une existence légale (art L151-12 du Code de l'Urbanisme) :***

- **Les annexes** (garage, pool house, abris de jardin…etc.) des habitations citées ci-dessus, sont autorisées sous conditions :
  - Elles sont limitées à **60 m² d'emprise cumulée** (emprise totale de toutes les annexes édifiées sur une unité foncière, hors piscine), leur hauteur est limitée à **3.50 mètres** ;
  - Le bassin des piscines est limité à **50 m².**
  - Les annexes y compris les piscines sont édifiées en totalité, dans une zone implantation s'inscrivant dans un rayon de **25 mètres** calculé à partir des bords extérieurs de la construction à destination d'habitation faisant l'objet de l'annexe.



  - En cas d'impossibilité technique, sanitaire ou juridique dument démontré, le principe d'implantation pourra être adapté.

d) ***Dans le secteur Apj, est autorisé :***

- Un seul abri de jardin commun de maximum 15 m² d'emprise et 2 m de hauteur.

Article A.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.3**

Article A.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.4**

Article A.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article A.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.6**

✓ Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de:

- **15 mètres** par rapport à la limite de l'alignement des Routes Départementales ;
- **10 mètres** par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées ;

Article A.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.7**

Article A.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.8**

.

Article A.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.9**

Article A.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.10**

✓ La hauteur des nouvelles constructions à destination d'habitation ne peut dépasser **7 mètres** à l'égout du toit ou à l'acrotère.

✓ La hauteur des annexes aux constructions à destination d'habitation ne peut pas dépasser **3,50 mètres** au faitage.

✓ Pour les bâtiments techniques, la hauteur ne devra pas excéder **5 mètres** à l'égout du toit et **8 mètres au faîtage**. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments agricoles dont la spécificité technique nécessite une hauteur différente.

Article A.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

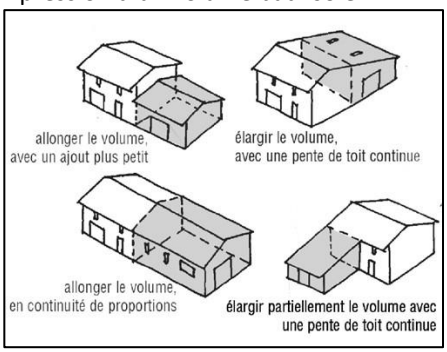
➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.11**

- **Volume :**
  - ✓ Le volume du bâti doit s'intégrer dans le paysage :
    - Soit en se raccrochant à un bâtiment existant en respectant l'harmonie des volumes, matériaux et des coloris.
    - Soit en s'appuyant sur les lignes du paysage telles que les chemins, voies, les haies, les bosquets, les murets, la topographie, pour éviter l'impression d'un volume bâti isolé.

✓ Les talutages seront évités, ou si techniquement impossible, ceux-ci devront impérativement être intégrés par un travail sur le végétal.

✓ Les nouveaux volumes bâtis favoriseront les décrochements pour atténuer l'effet de masse, animer le volume et s'intégrer à la construction existante.

- ✓ Exemple de volumes en accord avec la construction pré-existante :



- **Matériaux et couleurs pour les bâtiments d'habitation, leurs extensions et leurs annexes:**
  - ✓ Des formes et matériaux divers peuvent être admis lorsque les choix architecturaux s'inscrivent dans une démarche de développement durable (économie d'énergie, constructions bioclimatiques, énergies renouvelables…).
  - ✓ Les extensions et les annexes doivent être composées en choisissant des teintes et des matériaux assurant une harmonie et une cohérence avec l'ensemble du bâti ainsi qu'une bonne intégration dans le paysage.
  - ✓ Les couleurs qui n'existent pas dans la nature avoisinante du bâtiment sont proscrites (rouge/ bleu….). Une palette chromatique est disponible en mairie.
  - ✓ L'emploi brut de matériaux destinés à être enduits ou peints et interdit.
  - ✓ Les murs en pierres sèches sont autorisés.
  - ✓ Les teintes vives seront évitées. Des teintes claires et naturelles seront privilégiées.

- **Matériaux et couleurs pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole :**
  - ✓ L'utilisation de matériaux métalliques est autorisée s'ils sont traités en surfaces afin d'éliminer les effets de brillance. Leur teinte doit être en harmonie avec le milieu environnant.
  - ✓ Dans un même îlot de constructions à usage agricole, l'architecture doit s'harmoniser avec celle des bâtiments déjà existants.

Article A.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.12**

.

Article A.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.13**

.

Article A.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article A.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.15**

Article A.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.16**

Stecal Ast1

Caractère de la zone : Le secteur de taille et de capacité d'accueil limitées Ast 1 est un STECAL de la zone agricole (A) localisé dans le secteur du Puits de Riquier. Il correspond à un centre équestre.

Article STECAL ASt1.1 Occupation et utilisation du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.1**

✓ Toutes occupations et utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles prévues à l'article ASt1.2.

Article STECAL ASt1.2 Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.2**

✓ Seuls sont autorisés :

- Au maximum **6 structures d'hébergement touristique insolites**, notamment : les habitations légères de loisirs sous forme de chalet, de tipi…etc, et ne constituant pas d'habitat permanent.
- Les constructions à usage de sanitaire pour l'hébergement touristique insolite.

Article STECAL ASt1.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.3**

Article STECAL ASt1.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.4**

Article STECAL ASt1.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL ASt1.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.6**

✓ Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de:

- **10 mètres** par rapport à l'alignement des voies existantes ou projetées.

Article STECAL ASt1.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.7**

Article STECAL ASt1.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.8**

Article STECAL ASt1.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.9**

✓ L'emprise des constructions est limitée à :

- **120 m²** d'emprise cumulée pour les structures d'hébergement touristique insolites.
- **20 m²** d'emprise cumulée pour les constructions à usage de sanitaire.

Article STECAL ASt1.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.10**

✓ La hauteur des constructions ne peut pas dépasser **7 mètres.**

Article STECAL ASt1.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.11**

Article STECAL ASt1.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.12**

Article STECAL ASt1.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

.

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.13**

Article STECAL ASt1.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL ASt1.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.15**

Article STECAL ASt1.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone A et ses secteurs : article DCA.16**

Titre 5. Dispositions applicables aux zones naturelles

N

Dispositions Communes à toute la zone N et ses secteurs

Concernent la zone N, les secteurs Nh,Ns,Nco, Np et les STECAL Nst1 et Nst2

Article DCN.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- Dans les espaces identifiés sur les pièces graphiques du règlement, pour des motifs d'ordre paysager, les nouveaux bâtiments d'exploitation ou d'habitation, installations ou ouvrages techniques nécessaires à la production agricole.
- L'extraction de terre végétale, de matériaux argileux ou calcaire, la cabanisation, le dépôt de déchets non liés à un usage agricole, l'implantation de centrales photovoltaïques au sol et le remblai sauvage y sont strictement interdits.
- Les dépôts et stockages de matériaux sont interdits.
- Conformément aux dispositions des articles L411-1 et 2 du code de l'environnement, il est rappelé au pétitionnaire que l'atteinte aux individus, la perturbation et la dégradation des habitats sont interdites, sauf procédure exceptionnelle de dérogation.
- Les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes.
- Les clôtures non perméables sont interdites.
- Les parcs d'attraction.
- L'ouverture et l'exploitation de toute carrière.

Article DCN.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ *Dans toute la zone Naturelle et ses secteurs*

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées :

- Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.
- Sont autorisés les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception du secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique, identifié dans les documents graphiques aux conditions suivantes :
  - d'être nécessaires à l'exploitation agricole ;
  - de ne pas compromettent la stabilité du sol et le libre écoulement des eaux ;
  - qu'en cas de talus créé ou de restanque créée, ils aient une hauteur inférieure à 2 mètres et s'intègre dans le paysage ;
  - Que les matériaux naturels issus du sol et/ou du sous-sol soient réutilisés ;

- Dans le cadre de la restauration des cabanons et ruines dont il reste la toiture et représentant potentiellement des gites pour les chiroptères et les oiseaux, il est demandé de maintenir ou de créer un accès aux combles afin de maintenir ou de favoriser leur fonction de gites.

Article DCN.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Accessibilité et desserte des terrains

- ✓ Desserte du terrain : ensemble des voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Accessibilité : ensemble des cheminements permettant d'accéder aux constructions depuis les voies ouvertes à la circulation publique.
- ✓ Les préconisations du SDIS en matière de desserte et d'accessibilité sont annexées au PLU (se référer au document 4.1.3 du PLU)

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

Accès : Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voirie publique ou privée, soit direct, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin.
Le refus d'une autorisation d'urbanisme peut être justifié si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Voiries : Les voies de desserte doivent être conformes aux exigences de sécurité sans que la largeur carrossable de la voie soit inférieure à **4 mètres**. Cette largeur peut ne pas être exigée sur toute la longueur de la voie s'il est prévu des aires de croisement.

- ✓ Leurs caractéristiques doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, de défense contre l'incendie, de protection civile, de secours, de visibilité, d'écoulement du trafic, de sécurité des usagers et de ramassage des ordures ménagères.
- ✓ Les nouvelles voies privées se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour, sans manœuvre excessive. Ne sont pas concernées les voies publiques existantes.
- ✓ Une autorisation d'urbanisme peut être refusée sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination des aménagements ou constructions envisagées.

Article DCN.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

Eau potable

- ✓ Toute construction ou installation à usage d'habitation ou abritant des activités, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes. En cas d'impossibilité de raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable, les constructions ou installation doivent être alimentées par captage ou forage, à condition que la potabilité de l'eau, son débit minimal et sa protection contre tout risque de pollution soient assurés et dans les conditions de respect de la règlementation sanitaire applicable, à savoir :

▪ L'alimentation en eau potable par une ressource privée (puits, source, forage, ETC.) est soumise à déclaration en mairie pour tout usage unifamilial (avec une analyse d'eau conforme si l'eau est destinée à la consommation humaine) ;
▪ Pour tout usage autre qu'unifamilial (gîte, agroalimentaire, ERP, etc.) l'alimentation en eau potable par une ressource privée est soumise à autorisation préfectorale.

Assainissement

- ✓ Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement correctement dimensionné lorsqu'il existe.
- ✓ En l'absence de possibilité réelle dûment démontrée de raccordement sur le réseau public, l'assainissement non collectif est, exceptionnellement, autorisé à condition d'être conforme à la réglementation en vigueur, après avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Il sera dimensionné en fonction de la capacité d'accueil de la construction et en fonction de la capacité d'absorption du sol pour ce qui relève de l'évacuation des effluents traités.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées doit se faire sans aucune stagnation et en respectant les caractéristiques de ce réseau, sous réserve que celui-ci présente une capacité suffisante.
- ✓ En fonction du règlement de l'assainissement et après avis du service, le raccordement pourra être éventuellement refusé si les rejets sont incompatibles avec le bon fonctionnement de la station d'épuration.
- ✓ Le réseau collectif d'assainissement ayant pour vocation exclusive la collecte des eaux usées domestiques, les rejets d'effluents non domestiques doivent faire l'objet d'une autorisation particulière auprès du service d'assainissement comme le prévoit l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. L'évacuation de ces eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à un pré traitement approprié conformément à la réglementation en vigueur.
- ✓ L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés et le réseau pluvial est interdite.

Eaux pluviales

- ✓ **Limiter l'imperméabilisation**

➜ Une surface imperméabilisée est une surface sur laquelle l'eau de pluie ne peut plus s'infiltrer. Elle comprend les surfaces occupées par les bâtiments (constructions, piscines, terrasses…) ainsi que les surfaces revêtues avec des produits étanches (toitures, toitures terrasses, bitume, enrobé, bi couche, asphalte, béton, pavés autobloquants, pavés scellés au ciment, etc.) et les sols stabilisés (matériaux compactés).

➜ Afin d'inciter à la désimperméabilisation et à l'utilisation de revêtements perméables (revêtements de type enrobé drainant, béton poreux, pavé drainant/enherbé…), les surfaces réalisées avec ce type de matériaux (places de parking, voies d'accès, …) sont comptées comme des surfaces perméables (coefficient d'imperméabilisation de 50%).

➜ Les stationnements seront préférentiellement réalisés avec des matériaux perméables ou semi-perméables.

➜ Les restanques existantes et leurs murs de pierres doivent être conservés, restaurés et entretenus, sauf impossibilité technique démontrée pour maintenir leur contribution à la limitation des ruissellements pluviaux. Afin de favoriser la préservation de la ressource en eau potable, les projets de construction pourront prévoir, en plus du système d'infiltration/rétention, un dispositif de récupération des eaux de toiture à destination de l'arrosage de jardin. Afin, de prendre le risque vectoriel lié aux moustiques, les cuves de récupération d'eaux pluviales devront être hermétiques au passage des insectes.

➜ Tout rejet dans le réseau pluvial des routes départementales est soumis à autorisation du Département. De plus, le débit rejeté ne doit pas être supérieur à celui existant avant aménagement.

➜ Les aménagements réalisés sur tout terrain ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.

- ✓ **Compensation à l'imperméabilisation**

- ➜ Les nouvelles surfaces imperméabilisées doivent être compensées par la mise en œuvre d'un volume de rétention, proportionnel aux surfaces nouvellement imperméabilisées.
- ➜ Les surfaces nouvellement imperméabilisées doivent être compensées selon un ratio de compensation de 100 litres par m² imperméabilisé.
- ➜ Le calcul a appliqué pour la définition du volume de rétention est le suivant :

(Surface imperméabilisée nouvellement créée en m² x 100 litres) / 1000 = Volume de rétention en m³

- ➜ L'orifice de fuite du système de rétention sera calculé sur la base de 15l/s/hectare.

✓ **Conception des ouvrages de compensation**

- ➜ Les mesures compensatoires seront exécutées sous forme de techniques dites « alternatives» qui reposent sur l'idée de capter l'eau de ruissellement au plus près de sa source émettrice en mettant en œuvre une captation des eaux pluviales (avec obligation d'infiltration) pour les restituer à débit limité vers le milieu naturel.
- ➜ De nombreuses techniques existent dont les noues et bassins à ciel ouverts ou couverts, les tranchées d'infiltration, les tranchées drainantes, les puits d'infiltration, les structures filtrantes enterrées, systèmes carrossables, etc.
- ➜ Les ouvrages d'infiltration devront être situés au point bas des surfaces aménagées.
- ➜ Le maître d'ouvrage est tenu à l'obligation de bon fonctionnement et d'entretien des aménagements compensatoires (collecte, infiltration) afin d'assurer le maintien de leur efficacité dans le temps.
- ➜ A noter qu'en cas de projet d'aménagement d'ensemble, la compensation à l'imperméabilisation pourra être envisagée à une échelle globale (échelle du projet d'aménagement voire de la zone).

Dans ce cas les ouvrages créés devront être dimensionnés pour compenser les surfaces imperméabilisées par la voirie et les espaces communs ainsi que les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

La compensation des lots pourra être intégrée à la compensation des espaces communs ou réalisée à la parcelle.

Le ou les bassins de rétention et rejets de fuite des voiries et espaces communs devront être schématisés dans le projet, objet du permis d'aménager, et dans le cas d'un bassin de rétention aérien, celui-ci devra être aménagé en aire paysagère ou aire de jeu.

- ➜ Les projets soumis à la Loi sur l'eau devront respecter la doctrine de la MISEN en vigueur au moment du dépôt de la demande d'autorisation (documents en vigueur consultables sur le site internet de la Préfecture du Var et version 2022 annexée au présent règlement).

✓ **Application et exceptions**

- ➜ Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), sauf aux bâtiments techniques agricoles et à leurs extensions.

Dans ce cas, le système de compensation à l'imperméabilisation est détaillé dans la demande d'autorisation déposée (localisation sur plan masse et note de calcul dans la notice technique).

- ➜ Elles s'appliquent également aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme, y compris les la création d'accès, voirie et aires de stationnement privés. Ne sont pas concernés les aménagements communaux ou départementaux.
- ➜ Pour les permis de construire passant par une démolition du bâti existant (démolition des structures porteuses du bâtiment), le dimensionnement des ouvrages devra prendre en compte la totalité des surfaces imperméabilisées de l'unité foncière, quel que soit son degré d'imperméabilisation antérieur.
- ➜ Afin de ne pas contraindre les aménagements mineurs qui ne concernent que quelques mètres carrés, les nouveaux aménagements comprenant des surfaces imperméabilisées **inférieures à 50 m²** sont dispensés de compensation.

Eaux de piscines

- ✓ Les eaux de lavage des filtres sont considérées comme des eaux usées; compte tenu de leur charge organique, elles doivent être épurées par les filières habituelles.
- ✓ Les eaux de vidange des bassins doivent être éliminées comme des eaux pluviales, elles sont donc interdites dans les systèmes de collecte des eaux usées et dans les canaux cadastrés et les cours d'eau.

- ✓ En l'absence de réseau pluvial, elles peuvent être rejetées au milieu naturel après neutralisation du chlore. Le délai de neutralisation des désinfectants et autres polluants est de 15 jours.

Citernes

- ✓ Les citernes de gaz seront enterrées.
- ✓ Les citernes de gasoil seront disposées à l'intérieur des constructions ou enterrées.

Réseaux de distribution et d'alimentation

- ✓ Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de distribution d'énergie électrique ainsi qu'aux câbles téléphoniques doivent être réalisés en souterrain sur fonds privés.
- ✓ Dans le cas d'un aménagement d'un immeuble existant ou de construction neuve adjacente à un bâtiment existant, l'alimentation pourra être faite par câbles torsadés posés sur les façades.
- ✓ Les compteurs extérieurs doivent être placés à l'intérieur de coffrets encastrés complètement dans la maçonnerie si existante

Défense incendie

- ✓ Pour toute nouvelle construction la sécurité incendie doit être assurée par un dispositif approprié (citerne correctement dimensionnée et opérationnelle, bassin, borne incendie présentant un débit et une pression suffisante…), conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Var.

Article DCN.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCN.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

Les constructions nouvelles doivent être implantées à une distance minimale de :

- **15 mètres** par rapport à la limite de l'alignement des Routes Départementales ;
- **10 mètres** par rapport à l'alignement des autres voies existantes ou projetées ;

Des implantations des constructions différentes peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Portail : Toute implantation de portail devra permettre d'assurer l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sans occasionner de gêne pour la circulation sur voies privées ou publiques, en prévoyant une ouverture vers l'intérieur de la propriété. Cette place de stationnement entre en compte dans le nombre de places requises à l'article 12.

- Une implantation différente peut être admise, dans le cas de l'extension d'une construction existante ne respectant pas les reculs fixés ci-dessous, dans la mesure où cette extension n'aggrave pas le non-respect du recul.
- Lorsque l'application de cette règle est techniquement impossible, compte tenu des caractéristiques urbaines du site, les autorités compétentes peuvent autoriser le pétitionnaire à aménager un accès à la parcelle par portail coulissant et automatisé.

Article DCN.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Les constructions, y compris les bassins de piscine doivent être implantées à au moins **4 mètres** des limites séparatives.
- ✓ Les constructions ou installation ne peuvent être implantées à moins de **5 mètres** de l'axe des cours d'eau et canaux existants ou à créer.
- ✓ Les clôtures ne peuvent être implantées à moins de **3 mètres** de l'axe des cours d'eau et canaux existants ou à créer.

Des implantations des constructions différentes de celles définies par les articles 7 spécifiques à chaque zone et secteurs peuvent être admises dans les cas :

- de reconstructions sur emprises préexistantes ;
- de restaurations et d'aménagements de bâtiments existants antérieurement à la date d'approbation du PLU.
- des bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Article DCN.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*, à l'exception des STECAL Nst1 et Nst2

- ✓ Les extensions des bâtiments à destination d'habitation doivent être implantées en continuité du bâtiment à destination d'habitation existant.

Article DCN.9 Emprise au sol des constructions

➜ Dans toute la zone naturelle et ses secteurs

- ✓ Le schéma concept de l'emprise au sol des constructions figure en annexe du règlement, document 4.1.2 du PLU.
- ✓ L'emprise au sol n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

.

Article DCN.10 Hauteur des constructions

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

Conditions de mesure de la hauteur autorisée

- ✓ Tout point de la construction **à l'égout du toit ou à l'acrotère** ne doit pas dépasser un plan parallèle au sol conforme aux schémas annexés au présent règlement (document 4.1.2 du PLU).
- ✓ Un plan altimétrique détaillé pourra être exigé.
- ✓ La hauteur absolue est calculée :

- avant travaux, en cas de sol naturel remblayé ;
- après travaux, en cas de sol naturel excavé.

Hauteur maximale autorisée

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ La hauteur des constructions à destination d'habitation ne peut dépasser **7 mètres** à l'égout du toit ou à l'acrotère
- ✓ La hauteur des annexes aux constructions à destination d'habitation ne peut pas dépasser **3,50 mètres** au faitage, hormis les abris de jardin limités à une hauteur de 3 mètres.

Ne sont pas soumises aux règles de hauteur définies par le règlement

- ✓ les reconstructions des bâtiments existants ;
- ✓ les constructions existantes à la date d'approbation du PLU qui dépassent la hauteur définie par le règlement.
- ✓ les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Article DCN.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Les constructions et installations, à édifier ou à modifier, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages agricoles, naturels ou urbains et aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes, aspects extérieurs et aménagements de leurs abords, contribuer à une qualité architecturale et environnementale visant leur insertion harmonieuse dans le milieu récepteur. C'est pourquoi, en cas d'atteinte, le projet pourra être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales.
- ✓ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pourront être dispensées des dispositions particulières ci-après.

Murs de soutènement non liés à l'exploitation agricole ou forestière

- ✓ Les murs de soutènement doivent être conçus, dans les règles de l'art, de manière à s'adapter à la configuration du terrain naturel.
- ✓ Les murs de soutènement apparents doivent être traités en pierres du pays dans l'esprit des restanques traditionnelles et limitées à **1m80** de hauteur.
- ✓ L'espacement entre deux murs de soutènement ne doit pas être inférieur **à 1m50**.
- ✓ Les restanques existantes, composantes héritées du paysage local, sont à conserver et à restaurer.
- ✓ Les enrochements et les dispositifs modulaires à emboitement sont à exclure.

Panneaux photovoltaïques et capteurs solaires

- ✓ Les panneaux photovoltaïques et capteurs solaires ne sont autorisés que s'ils sont intégrés à l'architecture de la construction : toitures, garde-corps, brise-soleil, sous forme d'auvent, etc., et à condition de privilégier des installations discrètes et peu ou pas visibles depuis les espaces et voies publiques.

Clôtures

- ***Non liées à l'activité agricole ou forestière et situées à moins de 150 mètres d'une habitation***
  - ✓ La hauteur totale des clôtures est limitée à **1,80 mètre** par rapport au sol naturel.
  - ✓ Elles doivent, par leur aspect, leur nature et leur dimension, s'intégrer harmonieusement dans le paysage ;
  - ✓ Les clôtures, haies vives ou murs doivent être écologiquement perméable et permettre d'assurer une libre circulation des eaux (perméabilité hydraulique) par des aménagements prévus à cet effet. (Voir schéma en annexe du règlement) ;
  - ✓ Les clôtures peuvent être doublées de haies vives constituées de plusieurs espèces végétales locales ;
  - ✓ Les clôtures en bordure des voies ouvertes à la circulation publique doivent être réalisées de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation ;
  - ✓ De part et d'autre du portail principal, permettant l'accès voiture, est autorisée l'édification de murs pleins d'une longueur de 4 mètres maximum par côté. En dehors de cette possibilité, les murs pleins sont interdits.

- ***Clôtures situées à plus de 150 mètres d'une habitation***
  - ✓ En application de la loi du 2 février 2023 visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels:

➜ Les clôtures sont posées 30 centimètres au-dessus de la surface du sol,
➜ Leur hauteur est limitée à 1,20 mètre
➜ Elles ne peuvent ni être vulnérantes ni constituer des pièges pour la faune.

  - ✓ Ces dispositions ne s'appliquent pas aux clôtures suivantes :

➜ Aux clôtures des habitations et des sièges d'exploitation d'activités agricoles ou forestières édifiée à moins de 150 mètres de l'habitation ou du siège de l'exploitation
➜ Aux clôtures des parcs d'entraînement, de concours ou d'épreuves de chiens de chasse ;
➜ Aux clôtures des élevages équins ; Aux clôtures érigées dans un cadre scientifique ;
➜ Aux clôtures revêtant un caractère historique et patrimonial ;
➜ Aux domaines nationaux définis à l'article L. 621-34 du code du patrimoine ;
➜ Aux clôtures posées autour des parcelles sur lesquelles est exercée une activité agricole définie à l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime ;
➜ Aux clôtures nécessaires au déclenchement et à la protection des régénérations forestières ;
➜ Aux clôtures posées autour des jardins ouverts au public ;
➜ Aux clôtures nécessaires à la défense nationale, à la sécurité publique ou à tout autre intérêt public.

Couleur des bâtiments

- ✓ Une palette chromatique existe en mairie et est annexé au règlement (confère document 4.1.2 du PLU), elle est à respecter.
- ✓ Les couleurs trop vives et agressives sont proscrites,
- ✓ Le blanc pur est interdit.

Réseaux

L'encastrement des réseaux apparents en façades et l'intégration (ou l'habillage à minima) des éléments techniques (coffres de volets roulants, coffres de stores, blocs extérieurs de climatiseur, câblage…) est obligatoire.
Les mats existants et projetés doivent être fermés, y compris sur leur partie haute, afin que les chiroptères n'y pénètrent pas. Si tel n'est pas le cas, un système d'obturation doit être installé.

Appareils de climatisation et d'extraction d'air

- ✓ L'implantation des appareils de climatisation et d'extraction d'air en toiture est autorisée sous réserve de les intégrer en les dissimulant derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles.
- ✓ Leur implantation en façade sur rue est autorisée, sous réserve de ne pas être en saillie et d'être dissimulée derrière des dispositifs architecturaux afin d'être invisibles depuis les espaces publics.

Article DCN.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques.
- ✓ Les espaces dédiés au stationnement ne doivent pas être imperméabilisés.

Article DCN.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Les dépôts et stockages situés à l'extérieur des constructions doivent être obligatoirement masqués par des rideaux d'arbres ou haies vives à feuilles persistantes.
- ✓ Conformément aux articles L113-1 et R151-31 du code de l'urbanisme, les haies, constituant des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre écologique, doivent impérativement être conservées, sauf impossibilité technique démontrée. En cas de destruction, tout linéaire d'arbre supprimé devra être replanté et cette plantation ne devra pas être mono spécifique ; les essences à planter, d'origine locale, devront strictement être adaptées au milieu.
- ✓ Alignements, haies et arbres isolés : Les éléments identifiés dans les documents graphiques, doivent être préservés, en cas d'impossibilité technique démontré, ils devront être replantés dans les mêmes proportions et avec des espèces locales adaptés au milieu.
- ✓ Les espèces végétales plantées pour constituer une haie doivent être d'origine locale et adaptées au climat et au sol et les espèces végétales exotiques envahissantes sont proscrites. (cf. liste en annexe au règlement).
- ✓ Les espèces allergisantes sont à éviter (conf. recommandations du RNSA : www.vegetation-en-ville.org).
- ✓ Les haies séparatives constituant des clôtures ne doivent pas être mono spécifiques. Elles sont constituées d'au moins : **2 espèces végétales dont au moins 1 au feuillage persistant**
- ✓ Les espaces libres de construction, doivent préférentiellement être non imperméabilisés. Les revêtements perméables sont par conséquent à favoriser pour les espaces de stationnement et les cheminements.
- ✓ Conformément à l'article L211-1 du code de l'environnement, les zones humides, identifiées ou non aux pièces graphiques du PLU, doivent impérativement être conservées et strictement préservées, elles sont inconstructibles et les affouillements, exhaussements de sol et remblais, retournement, drainage, assèchement, tous travaux et aménagements entrainant une imperméabilisation totale ou partielle et l'édification de clôture sont interdits. D'éventuelles destructions partielles de zones humides rendues nécessaires par des enjeux d'intérêt général doivent faire l'objet de mesures compensatoires, compatibles avec les modalités définies par le SDAGE Rhône Méditerranée en vigueur.
- ✓ La végétation des berges des cours d'eau doit être maintenue et entretenue.

Article DCN.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article DCN.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement, la limitation de la consommation énergétique des constructions doit être recherchée.
- ✓ Les constructions nouvelles doivent être réalisées dans le respect au minimum des obligations en matière de performance énergétique en vigueur.
- ✓ Il en est de même lors des travaux de rénovation et/ou d'extension de constructions existantes.
- ✓ L'installation de système de production d'énergie renouvelable est autorisée à condition d'être intégré de façon harmonieuse dans l'architecture de la construction et de ne pas présenter de nuisance.
- ✓ L'implantation et l'orientation de la construction participent à la maitrise des dépenses énergétiques.
- ✓ Le bioclimatisme est privilégié.
- ✓ Pour les nouvelles constructions, les extensions des constructions à destination d'habitation ainsi que les annexes autorisées, les volumes les plus simples et compacts seront favorisés afin d'offrir le minimum de linéaires de façade en contact avec l'extérieur.

Article DCN.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ *Dans toute la zone naturelle et ses secteurs*

- ✓ Article non réglementé

.

Zone N

Caractère de la zone : La zone N représente la délimitation des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :
- soit de la qualité des sites, des milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- soit de l'existence d'une exploitation forestière,
- soit de leur caractère d'espaces naturels,
- soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles,
- soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion de crues.

Aucune nouvelle construction à usage d'habitation n'y est autorisée, mais elle peut, exceptionnellement, accueillir des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

La zone N comporte quatre secteurs :
Le secteur Nh : délimitant les secteurs naturels habités, quartiers résidentiels maintenus en zones naturelles.
Le secteur Ns : délimitant les secteurs paysagers dans lequel seuls sont autorisés les équipements sportifs, les équipements recevant du public et les équipements nécessaires aux services publics..
Le secteur Nco : identifiant les espaces identifiés comme ayant un intérêt paysager et écologique majeur ; ils visent au maintien des continuités écologiques tant sur le territoire communal qu'à une échelle intercommunale.
Le secteur Np : délimitant un secteur paysager destiné à recevoir un théâtre de verdure.
La zone est partiellement concernée par l'étude des zones inondables, en annexe 1 du présent règlement. Les pétitionnaires doivent se référer aux règles et recommandations du règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation.

Article N.1 Occupations et utilisations du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.1**

- **Dans la zone N et ses secteurs :**
  - ✓ Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :
    - Les nouvelles constructions, en dehors des constructions autorisées sous conditions, à l'article N2.
    - Le stationnement de caravanes hors des terrains aménagés.
    - Le camping hors des terrains aménagés.
    - Les terrains de camping et de caravanage permanents ou saisonniers.
    - Les habitations légères de loisirs.
    - Les terrains aménagés destinés à recevoir des parcs résidentiels de loisirs.
    - Les Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation, enregistrement ou à déclaration à l'exception de celles qui sont compatibles avec une zone d'habitation.

- **Dans les secteurs Np et Nco:**
  - ✓ Les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :
    - Les antennes relais de radiotéléphonie

Article N.2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.2**

Seules peuvent être autorisées les occupations du sol ci-après, selon l'une des conditions particulières suivantes :

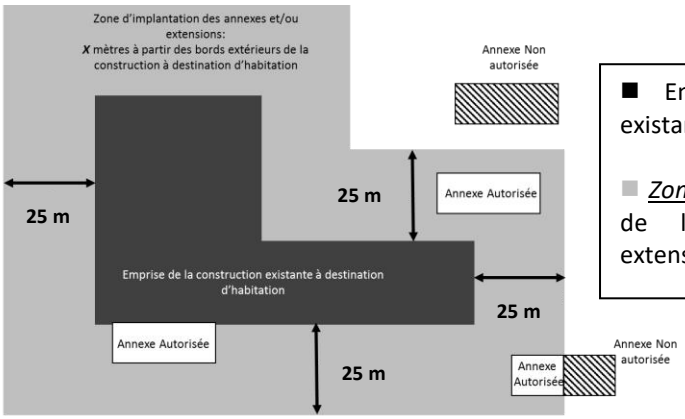
- **Dans la zone N et ses secteurs :**
  - ✓ Les constructions nécessaires aux activités agro-sylvo-pastorales, notamment la construction d'abris pastoraux et de cabanes d'alpage à destination des bergers, de **30 m²** maximum de surface de plancher, à condition d'être lié et nécessaire à l'exploitation agricole.

- **Dans le secteur Nco** pour partie concerné par une identification sur les Basses gorges du Verdon : Toute dégradation des habitats rupestres des basses gorges est proscrite. Les aménagements autorisés par le PLU, ne doivent pas entrainer de pollution des eaux.

- **Dans la zone N uniquement :**
  - ✓ Pour les habitations existantes d'une surface de plancher initiale de **70 m²** (à la date d'approbation du PLU), leur aménagement et extension sont autorisés aux conditions suivantes :
  - D'être limitée à **30 %** de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
  - Sans pouvoir excéder **200 m² de surface de plancher totale** (les 30 % sont calculés sur la surface de plancher initiale de la construction et pourront être réalisés en une ou plusieurs fois.)

- **Dans les secteurs Nh uniquement :**
  - ✓ Pour les habitations existantes d'une surface de plancher initiale de **50 m²** (à la date d'approbation du PLU), leur aménagement et extension sont autorisés aux conditions suivantes :
  - D'être limitée à **40 %** de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
  - Sans pouvoir excéder **250 m² de surface de plancher totale** (les 40 % sont calculés sur la surface de plancher initiale de la construction et pourront être réalisés en une ou plusieurs fois.)

- **Dans la zone N et les secteurs Nh :**
- **Les annexes** (garage, pool house, abris de jardin…etc.) des habitations existantes et légales, sont autorisées sous conditions :
  - Elles sont limitées à **60 m² d'emprise cumulée** (emprise totale de toutes les annexes édifiées sur une unité foncière, hors piscine)
    - Ces annexes ne pourront comprendre, qu'un seul abri de jardin par unité foncière, en bois, pierres sèches, ou à façades enduites, d'une hauteur limitée à 3 mètres et d'une emprise au sol de **10 m²** maximum.
  - Le bassin des piscines est limité à 50 m².
  - Les annexes y compris les piscines sont édifiées en totalité, dans une zone implantation s'inscrivant dans un rayon de **25 mètres** calculé à partir des bords extérieurs de la construction à destination d'habitation faisant l'objet de l'annexe.



↳ En cas d'impossibilité technique, sanitaire ou juridique dument démontré, le principe d'implantation pourra être adapté.

- **Dans les secteurs Np uniquement :**
  - ✓ Sont autorisés les aménagements et installations nécessaires à la création d'un théâtre de verdure.

Article N.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.3**

Article N.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

.

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.4**

Article N.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article N.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.6**

Article N.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.7**

Article N.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.8**

Article N.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.9**

Article N.10 Hauteur des constructions

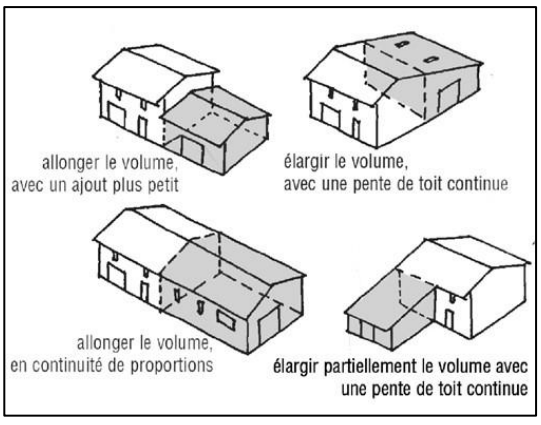
.

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.10**

Article N.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.11**

- **Volume**
  - ✓ Le volume du bâti doit s'intégrer dans le paysage :
    - Soit en se raccrochant à un bâtiment existant en respectant l'harmonie des volumes, matériaux et des coloris.
    - Soit en s'appuyant sur les lignes du paysage telles que les chemins, voies, les haies, les bosquets, les murets, la topographie, pour éviter l'impression d'un volume bâti isolé.
  - ✓ Les talutages seront évités, ou si techniquement impossible, ceux-ci devront impérativement être intégrés par un travail sur le végétal.
  - ✓ Les nouveaux volumes bâtis favoriseront les décrochements pour atténuer l'effet de masse, animer le volume et s'intégrer à la construction existante.
    Exemple de volumes en accord avec la construction pré-existante :



- **Matériaux et couleurs pour les bâtiments d'habitation, leurs extensions et leurs annexes:**

- ✓ Des formes et matériaux divers peuvent être admis lorsque les choix architecturaux s'inscrivent dans une démarche de développement durable (économie d'énergie, constructions bioclimatiques, énergies renouvelables…).
- ✓ Les extensions et les annexes doivent être composées en choisissant des teintes et des matériaux assurant une harmonie et une cohérence avec l'ensemble du bâti ainsi qu'une bonne intégration dans le paysage.
- ✓ Les couleurs qui n'existent pas dans la nature avoisinante du bâtiment sont proscrites (rouge/ bleu….). Une palette chromatique est disponible en mairie.
- ✓ L'emploi brut de matériaux destinés à être enduits ou peints et interdit.
- ✓ Les murs en pierres sèches sont autorisés.
- ✓ Les teintes vives seront évitées. Des teintes claires et naturelles seront privilégiées.
- ✓ Le blanc « pur » est à proscrire
- ✓ Les façades sont enduites : Les enduits de façades doivent être réalisés en enduit à base de chaux et de sable et/ou badigeonnés à la chaux. Ils doivent présenter un grain fin (finition frotassée ou lissée).

Article N.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.12**

Article N.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.13**

Article N.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article N.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.15**

Article N.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.16**

Stecal Nst1

Caractère de la zone : Le secteur de taille et de capacité d'accueil limitées Nst 1 est un STECAL de la zone naturelle (N) localisé dans le secteur de la Rouguière. Il correspond à une ferme pédagogique et touristique. Ce secteur est concerné par des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Article STECAL NSt1.1 Occupation et utilisation du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.1**

✓ Toutes occupations et utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles prévues à l'article NSt1.2.

Article STECAL NSt1.2 Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.2**

✓ Seuls sont autorisés :

- Maximum 6 **structures d'hébergement touristique insolites** notamment : les habitations légères de loisirs sous forme de roulotte et de Kota (forme d'habitation finlandaise)…etc, et ne constituant pas d'habitat permanent.
- Les constructions liées au fonctionnement de la ferme pédagogique (hangar, box, abris pour les animaux…).
- Les **locaux d'accueil, de services, de formation, techniques et sanitaires** nécessaires au fonctionnement de l'activité.
- Pour toute construction liée à l'accueil ou l'hébergement du public, un espace destiné au stockage des ordures ménagères doit être aménagé ; la voirie doit permettre l'accès des véhicules de collecte des déchets.
- L'implantation des constructions autorisées doit respecter les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Article STECAL NSt1.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.3**

Article STECAL NSt1.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.4**

Article STECAL NSt1.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL NSt1.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.6**

✓ Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de:

- **10 mètres** par rapport à l'alignement des voies existantes ou projetées ;

Article STECAL NSt1.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.7**

Article STECAL NSt1.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.8**

Article STECAL NSt1.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.9**

✓ L'emprise des constructions est limitée à :

- 120 m² d'emprise cumulée pour les constructions insolites,
- 120 m² d'emprise cumulée pour les constructions liées au fonctionnement de la ferme pédagogique (hangar, box…),
- 140 m² d'emprise cumulée pour les locaux d'accueil, de services, de formations, techniques et sanitaires**.**

Article STECAL NSt1.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.10**

✓ La hauteur des constructions ne peut pas dépasser **7 mètres.**

Article STECAL NSt1.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.11**

Article STECAL NSt1.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.12**

Article STECAL NSt1.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.13**

Article STECAL NSt1.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL NSt1.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.15**

Article STECAL NSt1.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.16**

Stecal Nst2

Caractère de la zone : Le secteur de taille et de capacité d'accueil limitées Nst 2 est un STECAL de la zone naturelle (N) localisé lieu-dit Sarredourier, correspond au camping existant des « Lacs du Verdon ».

Article STECAL NSt2.1 Occupation et utilisation du sol interdites

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.1**

✓ Toutes occupations et utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles prévues à l'article NSt2.2.

Article STECAL NSt2.2 Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.2**

✓ Seuls sont autorisés :

- Les constructions, installations et ouvrages nécessaires aux activités d'hébergement de plein air.
- L'extension, les travaux de réhabilitation des constructions existantes à usage d'habitation aux conditions suivantes :
  - Qu'elles soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire à la gestion, la surveillance et le gardiennage des activités d'hébergement de plein air existantes dans la zone.
  - Qu'elles soient limitées à 120 m2 de surface de plancher.

Article STECAL NSt2.3 Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.3**

Article STECAL NSt2.4 Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.4**

Article STECAL NSt2.5 Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL NSt2.6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et les voies privées ouvertes à la circulation

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.6**

Article STECAL NSt2.7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.7**

Article STECAL NSt2.8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.8**

- ✓ Non réglementé

Article STECAL NSt2.9 Emprise au sol des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.9**

- ✓ Non réglementé

Article STECAL NSt2.10 Hauteur des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.10**

- ✓ La hauteur des constructions ne peut pas dépasser **7 mètres.**

Article STECAL NSt2.11 Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.11**

Article STECAL NSt2.12 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.12**

Article STECAL NSt2.13 Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.13**

Article STECAL NSt2.14 Coefficient d'occupation du sol

Sans objet : disposition abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

Article STECAL NSt2.15 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.15**

Article STECAL NSt2.16 Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

➜ **Confère dispositions communes à toutes la zone N et ses secteurs : article DCN.16**

Document n°4.1.2 :	Annexe 1 au règlement

Régusse
Plan Local d'Urbanisme



PLU

Élaboration prescrite par délibération du Conseil Municipal du 31 juillet 2014
Projet arrêté par délibération du Conseil Municipal du ……..21 juin 2023
PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du …28 septembre 2026

begeat

1. Contenu du présent document 5
2. Bilan des connaissances de l'aléa inondation 5
3. Règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation 13
3.1 Prescriptions relatives aux marges de recul par rapport au cours d'eau 13
3.2 Prescriptions applicables à toutes les zones inondables 13
3.3 Prescriptions applicables aux zones rouges dites zones de danger 14
3.4 Prescriptions applicables aux zones bleues dites zones de précaution modérée 17
3.5 Principales mesures de mitigation 21
3.6 Recommandations applicables aux zones marron dites zones de préservation correspondant aux zones d'inondabilité par ruissellement sur les piémonts dans l'Atlas des Zones Inondables (annexe 1) 22
4. Annexes 24

Commune de Régusse

REGLEMENT DES ZONES INONDABLES SUR LA COMMUNE DE REGUSSE

Janvier 2022

CEL 20 01

· Tél : 09 77 76 80 96- www.citeo-ingenierie.com ·
· 4 rue de bel-Air · 34 680 Saint-Georges d'Orques ·
ingénierie - maîtrise d'oeuvre - cartographie

MAÎTRE D'OUVRAGE

Commune de Régusse

OBJET DE L'ETUDE

Règlement des zones inondables sur la commune

AFFAIRE N°20 01

Réalisée par **citéo ingénierie**
4 rue de Bel-Air
34 680 Saint-Georges d'Orques
Tél : 09 77 76 80 96
E-mail : citeo@citeo-ingenierie.fr
Site : www.citeo-ingenierie.fr

FORME DE L'ETUDE

ETUDE HYDRAULIQUE

INDICE	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révison
A	C.SORIN	D.ESCARZAGA	02/01/2022	1er établissement

1. Contenu du présent document

- *Planche P.1. : Aléa inondation et emprise inondable connus*
- *Planche P.2 : Zonage règlementaire du risque inondation*

Le dossier comprend :

- un résumé des connaissances de l'aléa inondation sur la commune,
- des planches de zonage règlementaire,
- une proposition de règlement qui précise la zone non aedificandi autour des cours d'eau, fossés, vallats ou thalwegs, les règles qui s'appliquent à chacune de ces zones et les mesures de mitigation.

Pour plus d'informations concernant les études techniques et la méthode de cartographie de l'aléa inondation, il convient de se référer au Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales de Régusse (IPSEAU, 2011) et à l'Atlas des zones inondables du Var (IPSEAU, 2006).

2. Bilan des connaissances de l'aléa inondation

2.1. CLIMATOLOGIE

La commune de Régusse bénéficie d'un climat de type méditerranéen avec des étés chauds, secs, ensoleillés.

Le climat méditerranéen est caractérisé par des précipitations tombant sous forme d'averses violentes très localisées et souvent de courte durée, notamment à la fin de l'été ou à l'automne, entraînant un ruissellement important et des crues des cours d'eau brèves mais parfois catastrophiques, comme en témoigne l'évènement de novembre 2019 par exemple.

2.2. HYDROGRAPHIE

Le territoire communal est réparti sur deux bassins versants distincts. Les parties naturelles au nord-ouest et nord-est de la commune, d'une superficie totale d'environ 21.1 km², soit 59% du territoire communal, ruissellent vers le Verdon qui longe la frontière communale. Le reste de la commune, couvrant une superficie de 14.5 km², soit 41 % du territoire communal, appartient au bassin versant de la Bresque, un affluent de l'Argens.

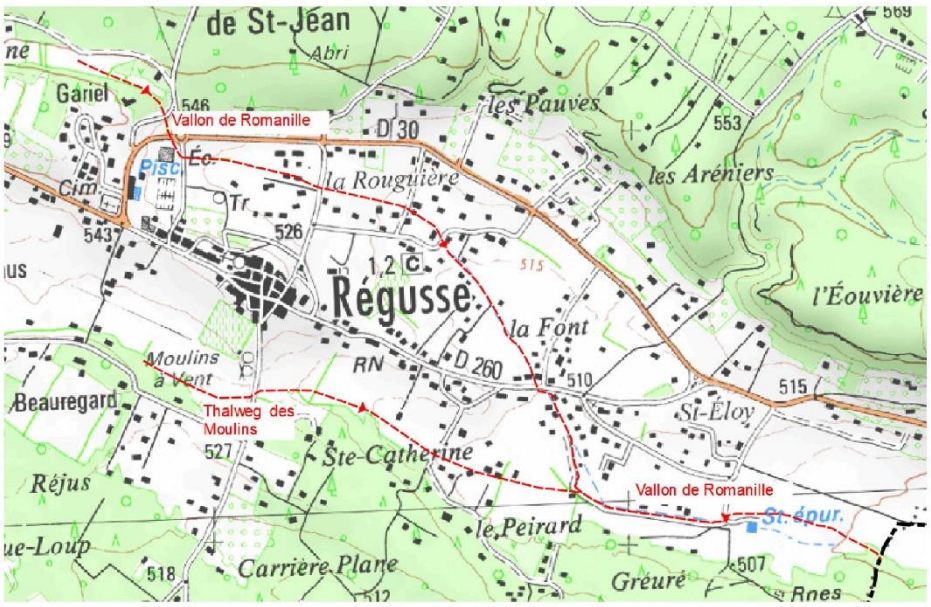
La présence dominante d'un terrain karstique cause d'importantes pertes et peu de cours d'eau pérennes et de thalwegs appropriés, marqués et continus. On observe toutefois des écoulements marqués en période pluvieuse.

Le Vallon de Romanille constitue le seul « cours d'eau » notable de la commune. Il traverse des zones urbanisées en contournant le bourg par le nord. Son lit mineur n'est clairement délimité que depuis la rue des écoles. A partir de là et vers l'aval, sa section est très variable avec de nombreux passages busés, souvent de section réduite.

Au cours de son tracé, ce vallon est alimenté par :

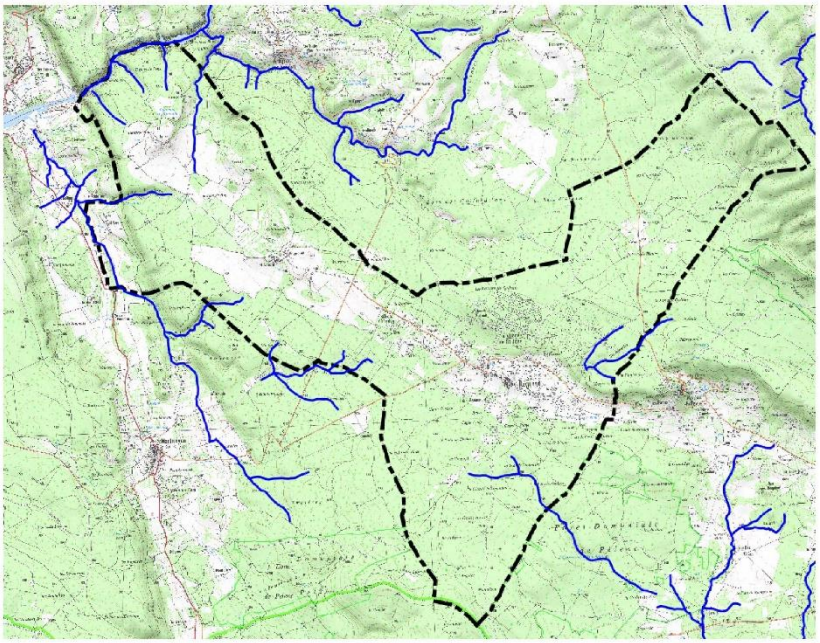
- des apports diffus des versants situés au nord du village,
- des apports depuis le vallon des Aréniers au nord du village,
- des apports depuis le thalweg dit des Moulins. Ce thalweg est peu marqué et débute au niveau de la route de Montmeyan en direction du stade et des Moulins ; il se prolonge ensuite à travers le lotissement Le Peirard pour rejoindre le vallon de Romanille en aval. Ce thalweg draine un bassin versant d'environ 80 ha.

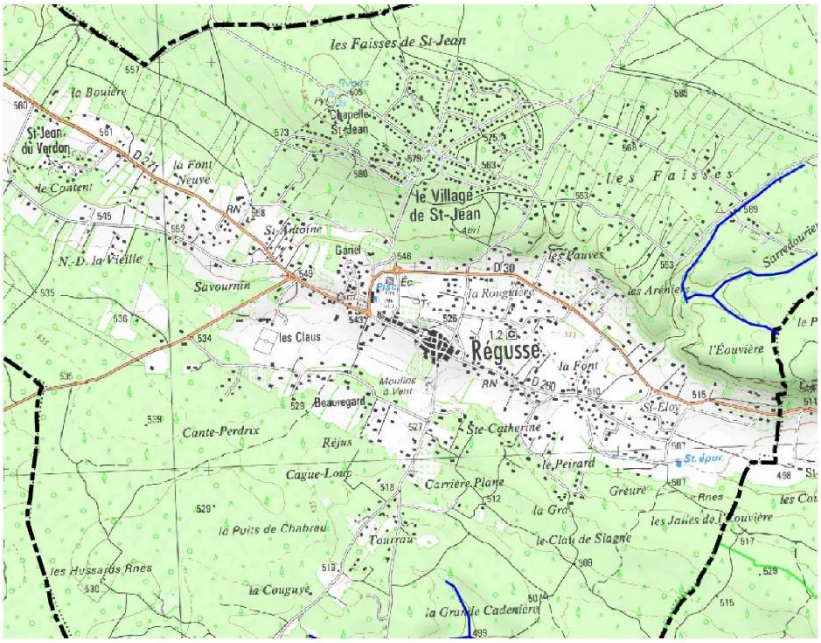
Ces vallons et thalwegs n'ont pas répertoriés comme cours d'eau par la DDTM83 à l'exception des affluents du vallon des Aréniers.



Tracé approximatif du vallon de Romanille et du thalweg des Moulins

D'un point de vue réglementaire, la DDTM83 dénombre plusieurs cours d'eau sur la commune de Régusse. Les tronçons identifiés correspondent tous à de petits affluents prenant leur source sur des secteurs naturels ou agricoles de la commune ou à proximité. Ces tronçons sont situés sur des secteurs excentrés à proximité des limites communales, aussi leur linéaire est faible sur le territoire communal et aucune zone à enjeu ne se trouve à proximité. Du fait du caractère rural et très localisé des cours d'eau présents sur la commune, ces derniers ne disposent pas de dénomination officielle et aucune étude de détermination de leur zone inondable n'a été réalisée





Cours d'eau en bleu selon la DDTM83 – vue générale en haut et vue zoomée sur les zones urbaines en bas - Source : http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/814/internet.map?mode=connect_anonymous&mapId=283794

2.3. RISQUE INONDATION PAR DEBORDEMENT DE COURS D'EAU

La commune ne dispose pas à ce jour de Plan de Prévention de Prévention des Risques Naturels Inondation (PPRNI).

2.4. RISQUE INONDATION PAR RUISSELLEMENT PLUVIAL

2.4.1. Généralités

La commune du Régusse est soumise à un risque inondation important lié au ruissellement.

On recense trois arrêtés de catastrophes naturelles pour inondations et coulées de boue :

Type de catastrophe	Date de début	Date de fin
Inondations et coulées de boue	04/11/1994	06/11/1994
Inondations et coulées de boue	18/01/2014	19/01/2014
Inondations et coulées de boue	23/11/2019	24/11/2019

Inondation à Régusse ayant fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle

(source :géorisques)

Les zones urbanisées sont situées sur des secteurs pouvant présenter des pentes importantes. En cas d'absence de réseau ou de saturation des réseaux pluviaux en période d'orage, la topographie générale de la commune permet une évacuation gravitaire des ruissellements sur chaussée.

Quelques secteurs plans situés en fond de thalwegs et sous-équipés en réseau pluvial peuvent toutefois présenter un risque inondation par ruissellement pluvial (la Confrérie, allée de l'Hortus, Le Peirard…).

De plus, les ruissellements sur chaussée peuvent présenter un danger léger pour la circulation et les piétons. Ils peuvent surtout s'engouffrer dans des parcelles privées et provoquer d'importants dégâts. Enfin, ils peuvent entraîner une aggravation de la situation à l'aval et augmenter les risques d'inondation dans des secteurs souvent déjà concernés par un risque inondation par débordement de cours d'eau.

2.4.2. Caractérisation du risque inondation par ruissellement pluvial

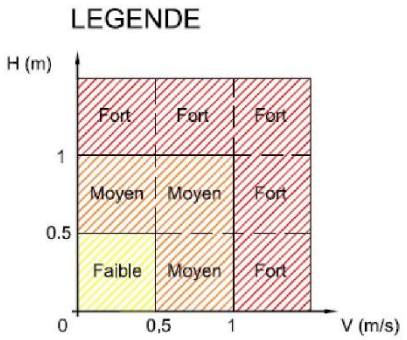
Le vallon de Romanille et le thalweg dit des Moulins cités précédemment ont fait l'objet d'études hydrauliques et hydrogéologiques.

Tout d'abord les lits mineur et moyen du vallon de Romanille ont été déterminés à l'aval du chemin de Sourdillon (déchetterie) via l'Atlas des Zones Inondables réalisé en 2006 par le bureau d'études IPSEAU à l'échelle du département du Var (cf. annexe 1). Cette étude définit :

- le lit mineur comme le lit vif d'étiage, et correspondant à la section d'écoulement du module du cours d'eau,
- le lit moyen correspondant en région méditerranéenne à l'aire d'extension des crues fréquentes (annuelles à quinquennales),

Cette étude a également défini la zone inondable par ruissellement liée au vallon de Romanille, aux thalwegs affluents comme ceux des Moulins et des Aréniers et aux apports diffus nord. Cet atlas, établi par approche hydrogéomorphologique, recense les zones potentielles de débordement de ces axes d'écoulement sans distinction de hauteur de débordement, de vitesses d'écoulement ou d'aléa inondation.

Le bureau d'études IPSEAU a ensuite déterminé, en 2011 dans le cadre du schéma directeur des eaux pluviales, l'emprise inondable pour les occurrences 10 et 100 ans liée au vallon de Romanille et au thalweg des Moulins par modélisation hydraulique 1D (cf. annexe 2). Cette étude s'étend du secteur Gariel au nord, du secteur des moulins à vent au sud jusqu'au chemin de Sourdillon (déchetterie) à l'aval. Elle vient donc affiner l'Atlas des Zones Inondable pour les deux axes d'écoulements majeurs de la commune. Les hauteurs de débordement, les vitesses d'écoulement ainsi que l'aléa inondation y sont caractérisés pour l'occurrence centennale selon la classification suivante :



Classification de l'aléa inondation dans l'étude IPSEAU, 2011

Il est important de noter que cette cartographie, disponible en annexe 2, a été établie sur la base de l'ancien fond cadastral qui présente un décalage par rapport au fond cadastral actuel. Aussi, cet aléa inondation a été recalé manuellement pour la réalisation des planches P1 et P2 annexées à la présente note.

Les résulatts (cote des plus hautes eaux, vitesse d'écoulement et débit) sont disponibles dans le tableau suivant (annexe 4 de la phase II du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales : Etude hydrologique et hydraulique, IPSEAU, 2011).

Profil	Cote fil d'eau (m NGF)	Cote d'eau (m NGF)	Débit (m³/s)	Vitesse (m/s)
R23	547.26	547.602	11.773	0.961
R22	546.48	546.962	11.768	1.639
R21	543.72	543.97	11.766	2.53
R20	529.97	531.224	11.764	2.16
R19	528.27	529.322	14.09	1.704
R18	521.4	522.384	21.872	1.001
R17	517.63	518.922	25.08	1.086
R16	515.86	517.563	27.136	1.78
R15	513.82	515.85	39.799	1.387
R14	512.56	513.536	35.386	3.155
R13	511.14	512.244	34.908	3.476
R12	509.77	510.989	34.663	3.432
R11	509.03	510.05	34.38	1.662
R10	508.53	509.718	48.155	1.869
R9	508.32	509.646	48.152	0.553
R8	506.99	508.435	48.13	2.06
R7	506.2	507.779	27.833	1.088
R6	505.51	506.816	52.999	3.595
R5	504.58	506.154	52.999	1.494
R4	503.65	505.593	52.995	1.112
R3	502.82	504.662	52.99	2.739
R2	502.21	504.303	52.979	1.217
R1	501.89	503.638	52.979	1.667
M10	524.99	525.348	8.251	0.746
M9	524.2	524.664	8.055	0.543
M8	523.47	524.649	5.559	0.457
M7	522.91	524.648	4.364	0.37
M5	520.89	521.32	4.373	1.429
M4	517.6	517.784	4.609	0.896
M3	513.33	513.641	5.475	0.862
M2	510.58	510.883	6.211	0.977
M1	508.91	509.128	7.429	0.677
MR8	507.83	508.084	8.24	0.547
MR7	506.86	507.287	35.008	0.661

A noter que citéo ingénierie a réalisé en 2016, à la demande de la mairie, une étude hydraulique ayant pour objectif la réalisation d'un diagnostic sur le réseau pluvial et l'élaboration d'un programme des travaux en vue de réduire le risque inondation par ruissellement pluvial sur la commune.

3. REGLEMENT DU RISQUE INONDATION

3.1. PRINCIPE DE DE DEFINITION DU RISQUE INONDATION ET DES ZONES REGLEMENTAIRES

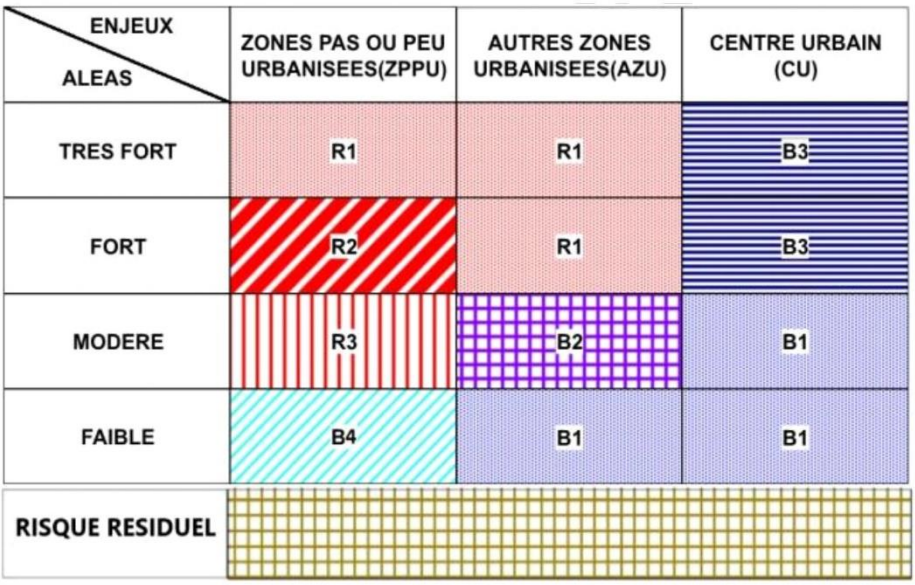
Le risque inondation résulte du croisement de l'aléa et des enjeux.



Ainsi une zone caractérisée par un aléa uniforme peut être considérée avec plusieurs niveaux de risques selon son occupation des sols.

Par exemple une zone d'aléa modéré en zone urbaine sera considérée en risque fort alors que le même aléa en zone agricole pourra être considéré en risque modéré.

Le règlement associé à ces zones de risque inondation n'est pas uniquement dépendant de l'intensité du risque. Il est établi en prenant en compte l'**occupation des sols, les enjeux et le zonage du PLU** pour aboutir à une cohérence d'aménagement du territoire tout en respectant le **principe de précaution**. Cette définition du zonage inondation par croisement aléas/enjeux peut se faire selon la matrice générale suivante :



Les zones rouges sont considérées globalement inconstructibles et les zones bleues sont considérées globalement constructibles sous certaines conditions. Cette matrice générale est ensuite adaptée au contexte hydraulique et urbanistique local pour intégrer les particularités du territoire concerné.

Par exemple, la possibilité de rendre constructible les zones urbaines soumises à des aléas forts est une dérogation, à n'envisager que lorsque le principe d'inconstructibilité s'avère être inapplicable dans cette zone concernée par les objectifs de densification et de renouvellement urbain. Par défaut il peut être convenu de considérer inconstructible toute zone inondable.

Le zonage inondation sur la commune de Régusse peut être défini sur la base de la classification suivante :

Aléa	Enjeux	
	Zone peu, pas urbanisée ou urbanisable	**Zone urbanisée**
Fort modélisé	Zone de danger	Zone de danger
Modéré modélisé	Zone de danger	Zone de précaution modérée
Faible modélisé	Zone de précaution modérée	Zone de précaution modérée
Indifférencié ou exceptionnel (hydrogéomorphologie)	Zone de préservation	Zone de préservation

3. Règlement de zonage réglementaire pour le risque inondation

3.1 Prescriptions relatives aux marges de recul par rapport au cours d'eau

Les nouveaux aménagements sont pensés de manière à prévoir le trajet des eaux de ruissellement et préserver la sécurité des biens et des personnes en cas d'évènements pluvieux exceptionnels évènement historique connu ou d'occurrence centennale s'il est supérieur) : orientation et cote des voies, transparence hydraulique des clôtures, vides sanitaires…

Chacun des fossés et cours d'eau permanents ou temporaires de la commune est affecté d'une zone non aedificandi dans laquelle l'édification de construction, murs de clôture compris, ainsi que tout obstacle susceptible de s'opposer au libre cours des eaux est interdit, sauf avis dérogatoire du service gestionnaire dans le cas où ces aménagements seraient destinés à protéger des biens sans créer d'aggravation par ailleurs. Une analyse hydraulique pourra être demandée suivant le cas.

L'objectif est de laisser un espace de mobilité, de respiration ou « espace de bon fonctionnement » aux cours d'eau. Cet espace est également nécessaire à son entretien. D'une manière générale les cours d'eau doivent être maintenus ouverts et en bon état de fonctionnement.
Ces zones non aedificandi sont les bandes de terrains dont les caractéristiques sont fixées de la manière suivante : une largeur de 10 m le long des cours d'eau, des fossés ou du fond de thalweg soit 5 mètres de part et d'autre du haut des berges.
Ces dispositions ne se substituent pas aux diverses règles en vigueur concernant l'aménagement des abords de cours d'eau.
De plus la restauration d'axes naturels d'écoulements, ayant partiellement ou totalement disparus, pourra être demandée par la commune, lorsque cette mesure sera justifiée par une amélioration de la situation locale.

3.2 Prescriptions applicables à toutes les zones inondables

Les installations légères d'ouvrages techniques d'intérêt public (de types poteaux, pylônes, antennes…) et de mobilier urbain sont autorisées.
Tout projet situé dans une zone à risque, quelle qu'elle soit devra faire l'objet d'une note démontrant la bonne prise en compte des prescriptions de ce règlement.
Des mesures de mitigation sont proposées dans le présent règlement (cf. 3.5). Elles doivent être mises en œuvre pour tout bâtiment nouveau en toutes zones. Dans le cas d'un projet sur l'existant (extension, changement de destination), la mise en œuvre des mesures de mitigation est seulement recommandée.

3.3 Prescriptions applicables aux zones rouges dites zones de danger

Le règlement s'applique aux zones rouges dites zones de danger soumises à un aléa inondation fort quel que soit le type d'urbanisation ou à un aléa modéré en zone peu ou pas urbanisée ou urbanisable. Ce règlement s'inscrit en complément du règlement du PLU, en cas de disparité entre les règlements, les règles les plus contraignantes doivent être retenues.

La cote de référence évoquée dans le règlement spécifique à cette zone est située :
• 0.2 m au-dessus de la plus haute cote atteinte par les eaux pour un évènement d'occurrence centennale. Ces cotes figurent dans le tableau du chapitre 2.4.2.

Article R1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Il est interdit :
• les remblais à l'exception de ceux strictement limités à l'emprise des travaux, constructions et installations autorisées (cf. article R2 et R3), et s'ils ne sont pas protégés contre l'érosion et le ruissellement.
• la démolition ou la modification sans étude préalable des ouvrages jouant un rôle de protection contre les inondations par ruissellement pluvial ou l'évacuation des eaux.
• la **création d'Établissements Recevant du Public** (ERP) de quelque catégorie que ce soit, d'établissements sensibles et d'établissements stratégiques.
• la **création de locaux** d'hébergement ou de locaux d'activités et de stockage, à l'exception des cas particuliers mentionnés à l'article R2.
• **l'augmentation du nombre de logements** par aménagement, rénovation… à l'exception des cas particuliers mentionnés à l'article R2.
• **le changement de destination** allant dans le sens de l'augmentation de la vulnérabilité (population exposée), à l'exception des cas particuliers mentionnés à l'article R2.
• **la reconstruction d'un bien détruit** par l'effet d'une inondation par ruissellement pluvial.
• **la création d'ouvertures** sauf celles admises et aux conditions décrites aux articles R3 et R4.
• la création ou l'extension de la capacité d'accueil des aires d'accueil des gens du voyage, sauf à démontrer qu'il n'y a pas d'alternative.
• **la création ou l'extension d'aires de camping ou de caravanage, de parcs résidentiels de loisirs** ainsi que l'augmentation de leurs capacités d'accueil ou du nombre d'emplacements des aires de stationnement existantes.
• l'implantation d'habitations légères de loisirs.
• **la création ou l'aménagement de sous-sols** de quelque usage que ce soit, sauf en vue de la réduction des risques.
• les piscines hors sols ou semi-enterrées.
• la création ou l'extension d'aires de stationnement collectives.
• **tous dépôts de matériaux et conditionnements s**usceptibles d'être emportés, de gêner les écoulements ou de polluer les eaux en cas d'inondation par ruissellement pluvial, et en particulier les décharges, dépôts d'ordures, de déchets ou de produits dangereux ou polluants.

Article R2 : Occupations et utilisations du sol autorisées

Il est autorisé, sous conditions :
• **les travaux de mise aux normes** (sécurité incendie, sanitaire, accessibilité, etc.) des biens et des activités.
• **la reconstruction des constructions**, sauf si elles ont été détruites par l'effet d'une inondation par ruissellement pluvial, sous réserve :

o de ne pas augmenter la vulnérabilité,
o que l'emprise au sol projetée soit inférieure ou égale à l'emprise au sol démolie, sauf extension autorisée,
o que le premier plancher aménagé soit calé au minimum à la cote de référence.

A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• **l'extension de l'emprise au sol d'hébergement** ou par changement de destination, dans la limite de 20 m², est admise :
o au niveau du plancher existant sous réserve de disposer d'un étage accessible au-dessus de la cote de référence,
o à la cote de référence en l'absence d'un étage accessible au-dessus de la cote de référence.

Cette extension sera adossée au bâtiment existant et disposée dans le sens parallèle aux écoulements- voir figure 1

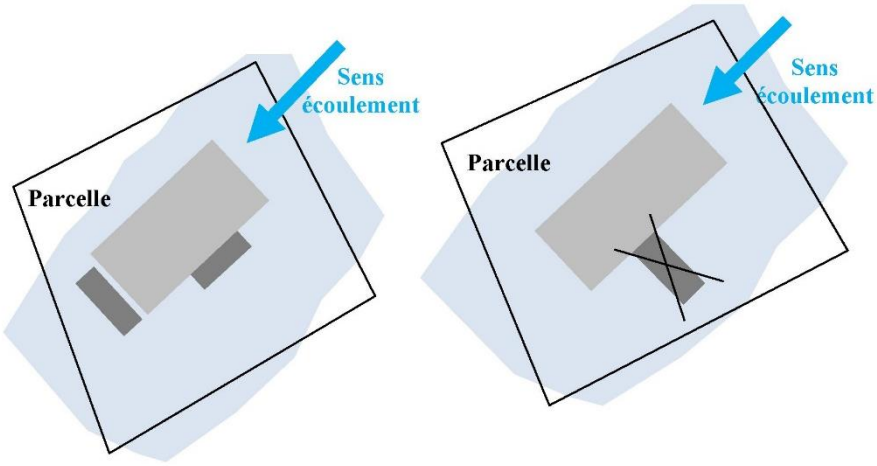


Figure 1 : Positionnement des extensions par rapport aux écoulements (zone inondable en bleu)

A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• **le changement de destination allant dans le sens d'une diminution de la vulnérabilité** est au niveau du plancher existant.
Cette extension pourra être autorisée au niveau du plancher existant si l'extension est nécessaire à la création d'une zone refuge.
A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.
• **la transformation d'emprise au sol existante** (sans changement de destination) en surface de plancher sous réserve qu'elle n'induise pas la création de locaux d'hébergement de plus de 20 m² sous la cote de référence.
A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.
• **la surélévation des bâtiments d'hébergements et d'activités existants** sans création d'emprise au sol sous réserve qu'elle ne crée ni d'hébergement supplémentaire, ni d'activité supplémentaire.
• **la création d'annexes** (garage, abris, appentis…) dans la limite de 20 m² au niveau du terrain naturel.
La construction sera disposée dans le sens parallèle aux écoulements.

Article R3 : Autres aménagements et travaux admis

Il est autorisé :

• les **piscines individuelles enterrées affleurantes** sous réserve :
  - o que les margelles se situent au niveau du terrain naturel (murets et rehaussements interdits),
  - o qu'un dispositif permanent de balisage du bassin soit mis en place pour assurer la sécurité des personnes et des services de secours (ex: piquets aux quatre coins d'une hauteur supérieure à 1 m, barrières, etc.),
  - o que le local technique soit enterré ou à défaut ne dépasse pas 2 m².

• la **création d'ouvertures** aux conditions de l'article R4.

• la **création ou modification de clôtures**, à condition d'en assurer la transparence hydraulique, selon les prescriptions de l'article R4.

• les **citernes à mazout** si elles sont scellées, lestées et que toute ouverture est située au-dessus de la côte de référence.

• **les infrastructures publiques de transport,** y compris les installations, les équipements et les constructions nécessaires à leur fonctionnement, exploitation et entretien, peuvent être autorisées dans le respect des règles du code de l'environnement.

• **les installations légères de mobilier urbain et d'ouvrages techniques d'intérêt public** (de types poteaux, pylônes, antennes…) sont admises à condition d'être ancrées au sol et lestées. Tout matériel et matériaux sensibles à l'eau seront situés strictement au-dessus de la cote de référence.

• **les constructions et installations techniques** liées à l'exploitation des réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (réseaux d'eau, énergies, télécommunication, etc.), peuvent être autorisées à condition de limiter au maximum leur impact. Elles ne peuvent faire l'objet que d'une occupation humaine limitée. Elles doivent être conçues et réalisées de manière à limiter les dommages structurels en cas d'inondation par ruissellement pluvial : étanchéité, résistance à la pression hydraulique, stabilité des ouvrages.

• **les opérations de déblais/remblais** nécessaires aux opérations autorisées (y compris réduction de vulnérabilité) à condition qu'elles ne conduisent pas à une augmentation globale du volume remblayé sur la partie inondable de l'unité foncière.

• **les installations et travaux destinés à la protection et à l'aménagement** contre les inondations par ruissellement pluvial ainsi que les travaux de gestion et d'aménagement des fonds de vallons, dans le respect des dispositions du Code de l'Environnement.

• les installations et travaux destinés à l'amélioration des écoulements et au stockage des eaux ou à en réduire le risque, dans le respect des dispositions du Code de l'Environnement.

Article R4 - Mesures et prescriptions constructives

Concernant les mesures et prescriptions constructives, la réglementation est la suivante :

• **clôtures** : elles doivent être constituées d'un grillage sans mur bahut.

• **haies :** les tiges doivent être espacées de 1 mètre au minimum et les haies doivent être régulièrement élaguées du pied jusqu'à 0,50 mètre au-dessus du sol.

• **ouvertures** :
  - o les seuils des ouvertures des extensions seront arasés strictement au-dessus de la cote de référence à l'entrée de la construction
  - o ces ouvertures ne devront pas être situées sur les façades exposées au courant (ou principal sens d'écoulement).

Sous la cote de référence, tous les ouvrants des constructions nouvelles seront équipés de batardeaux (hauteur maximale de 1 m) et disposeront d'un accès à un niveau situé au-dessus de la cote de référence accessible depuis l'intérieur.

• **citernes et aires de stockage de produits dangereux :** elles doivent être scellées, lestées et leurs ouvertures sont situées strictement au-dessus de la cote de référence.

• **les équipements sensibles à l'eau** (tels que les transformateurs, les coffrets d'alimentation électrique, les postes de distribution, les postes de relevage ou de refoulement, les relais et antennes, etc.) doivent être situés au minimum 0,20 m au-dessus de la cote de référence.
• **vides sanitaire :** pour toute extension entrant dans le cadre de l'article R2 et nécessitant une élévation, les élévations de planchers devront être réalisées sur un vide sanitaire, à la cote de référence.

3.4 Prescriptions applicables aux zones bleues dites zones de précaution modérée

Le règlement s'applique aux zones bleues dites zones de précaution modérée soumises à un aléa inondation faible quel que soit le type d'urbanisation ou à un aléa modéré en zone urbanisée.
Ce règlement s'inscrit en complément du règlement du PLU, en cas de disparité entre les règlements, les règles les plus contraignantes doivent être retenues.

*La **cote de référence** évoquée dans le règlement spécifique à cette zone est située :*
• 0.5 m au-dessus du point le plus haut du terrain naturel de l'emprise de la construction si la hauteur de débordement est inférieure à 0.5 m pour un évènement pluvieux d'occurrence centennale (aléa faible),
• ou ***0.2 m au-dessus de la plus haute cote atteinte par les eaux pour un évènement d'occurrence centennale****. Ces cotes figurent dans le tableau du chapitre 2.4.2.*

Article B1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Il est interdit :
• les **remblais** à l'exception de ceux strictement limités à l'emprise des travaux, constructions et installations autorisées (cf. article B2 et B3), et s'ils ne sont pas protégés contre l'érosion et le ruissellement.
• la **création d'Établissements Recevant du Public** (ERP) de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, d'établissements sensibles et d'établissements stratégiques.
• la reconstruction d'un bien détruit par l'effet d'une inondation par ruissellement pluvial.
• la création ou l'extension de la capacité d'accueil des aires d'accueil des gens du voyage, sauf à démontrer qu'il n'y a pas d'alternative.
• la **création ou l'extension d'aires de camping ou de caravanage**, de parcs résidentiels de loisirs ainsi que l'augmentation de leurs capacités d'accueil.
• l'implantation d'habitations légères de loisirs.
• la création ou l'aménagement de sous-sols de quelque usage que ce soit.
• les piscines hors sols ou semi-enterrées.
• **tous dépôts de matériaux et conditionnements** susceptibles d'être emportés, de gêner les écoulements ou de polluer les eaux en cas d'inondation par ruissellement pluvial, et en particulier les décharges, dépôts d'ordures, de déchets ou de produits dangereux ou polluants, sauf aux conditions décrites à l'article B2.
• la démolition ou la modification sans étude et autorisation préalables des ouvrages jouant un rôle de protection contre les inondations ou l'évacuation des eaux.

Article B2 - Occupations et utilisations du sol autorisées

Il est autorisé sous conditions :

• les **travaux de mise aux normes** (sécurité incendie, sanitaire, accessibilité, etc.) des biens et des activités

• la **création de bâtiments** (à l'exception de ceux interdits à l'article 1) sous réserve que :

- o le premier plancher soit construit à la cote de référence,
- o le bâtiment dispose d'un accès depuis l'intérieur à un niveau situé au-dessus de la cote de référence,
- o les prescriptions d'emprise au sol de l'article B4 soit respectées

A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• la **reconstruction des bâtiments** sous réserve :

- o que les niveaux situés sous la cote de référence ne soient pas destinés à des locaux d'hébergement,
- o et que le premier plancher aménagé soit calé au minimum à la cote de référence.

A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• la **reconstruction ou l'extension des Établissements Recevant du Public (ERP)** de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, des établissements sensibles et des établissements stratégiques sous réserve :

- o que l'effectif n'augmente pas de plus de 20 %,
- o que le premier plancher aménagé soit calé au minimum à la cote de référence.
- o d'une diminution globale de la vulnérabilité et de la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité qui devra notamment justifier d'un accès à un niveau refuge au-dessus de la cote de référence.

A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• **L'extension des établissements sensibles et des établissements stratégiques** (y compris par changement de destination ou création de surface de plancher) dans la limite de 20 % d'emprise au sol et de 20 % de l'effectif et sous réserve :

- o que le 1er plancher aménagé soit calé au minimum à la cote de référence,
- o d'une diminution globale de la vulnérabilité et de la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité qui devra notamment justifier d'un accès à un niveau refuge au-dessus de la cote de référence.
- Si plusieurs demandes d'extension, échelonnées dans le temps, sont formulées, le cumul des surfaces d'extension ne pourra en aucun cas être supérieur à 20%.

A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies en annexe du présent article.

• **l'extension de l'emprise au sol des locaux d'hébergement** est admise au niveau du plancher existant :

- o dans la limite de 20 m² supplémentaires,
- o sous réserve de disposer d'un étage accessible au-dessus de la cote PHE ou si l'extension est nécessaire à la création d'une zone refuge,
- o les prescriptions d'emprise au sol de l'article B4 soit respectées

Si plusieurs demandes d'extension, échelonnées dans le temps, sont formulées, le cumul des surfaces d'extension au niveau du plancher existant ne pourra en aucun cas être supérieur à 20m².

A l'occasion de ces travaux, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• le **changement de destination** sous réserve que les niveaux sous la cote de référence ne soient pas destinés à des locaux d'hébergement.

A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.

• Par exception à l'alinéa précédent la **création d'hébergements par changement de destination** destinée à des locaux d'hébergement au niveau du plancher existant dans la limite de 20 m² et sous réserve de disposer d'un étage accessible au-dessus de la cote référence.
A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies en annexe du présent article.
• la **transformation d'emprise au sol existante** (sans changement de destination) en surface de plancher sous réserve qu'elle n'induise pas la création de locaux d'hébergement de plus de 20 m² sous la cote de référence.
Cette disposition n'est pas cumulative avec celle relative aux extensions au sol.
A l'occasion de ces travaux, il sera mis en œuvre les mesures de mitigation sur l'ensemble du bâtiment définies ci-après.
• la **création d'annexes** est admise dans la limite de 20 m² d'emprise au sol au niveau du terrain naturel, une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU.
Si plusieurs demandes d'extension, échelonnées dans le temps, sont formulées, le cumul des surfaces d'extension au niveau du plancher existant ne pourra en aucun cas être supérieur à 20m².
• la **création de structures ouvertes** (auvents, préaux, halles publiques, manèges équestres, etc.) est admise au niveau du terrain naturel à condition qu'elles soient ouvertes sur au moins 75 % de leur périmètre afin de favoriser le libre écoulement des eaux.

Article B3 : Autres projets et travaux admis

Il est autorisé :
• les **piscines individuelles enterrées affleurantes** sont admises sous réserve :
  - o que les margelles se situent au niveau du terrain naturel (murets et rehaussements interdits),
  - o qu'un dispositif permanent de balisage du bassin soit mis en place pour assurer la sécurité des personnes et des services de secours (ex: piquets aux quatre coins d'une hauteur supérieure à 1 m, barrières, etc.),
  - o que le local technique soit enterré ou à défaut ne dépasse pas 2 m².

• la **création d'ouvertures** est admise aux conditions de l'article B5.
• la création ou l'extension d'aires de stationnement collectives closes ou non sont admises sous réserve :
  - o que le site fasse l'objet d'un affichage et d'un plan de gestion de crise appropriés,
  - o que leur évacuation ou leur fermeture d'urgence soit organisée à partir d'un dispositif de prévision des inondations par ruissellement pluvial ou d'alerte prévu au PCS,
  - o que les places de stationnement soient équipées de dispositifs anti emportement.

• les **travaux d'aménagements sportifs** et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air ouverts au public sans création de remblais sont admis, sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des inondations par ruissellement pluvial.
Le site doit faire l'objet d'un affichage informant de l'inondabilité.
• Les **infrastructures publiques de transport**, y compris les installations, les équipements et les constructions nécessaires à leur fonctionnement, exploitation et entretien, peuvent être autorisées dans le respect des règles du code de l'environnement.
• les **installations légères de mobilier urbain et d'ouvrages techniques d'intérêt public** (de types poteaux, pylônes, antennes…) sont admises à condition d'être ancrées au sol.
• la **création ou modification de clôtures**, à condition d'en assurer la transparence hydraulique, selon les prescriptions de l'article B5.
• les citernes à mazout si elles sont scellées, lestées et que toute ouverture est située au-dessus de la côte de référence.
• les **constructions et installations techniques** liées à l'exploitation des réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (réseaux d'eau, énergies, télécommunication, etc.), peuvent être autorisées à condition de limiter au maximum leur impact. Elles ne peuvent faire l'objet que d'une occupation

humaine limitée. Elles doivent être conçues et réalisées de manière à limiter les dommages structurels en cas d'inondation par ruissellement pluvial : étanchéité, résistance à la pression hydraulique, stabilité des ouvrages.

• **les installations et travaux destinés à la protection et à l'aménagement contre les inondations** par ruissellement pluvial ainsi que les travaux de gestion et d'aménagement des fonds de vallons peuvent être autorisés, dans le respect des dispositions du Code de l'Environnement.

• les installations et travaux destinés à l'amélioration des écoulements et au stockage des eaux ou à en réduire le risque.

• **les opérations de déblais/remblais nécessaires** aux opérations autorisées (y compris réduction de vulnérabilité) à condition qu'elles ne conduisent pas à une augmentation globale du volume remblayé sur la partie inondable de l'unité foncière.

Article B4 – Emprise au sol des constructions nouvelles et des extensions

Il est appliqué les règles suivantes aux constructions nouvelles et extensions :

• les **constructions nouvelles** doivent être implantées de façon à minimiser les obstacles supplémentaires à l'écoulement des eaux.

• **l'emprise des constructions nouvelles** sur la partie inondable du terrain support du projet :

- sera limitée à 30 % de la surface de la parcelle – *voir figure 2*
- sera disposée dans le sens des écoulements– *voir figure 2*
- dans la limite de 30 % de la partie inondée de la parcelle projetée sur le profil en travers des thalwegs, sauf à assurer une transparence hydraulique totale (ex : pilotis) – *voir figure 3*
- respectera les autres préconisations du règlement (vide-sanitaire, fondations imputrescibles, …).

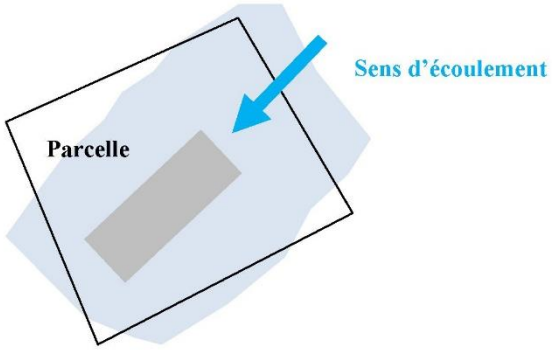


Figure 2 : Surface construction < 30% surface parcelle et construction dans le sens des écoulements (zone inondable en bleu)

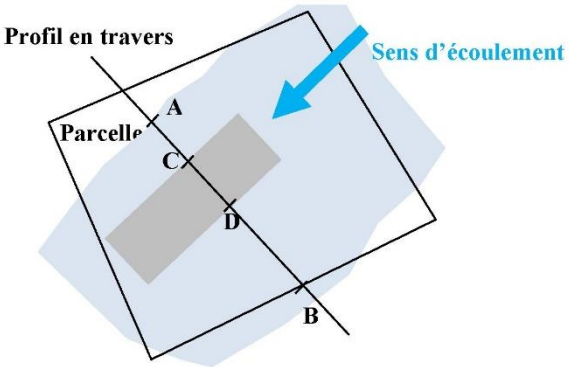


Figure 3 : Largeur construction (CD) < 30 % de la largeur de la partie inondée sur la parcelle (AB) (zone inondable en bleu)

L'emprise des extensions, dans les limites exposées à l'article B2, augmentée de l'emprise des constructions auxquelles elles sont adossées ne devra pas excéder – *voir figure 4 :*

- o 30 % de la surface de la parcelle,

et :

- o seront disposées dans le sens des écoulements,
- o dans la limite de 30 % de la partie inondée de la parcelle projetée sur le profil en travers des thalwegs, sauf à assurer une transparence hydraulique totale de l'extension (ex : pilotis).

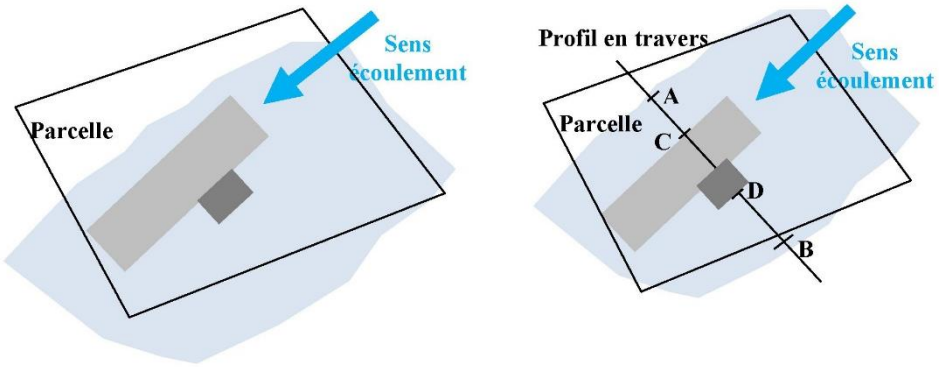


Figure 4 : Surface construction + extension < 30% surface parcelle et construction dans le sens des écoulements (zone inondable en bleu)
Largeur construction + extension (CD) < 30 % de la largeur de la partie inondée sur la parcelle (AB)

Article B5 - Mesures et prescriptions constructives

Concernant les mesures et prescriptions constructives, la réglementation est la suivante :

- **clôtures :** doivent être constituées d'un grillage sans mur bahut.
- ouvertures :
  - o les seuils des ouvertures nouveaux seront arasés strictement au-dessus de la cote de référence à l'entrée des bâtiments,
  - o ces ouvertures ne devront pas être situées sur les façades exposées au courant

Sous la cote de référence, tous les ouvrants des constructions nouvelles seront équipés de batardeaux (hauteur maximale de 1 m) et disposeront d'un accès à un niveau situé au-dessus de la cote de référence accessible depuis l'intérieur.

- **citernes et aires de stockage de produits dangereux :** elles doivent être scellées, lestées et leurs ouvertures sont situées strictement au-dessus de la cote de référence.
- les **équipements sensibles à l'eau** (tels que les transformateurs, les coffrets d'alimentation électrique, les postes de distribution, les postes de relevage ou de refoulement, les relais et antennes, etc.) doivent être situés au minimum 0,20 m au-dessus de la cote de référence.
- **vides sanitaire** : pour toute construction nouvelle et toute extension entrant dans le cadre de l'article B2, les élévations de planchers devront être réalisées sur un vide sanitaire, à la cote de référence.

3.5 Principales mesures de mitigation

Équiper chaque ouvrant situé sous les cotes de référence données pour chaque zone, de dispositifs d'étanchéité temporaire dont batardeaux avec une hauteur maximale de 80 cm, colmater définitivement les voies d'eau (fissures, réseaux), rendre étanche les menuiseries et raccordement, etc.

Constituer de matériaux insensibles à l'eau les parties d'ouvrages (menuiseries, cloisons, vantaux, revêtement de sols et murs, isolations thermiques et phoniques, etc.) situées au-dessous des cotes de référence données pour chaque zone.
Placer hors d'eau les équipements et réseaux sensibles à l'eau :
• protéger les équipements de génie climatique, mettre hors d'eau les tableaux de répartitions et coffrets, séparer les réseaux électriques desservant les niveaux exposés et ceux situés au-dessus des cote de référence, distribuer l'électricité en parapluie à partir du plafond, surélever les prises électriques hors d'eau au-dessus des cotes de référence données pour chaque zone,
• placer tout stockage, tout matériel et matériau sensibles strictement au-dessus des cotes de référence données pour chaque zone.

3.6 Recommandations applicables aux zones marron dites zones de préservation correspondant aux zones d'inondabilité par ruissellement sur les piémonts dans l'Atlas des Zones Inondables (annexe 1)

L'Atlas des Zones Inondables (AZI) est un document de connaissance des phénomènes d'inondations susceptibles de se produire par débordement de cours d'eau. Les zones inondables sont délimitées par une méthode Hydrogéomorphologique qui décrit le fonctionnement naturel des cours d'eau en analysant la structuration de la vallée façonnée par leurs crues successives.
Ce document est pris en compte dans le PLU pour les espaces de ruissellement sur les piémonts.
La connaissance des autres espaces identifiés : lit mineur et lit moyen, a été précisée par la présente étude.

Les recommandations constructives de la notice de l'atlas des zones inondables pour les espaces soumis au ruissellement sur les piémonts sont les suivantes :

Synthèse *des recommandations*

Cas des communes n'ayant aucune connaissance des aléas pour la crue de référence

4 Zones où le phénomène d'inondation est potentiellement de faible intensité

Nature de la construction	Type d'intervention	Recommandations dans les zones où le phénomène est potentiellement de faible intensité (hors ZEC à protéger)
Construction nécessaire à la gestion de crise	Nouvelle, reconstruction ou extension	Interdiction 1
	Aménagement	Autorisation 3
Construction à caractère vulnérable	Nouvelle, reconstruction ou extension	Interdiction
	Aménagement	Autorisation 3
Construction d'habitation, de bâtiment agricole, industriel ou d'activité	Nouvelle	Autorisation 3
	Reconstruction	Autorisation 3 + 4
	Extension limitée	Autorisation 3
	Aménagement	Autorisation 3
Aire de stationnement	Nouvelle ou extension	Autorisation
Aire de camping caravaning	Nouvelle ou extension	Interdiction 6
Aire d'accueil des gens du voyage	Nouvelle ou extension	Interdiction 6
Espace de plein air	Nouvelle ou extension	Autorisation 7
Ouvrage susceptible de faire obstacle au libre écoulement des eaux	Nouveau	Interdiction 8

1 sauf à démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative et qu'ils restent fonctionnels en cas de crise.

2 sous réserve de réduire ou de ne pas aggraver la vulnérabilité en prenant des mesures adaptées telles que :
- ne pas créer ou aménager de sous-sols
- mettre en place une zone refuge
- surélever convenablement les planchers habitables destinés à supporter les personnes et les biens sensibles (par exemple à plus de 2,50 mètres par rapport au terrain naturel)
- mettre en place un vide sanitaire, un système d'obturation en période de crue, un circuit d'alimentation électrique adapté, et toute mesure adaptée de réduction de la vulnérabilité des constructions
- assurer une desserte des constructions destinées à un rassemblement des personnes accessible aux véhicules de secours en cas de crue
- surélever convenablement l'implantation des produits polluants ou dangereux (par exemple à plus de 2,50 mètres par rapport au terrain naturel)
- empêcher les matériaux stockés ou les équipements extérieurs d'être emportés en cas de crue
- rendre les clôtures hydrauliquement transparentes.

3 sous réserve de réduire ou de ne pas aggraver la vulnérabilité en prenant des mesures adaptées telles que :
- ne pas créer ou aménager de sous-sols
- surélever convenablement les planchers habitables destinés à supporter les personnes et les biens sensibles (par exemple à plus de 0.50 mètres par rapport au terrain naturel).
- mettre en place un vide sanitaire, un système d'obturation en période de crue, un circuit d'alimentation électrique adapté, et toute mesure adaptée de réduction de la vulnérabilité des constructions
- assurer une desserte des constructions destinées à un rassemblement des personnes accessible aux véhicules de secours en cas de crue
- surélever convenablement l'implantation des produits polluants ou dangereux (par exemple à plus de 0,50 mètres par rapport au terrain naturel)
- empêcher les matériaux stockés ou les équipements extérieurs d'être emportés en cas de crue
- rendre les clôtures hydrauliquement transparentes.

4 sauf si la construction a été détruite par une inondation, sinon interdiction.

5 sous réserve de la mise en place d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers et des véhicules.

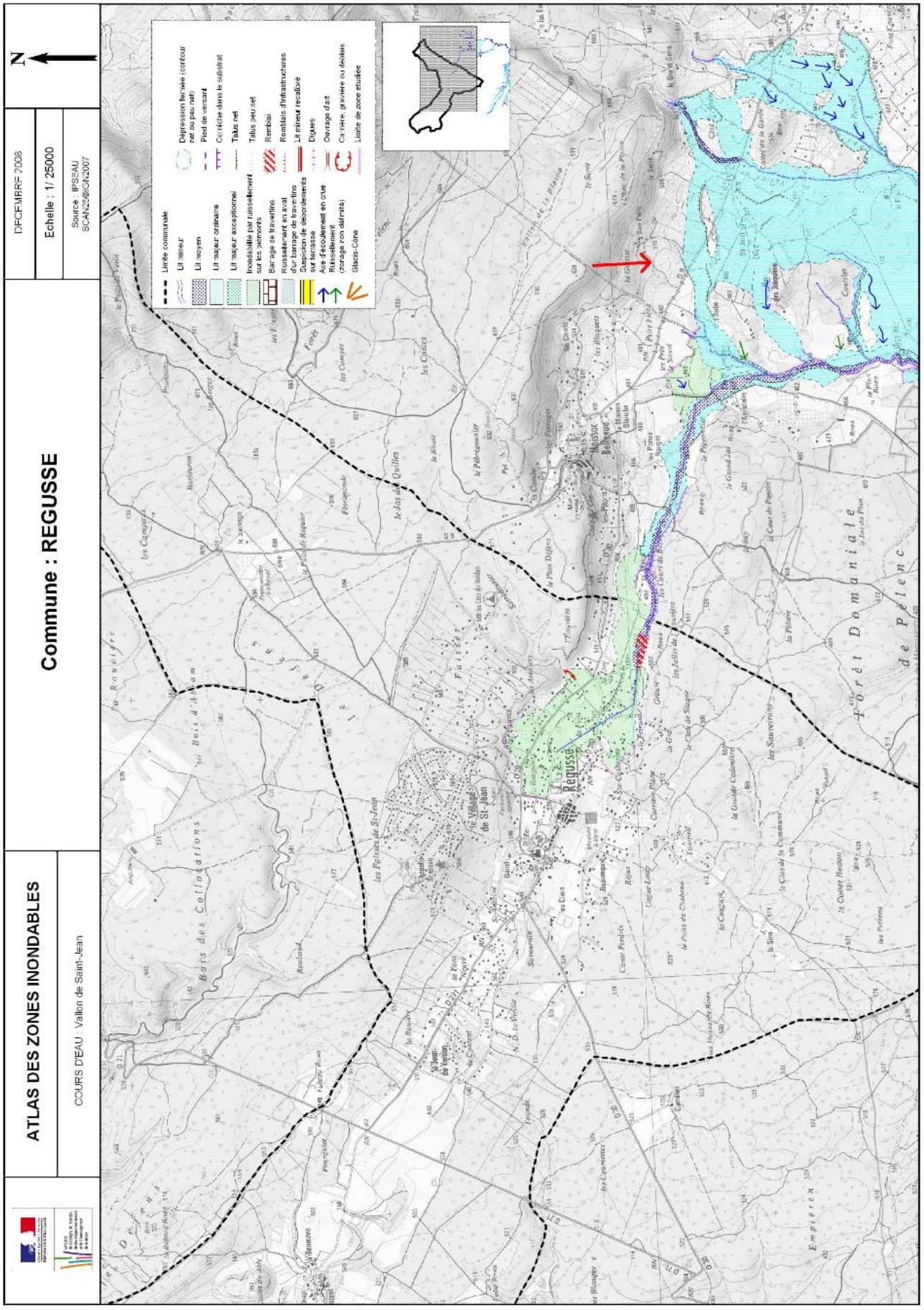
6 pour les campings et les aires des gens du voyage existants, mise aux normes possibles (sanitaires), sous réserve de diminuer le nombre d'emplacements en zones inondables.

7 sans constructions annexes.

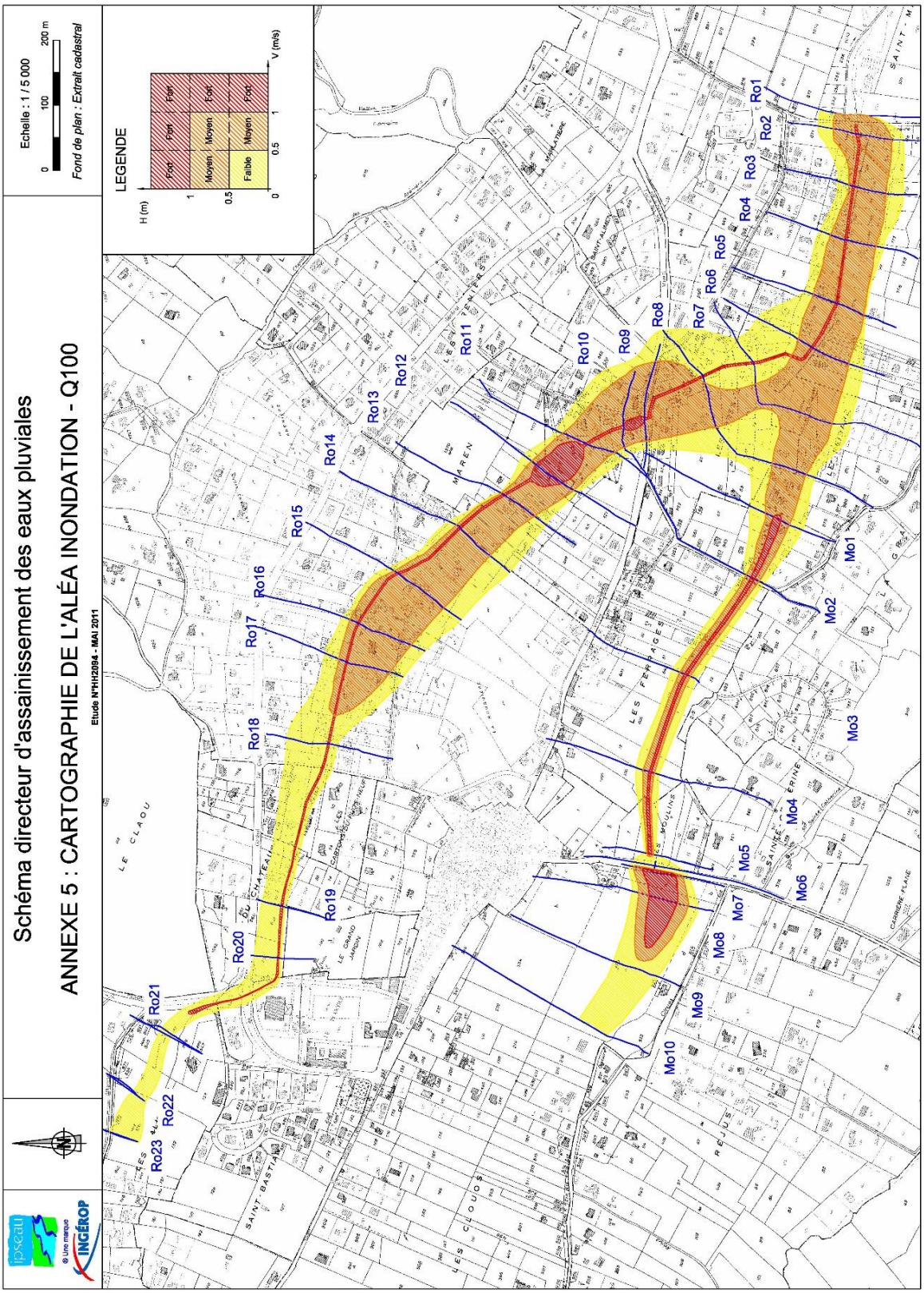
8 sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés.

4. Annexes

ANNEXE 1 : ATLAS DES ZONES INONDABLES, IPSEAU, 2006

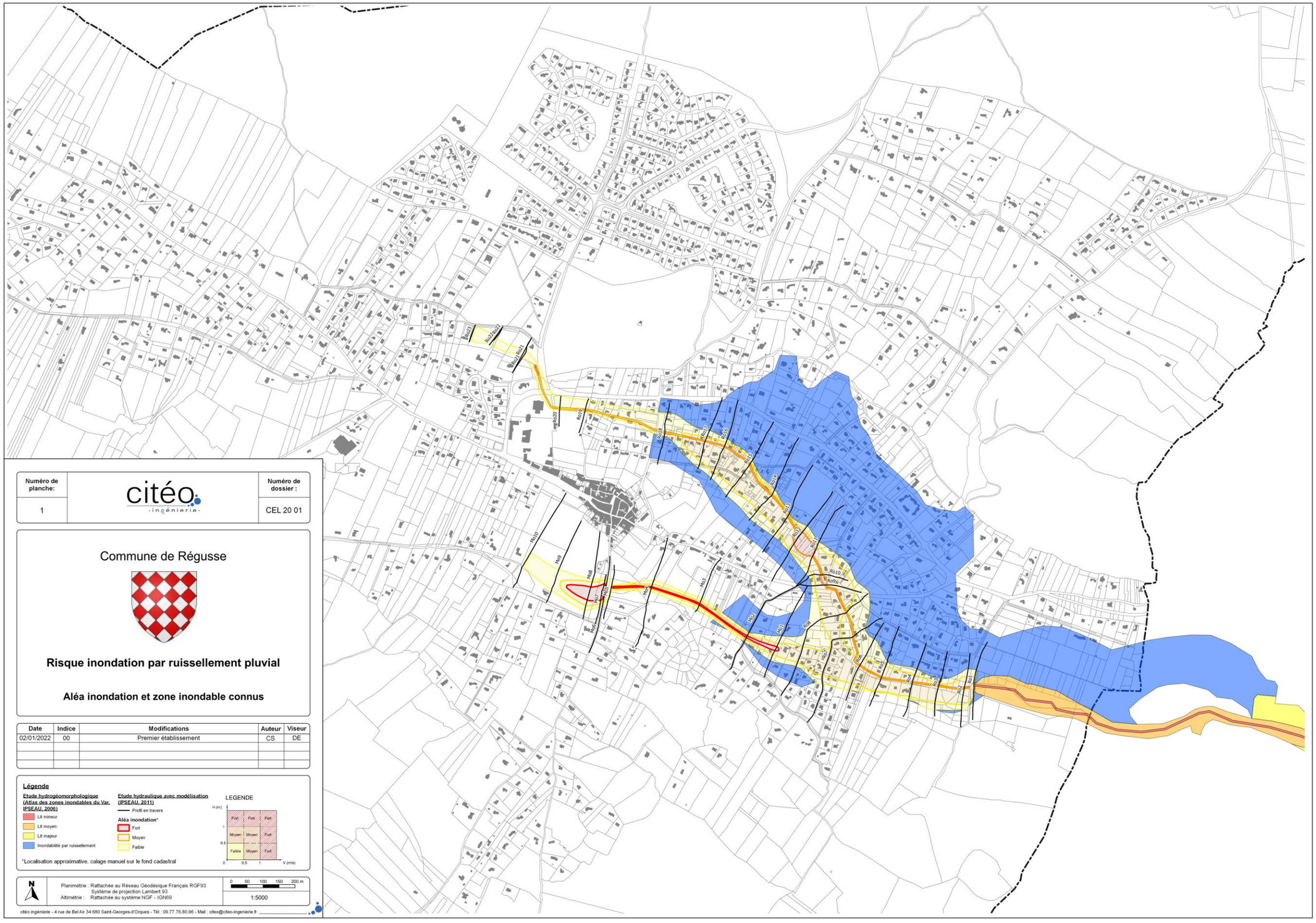

ATLAS DES ZONES INONDABLES
COURS D'EAU : Vallon de Saint-Jean
Commune : REGUSSE
DPCF MRF 2008
Echelle : 1/ 25000
Source : IPSEAU SCAN25®IGN2007
N
Limite communale
Lit mineur
Lit moyen
Lit majeur strahlaire
Lit majeur exceptionnel
Inondabilité par ruissellement sur les piemonts
Barrage de travertins
Ruissellement en aval d'un barrage de travertins
Dépôt/on de débordements sur terrasse
Axe d'écoulement en crue
Ruissellement (ravinage non délimité)
Glacis-Cône
Dépression fermée (contour né ou pas né)
Pied de versant
Corniche dans le substrat
Talus net
Talus peu net
Remblai
Remblais d'infrastructures
Lit mineur recalibré
Digues
Ouvrage d'art
Carrière, gravière ou déblais
Limite de zone étudiée
Régusse
Le Village de St-Jean
Bellevue
Plan d'Aups
Forêt Domaniale de Pélenc

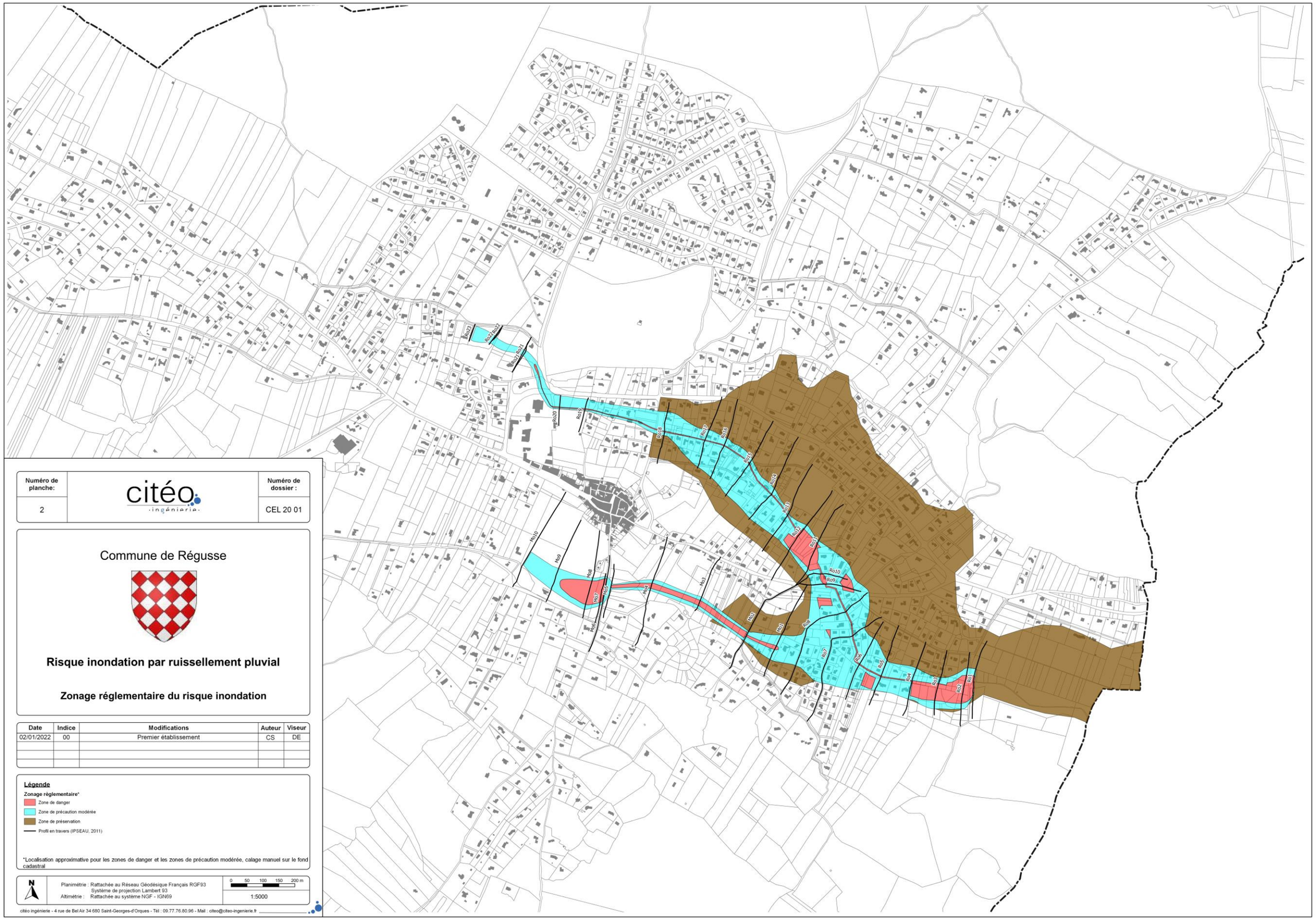
ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION POUR LE VALLON DE ROMANILLE ET LE THALWEG DES MOULINS, IPSEAU, 2011

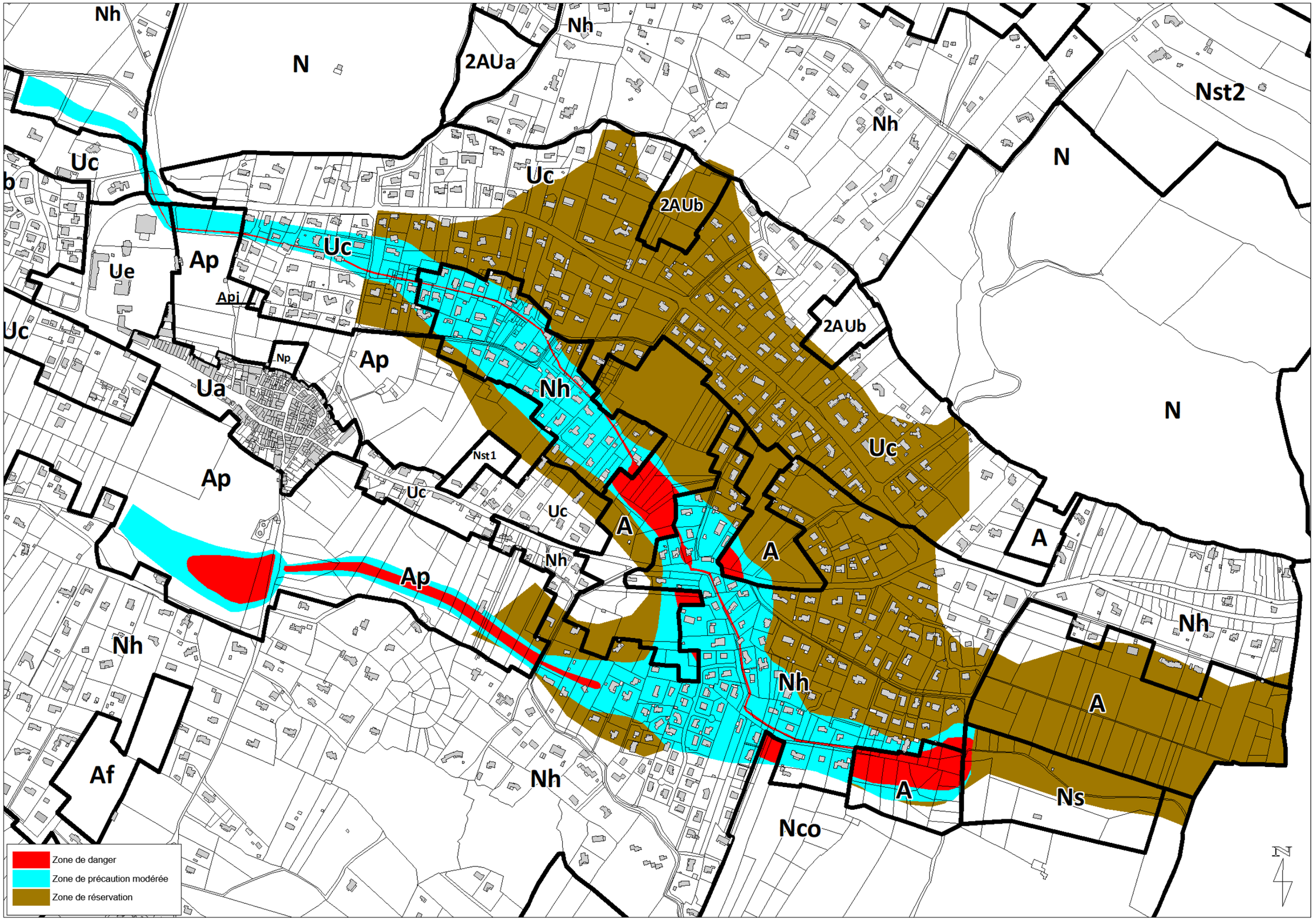

Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales
ANNEXE 5 : CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA INONDATION - Q100
Etude N°TH12094 - MAI 2011
Echelle : 1 / 5 000
0
100
200 m
Fond de plan : Extrait cadastral
LEGENDE
H (m)
V (m/s)
Fort
Moyen
Faible
Ro1
Ro2
Ro3
Ro4
Ro5
Ro6
Ro7
Ro8
Ro9
Ro10
Ro11
Ro12
Ro13
Ro14
Ro15
Ro16
Ro17
Ro18
Ro19
Ro20
Ro21
Ro22
Ro23
Mo1
Mo2
Mo3
Mo4
Mo5
Mo6
Mo7
Mo8
Mo9
Mo10
LE CLAOU
SAINT-BASTIA
LES CLOUS
LES FERRAGES
LES MOULINS
LE GRAND JARDIN
CHEMIN DE PAPE HEUR
CHEMIN DE LA CARRIERE PLANE

ANNEXE 3 : PLANCHES GRAPHIQUES

Planche P.1 : Aléa inondation et emprise inondable connus
Planche P.2 : Zonage réglementaire du risque inondation
Planche P.3 : Zonage réglementaire du risque inondation et limites des zones du PLU


Numéro de planche:
1
citéo ingénierie
Numéro de dossier :
CEL 20 01
Commune de Régusse
Risque inondation par ruissellement pluvial
Aléa inondation et zone inondable connus
Date | Indice | Modifications | Auteur | Viseur
02/01/2022 | 00 | Premier établissement | CS | DE
Légende
Etude hydrogéomorphologique (Atlas des zones inondables du Var, IPSEAU, 2006)
Lit mineur
Lit moyen
Lit majeur
Inondabilité par ruissellement
Etude hydraulique avec modélisation (IPSEAU, 2011)
Profil en travers
Aléa inondation*
Fort
Moyen
Faible
*Localisation approximative, calage manuel sur le fond cadastral
LEGENDE
H (m)
V (m/s)
Fort
Moyen
Faible
Planimétrie : Rattachée au Réseau Géodésique Français RGF93
Système de projection Lambert 93
Altimétrie : Rattachée au système NGF - IGN69
0 50 100 150 200 m
1:5000
citéo ingénierie - 4 rue de Bel Air 34 680 Saint-Georges-d'Orques - Tél : 09.77.76.80.96 - Mail : citeo@citeo-ingenierie.fr


Numéro de planche:
2
citéo ingénierie
Numéro de dossier :
CEL 20 01
Commune de Régusse
Risque inondation par ruissellement pluvial
Zonage réglementaire du risque inondation
Date | Indice | Modifications | Auteur | Viseur
02/01/2022 | 00 | Premier établissement | CS | DE
Légende
Zonage réglementaire*
Zone de danger
Zone de précaution modérée
Zone de préservation
Profil en travers (IPSEAU, 2011)
*Localisation approximative pour les zones de danger et les zones de précaution modérée, calage manuel sur le fond cadastral
N
Planimétrie : Rattachée au Réseau Géodésique Français RGF93
Système de projection Lambert 93
Altimétrie : Rattachée au système NGF - IGN69
0 50 100 150 200 m
1:5000
citéo ingénierie - 4 rue de Bel Air 34 680 Saint-Georges-d'Orques - Tél : 09.77.76.80.96 - Mail : citeo@citeo-ingenierie.fr


Nh
N
2AUa
Nh
Nst2
Nh
N
Uc
Uc
2AUb
Uc
Ue
Ap
Api
2AUb
Uc
Np
Ap
Nh
Ua
N
Uc
Nst1
Ap
Uc
Uc
A
A
A
Nh
Ap
Nh
Nh
Nh
A
Af
Nh
A
Ns
Nco
Zone de danger
Zone de précaution modérée
Zone de réservation
N

Document n°4.1.3 : **Annexe 2 au règlement**

Régusse

Plan Local d'Urbanisme



PLU

Élaboration prescrite par délibération du Conseil Municipal du 31 juillet 2014
Projet arrêté par délibération du Conseil Municipal du ……..21 juin 2023
PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du …28 septembre 2026

begeat

Table des matières

Annexe n° 1. Lexique national de l'urbanisme 3

Annexe n° 2. Schéma explicatif 15

Annexe n° 3. Schéma de principe – Exemple de haies anti-dérive de pulvérisation protégeant les espaces accueillant des personnes vulnérables 17

Annexe n° 4. Palette chromatique 18

Annexe n° 5. Annexe au règlement de la zone A 24

Annexe n° 6. Liste des espèces végétales exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes de Paca 25

6.1. Liste des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) 27

6.2. Liste des espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes (EVEpotE) 33

6.3. Fiches illustrées du Parc Naturel Régional du Verdon 41

Annexe n° 7. Schéma de l'aménagement d'une zone refuge dans l'habitat individuel existant ... 56

Annexe n° 8. Arrêté préfectoral portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var – 26 septembre 2025 58

Annexe n° 9. Illustration de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2025 74

Annexe n° 10. Arrêté préfectoral n°2017/01-004 du 8 février 2017 portant approbation du règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Var 77

Annexe n° 11. Préconisations du SDIS en matière : de desserte et d'accessibilité, dispositions constructives dans les zones soumises au risque incendie de forêt, aménagement des espaces communs publics ou privés 79

Annexe n° 12. Arrêté préfectoral portant dispense de déclaration de coupes d'arbres en espace boisé classé – 30 aout 2012 88

Annexe n° 13. DCM – Obligation de dépôt de la déclaration préalable à l'édification d'une clôture 90

Annexe n° 14. DCM – délibération règlementant l'installation de panneaux photovoltaïques et de groupes de condensation des climatiseurs 91

Annexe n° 15. DCM- Instauration du permis de démolir 92

Annexe n° 16. Arrêté préfectoral – haie anti dérive 93

Annexe n° 17. Extraits de la Charte signalétique du PNRV – Guide à l'usage des élus 96

Annexe n° 18. Fiches techniques et pratiques du PNRV - Recommandations techniques « Les devantures et enseignes 108

Annexe n° 19. Zone de présomption de prescriptions archéologiques 111

Annexe n° 20. Porter à connaissance communal « Retrait-gonflement des sols argileux » 115

Annexe n° 21. Porter à connaissance de l'aléa sismique 126

Annexe n° 1. Lexique national de l'urbanisme



Fiche technique 13 : lexique national d'urbanisme

Le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I[er] du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme a prévu la publication d'un lexique national de l'urbanisme visant notamment à poser les définitions des principaux termes utilisés dans le livre 1[er] du code de l'urbanisme.

Les auteurs des PLU(i) conservent la faculté d'étoffer ce lexique par des définitions supplémentaires et de préciser les définitions nationales sans en changer le sens, notamment pour les adapter au contexte local.

Les définitions déclinées par ce lexique pourront à terme faire l'objet d'un arrêté, dans cette attente il est recommandé aux auteurs des PLU(i) de les utiliser lors de l'élaboration ou la révision de leur PLU.

Le lexique national s'applique plus particulièrement aux plans locaux d'urbanisme (PLU), aux PLU intercommunaux, aux plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), aux cartes communales et au règlement national d'urbanisme. Leur prise en compte par les SCOT en permettra également une meilleure traduction dans les PLU.

Cette fiche technique présente les définitions correspondant à ce lexique puis en précise les modalités d'utilisation.

1. Les définitions retenues

1.1. Annexe

Une annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

1.2. Bâtiment

Un bâtiment est une construction couverte et close.

1.3. Construction

Une construction est un ouvrage fixe et pérenne, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'Homme en sous-sol ou en surface.

1.4. Construction existante

Une construction est considérée comme existante si elle est reconnue comme légalement construite et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions. Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante.

1.5. Emprise au sol

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

1.6. Extension

L'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante.

1.7. Façade

Les façades d'un bâtiment ou d'une construction correspondent à l'ensemble de ses parois extérieures hors toiture. Elles intègrent tous les éléments structurels, tels que les baies, les bardages, les ouvertures, l'isolation extérieure et les éléments de modénature.

1.8. Gabarit

Le gabarit désigne l'ensemble des plans verticaux, horizontaux ou obliques constituant la forme extérieure de la construction. Il résulte de la combinaison des règles de hauteur, de prospects et d'emprise au sol.

1.9. Hauteur

La hauteur totale d'une construction, d'une façade, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale. Elle s'apprécie par rapport au niveau du terrain existant avant travaux, à la date de dépôt de la demande. Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faîtage de la construction, ou au sommet de l'acrotère, dans le cas de toitures-terrasses ou de terrasses en attique. Les installations techniques sont exclues du calcul de la hauteur.

1.10. Limites séparatives

Les limites séparatives correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être distinguées en deux types: les limites latérales et les limites de fond de terrain. En sont exclues les limites de l'unité foncière par rapport aux voies et emprises publiques.

1.11. Local accessoire

Le local accessoire fait soit partie intégrante d'une construction principale, soit il en constitue une annexe, soit une extension. Il est indissociable du fonctionnement de la construction principale.

1.12. Voies ou emprises publiques

La voie publique s'entend comme l'espace ouvert à la circulation publique, qui comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.

L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public.

2. Les précisions utiles pour l'emploi des définitions

Les éléments ci-après permettent de préciser la finalité des définitions du lexique pour en faciliter l'application.

2.1. Annexe

La présente définition permet de distinguer les extensions, des annexes à une construction principale, notamment dans les zones agricoles, naturelles ou forestières

Afin de concilier la possibilité de construire des annexes, avec les objectifs d'une utilisation économe des espaces naturels, et de préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières d'une part (article L.101-2 du code de l'urbanisme), et de maintien du caractère naturel, agricole ou forestier des zones A et N d'autre part, un principe « d'éloignement restreint » entre la construction principale et l'annexe est inscrit dans cette définition. Les auteurs de PLU, pourront déterminer la zone d'implantation de ces annexes au regard de la configuration locale.

Il est précisé que l'annexe est nécessairement située sur la même unité foncière que la construction principale à laquelle elle est liée fonctionnellement et peut être accolée ou non.

Il conviendra d'apporter une attention particulière à ce qui peut être qualifié d'annexe ou d'extension et aux règles qui s'y attachent, dans le cadre de l'instruction relative à l'application du droit des sols.

2.2. Bâtiment

Un bâtiment constitue un sous-ensemble de la notion de construction. Il est réalisé en élévation et peut comprendre un sous-sol. Il est impérativement couvert par une toiture et doté de systèmes de fermeture en permettant une clôture totale.
Ne peuvent donc être considérées comme relevant de la définition du bâtiment les constructions qui ne sont pas closes en raison :
- soit de l'absence totale ou partielle de façades closes;
- soit de l'absence de toiture;
- soit de l'absence d'une porte de nature à empêcher le passage ou la circulation (de type galerie), et n'ayant pas pour seul but de faire artificiellement considérer une pièce comme non close.

2.3. Construction

Le lexique vise à clarifier la définition de la construction au regard des autres types d'édifices (installation, ouvrage, bâtiment). La notion de construction recouvre notamment les constructions en surplomb (constructions sur pilotis, cabanes dans les arbres), et les constructions non comprises dans la définition du bâtiment, telles que les pergolas, hangars, abris de stationnement, piscines, les sous-sols non compris dans un bâtiment

Le caractère pérenne de la construction est notamment issu de la jurisprudence civile (JCP 1947. II. 3444, concl. Dupin ; V. P. le TOURNEAU, Droit de la responsabilité et des contrats, 2008/2009, Dalloz Action, nº 8028) et pénale (Crim. 14 oct. 1980: Bull. crim. nº 257; RDI 1981. 141, note Roujou de Boubée).

La notion d'espace utilisable par l'Homme vise à différencier les constructions, des installations dans lesquelles l'Homme ne peut rentrer, vivre ou exercer une activité. Les constructions utilisées pour les exploitations agricoles, dans lesquelles l'Homme peut intervenir, entrent dans le champ de la définition. A contrario, les installations techniques de petites dimensions (chaufferie, éoliennes, poste de transformation, canalisations …), et les murs et clôtures n'ont pas vocation à créer un espace utilisable par l'Homme.

La définition du lexique ne remet pas en cause le régime d'installation des constructions précaires et démontables, et notamment ceux relatifs aux habitations légères de loisirs, et aux résidences mobiles de loisirs.

2.4. Construction existante

Cette définition comporte un critère physique permettant de la différencier d'une ruine (conformément à la jurisprudence). Elle retient en outre la condition d'existence administrative : seule une construction autorisée est considérée existante.

Ainsi une construction, édifiée soit avant la loi du 15 juin 1943 relative au permis de construire, soit conformément à l'autorisation requise et obtenue à cet effet, est considérée comme légalement construite (CE. 15 mars 2006, Ministre de l'équipement, req. N°266.238).

2.5. Emprise au sol

Cette définition reprend les termes de l'article R*420-1 du code de l'urbanisme qui s'appliquait uniquement au livre IV dudit code. On notera que les installations techniques qui font partie intégrante des constructions et participent de leur volume général, tels que les ascenseurs extérieurs, sont donc à comptabiliser dans leur emprise.

2.6. Extension

L'élément essentiel caractérisant l'extension est sa contiguïté avec la construction principale existante. Sont considérées comme contiguës les constructions accolées l'une avec l'autre. L'extension doit également constituer un ensemble architectural avec la construction principale existante. Le lien physique et fonctionnel doit être assuré soit par une porte de communication entre la construction existante et son extension, soit par un lien physique (par exemple dans le cas d'une piscine ou d'une terrasse prolongeant le bâtiment principal)

La présente définition permettra notamment aux auteurs de PLU(i) d'édicter des règles distinctes entre les constructions principales, les extensions et les annexes.

Il conviendra d'apporter une attention particulière à ce qui peut être qualifié d'annexe ou d'extension et aux règles qui s'y attachent, dans le cadre de l'instruction relative à l'application du droit des sols.

2.7. Façade

Cette définition vise à intégrer les dimensions fonctionnelles, et esthétique d'une façade, le règlement du PLU(i) permettant d'encadrer les dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions, ainsi qu'aux ouvertures pratiquées en façade et aux ouvrages en saillie (balcons, oriels, garde-corps, cheminées, canalisations extérieures …).

Les éléments de modénatures tels que les acrotères, les bandeaux, les corniches, les moulures décoratives ou fonctionnelles, les bordures, les chambranles ou marquises sont constitutifs de la façade.

L'application de cette définition ne remet pas en cause les dispositions des articles L111-16 et L111-17 du code de l'urbanisme qui permettent aux PLU de s'opposer à l'utilisation de l'isolation extérieure (réalisée par des matériaux renouvelables ou par des matériaux ou procédés de

construction) dans les sites patrimoniaux remarquables, en sites inscrits ou classés, à l'intérieur du cœur d'un parc national, sur les monuments historiques et dans leurs abords, et dans les périmètres dans lesquels les dispositions de l'article L. 111-16 s'appliquent.

2.8. Gabarit

La notion de gabarits'entend comme la totalité de l'enveloppe d'un bâtiment, comprenant sa hauteur et son emprise au sol.

Le gabarit permet d'exprimer la densité en termes volumétriques, en définissant des formes bâties conformes aux limites de dimensions que doivent respecter les édifices dans une zone donnée. Il peut ainsi être utilisé pour octroyer des bonus de constructibilité.

2.9. Hauteur

La présente définition vise à simplifier l'application des règles relatives à la hauteur des constructions en précisant et uniformisant les points de référence servant à la mesurer. Elle permet également de sécuriser la mise en œuvre des dérogations aux règles de hauteur des PLU(i) qui sont autorisées, sous certaines conditions, par l'article L152-6 du code de l'urbanisme pour construire davantage de logements en zone tendue.

Il doit être précisé que la demande relative à l'application du droit des sols doit faire apparaître le niveau du sol avant tous travaux d'exhaussement ou d'excavation exécutés en vue de la réalisation d'un projet de construction. Toutefois, il est de jurisprudence constante que, le niveau du sol précité, peut intégrer les modifications du niveau du terrain intervenues avant le dépôt de la demande, et sans lien avec les travaux envisagés, sauf si ces aménagements ont été réalisés dans un objectif frauduleux visant à fausser l'appréciation de l'administration sur la conformité de la construction projetée à la réglementation d'urbanisme applicable.

Sont notamment exclues du calcul de la hauteur au sens du présent lexique, les antennes, les installations techniques telles que les cheminées ou les dispositifs relatifs aux cabines d'ascenseurs, aux chaufferies et à la climatisation, ou à la sécurité (garde-corps).

Le PLU(i) pourra réglementer au cas par cas, soit la hauteur d'une construction dans sa totalité, soit façade par façade.

Enfin, il est rappelé que les auteurs des PLU(i) conservent la faculté de préciser les définitions du lexique national sans en changer le sens, et peuvent donc préciser les modalités d'appréciation de la hauteur dans le cas de terrains en pentes.

2.10. Limites séparatives

Cette définition permet de définir le terrain d'assiette sur lequel s'applique les règles d'urbanisme et introduit les notions de limites latérales et de fond de parcelle, qui peuvent être déclinées dans les PLU(i) pour préciser les règles d'implantation de la construction.

2.11. Local accessoire

Les locaux accessoires dépendent, ou font partie intégrante, d'une construction principale à laquelle ils apportent une fonction complémentaire et indissociable. Ils peuvent recouvrir des constructions de nature très variée et être affectés à des usages divers : garage d'une habitation ou d'un bureau, atelier de réparation, entrepôt d'un commerce, remise, logement pour le personnel, lieu de vie du gardien d'un bâtiment industriel, local de stockage pour un commerce, laverie d'une résidence étudiante …

De plus, conformément à l'article R151-29 du code de l'urbanisme les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le bâtiment principal auquel ils se rattachent.

2.12. Voies ou emprises publiques

Cette définition a pour objectif de faciliter l'application des règles d'emprise au sol, de hauteur et d'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies qui jouxtent les constructions. Ces voies doivent être ouvertes à la circulation, et recouvrent tous les types de voies, quel que soit leur statut (publiques ou privées) et quelles que soient leurs fonctions (voies piétonnes, cyclistes, routes, chemins …).

Les emprises publiques correspondent à des espaces ouverts au public qui ne relèvent pas de la notion de voie, telles que les voies ferrées, et tramways, les cours d'eau domaniaux, les canaux, les jardins et parcs publics, les places publiques ….

Version fiche	Date	Auteur
1	27/06/17	DHUP/QV3

Complément au lexique national de l'urbanisme

Acrotère
Socle disposé aux extrémités ou au sommet d'un fronton ou d'une colonne et servant de support à des statues, à des vases ou à d'autres ornements.

Adaptations mineures
Les règles définies par les articles 3 à 16 d'un PLU peuvent faire l'objet d'assouplissements rendus nécessaires par la nature du sol, la configuration des terrains ou le caractère des constructions avoisinantes, lorsque l'écart par rapport à la règle est faible.

Affouillement de sol – exhaussement de sol
Doivent être précédés d'une déclaration préalable, les travaux, installations et aménagements, à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède **2 mètres** et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 mètres carré.
Les affouillements de sol sont soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation) lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1.000 m² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2.000 tonnes (voir définition « carrière »).
En outre, ces réalisations peuvent également être concernées par une procédure relative à la loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (notamment au titre des rubriques 3.2.2.0, 3.2.6.0 et 3.3.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article R214-1 du code de l'environnement).

Allège
Partie en matériau léger d'un mur de façade, comprise sur sa largeur entre les jambages de la baie et sur sa hauteur entre le plancher et la partie inférieure de la baie, et servant de garde-fou et de mur d'appui.

Bâtiment existant de caractère
Est considéré comme bâtiment existant de caractère tout bâti présentant un intérêt architectural non issu de construction réalisée avec des matériaux de type bardage métallique.

Cabanisation
Occupation et/ou construction illicite à destination d'habitat permanent ou temporaire, de stockage ou de loisirs, sur une parcelle privée ou appartenant au domaine public ou privé d'une collectivité.

Clôture
Constitue une clôture, toute édification d'un ouvrage destiné à fermer un espace. L'édification d'une clôture doit être précédée d'une déclaration préalable dans les cas prévus à l'article R421-12 du Code de l'Urbanisme.

Continuum
Espace qui n'est pas interrompu.

Droit de Préemption Urbain (DPU)
Le code de l'urbanisme, dans son article L.211-1, autorise les communes dotées d'un PLU approuvé à instituer un DPU sur tout ou partie des zones urbaines U et des zones d'urbanisation future AU délimitées par le plan de zonage.
Le DPU est un outil de politique foncière mis à disposition des communes. Il facilite la mise en œuvre du projet urbain défini dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.
Dans les zones soumises au DPU, les ventes d'immeubles ou de terrains font l'objet d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA). La commune peut faire usage de son DPU dans un délai de deux mois. Dans ce cas, elle doit motiver son achat. En effet, l'usage du DPU n'est possible qu'en vue de réaliser des opérations d'intérêt général (ou de constituer des réserves pour les réaliser) prévues au code de l'urbanisme. Ces opérations d'intérêt général concernent :
Les actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels (article L 300-1 du code de l'urbanisme).

Égout du toit
Ligne basse d'un pan de couverture : ce point de référence permet de définir une hauteur de façade.

Emplacement réservé
Terrain désigné par le PLU comme devant faire l'objet dans l'avenir d'une acquisition par une collectivité publique dans le but d'y implanter un équipement public, un équipement ou ouvrage d'intérêt général, de l'habitat social etc. Le terrain concerné (indiqué au plan de zonage) devient alors inconstructible pour toute autre opération.

Emprise au sol
L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus (balcons, coursives, loggias…). Toutefois les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements. Les terrasses de plein pied n'ayant ni surélévation significative ni fondations profondes ne sont pas constitutives d'emprise au sol.

Espace boisé classé
Le PLU peut désigner des espaces boisés dits « classés », à conserver, à protéger ou à créer : bois, parc, alignement d'arbres, arbre isolé… Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol. Toute coupe ou abattage est subordonné à une autorisation délivrée par l'autorité compétente. Tout défrichement est interdit.

Espace libre
Les espaces libres des articles 13 du règlement de PLU sont les espaces sur lesquels ne s'exerce pas l'emprise au sol des constructions. Ces espaces comprennent, les espaces verts, les jeux pour enfants, les terrasses, les allées recouvertes ou enherbées, les clôtures….

Existence légale
L'existence légale d'un bâtiment est définie comme suit :

- ✔ Si le bâtiment est postérieur à 1943 il doit avoir obtenu un permis de construire : ce permis constitue son existence légale.
- ✔ Si le bâtiment est antérieur à 1943, il faut se référer aux actes de propriété faisant référence à l'existence de la construction.

Extensions de bâtiments existants
« La jurisprudence actuelle permet de définir celle-ci comme des aménagements attenants au bâtiment principal existant, d'une seule et même enveloppe bâtie et de dimensions significativement inférieures à celles du bâtiment auquel ils s'intègrent » (source : avis de l'Etat sur le projet de PLU, 21/07/2016).

Implantation des constructions par rapport aux voies ou à l'alignement
L'article 6 définit les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies ou à l'alignement. Sauf dispositions contraires au règlement, il s'agit de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation générale, qu'elles soient publiques ou privées et quel que soit leur statut ou leur fonction (voies piétonnes, cyclistes, routes, chemin, places, parc de stationnement public…).
Sont concernées les voies qui sont soit existantes, soit prévues par le PLU ou par un projet de remaniement parcellaire.

Installation classée
Un établissement industriel ou agricole, une carrière, … entrent dans la catégorie des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) quand ils peuvent être la cause de dangers ou d'inconvénients notamment pour :

- ✔ l'agriculture,
- ✔ la commodité du voisinage,
- ✔ la sécurité, la salubrité, la santé publique,
- ✔ la protection de la nature et de l'environnement,
- ✔ la conservation des sites et monuments.

Dans un esprit de prévention, une réglementation stricte a été élaborée, soumettant l'ouverture de telles installations à un régime d'autorisation préalable ou de simple déclaration, selon le degré de gravité des nuisances dont elles peuvent être la cause : bruit, dangers d'explosion ou d'incendie… Cette réglementation relève du code de l'environnement.
Au sens de l'article L511-1 du Code de l'Environnement, sont considérés comme installations classées, *« Les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles 1er et 4 du Code Minier. »*

Parcelle
C'est le plus petit élément du territoire. Elle figure sur le titre de propriété, identifiée par un numéro et rattachée à une section cadastrale.

Secteur
C'est l'ensemble des terrains appartenant à une zone auxquels s'appliquent, outre le corps de règles valable pour toute la zone, certaines règles particulières (ex : Uaa, Ni…).

Servitude d'utilité publique
C'est une mesure de protection limitant le droit d'utilisation du sol. Elle concerne certains ouvrages et sites publics existants (forêt, lignes électriques…). Ces servitudes sont instituées indépendamment du PLU par des actes administratifs spécifiques et deviennent applicables dès lors que leur procédures d'institution ont été accomplies. La liste des servitudes figure dans les annexes générales du PLU, document n°6 du dossier de PLU.

Superficie du terrain
La superficie prise en compte pour déterminer le droit à construire est celle de l'unité foncière.

Surface de plancher (SP)
La surface de plancher est l'unique référence pour l'application de l'ensemble des règles d'urbanisme nécessitant, auparavant, un calcul des surfaces des constructions en SHOB (surface hors œuvre brute) et SHON (surface hors œuvre nette).

Article R.112-2 du code de l'urbanisme
La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :
1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Terrain ou Unité Foncière
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales contiguës qui appartiennent au même propriétaire ou de la même indivision.

Tuile canal
Tuile en forme de demi-cylindre ; tuile creuse ou tuile romaine.

Transparence hydraulique
Dans le règlement du PLU la transparence hydraulique, fait référence à l'aptitude que possède un ouvrage ou un aménagement à ne pas faire obstacle aux mouvements des eaux. Globalement, un ouvrage est dit "transparent" d'un point de vue hydraulique lorsqu'il n'amplifie pas le niveau des plus hautes eaux, ne réduit pas la zone d'expansion des crues, n'allonge pas la durée des inondations ou n'augmente pas leur étendue, n'intensifie pas la vitesse d'écoulement des eaux…

Voie
Voie publique : l'emprise d'une voie publique est délimitée par l'alignement. L'emprise se compose de la plateforme (partie utilisée pour la circulation et le stationnement des véhicules) et de ses annexes (accotements, trottoirs, fossés, talus). L'alignement d'une voie constitue la limite entre le domaine public et le domaine privé.
Voie privée : constitue une voie privée tout passage desservant aux moins deux terrains et disposant des aménagements nécessaires à la circulation tant des personnes que des véhicules, sans distinction de son régime de propriété.

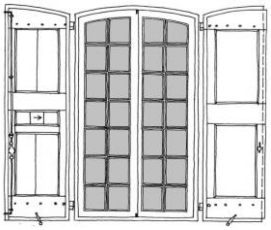
Volet
Les volets, appelés aussi contrevents, sont des éléments du décor de la façade dont la fonction est l'occultation des baies et pour se protéger contre l'effraction.

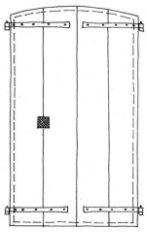
- ✔ *Volets en bois sur cadre* : volets traditionnels formés d'un cours de planches verticales et de traverses clouées complétées par des montants assurant le calfeutrement (cadre non assemblé).
- ✔ *Volets à doubles lames :* volets à planches croisées sont constitués d'un cours de planches verticales assemblé à un cours de planches horizontales à l'aide de clous retournés et intégrés

au bois. Les ferrages sont constitués de pentures, de gonds, d'espagnolettes, de crochets et d'arrêts de volets pour le maintien en position ouverte. Les ferrages sont peints dans la même couleur que les volets.

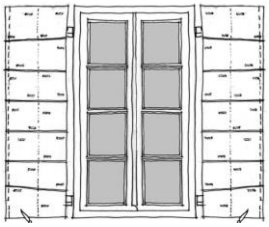
✔ <u>*Volets à persienne :*</u> contrevent extérieur formé d'un châssis entre les montants duquel sont assemblées, parallèlement, des lamelles mobiles de bois, de métal ou de matière plastique, disposées en claire-voie et permettant ainsi de protéger une fenêtre du soleil ou de la pluie ou de régler la lumière tout en laissant pénétrer un peu d'air à l'intérieur.

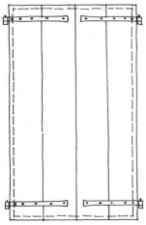
volets en bois sur cadre



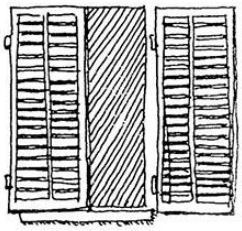


volets à doubles lames





Volets à persienne





Zonage

Le territoire de la commune est découpé en zones. A chaque zone est attribuée une vocation des sols particulière, exprimée par un signe (Ua, Ub, N, A…). Les limites de zones peuvent ne pas correspondre aux limites parcellaires.

Zone

Un zone est constituée par l'ensemble des terrains faisant l'objet d'une même vocation et soumis aux mêmes règles.

Zone urbaine
Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zones à urbaniser
Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.
Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.
Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Zones agricoles
Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Zones naturelles
Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Zone refuge
Une zone refuge est un espace permettant aux occupants du bâtiment de se mettre à l'abri dans l'attente de l'arrivée des secours ou de la fin de l'inondation dans de bonnes conditions de sécurité. Elle doit être située au moins 0,20 m au-dessus de la cote de référence. Elle doit être facilement accessible de l'intérieur (unité fonctionnelle) et présenter une issue de secours aisément accessible de l'extérieur pour permettre l'intervention des services de secours et l'évacuation des personnes. Elle doit présenter des conditions de sécurité satisfaisantes et sa conception doit permettre aux personnes de se manifester auprès des équipes de secours.

Annexe n° 2. Schéma explicatif

Schéma de principe concernant l'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol est la projection verticale de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois sont exclus, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Les terrasses de plain-pied n'ayant ni surélévation significative ni fondations profondes ne sont pas constitutives d'emprise au sol.

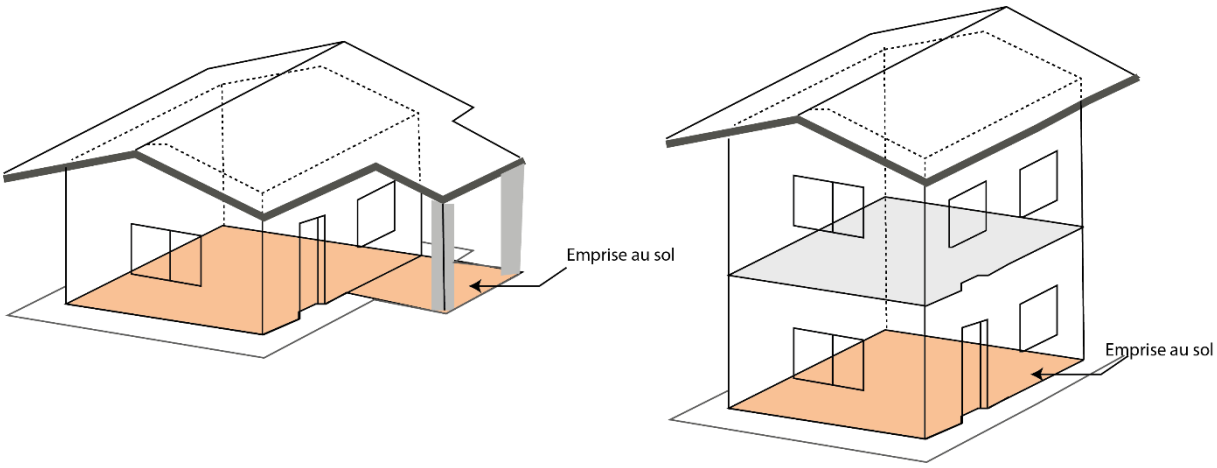


Schéma de principe concernant les espaces verts de pleine terre

Il s'agit de la partie d'une unité foncière ou d'une parcelle dont le pourcentage minimal est indiqué à l'article 13 des différentes zones et secteurs composant ce règlement, qui ne peut en aucun cas être imperméabilisée soit par une dalle surmontée ou non par une construction, soit par un aménagement en sous-sol qui perturberait ou empêcherait l'absorption des eaux dans le sol.

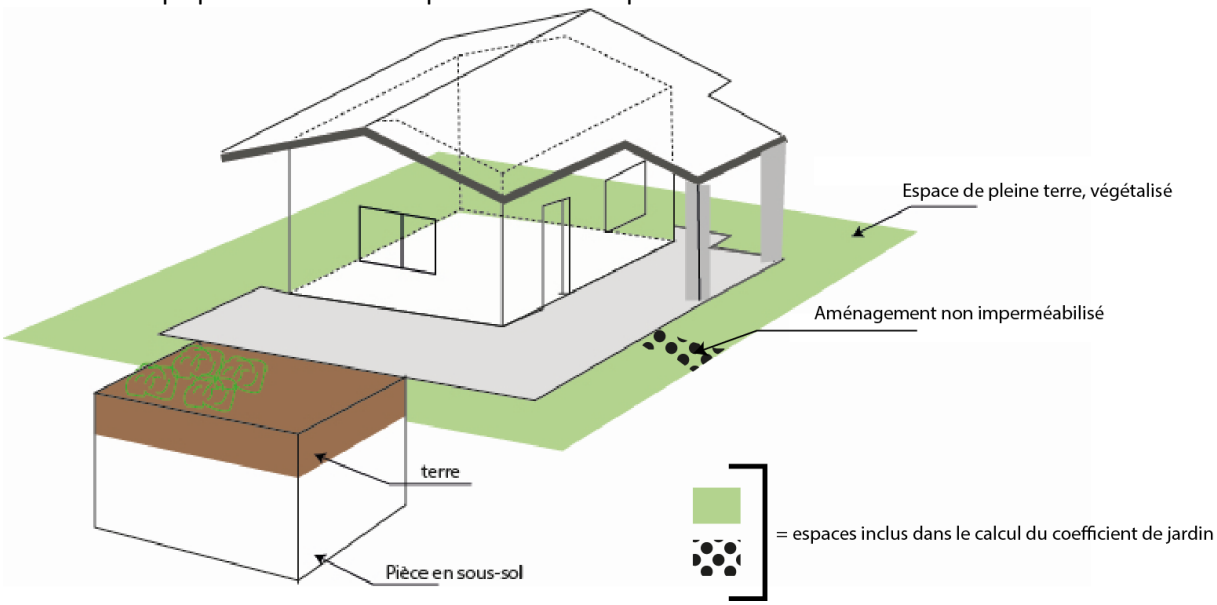
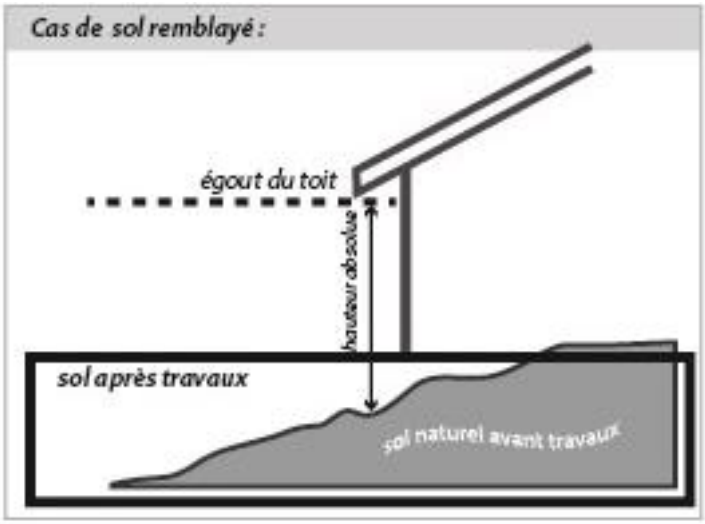
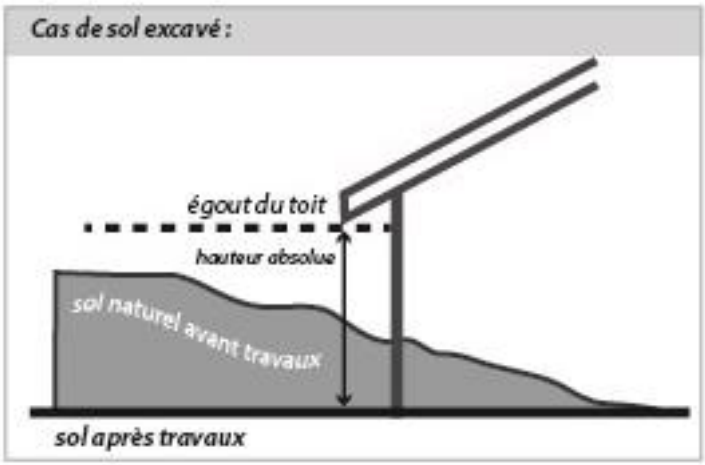


Schéma de principe concernant le calcul des hauteurs des constructions





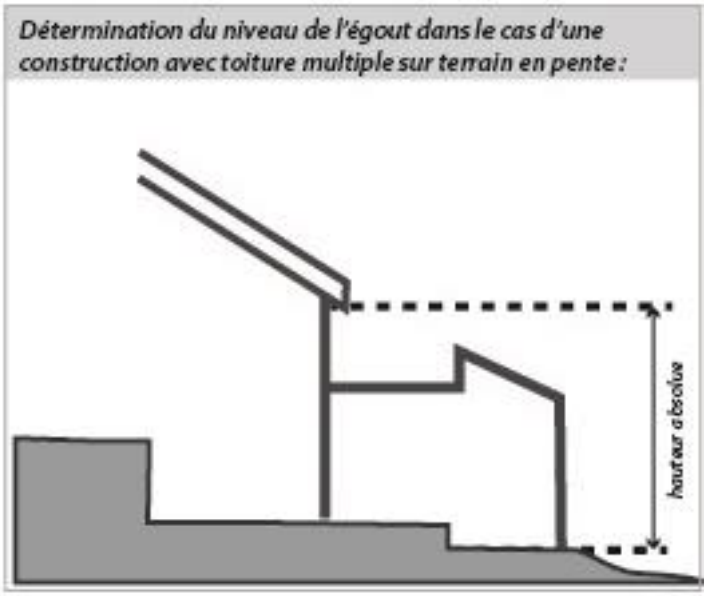
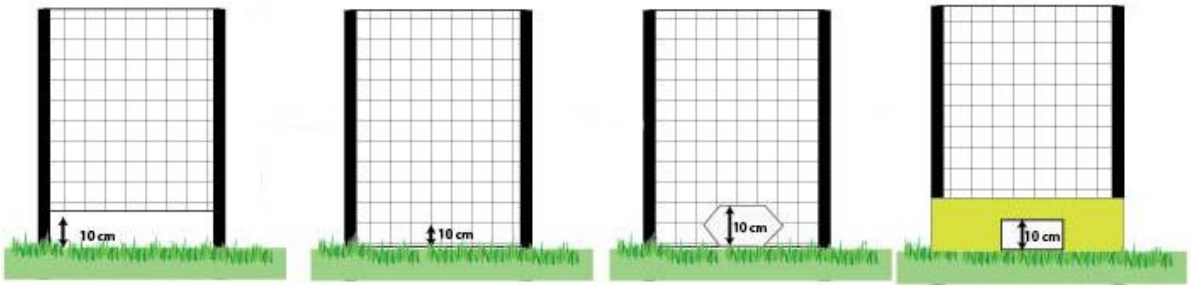
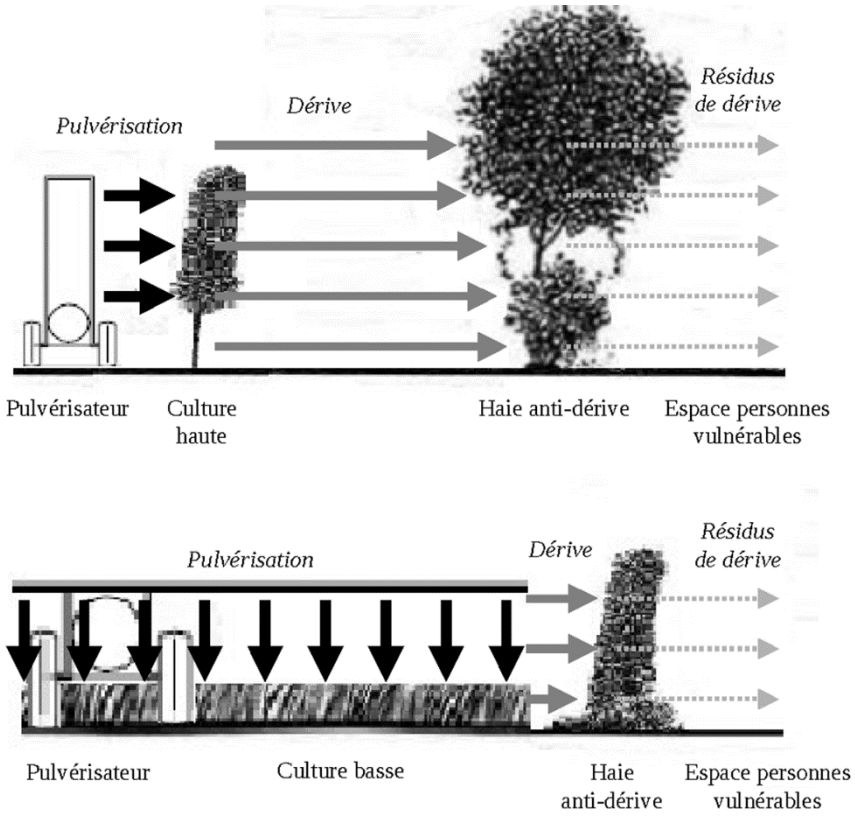


Schéma de principe concernant les clôtures écologiquement et hydrauliquement perméable



Annexe n° 3. Schéma de principe – Exemple de haies anti-dérive de pulvérisation protégeant les espaces accueillant des personnes vulnérables



Annexe n° 4. Palette chromatique

1. Les façades :

- ***Teintes terre :***



- ***Teintes pastel :***



- ***Teintes ocre jaune :***

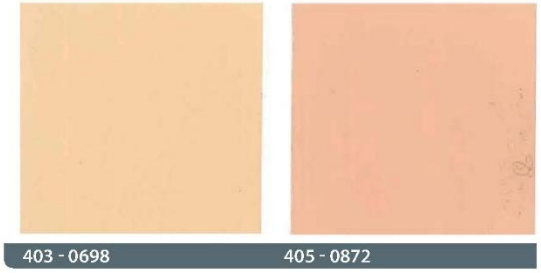






- ***Teintes ocre orange/rouge :***





2. Les décors (génoises et leur bandeau en retombée, chaines d'angle, bandeaux d'étages, appuis moulurés, encadrements et tableaux des baies)



3. Teintes contrevents et fenêtres




601 - VERT TÉLÉMARK
602 - VERT FICUS
603 - 2022-1T


604 - CHAPPELL GREEN 83 FB
605 - DIX BLUE 82 FB
606 - OVAL ROOM BLUE 85 FB


608 - CARD ROOM GREEN FB
609 - VERT FATSIA
610 - VERT GALANE


701 - GRIS WINDSOR
702 - VERT BAMBOU
703 - 2030-5


704 - VERT BOURACHE
705 - BRUN GALICE
706 - 2030-6


707 - GRIS PLATINE
708 - BRUN MÂCONNAIS
709 - 2123-2


710- BRUN VERCORS 0983
808 - 2123-5
809 - 2124-2

4. Teintes pour les portes



5. Teintes pour les ferronneries



6. Équivalences nuancier

Teintes façades	Teintes décors et fenêtres	Teintes contrevents et fenêtres	Teintes portes	Teintes ferronneries
101= 3479V 102= 1177V 103= 018V 104= 0700V 105= 0420V 106= 3480V 107= 0672V 108=450 SA ou 4211 V 109= 28SA ou 3481 V 110= 3483 V 111= 4212 V 112= 3762 V 201= 31 SA ou 498 V 202= 3457 V 203= 30 SA ou 1915 V 204= 25 SA ou 3458 V 205= 1084 V 206= 4179 V 207= 4174 V 208= 0915 V 209= 135 SA / 3710 V 301= 828 V /25 SA 302= 136 V / 96 SA 303= 3460 V 304= 3620 V 305= 3461 V 306= 3630 V / 253 SA 307= 3467 V 308= 3462 V 309= 3465 V 401= 0422 V 402= 3475V 403= 0698 V 404= 33SA / 3740 V 405= 0872 V 406= 3889 V 407= 203 SA / 3750 408= 3470 V 409= 3642 V 410= 3643 V 411= 586 SA / 0574 V 412= 3882 V 413= 3883 V 414= 3720 V	101=3479V 102=1177V 103=018V 901=0811V 902=57 SA/3486V 903=26 SA/0869V 904=3901V 905=216 SA/3478V 906=1064V	501= gris uranus S 502= bleu tahoé S 503= bleu gange S 504= bleu tangany S 505= 2013-6 T 506= 2027-6 T 507= bleu alor S 508= bleu taupo S 509= 2016-4 T 601= vert télémark S 602= vert ficus S 603= 2022-1 T 604= chappel green83 FB 605= dix blue 83 FB 606= oval room blue 85 FB / 2027-5 T 608= card room green 79 FB 609= vert fatsia S 610= vert galane S 701= gris Windsor S 702= vert bambou S 703= 2030-5 T 704= vert bourache S 705= brun galice S 706= 2030-6 T / Lichen FB 707= gris platine S 708= brun mâconnais S 709= 2123-2 T 710= brun vercors S 711= 2123-5 T	708= brun mâconnais S 801= 2021-1 T 802= 2021-2 T 803= 2021-5T 804= stiffkey blue 281 FB/ 2020-4 805= gris taunus S 806= vert bronze S 807= bleu comores S 808= 2126-2 T 809= 2124-2 T 810= 2125-4 T 811= marron provence S	Teintes RAL

Codes, couleurs référencées dans les nuanciers des peintures :

SA = « chaux color de Saint-Astier »
S = « La Seigneurie »
V = « Viero de Tolens »
T = « Tollens »
FB = « Farrow&Ball »

Annexe n° 5. Annexe au règlement de la zone A

Critères de définition de l'exploitation agricole et de la notion de constructions directement nécessaires à son activité :

En application des articles L311-1 et L312-1 du Code Rural.

a. L'exploitation agricole, considérée en tant qu'entité de production végétale et/ou animale devra disposer de deux Surfaces Minimales d'Assujettissement (S.M.A.). La SMA est fixée par arrêté préfectoral.
b. Pour les exploitations agricoles dont les types de productions végétales et/ou animales ne disposent pas de surface minimale d'assujettissement, définie par l'arrêté ci-dessus évoqué, les revenus annuels dégagés de l'activité agricole devront être au moins égaux à 1,5 SMIC.
c. Les activités d'agritourisme et de diversification telles que définies par l'article L311-1 du Code Rural pourront être autorisées selon la réglementation en vigueur, à condition qu'elles s'inscrivent dans le prolongement de l'acte de produire, ou qu'elles aient pour support l'exploitation.

Définition de la notion de constructions directement nécessaires à l'exploitation agricole :

- En zone agricole, peuvent être autorisées les constructions nécessaires à l'exploitation agricole.
- La preuve de la nécessité de bâtiments ou d'aménagements pour l'exploitation agricole doit donc être apportée dans les dossiers d'autorisation d'urbanisme. Le projet agricole doit y être clairement précisé ainsi que l'activité existante et les bâtiments et matériels actuels déjà à disposition.
- Des documents supplémentaires aux pièces obligatoires doivent donc être apportés pour prouver cette nécessité et l'existence d'une exploitation agricole répondant à la définition précédente.
- Exemples de pièces à fournir :
  - Existence d'une exploitation agricole : attestation de la MSA justifiant que l'exploitation agricole permet d'être bénéficiaire de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles (AMEXA) en tant que Chef d'Exploitation, avis d'imposition laissant apparaître des revenus agricoles, cartes grises des engins agricoles ...
  - Taille de l'exploitation agricole : relevé d'exploitation délivré par la MSA prouvant la surface cultivée ou l'importance du cheptel présent, relevé du casier viticole, déclaration de récolte, factures, convention de mise à disposition de foncier (bail à ferme enregistré, convention de pâturage...).
  - Nécessité des constructions : note de présentation, plan des parcelles cultivées et des bâtiments déjà existants, description de leur usage pour justifier de la nécessité de nouveaux bâtiments et leur localisation par rapport au siège d'exploitation, relevé de propriété…

Annexe n° 6. Liste des espèces végétales exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes de Paca



[1] Conservatoire botanique national alpin
&
[2] Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles

Liste des espèces végétales exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Eléonore TERRIN [1,2]
Katia DIADEMA [2]
Noémie FORT[1]

Octobre 2014

En aucun cas cette liste scientifique des espèces végétales exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes de la région PACA destinée à la gestion des milieux (hors milieux urbains) n'a une valeur réglementaire. Elle participe à l'amélioration des connaissances des espèces végétales exotiques en région PACA et permet d'aider les gestionnaires de milieux naturels et semi-naturels à prioriser et orienter leurs actions de gestion.

Typologie et définition des différentes catégories d'EVEE et EVEpotE

Catégories	Définitions	Statuts
Majeure	Espèce végétale exotique assez fréquemment à fréquemment présente sur le territoire considéré et qui a un recouvrement, dans ses aires de présence, régulièrement supérieur à 50%	Espèce végétale exotique envahissante (EVEE)
Modérée	Espèce végétale exotique assez fréquemment à fréquemment présente sur le territoire considéré et qui a un recouvrement, dans ses aires de présence, régulièrement inférieur à 5% et parfois supérieur à 25%	
Emergente	Espèce végétale exotique peu fréquente sur le territoire considéré et qui a un recouvrement, dans ses aires de présence, régulièrement supérieur à 50%	
Alerte	Espèce végétale exotique peu fréquente sur le territoire considéré et qui a un recouvrement dans ses aires de présence soit toujours inférieur à 5% soit régulièrement inférieur à 5% et parfois supérieur à 25%. De plus, cette espèce est citée comme envahissante ailleurs* ou a un risque intermédiaire à élevé de prolifération en région PACA (d'après Weber & Gut modifié).	Espèce végétale exotique potentiellement envahissante (EVEpotE)
Prévention	Espèce végétale exotique absente du territoire considéré et citée comme envahissante ailleurs* ou ayant un risque intermédiaire à élevé de prolifération en région PACA (d'après Weber & Gut modifié).	

**dans un territoire géographiquement proche et à climat similaire*

Tableau d'aide à la décision pour la gestion et l'utilisation des EVEE et EVEpotE en région PACA suivant le type de milieu, la catégorie de l'espèce.
Les actions prioritaires sont regroupées dans ce tableau et correspondent aux priorités 1, 2, 3.

A partir des listes d'EVEE et EVEpotE destinées à la gestion des milieux naturels, semi-naturels et anthropisés					
Catégories / Approche spatiale	EVEE			EVEpotE	
	Emergente	**Majeure**	**Modérée**	**Alerte**	**Prévention**
Sites de priorité 1 : **Au sein des espaces protégés**	**1** (gestion) + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	**4** (gestion) + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	**5** (gestion) + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	Non intervention **excepté pour les populations envahissantes : dans ce cas précis priorité 1 (gestion)** + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	**1** (gestion) si l'espèce est détectée sur le territoire
Sites de priorité 2 **: Hors espaces protégés mais en milieux naturels ou semi-naturels**	**2** (gestion) + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	Non prioritaire excepté (i) secteurs où l'EVEE concurrence une espèce (ou population) rare (ii) secteurs à enjeux sécurité ou santé humaine : **dans ces cas précis priorité 1 (gestion)** + Proscrire l'utilisation (hors exploitations forestières)	Non prioritaire excepté (i) secteurs où l'EVEE concurrence une espèce (ou population) rare (ii) secteurs à enjeux sécurité ou santé humaine : **dans ces cas précis priorité 1 (gestion)** + Proscrire l'utilisation (hors exploitations forestières)	Non intervention **excepté pour les populations envahissantes : dans ce cas précis priorité 2 (gestion)** + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	**2** (gestion) si l'espèce est détectée sur le territoire
Sites de priorité 3 : **En milieux semi-naturels fortement influencés par l'homme** (plans d'eau fortement anthropisés, pistes de ski, etc…), **en milieux agricoles**	**3** (gestion) + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	Non prioritaire excepté (i) secteurs où l'EVEE concurrence une espèce (ou population) rare (ii) secteurs à enjeux sécurité ou santé humaine : **dans ces cas précis priorité 1 (gestion)** + Proscrire l'utilisation (hors exploitations forestières)	Non prioritaire excepté (i) secteurs où l'EVEE concurrence une espèce (ou population) rare (ii) secteurs à enjeux sécurité ou santé humaine : **dans ces cas précis priorité 1 (gestion)** + Proscrire l'utilisation (hors exploitations forestières)	Non intervention + Déconseiller et si possible proscrire l'utilisation	**3** (gestion) si l'espèce est détectée sur le territoire
	Listes d'EVEE et EVEpotE destinées aux producteurs, vendeurs et prescripteurs de végétaux (en milieux urbains)				
Sites de priorité 4 : **En milieux urbains** (ex: espaces verts), **périurbains, dans les jardins privés**	**Liste de consensus** Espèces à retirer du commerce et des plantations		**Liste de restrictions d'usages suivant le milieu** Espèces à éviter de planter à proximité des milieux naturels sensibles où elles pourraient devenir envahissantes (notamment jardins privés et espaces périurbains)		

De 1 à 5 = Priorité d'actions de gestion en région (1 étant la priorité la plus forte et 5 la priorité la plus faible)

6.1. ***Liste des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)***

EVEE de la catégorie Majeure en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Bergers	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne
En milieux naturels et semi-naturels																						
Acacia dealbata Link	Mimosa argenté	1841	Fried, 2012	Australie		x				x	x			x			1	1	1		Absente	Majeure
Acer negundo L.	Erable negundo, Erable frêne	1688	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x				x					1	1	1	1	1	1	Alerte	Majeure
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle	Ailante	1786	Muller, 2004	Asie		x			x	x	x			x	1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Ambrosia artemisiifolia L.	Ambroisie à feuilles d'armoise	1865	Muller, 2004	Améri. du Nord					x				x	x	1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Amorpha fruticosa L.	Amorphe buissonnante	1724	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x					x			x	1	1		1	1	1	Absente	Majeure
Artemisia verlotiorum Lamotte	Armoise des Frères Verlot	1902	Info Flora, 2012	Asie		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Baccharis halimifolia L.	Séneçon en arbre	1683	AME & ARPE-PACA, 2003	Améri. du Nord		x	x	x			x			x			1	1	1	1	Absente	Majeure
Bidens frondosa L.	Bident à fruits noirs	1920	Muller, 2004	Améri. du Nord		x		x					x	x	1	1	1	1	1	1	Absente	Majeure
Buddleja davidii Franch.	Buddleja du père David	1895	Muller, 2004	Asie		x								x	1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Carpobrotus spp. (inclus *C. acinaciformis*, *C. edulis* et *C. acinaciformis x C. edulis*)	Griffe de sorcière	XIX	AME & ARPE-PACA, 2003	Afrique							x	x		x			1	1	1		Absente	Majeure
Cortaderia selloana (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn.	Herbe de la Pampa, Roseau à plumes	1857	AME & ARPE-PACA, 2003	Améri. du Sud		x			x		x	x		x	1		1	1	1	1	Absente	Majeure
Cyperus eragrostis Lam.	Souchet robuste	-		Améri. du Sud		x	x	x							1		1	1	1	1	Absente	Majeure
Helianthus spp. (inclus *H. tuberosus* et *H. x laetiflorus*)	Topinambour	1617	Fried,2012	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Lapsana communis subsp. *intermedia* (M.Bieb.) Hayek	Lapsane intermédiaire	-		Europe				x		x			x	x	1	1	1	1			Majeure	Alerte
Lonicera japonica Thunb. ex Murray	Chèvrefeuille du Japon	-		Asie		x	x			x					1		1	1	1	1	Prévention	Majeure
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven (inclus la subsp. *montevidensis* (Spreng.) P.H.Raven)	Jussie rampante	XIX	Muller, 2004	Améri. du Sud	x	x													1	1	Prévention	Majeure
Medicago arborea L.	Luzerne arborescente	-		Bassin méd.					x			x		x			1	1	1		Absente	Majeure
Opuntia ficus-indica (L.) Mill.	Figuier de Barbarie	1548	Ville de Nice	Améri. du Nord								x		x	1		1	1	1		Absente	Majeure
Opuntia stricta (Haw.) Haw.,	Oponce	1548	Ville de Nice	Améri. du Nord								x		x			1	1	1		Absente	Majeure
Oxalis pes-caprae L.	Oxalis pied-de-chèvre	Début XIX	Ville de Nice	Afrique						x		x		x			1	1	1		Absente	Majeure
Paspalum distichum L.	Paspale à deux épis	1802	Muller, 2004	Améri. du Sud		x	x	x					x	x			1	1	1	1	Absente	Majeure
Robinia pseudoacacia L.	Robinier faux-acacia, Carouge	1601	Muller, 2004	Améri. du Nord		x				x					1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Solidago gigantea Aiton	Tête d'or	1750	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x		x		x					1	1	1	1	1	1	Majeure	Majeure
Symphyotrichum x salignum (Willd.) M.Nesom (= *novi-belgii* auct.)	Aster à feuilles de saule	-	-	Améri. du Nord		x		x							1	1	1	1	1	1	Emergente	Majeure

EVEE de la catégorie Modérée en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tuffières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne
En milieux naturels et semi-naturels																						
Agave americana L.	Agave d'Amérique	XVI	Marco & Leblay, 2010	Améri. du Nord							x	x		x	1		1	1	1	1	Absente	Modérée
Amaranthus spp. (inclus *A. albus, A. hybridus* et *A. retroflexus*)	Amarante	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Artemisia annua L.	Armoise annuelle	-	-	Europe		x							x	x		1	1	1	1	1	Prévention	Modérée
Atriplex halimus L.	Arroche halime	-	-	Afrique		x		x	x		x	x		x			1	1	1		Absente	Modérée
Azolla filiculoides Lam.	Azolla fausse-fougère	1880	Muller, 2004	Améri. du Nord	x														1	1	Absente	Modérée
Bromus catharticus Vahl	Brome purgatif	1914	Muller, 2004	Améri. du Sud		x						x	x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Bunias orientalis L.	Bunias d'Orient	1852	Pichet, 2011	Europe					x				x	x	1	1	1	1			Modérée	Alerte
Cedrus atlantica (Manetti ex Endl.) Carrière	Cèdre de l'Atlas	Milieu du XIX	Courbet, 2012	Afrique					x	x		x			1	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée
Chenopodium ambrosioides L.	Chénopode fausse-ambroisie	-	-	Améri. du Nord		x								x			1	1	1	1	Absente	Modérée
Conyza spp. (inclus *C. canadensis, C. bonariensis* et *Erigeron sumatrensis*)	Vergerette	1650	Ferrez, 2006	Améri. du Nord							x		x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Datura stramonium L.	Datura officinale	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Erigeron annuus (L.) Desf. (inclus les subsp. *annus* et *septentrionalis*)	Vergerette annuelle	1765	Fried,2012	Améri. du Nord		x	x							x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée
Euphorbia spp. exotiques (inclus *E. glyptosperma, E. humifusa, E. maculata, E. prostrata, E. serpens, E. serpens* Kunth var. *serpens, E. serpens* var. *fissistipula, E. davidii*)	Euphorbes exotiques	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Ligustrum lucidum W.T.Aiton	Troène luisant	-	-	Asie		x				x				x	1		1	1	1	1	Prévention	Modérée
Oenothera gr. *biennis* s.l. (inclus *O.biennis,O. biennis* L. var. *biennis, O. biennis* var. *pycnocarpa, O.glazioviana, O.villosa, O. parviflora*)	Onagres (fleurs jaunes)	XVII	Ferrez, 2006	Améri. du Nord						x			x	x	1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Panicum capillare L.	Millet capillaire	1802	Fried , 2012	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée
Parthenocissus inserta (A.Kern.) Fritsch	Vigne-vierge commune	-	-	Améri. du Nord		x				x					1	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée
Paspalum dilatatum Poir.	Paspale dilaté	1937	Muller, 2004	Améri. du Sud				x						x	1	1	1	1	1	1	Prévention	Modérée
Phytolacca americana L.	Raisin d'Amérique	1615	Tela Botanica	Améri. du Nord		x				x			x	x	1		1	1	1	1	Prévention	Modérée
Pinus nigra Arnold *subsp. nigra*	Pin noir d'Autriche	1836	Tela Botanica	Europe		x				x					1	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Pittosporum tobira (Thunb.) W.T.Aiton	Arbre des Hottentots	-	-	Asie		x						x		x			1	1	1		Absente	Modérée
Platanus x hispanica Mill. ex Münchh.	Platane d'Espagne	XVII	Tela Botanica	Europe		x									x	1	1	1	1	1	Modérée	Modérée
Pyracantha coccinea M.Roem.	Buisson ardent	1913	Fried, 2012	Bassin méd.		x		x	x	x	x				x	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée
Senecio inaequidens DC.	Séneçon sud-africain	1935	Muller, 2004	Afrique			x		x		x		x	x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Modérée

EVEE de la catégorie Modérée en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne
Solanum chenopodioides Lam.	Morelle faux chénopode	-	-	Améri. du Sud		x	x						x	x			1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Symphyotrichum squamatum (Spreng.) G.L.Nesom	Aster écailleux	-	-	Améri. du Sud			x	x					x	x	1		1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Veronica persica Poir.	Véronique de Perse	XIX	Tela Botanica	Asie		x			x		x		x	x	1	1	1	1	1	1	**Modérée**	**Modérée**
Vitis rupestris Scheele	Vigne des rochers	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	1			1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Xanthium orientale subsp. *italicum* (Moretti) Greuter	Lampourde à gros fruits	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	1	1	1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Yucca gloriosa L.	Yucca	-	-	Améri. du Nord							x	x		x	1		1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Seulement en milieux fortement anthropisés																						
Berteroa incana (L.) DC.	Alysson blanc	1850	Ferrez, 2006	Europe										x	1	1		1			**Modérée**	**Pas envahissante**
Crepis bursifolia L.	Crépide à feuilles de capselle	-	-	Bassin méd.									x	x	1	1	1	1	1	1	**Prévention**	**Modérée**
Matricaria discoidea DC.,	Matricaire fausse-camomille	1860	Ferrez, 2006	Asie										x	1	1	1		1	1	**Modérée**	**Alerte**
Nothoscordum borbonicum Kunth	Ail de Naples	-	-	Améri. du Sud										x	1		1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Oxalis articulata Savigny	Oxalis articulé	-	-	Améri. du Sud										x	1		1	1	1	1	**Absente**	**Modérée**
Sorghum halepense (L.) Pers.	Sorgho d'Alep	-	-	Bassin méd.									x	x	1	1	1	1	1	1	**Modérée**	**Modérée**
Xanthium spinosum L.	Lampourde épineuse	-	-	Améri. du Sud									x	x	1	1	1	1	1	1	**Prévention**	**Modérée**

EVEE de la catégorie Emergente en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne
En milieux naturels et semi-naturels																						
Achillea crithmifolia Waldst. & Kit.	Achillée à feuilles de Crithme	-	-	Europe		x								x	1			1	1	1	Absente	Emergente
Alternanthera philoxeroides (Mart.) Griseb.	Herbe à alligator	1983	Georges, 2004	Améri. du Sud	x	x														1	Absente	Emergente
Ambrosia psilostachya DC.	Ambroisie à épis lisses	1897	Pichet, 2001	Améri. du Nord					x				x	x	1		1	1	1	1	Prévention	Emergente
Bromus inermis Leyss.	Brome inerme	-	-	Europe				x	x					x	1	1	1	1	1	1	Majeure	Emergente
Delairea odorata Lem.	Lierre d'Allemagne	-	-	Afrique								x	x				1	1			Absente	Emergente
Egeria densa Planch.	Égéria, Élodée dense	1919	Muller, 2004	Améri. du Sud	x													1		1	Prévention	Emergente
Elaeagnus angustifolia L.	Olivier de bohême, Arbre d'argent	-	-	Europe		x				x				x	1		1	1	1	1	Absente	Emergente
Elide asparagoides (L.) Kerguélen	Asperge à feuilles de myrte	XIX	Ville de Nice	Afrique								x		x			1	1			Absente	Emergente
Elodea canadensis Michx.	Élodée du Canada	1845	Muller, 2004	Améri. du Nord	x										1	1	1	1	1	1	Emergente	Emergente
Elodea nuttalii (Planch.) H.St.John	Élodée à feuilles étroites	1973	Ferrez, 2006	Améri. du Nord	x														1	1	Prévention	Emergente
Erigeron karvinskianus DC.	Vergerette de Karvinski	-	-	Améri. du Nord		x						x		x	1		1	1	1	1	Prévention	Emergente
Fallopia baldschuanica (Regel) Holub (inclus *F. aubertii*)	Renouée d'Aubert	-	-	Asie																	Prévention	Emergente
Freesia alba (G.L.Mey.) Grumbleton	Freesia	-	-	Iles canaries					x			x					1	1	1		Absente	Emergente
Hakea salicifolia (Vent.) B.L.Burtt.	Hakea à feuilles de saule	-	-	Australie						x							1				Absente	Emergente
Hakea sericea Schrad. & J.C.Wendl.	Hakea soyeux	-	-	Australie						x							1	1			Absente	Emergente
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier	Berce du Caucase	XIX	Muller, 2004	Europe		x		x		x				x	1	1	1				Alerte	Emergente
Heteranthera limosa (Sw.) Willd.	Hétéranthère des marais	1987	Cirad	Améri. du Sud	x	x	x						x								Absente	Emergente
Heteranthera reniformis Ruiz & Pav.	Hétéranthère réniforme	1989	Cirad	Améri. du Sud	x	x	x						x								Absente	Emergente
Impatiens balfouri Hook.f.	Impatience de Balfour	1901	Fried, 2012	Asie		x				x				x	1	1	1	1	1	1	Emergente	Emergente
Lagarosiphon major (Ridl.) Moss	Grand lagarosiphon	1960	Muller, 2004	Afrique	x													1			Prévention	Emergente
Lemna minuta Kunth	Lentille d'eau minuscule	1965	Muller, 2004	Améri. du Sud	x												1	1	1	1	Prévention	Emergente
Ludwigia grandiflora (Michx.) Greuter & Burdet (inclus la subsp. *hexapetala* (Hook. & Arn.) G.L.Nesom & Kartesz)	Jussie à grandes fleurs	1820	Ferrez, 2006	Améri. du Sud	x	x											1	1	1	1	Prévention	Emergente
Mimulus guttatus Fisch. ex DC.	Mimule tacheté	1824 (Europe)	NOBANIS, 2010	Améri. du Nord				x				x		x			1				Emergente	Prévention
Myriophyllum aquaticum (Vell.) Verdc.	Myriophylle aquatique	1960	Muller, 2004	Améri. du Sud	x												1	1	1	1	Prévention	Emergente

EVEE de la catégorie Emergente en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne
Paraserianthes lophantha (Willd.) I.C.Nielsen	Albizia de plumas	-	-	Australie		x						x		x				1			**Absente**	**Emergente**
Periploca graeca L.	Bourreau des arbres	-	-	Bassin méd.		x	x											1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Petasites pyrenaicus (L.) G.López	Pétasite odorant	-	-	Bassin méd.		x									1		1	1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Pinguicula hirtiflora Ten.	Grassette à fleurs poilues	-	-	Bassin méd.								x					1				**Prévention**	**Emergente**
Pteris nipponica W.C.Shieh	-	-	-	Asie								x					1				**Absente**	**Emergente**
Reynoutria spp. (inclus *R. japonica*, *R. sachalinensis* et *R. x bohemica)*	Renouées asiatiques (Renouée du Japon, Renouée de Sakhaline, Renouée de Bohême)	XIX	Muller, 2004	Asie		x								x	1	1	1	1	1	1	**Majeure**	**Emergente**
Salpichroa origanifolia (Lam.) Baill.	Muguet des pampas	XX	Tela Botanica	Améri. du Sud								x		x			1	1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Senecio angulatus L.f.	Séneçon anguleux	1936	Ville de Nice	Afrique						x		x		x			1	1	1		**Absente**	**Emergente**
Senecio deltoideus Less.	Séneçon à feuilles triangulaires	1936	Ville de Nice	Afrique						x		x		x			1	1			**Absente**	**Emergente**
Sicyos angulata L.	Sicyos anguleux, Concombre anguleux	1991	Fried, 2012	Améri. du Nord		x							x						1	1	**Absente**	**Emergente**
Sporobolus indicus (L.) R.Br.	Sporobole fertile	1882	Fried, 2012	Australie		x		x						x	1	1		1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Sporobolus vaginiflorus (Torr. ex A.Gray) Alf.Wood	Sporobole engainé	-	-	Améri. du Nord		x								x	1	1					**Emergente**	**Prévention**
Stenotaphrum secundatum (Walter) Kuntze	Chiendent de bœuf	-	-	Afrique							x			x			1	1			**Absente**	**Emergente**
Vitis vulpina L. (syn. de *V. riparia* (Michx))	Vigne	-	-	Améri. du Nord		x								x	1		1	1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Wigandia caracasana Kunth	Caracus Wigandia	-	-	Améri. du Nord								x		x			1				**Absente**	**Emergente**
Seulement en milieux fortement anthropisés																						
Bidens subalternans DC.	Bident à folioles subalternes	-	-	Améri. du Sud									x	x		1	1	1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Dasypyrum villosum (L.) P.Candargy,	Blé velu	-	-	Europe									x	x				1	1	1	**Absente**	**Emergente**
Duchesnea indica (Andrews) Focke	Fraisier d'Inde	-	-	Asie										x			1				**Absente**	**Emergente**

EVEE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tuffières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
En milieux naturels et semi-naturels																								
Acacia baileyana F.Muell.	Mimosa de Bailey	-	-	Australie						x				x				1			Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Acacia longifolia (Andrews) Willd.	Mimosa à longues feuilles	-	-	Australie					x	x	x			x			1	1			Absente	Alerte	28	Elevé
Acacia melanoxylon R.Br.	Acacia à bois dur	-	-	Australie					x	x	x			x			1	1			Absente	Alerte	28	Elevé
Acacia paradoxa DC.	Epine de Kangourou	-	-	Australie							x			x				1			Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Acacia pycnantha Benth.	Mimosa doré	-	-	Australie							x			x			1	1			Absente	Alerte	28	Elevé
Acacia retinodes Schltdl.	Mimosa résineux	-	-	Australie					x		x			x			1	1			Absente	Alerte	32	Elevé
Acacia saligna (Labill.) H.L.Wendl.	Mimosa à feuilles de Saule	-	-	Australie					x		x			x			1	1			Absente	Alerte	29	Elevé
Achillea filipendulina Lam.	Achillée à feuilles de Fougère	-	-	Europe						x				x	1	1		1	1	1	Alerte	Alerte	31	Elevé
Aeonium spp. (inclus *A.arboreum* et *A.haworthii*)	Aéonium	1994	Ville de Nice	Iles Canaries								x		x	1	1	1	1	1	1	Absente	Alerte	35	Elevé
Agave salmiana Otto	Agave de Salm	-	-	Améri. du Nord								x		x				1			Absente	Alerte	24	Intermédiaire
Alnus cordata (Loisel.) Duby	Aulne à feuilles en cœur	-	-	Bassin méd.		x			x			x			1	1	1	1	1	1	Alerte	Alerte	31	Elevé
Aloe arborescens Mill.	Aloé arborescente	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	32	Elevé
Ambrosia tenuifolia Spreng.	Ambroise à petites feuilles	-	-	Améri. du Sud					x					x				1			Absente	Alerte	29	Elevé
Ammannia robusta Heer & Regel	Ammannie robuste	-	-	Améri. du Nord	x	x		x					x						1		Absente	Alerte	25	Intermédiaire
Ammannia x coccinea Rottb.	Ammannia écarlate	-	-	Améri. du Nord	x	x							x						1		Absente	Alerte	32	Elevé
Aptenia cordifolia (L.f.) Schwantes	Ficoïde à feuilles en coeur	-	-	Afrique							x			x			1	1	1		Absente	Alerte	29	Elevé
Aristolochia altissima Desf.	Aristoloche élevée	-	-	Bassin méd.						x	x					1	1	1	1	1	Absente	Alerte	14	Faible
Asclepias syriaca L.	Herbe à la ouate, Herbe aux perruches	XVIII	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x								x		1	1	1	1	1	Alerte	Alerte	34	Elevé
Atriplex hortensis L.	Arroche des jardins	-	-	Asie		x					x			x	1	1		1			Alerte	Alerte	31	Elevé
Bidens connata Muhlenb. ex Willd.	Bident à feuilles connées	Fin du XIX	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x								x						1	Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Broussonetia papyrifera (L.) Vent.	Mûrier à papier	1786		Asie		x								x	1	1	1	1	1	1	Absente	Alerte	28	Elevé
Chasmanthe aethiopica (L.) N.E.Br.	Chasmanthe	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	25	Intermédiaire
Chasmanthe bicolor (Gasp. ex Ten.) N.E.Br.	Chasmanthe	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	28	Elevé
Chasmanthe floribunda (Salisb.) N.E.Br.	Chasmanthe	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	28	Elevé

6.2. ***Liste des espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes (EVEpotE)***

EVEpotE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Bergers	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
Chrysanthemoides monilifera (L.) Norl.	Faux Chrysanthème	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	26	Intermédiaire
Commelina communis L.	Commeline commune	-	-	Asie		x								x			1	1			Absente	Alerte	23	Intermédiaire
Convolvulus sabatius Viv.	Liseron de Mauritanie	-	-	Afrique					x					x			1	1			Absente	Alerte	26	Intermédiaire
Cotoneaster franchetii Bois	Cotonéaster de Franchet	-	-	Asie		x			x	x		x		x	1		1	1		1	Absente	Alerte	31	Elevé
Cotoneaster frigidus Wall. ex Lindl.	Cotonéaster des frimas	-	-	Asie						x				x			1				Absente	Alerte	31	Elevé
Cotoneaster horizontalis Decne.	Cotonéaster horizontal	-	-	Asie					x			x		x	1		1	1			Prévention	Alerte	31	Elevé
Cotoneaster lacteus W.W.Sm.	Cotonéaster de Parney	-	-	Asie					x	x				x			1	1			Absente	Alerte	31	Elevé
Cotoneaster simonsii Baker	Cotonéaster de Simons	-	-	Asie					x	x				x			1				Absente	Alerte	31	Elevé
Cotyledon orbiculata L.	Nombril de venus	-	-	Afrique										x			1				Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Cyperus difformis L.	Souchet difforme	-	-	Amér. du Sud		x							x	x					1	1	Absente	Alerte	26	Intermédiaire
Cyperus glomeratus L.	Souchet agglomméré	-	-	Europe		x								x					1	1	Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Cyperus reflexus Vahl	Souchet réfléchi	-	-	Amér. du Nord		x								x				1			Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Diospyros lotus L.	Plaqueminier d'Europe	-	-	Asie						x				x				1	1		Absente	Alerte	28	Elevé
Dysphania pumilio (R.Br.) Mosyakin & Clemants	Chénopode couché	-	-	Australie		x	x						x	x	1	1		1			Absente	Alerte	24	Intermédiaire
Eclipta prostrata (L.) L.	Éclipte blanche	-	-	Amérique		x					x			x				1	1	1	Absente	Alerte	30	Elevé
Ehrharta erecta Lam.	Ehrharta dressée	-	-	Afrique								x		x				1			Absente	Alerte	30	Elevé
Eichhornia crassipes (Mart.) Solms	Jacinthe d'eau	-	-	Amér. du Sud	x													1	1	1	Absente	Alerte	31	Elevé
Eragrostis pectinacea (Michx.) Nees	Éragrostis en peigne	-	-	Amér. du Nord		x									1			1		1	Absente	Alerte	28	Elevé
Eucalyptus globulus Labill.	Eucalyptus	-	-	Australie						x					1		1	1			Absente	Alerte	29	Elevé
Euonymus japonicus L.f.	Fusain du Japon	-	-	Asie					x					x			1	1	1	1	Absente	Alerte	25	Intermédiaire
Galega officinalis L.	Sainfoin d'Espagne	-	-	Europe		x		x							1	1		1	1	1	Absente	Alerte	28	Elevé
Gaura lindheimeri Egelm. & A.Gray	Gaura de Lindheimer	-	-	Amér. du Nord		x			x					x				1	1		Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Gazania rigens (L.) Gaertn.	Gazania, Gazanie	-	-	Afrique								x		x			1	1			Absente	Alerte	31	Elevé
Gleditsia triacanthos L.	Févier d'Amérique	-	-	Amér. du Nord		x			x					x			1	1	1	1	Absente	Alerte	31	Elevé
Heliotropium curassavicum L.	Héliotrope de Curaçao	-	-	Amér. Du Nord		x					x			x				1	1		Absente	Alerte	31	Elevé

EVEpotE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
Hemerocallis fulva (L.) L.,	Hémérocalle fauve	-	-	Asie		x			x	x				x	1	1	1	1		1	Alerte	Alerte	32	Elevé
Iberis semperflorens L.	Ibéris toujours fleuri	-	-	Bassin méd.								x		x			1				Absente	Alerte	23	Intermédiaire
Impatiens glandulifera Royle	Balsamine de l'Himalaya	1842	Muller, 2004	Asie		x								x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Alerte	31	Elevé
Impatiens parviflora DC.	Balsamine à petites fleurs	1870	Muller, 2004	Asie		x								x			1			1	Prévention	Alerte	31	Elevé
Ipomoea indica (Burm.) Merr.	Ipomée des Indes	-	-	Améri. du Sud		x								x			1				Absente	Alerte	31	Elevé
Juncus tenuis Willd.	Jonc grêle, Jonc fin	1820	Ferrez, 2006	Améri. du Nord					x					x	1	1		1		1	Alerte	Alerte	25	Intermédiaire
Lathyrus incurvus (Roth) Willd.	Gesse recourbée	Milieu XX	Coulot et *al.*, 2009	Asie					x					x					1		Absente	Alerte	22	Intermédiaire
Lantana camara L.	Lantana, Queue de chat	-	-	Asie								x		x			1	1			Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Lavandula dentata L.	Lavande dentée	-	-	Bassin méd.		x						x		x			1	1	1		Absente	Alerte	21	Intermédiaire
Lepidium virginicum L.	Passerage de Virginie	1840	-	Améri. du Nord		x								x	1					1	Absente	Alerte	24	Intermédiaire
Lindernia dubia (L.) Pennell	Lindernie fausse-gratiole	1850	Fried, 2012	Améri. du Nord		x							x	x					1	1	Absente	Alerte	26	Intermédiaire
Mahonia aquifolium (Pursh) Nutt.	Mahonia faux-houx	-	-	Améri. du Nord		x				x				x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Alerte	30	Elevé
Marsilea drummondii A.Braun	Trèfle d'eau de Drummond	-	-	Australie	x									x			1				Absente	Alerte	29	Elevé
Najas gracillima (A.Braun ex Engelm.) Magnus	Naïade très grêle	-	-	Améri. du Nord	x								x						1		Absente	Alerte	21	Elevé
Najas indica (Willd.) Cham.	Naïade indica	1960	Mouron val & Baudou in, 2010	Asie	x								x						1		Absente	Alerte	21	Elevé
Nicotiana glauca Graham	Tabac glauque	-	-	Améri. du Sud					x			x		x			1	1	1	1	Absente	Alerte	29	Elevé
Oenothera rosea L'Hér. ex Aiton	Onagre rosée	-	-	Améri. du Nord		x							x	x			1	1			Absente	Alerte	21	Intermédiaire
Opuntia engelmannii Salm-Dyck ex Engelm.	Oponce	-	-	Améri. du Nord								x		x			1	1	1	1	Absente	Alerte	31	Elevé
Panicum dichotomiflorum Michx.	Panic à fleurs dichotomes	1960	Fried, 2012	Améri. du Nord		x									1			1	1	1	Absente	Alerte	28	Elevé
Panicum hillmannii Chase	Panic de Hillmann	-	-	Améri. du Nord		x								x				1			Absente	Alerte	28	Elevé
Passiflora caerulea L.	Passiflore	-	-	Améri. du Sud		x								x			1	1	1		Absente	Alerte	28	Elevé

EVEpotE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
Phoenix canariensis hort. ex Chabaud	Datier, Palmier des Canaries	-	-	Afrique						x				x			1	1	1		Absente	Alerte	29	Elevé
Phyla filiformis (Schrad.) Meikle	Erba-Luigia americana	XIX	Fried. 2012	Améri. du Sud				x						x			1	1	1		Absente	Alerte	34	Elevé
Phyllostachys spp. (inclus *P. aurea, P. bambusoides, P. nitis, P. nigra, P. viridi-glaucescens*)	Bambous	-	-	Asie		x								x			1	1	1	1	Absente	Alerte	32	Elevé
Pistia stratiotes L.	Laitue d'eau	-	-	Améri. Du Sud	x														1	1	Absente	Alerte	29	Elevé
Platycladus orientalis (L.) Franco	Thuya de Chine	-	-	Asie					x			x		x	1	1	1	1		1	Alerte	Alerte	31	Elevé
Prunus laurocerasus L.	Laurier-cerise, Laurier-palme	1560	Ferrez, 2006	Asie		x				x					1		1	1	1		Absente	Alerte	30	Elevé
Pteris vittata L.	Ptéris rubané	-	-	Asie								x		x			1				Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Ptilostemon gnaphaloides (Cirillo) Soják	Chardon faux gnaphalium	-	-	Bassin méd.								x		x			1	1			Absente	Alerte	29	Elevé
Rumex cristatus DC.	Patience à crêtes	-	-	Bassin méd.		x								x	1		1	1	1	1	Absente	Alerte	29	Elevé
Sesbania punicea (Cav.) Benth.	Flamboyant d'Hyères	-		Améri. du Sud		x								x				1			Absente	Alerte	30	Elevé
Setaria italica (L.) P.Beauv.,	Millet des oiseaux	-	-	Asie					x								1	1	1		Absente	Alerte	22	Intermédiaire
Setaria parviflora (Poir.) Kerguélen	Sétaire à petites fleurs	-	-	Améri. du Nord		x							x	x			1	1	1	1	Absente	Alerte	22	Intermédiaire
Solidago canadensis L.	Tête d'or	1650	Ferrez, 2006	Améri. du Nord		x			x	x				x	1	1	1		1	1	Prévention	Alerte	36	Elevé
Symphoricarpos albus (L.) S.F.Blake,	Arbre aux perles	1817	Gilbert, 1995	Améri. du Nord				x		x											Absente	Alerte	31	Elevé
Tamarix parviflora DC.	Tamaris à petites fleurs	-	-	Asie					x					x			1	1	1		Absente	Alerte	31	Elevé
Tamarix ramosissima Ledeb.	Tamaris très ramifié	-	-	Asie	x									x					1		Absente	Alerte	33	Elevé
Trachelium caeruleum L.	Trachélium bleu	-	-	Bassin méd.		x						x		x			1	1			Absente	Alerte	23	Intermédiaire
Tradescantia fluminensis Vell.	Éphémère de Rio	-	-	Améri. du Sud		x				x				x			1	1			Absente	Alerte	31	Elevé
Yucca filamentosa L.	Yucca	-	-	Améri. du Nord							x	x		x				1			Absente	Alerte	32	Elevé
Zantedeschia aethiopica (L.) Spreng.	Richarde	-	-	Afrique		x								x				1			Absente	Alerte	26	Intermédiaire
Seulement en milieux fortement anthropisés																								
Abutilon theophrasti Medik.	Abutilon d'Avicenne	-	-	Asie									x	x	1	1	1	1	1	1	Absente	Alerte	27	Intermédiaire
Aloe maculata All.,	Aloès maculé	-	-	Afrique										x			1	1			Absente	Alerte	22	Intermédiaire
Araujia sericifera Brot.	Araujia	-	-	Améri. du Sud										x			1	1	1	1	Absente	Alerte	29	Elevé
Bothriochloa barbinodis (Lag.) Herter	Barbon Andropogon	-	-	Améri. du Nord										x	1		1	1	1	1	Absente	Emergente	25	Intermédiaire

EVEpotE de la catégorie Alerte en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
Cenchrus longispinus (Hack.) Fernald	Cenchrus	-	-	Améri. du Nord									x	x						1	Absente	Alerte	**24**	**Intermédiaire**
Centaurea diffusa Lam.	Centaurée diffuse	-	-	Europe										x					1	1	Absente	Alerte	**26**	**Intermédiaire**
Cyrtomium falcatum (L.f.) C.Presl	Aspidie en faux	-	-	Asie										x					1		Absente	Alerte	**28**	**Elevé**
Cytisus striatus (Hill) Rothm.	Genêt strié	-	-	Améri. Du Sud										x			1	1			Alerte	Alerte	**23**	**Intermédiaire**
Datura inoxia Mill.	Belladone	-	-	Améri. du Nord										x	1				1	1	Alerte	Alerte	**21**	**Intermédiaire**
Datura wrightii Regel	Stramoine de Wright	-	-	Améri. du Nord										x	1		1	1	1	1	Absente	Alerte	**21**	**Intermédiaire**
Eleusine indica (L.) Gaertn.	Éleusine des Indes	-	-	Asie										x			1	1	1	1	Absente	Alerte	**25**	**Intermédiaire**
Eragrostis virescens C.Presl	Éragrostide verdissante	-	-	Améri. du Sud									x	x	1		1		1	1	Absente	Alerte	**23**	**Intermédiaire**
Erigeron floribundus (Kunth) Sch.Bip.	Vergerette à fleurs nombreuses	-	-	Asie									x	x	1			1	1		Absente	Alerte	**25**	**Intermédiaire**
Galinsoga parviflora Cav.	Galinsoga à petites fleurs	1794	Fried, 2012	Améri. du Sud									x	x		1	1			1	Alerte	Alerte	**24**	**Intermédiaire**
Galinsoga quadriradiata Ruiz & Pav.	Galinsoga cilié	1910	Fried, 2012	Améri. du Sud									x	x	1	1	1	1		1	Alerte	Alerte	**24**	**Intermédiaire**
Glycyrrhiza glabra L.	Réglisse sauvage	-	-	Bassin méd.									x	x	1			1	1	1	Absente	Alerte	**25**	**Intermédiaire**
Gomphocarpus fruticosus (L.) R.Br.	Faux cotonnier			Afrique										x				1	1	1	Absente	Alerte	**33**	**Elevé**
Nassella neesiana (Trin. & Rupr.) Barkworth	Stipe de Nees	-	-	Améri. du Sud										x			1	1			Absente	Alerte	**26**	**Intermédiaire**
Nassella tenuissima (Trin.) Barkworth	Cheveux d'ange, Stipe	-	-	Amérique										x			1				Absente	Alerte	**26**	**Intermédiaire**
Opuntia imbricata (Haw.) DC.	Oponce arbustive	-	-	Améri. du Nord										x				1	1		Absente	Alerte	**29**	**Elevé**
Opuntia monacantha (Willd. ex Schltdl.) Haw.	Common Pricklypear	-	-	Améri. du Nord										x				1	1		Absente	Alerte	**29**	**Elevé**
Panicum miliaceum L.	Panic faux-millet	-	-	Asie									x	x				1	1	1	Absente	Alerte	**25**	**Intermédiaire**
Pennisetum clandestinum C.F. Hochstetter ex E. Chiovenda	Kikuyu	-	-	Afrique										x				1			Absente	Alerte	**31**	**Elevé**
Pennisetum villosum R.Br. ex Fresen.	Pennisetum hérissé	-	-	Afrique										x			1	1	1	1	Absente	Alerte	**31**	**Elevé**
Polygala myrtifolia L.	Polygale à feuilles de Myrte	-	-	Afrique										x			1	1			Absente	Alerte	**26**	**Intermédiaire**
Rhus typhina L.	Sumac hérissé	1602	Fried, 2012	Améri. du Nord										x	1	1	1	1	1	1	Alerte	Alerte	**27**	**Intermédiaire**
Sagittaria latifolia Willd.	Sagittaire à larges feuilles, Sagittaire obtuse	-	-	Améri. du Nord										x			1	1	1		Absente	Alerte	**33**	**Elevé**

EVEpotE de la catégorie Alerte en région PACA		Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques	04	05	06	83	13	84	Région alpine	Région méditerranéenne	Score Weber &Gut	Risque en région PACA
	Tagetes minuta L.	Tagète des décombres	-	-	Améri. du Sud										x			1				Absente	Alerte	26	Intermédiaire
	Tropaeolum majus L.	Capucine à grandes fleurs	Fin XVIIème siècle	-	Améri. du Sud										x			1	1			Absente	Alerte	22	Intermédiaire
	Vitis labrusca L.	Vigne américaine	-	-	Améri. du Nord										x		1		0			Prévention	Absente	30	Elevé

EVEpotE de la catégorie Prévention en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires										Territoires où l'espèce est envahissante	Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber&Gut	Risque en région PACA
					Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques				
En milieux naturels et semi-naturels																		
Akebia quinata Decne.	Liane chocolat	-	-	Asie		x	x							x	Ceyras (Hérault), en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (CBNMed)	**30**	**Elevé**
Ambrosia trifida L.	Ambroisie trifide	-	-	Améri. du Nord		x							x	x	Nouvelle-Zélande, Brésil, France	Envahissante en Nouvelle-Zélande, Brésil et en France (Global Compendium of Weeds).	**33**	**Elevé**
Andropogon virginicus L.	Andropogon de Virginie	2006 (Sud-Ouest de la France)	Fried & Mandon-Dalger, 2013	Améri. du Nord				x	x		x			x	Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Iles du Pacifique, Californie	Envahissante à Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Iles du Pacifique, Californie (Global Compendium of Weeds). Liste d'alerte OEPP, 2011. Découverte en France entre la Gironde et les Landes en 2010.	**34**	**Elevé**
Andropogon virginicus L.	Andropogon de Virginie	2006 (Sud-Ouest de la France)	Fried & Mandon-Dalger, 2013	Améri. du Nord				x	x		x			x	Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Iles du Pacifique, Californie	Envahissante à Hawaï, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Iles du Pacifique, Californie (Global Compendium of Weeds). Liste d'alerte OEPP, 2011. Découverte en France entre la Gironde et les Landes en 2010.	**34**	**Elevé**
Cenchrus spinifex Cav.	Cenchrus	1960 (Bayonne)		Améri. du Nord							x			x	Afrique du Sud, Chine, Australie, bassin méditerranéen et Mexique.	Envahissante en Afrique du Sud, Chine, Australie et dans le bassin méditerranéen et naturalisée en Italie (Verloove & Gullón, 2012). Citée comme envahissante au Mexique dans le CABI (Invasive Species Compendium).	**24**	**Intermédiaire**
Cotula coronopifolia L.	Cotule à feuilles de coronopus	-	-	Afrique		x	x	x							Corse, Basse-Normandie, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Californie, Australie (Global Compendium of Weeds)	Envahissante avérée (Basse-Normandie, Corse) et potentielle (Pays-de-la-Loire, Bretagne, Charente-Maritimes)	**30**	**Elevé**
Crassula helmsii (Kirk) Cockayne	Crassule de Helm	1911 (Angleterre)	FCBN, 2010	Australie	x	x									Ain, Pays -de-la-Loire, Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Canada (Global Compendium of Weeds)	Envahissante avérée (Pays-de-la-Loire, Bretagne)	**34**	**Elevée**
Cuscuta australis R. Br. (synon. Cuscuta scandens Brot. subsp. scandens)	Cuscute du Bident	-	-	Europe			x	x						x	Pays-de-la-Loire, Java, Nouvelle-Guinée, Chine, Corée, Hollande (Global Compendium of weeds)	Envahissantes avéére (Pays-de-la-Loire)	**21**	**Intermédiaire**
Humulus japonicus Siebold & Zucc.	Houblon du Japon	1881	Fried & Mandon-Dalger, 2013	Asie						x				x	Naturalisée dans quelques stations dans le Gard, Corée, Etats-Unis, canada (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (CBNmed)	**28**	**Elevé**
Hydrocotyle ranunculoides L.f.,	Hydrocotyle fausse renoncule	1987	FCBN, 2010	Améri. du Nord	x	x									Pays-de-la-Loire, Bretagne, Picardie, Australie (Global Compendium of weeds)	Envahissante avérée (Pays-de-la-Loire, Picardie), potentielle (Bretagne) et émergente (Centre)	**33**	**Elevé**
Impatiens capensis Meerb.	Balsamine du Cap	-	-	Améri. du Nord		x				x					Centre, Picardie, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais	Envahissante avérée (Centre), à surveiller (Picardie).	**27**	**Intermédiaire**

EVEpotE de la catégorie Prévention en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires									Territoires où l'espèce est envahissante	Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber&Gut	Risque en région PACA
					Eaux courantes ou stagnantes	Berges	Marais, tourbières, tufières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques				
Lupinus polyphyllus Lindl.	Lupin à folioles nombreuses	-	-	Améri. du Nord					x	x				x	Suisse, Pologne, Hongrie, Australie (Global Compendium of Weeds)	Liste grise (CBNMed) et Watch List (Suisse)	32	Elevé
Lysichiton americanus Hultén & H.St.John	Lysichite jaune	-	-	Améri. Du Nord		x		x		x					Envahissante en Suisse, Allemagne et Irlande (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse). Liste OEPP des plantes invasives.	32	Elevé
Myriophyllum heterophyllum Michx. (Haloragaceae)	Myriophylle hétérophylle	2011	Lebreton, 2013	Améri. du Nord	x										Angleterre, Canada, Idaho (Etats-Unis)	Envahissante en Angleterre, Canada, Idaho (Global Compendium of Weeds). Envahissante sur un étang privé en Haute-Vienne.	31	Elevé
Opuntia rosea DC.	Oponce	2006	invmed	Améri. du Sud								x			En région Languedoc-Roussillon (Celles), Espagne, Afrique du sud (Daisie, Global Compendium of Weeds)	Liste noire (CBNmed)	28	Elevé
Pennisetum setaceum (Forssk.) Chiov.	Herbe fontaine	-	-	Afrique					x					x	Nouvelle-Zélande, Iles Canaries, Afrique du Sud, Californie (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (CBNMed) et ARP réalisée par le Ministère de l'agriculture et de la pêche et CIRAD	33	Elevé
Persicaria polystachya (C.F.W.Meissn.) H.Gross	Renouée à épis nombreux	-	-	Asie		x				x				x	Suisse, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	35	Elevé
Prunus serotina Ehrh.	Cerisier tardif	-	-	Améri. du Nord						x				x	Suisse, Danemark, Hongrie, Australie, Afrique du Sud (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	29	Elevé
Pueraria lobata (Wild.) Ohwi.	Kudzu	-	-	Asie						x				x	Suisse , Afrique du Sud, Angleterre, Nouvelle-Zélande, Canada (Global Compendium of Weeds)	Liste noire (Suisse)	28	Elevé
Rhododendron ponticum L.	Rhododendron pontique	Fin XVII	Weber, 2013	Europe						x					Centre, Bretagne, Picardie, Angleterre, Nouvelle Zélande (Global Compendium of Weeds)	Liste grise (CBNMed), Envahissante avérée (Bretagne, Picardie), émergente (Centre).	30	Elevé
Rosa rugosa Thunb	Rosier rugeux	Fin XVIII	CBN de Bailleul	Asie							x				Picardie, Etats-Unis, Canada (Global Compendium of Weeds)	Envahissante avérée (Picardie)	34	Elevé
Rubus armeniacus Focke	Ronce d'Arménie	-	-	Europe						x				x	Europe (Caucase), Etats-Unis, Iles du Pacifique (Global Compendium of Weeds)	En Suisse (liste noire)	30	Elevé
Rudbeckia laciniata L.	Rudbeckie laciniié	XVII	Weber, 2013	Améri. du Nord		x	x							x	Vosges, Suisse, Angleterre (Global Compendium of Weeds)	Liste OEPP	36	Elevé
Saccharum spontaneum L.	Canne à sucre fourragère	-	-	Asie						x		x		x	Envahissante dans l'Aude, Floride, Hawaï, Pays-Bas (Global Compendium of Weeds)		36	Elevé
Salvinia molesta D.S. Mitchell	Fougère d'eau	2010 (Corse)	Fried & Mandon-Dalger, 2013	Améri. du Sud	x										Iles Pacifiques, Nouvelle-Zélande, Australie, Sri Lanka	Iles Pacifiques, Nouvelle-Zélande, Australie, Sri Lanka (Global Compendium of Weeds). Envahissante en Corse (2010), découverte dans l'Hérault (2013).	30	Elevé

EVEpotE de la catégorie Prévention en région PACA	Nom commun	Date d'introduction (France ou Europe)	Source	Origine géographique	Milieux où l'espèce est envahissante dans d'autres territoires										Territoires où l'espèce est envahissante	Catégorie(s) ou liste(s)	Score Weber&Gut	Risque en région PACA
					Eaux courantes ou stagnantes	Bergers	Marais, tourbières, tuffières	Prairies humides	Prairies, pelouses sèches et garrigues	Forêts	Dunes côtières et plages de sable	Côtes rocheuses et falaises	Milieux agricoles	Milieux anthropiques				
Solanum elaeagnifolium Cav.	Morelle à feuilles de chalef	-	-	Améri. du Nord					x				x	x	Envahissante en Languedoc-Roussillon. Eradiquée en région PACA (Bouches-du-Rhône).	Liste noire (CBNMed)	**31**	**Elevé**
Spartina alterniflora Loisel.	Spartine à feuilles alternes	1870 (Grande-Bretagne)	(Eno et al. 1997)	Améri. du Nord		x	x	x							Bretagne, Nouvelle-Zélande, Californie, Chine, Australie	Envahissante avérée en Bretagne. Envahissante en Nouvelle-Zélande, Californie, Chine, Australie (Global Compendium of Weeds)	**36**	**Elevé**
Spartina anglica C.E.Hubb.	Spartine anglaise	1892	(Gray et al. 1991).	Europe		x	x	x							Picardie, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Allemagne	Envahissante avérée en Picardie. Envahissante en Belgique, danemark et Allemagne (très présente).	**29**	**Elevé**
Spiraea douglasii Hook.	Spirée de Douglas	-	-	Améri. Du Nord		x	x	x						x	Envahissante émergente en région Centre, envahissante en Suisse et Grande-Gretagne (Global Compendium of Weeds)	Envahissante émergente en région Centre, envahissante en Suisse	**35**	**Elevé**
Symphyotrichum lanceolatum (Willd.) G.L.Nesom	Aster à feuilles lancéolées	-	-	Améri. Du Nord		x	x	x						x	Belgique, France.	Envahissante en France (Muller et *al.*, 2004). Envahissante en Belgique, elle est interdite en Région wallonne depuis le 1er janvier 2013.	**38**	**Elevé**

6.3. ***Fiches illustrées du Parc Naturel Régional du Verdon***



ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale N° 2

BALSAMINE DE L'HIMALAYA

IMPATIENS GLANDULIFERA



Fleurs
- **Grandes fleurs blanches à pourpres.**
- 5 pétales inégaux, le supérieur très grand.
- Éperon court, recourbé vers l'avant.
- Groupées en grappes de 12 à 14 fleurs.

Fruits
Capsules allongées contenant de nombreuses graines (jusqu'à 800 par plante), **projetées au moindre contact à maturité.**

Feuilles
- 5 à 18 cm de long, 2 à 7 cm de large,
- Glabres, allongées, finement et régulièrement dentées,
- Opposées ou verticillées par 3 (insertion de la feuille au même niveau),
- Glandes rouges à la base du pétiole.

Racines
- Robuste, cannelée.
- Translucide, creuse, rougeâtre.
- Glabre.

Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Balsamine de l'Himalaya, Balsamine glanduleuse ou géante.

Famille : Balsaminacées

Historique : la Balsamine de l'Himalaya est originaire de l'ouest de l'Himalaya où elle est présente entre 1 800 et 3 000 m. Elle a été introduite en Europe au XIXe siècle comme plante ornementale et mellifère. En France, elle est apparue au début du XXe siècle en bordure de cours d'eau.

Plante annuelle robuste (1 à 2 m) : dressée, à tige simple ou peu ramifiée.

Confusion possible : la Balsamine de Balfour (*Impatiens balfouri*) fréquente les mêmes milieux (plante toxique). Elle possède des feuilles toutes alternes et nettement bicolores.

ÉCOLOGIE

La Balsamine est une espèce qui s'installe préférentiellement en bordure des cours d'eau. Elle se développe sur les berges et les alluvions des rivières et canaux, ainsi qu'au bord des fossés ou sur des talus humides. C'est une espèce qui recherche la lumière, les sols riches en nitrates, et en éléments fins. Elle est indifférente au pH du sol. Elle s'installe dans les formations de hautes plantes herbacées et les roselières des bords de cours d'eau.

Reproduction sexuée : espèce qui est annuelle et autofertile. La dissémination des graines est caractéristique, les graines sont projetées à plus de 2 m de la plante mère par explosion du fruit à maturité. Les graines sont aussi transportées le long du cours d'eau et dans le lit majeur lors des crues. Les graines étant de petite taille, elles peuvent être propagées par l'homme, des animaux, et en particulier par les fourmis.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison						■	■	■	■	■		
Fructification								■	■	■	■	

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : le système racinaire de la Balsamine de l'Himalaya étant très superficiel, les grosses stations en bord de cours d'eau sont problématiques en cas de crues. En effet, le risque d'arrachement est important. Les berges sont alors à nu et s'érodent. De plus, les peuplements en bordure de rivière peuvent entraver l'évacuation d'eau lors des phases de crue. Enfin le mode de propagation des graines et le comportement invasif des plantes entraînent une diminution de la biodiversité alentour.

Sanitaire : la Balsamine de l'Himalaya ne présente aucun risque pour l'homme.

Commercialisation : la Balsamine est une plante ornementale qui, une fois installée, se développe très rapidement, de par sa reproduction sexuée et sa capacité de multiplication végétative.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

CONSEILS

- Ne pas planter l'espèce.
- Améliorer les conditions de milieu en plantant des espèces locales, comme des saules et des aulnes.
- Intervenir en bordure de cours d'eau de l'amont vers l'aval car la plante se dissémine facilement.
- Ne pas utiliser l'épareuse ou de débroussailleuse, et ne pas composter les plantes arrachées.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE ET LUTTE D'ÉRADICATION

D'une façon générale, la fauche est déconseillée car elle contribue à sa dissémination par bouturage des fragments.

SUR LES JEUNES FOYERS (< 100 m²)

La méthode préconisée est l'arrachage manuel sur une durée minimum de 3 ans. La plante se développe dans les sédiments mous et est facile à extraire du sol. Chaque individu doit être arraché entièrement car les tiges, les racines se cassent facilement et peuvent engendrer de nouveaux individus.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS (> 100 m²)

Le pâturage régulier est possible en complément d'une campagne d'arrachage.

Le traitement des déchets est l'incinération. Il est possible de mettre les plantes à sécher en tas, sur une zone sèche et abritée du vent, la plus éloignée possible d'un cours d'eau. Il est conseillé d'enlever la terre des racines afin d'éviter des reprises de la plante.

Il est important de combiner la campagne d'éradication à la sensibilisation des riverains et des collectivités territoriales. La plante ayant une plus-value esthétique, l'information sur le danger que représente cette espèce pour les écosystèmes doit être communiquée.

Suivi : l'opération d'éradication est à réaliser obligatoirement sur trois ans consécutifs afin d'épuiser le stock de graines du sol. Une veille du linéaire de cours d'eau impacté doit ensuite être mis en place sur 3 années supplémentaires. L'ensemble du projet d'éradication doit donc être planifié sur 6 ans.

PÉRIODE D'INTERVENTION

La période de maturité des semences étant étalée durant l'été et afin d'éliminer un maximum de plantes avant la période de fructification, il est conseillé d'intervenir 3 fois dans l'année :

- Entre le 15 et le 30 juin,
- Entre le 15 et le 30 juillet,
- Entre le 15 et le 30 août.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 3

BERCE DU CAUCASE

HERACLEUM MANTEGAZZIANUM



Photo de Philippe Renaud-Bezot
Office national des forêts

Fleurs
Ombelles de très grande taille, jusqu'à 50 cm de diamètre comportant 50 à 120 rayons, composées de petites fleurs blanches.

Fruits
Graines ovales et aplaties de 8 à 14 mm, marquées par des sillons bruns à l'extrémité.

Tige
Robuste, avec des taches rougeâtres et poils blancs raides.

Feuilles
Très grandes feuilles (1 à 3 m, pétiole compris) profondément divisées en lobes dentés.

Système racinaire
Dense, pivot robuste avec un renflement situé entre 5 et 20 cm du sol (contenant des réserves), nombreuses racines latérales.

DESCRIPTION

Noms communs : Berce du Caucase, Berce de Mantegazza

Famille de la carotte : Apiacées

Historique : originaire du Caucase, elle a été introduite comme plante ornementale en Angleterre en 1817, puis dans plusieurs jardins botaniques européens au cours du XIXe siècle. Après une période de latence de près d'un siècle, elle est devenue envahissante à partir des années 1950.

Plante herbacée vivace de très grande taille : de 2 à 5 m de haut en floraison.

Confusion possible : la Berce commune (*Heracleum sphondylium*), appelée aussi grande Berce, autochtone, abondante en Europe, affectionne les mêmes milieux. La Berce commune est une espèce très proche et très semblable en apparence, mais bien plus petite (elle dépasse rarement deux mètres de haut), et son ombelle principale comprend moins de 45 rayons.

L'Angélique des bois (*Angelica sylvestris*) est aussi plus petite (1 à 2 m) et possède des feuilles avec des bandes rouges à leur base. Ses tiges sont glabres et ses ombelles possèdent 20-30 rayons.

ÉCOLOGIE

La Berce du Caucase se développe sur des sols humides et bien pourvus en azote. Les sols acides sont évités. Dans ces conditions, la Berce du Caucase envahit les talus le long des bords de route, les terrains vagues et les friches, mais également les berges des rivières. Elle est favorisée par les perturbations de milieux, notamment le remaniement du sol.

Reproduction sexuée : c'est une plante à floraison unique. À la fin de l'été et durant l'automne, les graines sont libérées. En moyenne, une plante peut produire 20 000 graines dont la plupart sont viables, ce qui est considérable. La majorité des graines se concentre dans la couche supérieure du sol (5 cm). Les graines peuvent parcourir de longues distances, notamment lors des crues. Sur terre, elles sont disséminées par le vent, l'activité humaine (cueillette), par les animaux.

Pas de reproduction asexuée.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison						■	■	■				
Fructification								■	■	■		

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : Du fait de sa grande production de graines, les bidents à fruits noirs colonisent très rapidement des milieux ouverts et ainsi former des peuplements denses qui excluent les autres espèces.

Sanitaire : toutes les parties de la plante contiennent des substances qui la rendent photosensibilisante. Après un contact avec le suc de la plante et sous l'effet de l'exposition au soleil, des lésions de la peau se développent en quelques jours. La peau devient rouge, gonflée, et de grandes cloques mettent un à deux jours à apparaître. Les lésions ont l'aspect d'une brûlure qui peut être grave selon les personnes.

Commercialisation : on peut trouver la Berce du Caucase en vente, notamment sur Internet. En effet, sa commercialisation n'est pas encore interdite : n'encouragez pas leur dispersion en l'achetant et préférez d'autres espèces pour l'ornement des jardins.



Photo de Bruno Delory, ajutherm au CEN PACA

La Berce du Caucase provoque des brûlures très douloureuses.

CONSEILS

- Ne pas planter ni composter la Berce du Caucase.
- ATTENTION : En cas de contact, lavez à l'eau et au savon et évitez toute exposition au soleil de la partie touchée durant 48 heures. Durant les semaines qui suivent, protégez-vous du soleil avec de la crème solaire. **N'hésitez pas à contacter votre médecin lors d'apparition d'une réaction (peau rouge ou gonflée).**
- Alerter les collectivités ou les gestionnaires sur la présence de l'espèce.
- Mettre des protections (gants, tenue imperméable et lunette) pour limiter le contact avec la sève pour la gestion de cette plante.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES JEUNES FOYERS

Arrachage manuel : cette technique est réservée aux jeunes plants et aux petites populations. ATTENTION : pour éradiquer cette plante, il est indispensable d'être muni de gants, d'une tenue imperméable à l'eau et de lunettes pour limiter le contact avec la sève. L'arrachage doit se faire sur au moins 20 cm de profondeur pour enlever les racines de la plante. De plus, un nettoyage à l'eau et au savon est indispensable avant toute exposition au soleil, même minime.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS

Arrachage mécanique : cette technique est réservée à de grosses stations accessibles avec une mini-pelle. Cet outil est très utile pour les gros sujets difficiles à arracher manuellement. Une équipe de 3 personnes est nécessaire pour cette opération car chaque résidu doit être collecté et évacué vers un centre de destruction agréé.

La coupe d'inflorescence : cette technique permet d'éviter la formation de graines. Pour être efficace, la coupe doit être renouvelée tous les ans sur toute la population jusqu'à épuisement du stock de graines du sol.

Les étapes :
- Faucher les inflorescences (ombelles) lorsque toutes les fleurs des ombelles sont fanées ou en début de fructification.
- Séparer les ombelles de la tige et les enfermer dans un sac afin d'accélérer le séchage puis les brûler. La fauche des inflorescences en boutons ou en fleurs ne permet pas d'éliminer systématiquement l'individu qui reprendra son développement et le conduira jusqu'à son terme.

Pâturage bovin ou ovin : cette technique semble être une méthode de contrôle sur des sites avec une population dense.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers : Dès le début du printemps,

Sur les foyers bien installés : Juin à août avant la fructification.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espace végétale n° 4

BIDENT À FRUITS NOIRS

BIDENS FRONDOSA



Fleurs
Capitules de fleurs jaunes (groupe de fleurs serrées), aussi larges que hauts, à bractées extérieures dépassant peu les autres, longuement pédonculés.

Fruits
Fruits secs noirâtres portant sur les faces des verrues épineuses, bordés de soies, à 2 arrêtes marquées.

Feuilles
Longuement pétiolées, divisées en 3 à 5 folioles, dentées en scie.

Tige
Dressée, poilue, souvent rougeâtre dans sa partie supérieure.

Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Bident à fruits noir, Bident feuillé

Famille : Astéracées

Historique : espèce d'Amérique du Nord dont la naturalisation en Europe centrale date de la deuxième moitié du XIXe siècle. Elle a envahi les rives des fleuves, rivières et canaux.

Sa taille est très variable : le Bident à fruits noirs se distingue d'autres bidents par ses feuilles avec un pétiole net. Plante glabre, souvent rougeâtre, de 0,3 à 1,8 m de hauteur

Confusion possible : avec *Bidens tripartita*. Les folioles du Bident à fruits noirs ont des pétioles bien visibles.

ÉCOLOGIE

Le Bident à fruits noirs est une espèce pionnière qui réclame un substrat riche et humide. L'espèce tend à former des peuplements denses, excluant les autres espèces. Elle colonise les zones alluvionnaires des cours d'eau et berges de plan d'eau.

Un pied produit généralement entre 50 et 100 capitules avec un maximum de 500. La plante produit les fleurs d'août à septembre, qui sont principalement pollinisées par des insectes. Les graines sont dispersées par les animaux et le vent.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison								■	■			
Fructification									■	■		

IMPACTS

Environnementaux : du fait de sa grande production de graines, les bidents à fruits noirs colonisent très rapidement des milieux ouverts et ainsi forment des peuplements denses qui excluent les autres espèces.

Sanitaire : pas de risque pour l'homme.

Commercialisation : le Bident à fruits noirs n'est pas commercialisé à l'heure actuelle.

CONSEILS

- Mettre en place des plantations avec des espèces locales pour limiter la dissémination.
- Ne pas composter.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement



Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon



Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Dans les zones sensibles, une fauche des peuplements de Bidents à fruits noirs, avant leur fructification, est recommandée, ainsi on réduit progressivement le stock de graines de cette espèce dans le sol.

Suivi : un suivi de la zone d'éradication est à réaliser sur au moins deux ou trois ans, afin de s'assurer qu'aucune plante ne repreme.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Les travaux sont à réaliser avant la fructification, c'est à dire en été (juillet-août).

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

Parc naturel régional du Verdon
Une autre vie s'invente ici

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 5

BUDDLEIA DE DAVID

BUDDLEYA DAVIDII



Fleurs
Fleurs regroupées en grappes denses et pointues (panicules), de 20 à 50 cm de long. La fleur est en forme de tube de couleur pourpre à lilas se terminant par 4 lobes.

Fruits
Petites capsules brunes en forme d'ellipse de 9 mm de long. À maturité, ils se fendent en deux et contiennent de nombreuses graines ailées.

Feuilles
Lancéolées avec le bord du limbe légèrement denté, les feuilles mesurent 10 à 30 cm de long. Sur la face supérieure, elles sont vert foncé et presque glabres, et sur la face inférieure, elles sont blanches et duveteuses.

Tronc ou tige
Multiple et port souvent penché.

Racines
Superficielles.

Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Buddleia, Buddleia du père David, Arbre à papillon ou encore Lilas d'été.

Famille : Scrophulariacées

Historique : originaire de l'est du Tibet, il est introduit en France au XIXe siècle par le père David, un missionnaire français, pour ses qualités ornementales. Mis en culture horticole, il ne tarde pas à s'échapper pour coloniser les zones ouvertes et perturbées comme les voies de chemin de fer, les friches mais aussi les ravins et lits de rivière...

Arbuste pouvant atteindre 5 m, à feuillage caduc à semi-persistant : les feuilles sont disposées de manière opposée sur des rameaux souples à section quadrangulaire.

Confusion possible : possible avec le lilas (*Syringa vulgaris*), qui lui est originaire du centre-ouest eurasiatique.

ÉCOLOGIE

Le Buddleia se rencontre sur des sols de nature diverse (acide ou calcaire) avec une préférence pour les sols secs et minéraux. Il ne tolère pas les sols trop humides mais peut se développer sur des sols pauvres en matière organique.

On le rencontre sur des berges des cours d'eau uniquement sur des sols biens drainés. Il tolère un large spectre de conditions climatiques. Il présente une bonne résistance à la sécheresse et au froid, et tolère les milieux ombragés.

Reproduction sexuée : l'arbuste peut produire entre 50 et 100 graines par grappe de fleurs.

Reproduction asexuée : l'arbuste peut se propager le long des cours d'eau par bouturage de fragments de tiges et de racines. Il rejette également vigoureusement de souche si on le coupe.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison						■	■	■	■			
Fructification									■	■		

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : le Buddleia forme des peuplements denses où il supplante les autres espèces, ce qui a des effets sur les écosystèmes :

- Le Buddleia domine les premières phases de succession végétale de plaines inondables. Il accumule du phosphore pouvant entraîner à terme une altération physico-chimique du sol, notamment l'équilibre azote / phosphore (N/P).

- Les colonies de Buddleia, dont l'enracinement est superficiel, sont facilement emportées lors des crues, ce qui peut entraîner la formation d'embâcles ou provoquer une zone d'érosion de berges sur les sols laissés à nu. En formant des populations denses, le Buddleia limite la reproduction et l'installation des espèces autochtones.

Sanitaire : pas de risque sur la santé humaine.

Commercialisation : espèce largement commercialisée (en pépinière ou sur Internet) à destination des jardiniers pour ses qualités ornementales et comme plante à massif. Espèce plantée pour l'aménagement paysager des infrastructures routières, mais aussi dans de nombreux jardins publics.

CONSEILS

- Ne pas planter le Buddleia.
- Une coupe simple est déconseillée car elle favorise les rejets de souche.
- Les déchets et résidus devront être collectés et acheminés vers des centres agréés.
- Améliorer les conditions de milieu en plantant des espèces locales après les opérations de gestion.
- Ne pas laisser un sol nu.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Arrachage manuel : opération réalisable sur des jeunes plants dans le premier stade de l'invasion. Cette méthode permet de contrôler partiellement la présence de l'espèce. Ensuite, il est nécessaire de réaliser des plantations de plantes locales pour couvrir la zone et limiter l'apparition de nouveaux semis.

Arrachage mécanique : cette opération n'est réalisable que sur des peuplements au stade initial d'envahissement. Il est nécessaire d'éliminer les individus arrachés qui risquent de bouturer. Des précautions doivent être prises pour éliminer les débris de l'arbuste. En effet, la tige et les fragments de racines se régénèrent facilement. L'élimination des plantes doit donc se faire impérativement par l'incinération et non le compostage. Il est préconisé de réaliser des plantations (avec des essences locales) après les travaux d'arrachage, et d'incinération pour limiter la repousse des arbustes.

La coupe d'inflorescence : coupe de toutes les inflorescences juste après la floraison pour empêcher la formation de graines et donc la progression.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes plants ou plants adultes isolés : dès le début du printemps et pendant l'été avant la fructification,

Sur les foyers bien installés de plants adultes : à la fin de la floraison, de juillet à octobre.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 6

BUISSON ARDENT
PYRACANTHA



Fleurs
Petites fleurs blanches groupées, formées de 5 sépales, 5 pétales arrondies et 20 étamines. Elles sont odorantes et attirent les abeilles.

Fruits
Petites baies, charnues, rouges ou orange, contenant 5 graines. Les fruits persistent jusqu'au printemps suivant. Ils sont appréciés des oiseaux **mais sont toxiques pour l'homme.**

Feuilles
Petites (2 à 5 cm de long), coriaces, brillantes, à pétiole court. Les jeunes pousses sont rougeâtres.

Tige
Ramifiée dès la base, grisâtre, se craquelle en vieillissant, possède des épines rigides pouvant atteindre 3 cm de long et qui provoquent des tendinites lors des piqûres chez l'homme.

Racine
Profondes, pivotantes et traçantes. Elles sont sensibles au gel.

Photo de G. Ruiz Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Buisson ardent, Pyracanthe

Famille : Rosacées

Historique : buisson épineux, originaire du sud de l'Europe et d'Asie. Plante ornementale qui sert de haie défensive chez les particuliers.

C'est un arbuste à feuillage persistant : il peut atteindre 4 m. Il possède de longues épines.

ÉCOLOGIE

C'est une espèce très tolérante aux conditions écologiques : elle s'accommode d'un éventail de températures, lumière, nature du sol ou disponibilité en eau.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison				■	■	■	■	■				
Fructification	■	■	■	■	■			■	■	■	■	■

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : le Pyracantha a un pouvoir colonisateur très fort. Sa croissance permet de couvrir les milieux naturels rapidement et, par conséquent, d'en réduire la diversité. Les fruits sont des vecteurs possibles de maladies (feu bactérien) pour les fruitiers à pépins (pommiers, poiriers, cognassiers...). Ils constituent une très bonne source de nourriture pour tous les rongeurs et certains oiseaux. Le Pyracantha constitue une menace pour la biodiversité et les massifs forestiers du fait de sa sensibilité aux incendies.

Sanitaire : pour l'homme, il est dangereux car il possède de longues épines, dangereuses pour les enfants, et peut provoquer des tendinites en cas de piqûres. Il ne faut pas consommer ses fruits car ils sont toxiques.

Commercialisation : actuellement, plus d'une dizaine d'espèces de Pyracantha sont commercialisées et très largement plantées pour faire des haies défensives en bordure de propriété.



www.shutterstock.com

CONSEILS

- Améliorer les conditions du milieu en plantant des espèces locales. Vous pouvez trouver une liste d'espèces dans le *Guide des haies* édité par le Parc naturel régional du Verdon ou téléchargeable sur le site Internet du Parc **www.parcduverdon.fr**.
- Ne pas consommer les fruits qui sont toxiques.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Actuellement, des bosquets sont plantés volontairement par les propriétaires pour servir de haies défensives, une sensibilisation de ces propriétaires aux capacités envahissantes de l'espèce est nécessaire, ainsi que leur accord pour éliminer la plante sur leur terrain.

L'arrachage et la coupe constituent les meilleurs moyens de lutte contre l'espèce même si l'efficacité reste insuffisante du fait des nombreuses repousses. Les résidus (branches, souches...) devront être incinérés pour éviter une reprise par voie végétative.

Suivi : la berge sur laquelle des interventions ont été réalisées devra être particulièrement surveillée pour éliminer rapidement tout nouveau plant.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Les travaux devront avoir lieu en février-mars afin d'éviter une nouvelle saison de production de graines.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 7

CANNE DE PROVENCE

ARUNDO DONAX

Fleurs
Stériles, blanches en panicules dressés dans la partie supérieure de la tige, formant un ensemble très fourni de 30 à 70 cm de long.

Système racinaire
Fibreuses et pivotantes permettant à la plante de chercher l'eau en profondeur.

Feuilles
Vertes, plates, larges de 2 à 5 cm, aux bords rugueux. Plante qui ne perd pas ses feuilles en hiver.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

Fruits
Tiges souterraines et implantées de façon très superficielle dans le sol. La reproduction se fait par voie végétative. La plante est segmentée par des nœuds portant des bourgeons qui donneront de nouvelles tiges.

Tige
Diamètre de 2 à 3 cm, aspect similaire à celles du bambou.

DESCRIPTION

Noms communs : Canne de Provence, Jonc ordinaire, Grand roseau, Roseau à quenouilles, Quenouille, Roseau des Jardins

Famille : Poacées

Historique : il s'agit d'une introduction assez ancienne en Europe depuis l'Asie tropicale. Elle est cultivée depuis plusieurs millénaires pour de nombreux usages, en particulier les canisses. C'est une espèce qui est répandue sur l'ensemble des régions chaudes. Elle est utilisée pour ses tiges (chaumes, palissage et hampes d'instruments), et pour ses vertus médicinales et en protection contre le vent.

La Canne de Provence est une grande graminée vivace et ligneuse : peut atteindre 5 à 6 m et vivre jusqu'à 12 ans.

Confusion possible : Roseau (*Phragmites australis*), espèce locale ; Herbe de la pampa (*Cortaderia selloana*) et bambous, espèces envahissantes.

ÉCOLOGIE

Plante typique des climats méditerranéens, la Canne de Provence n'est présente en France qu'en Provence, sur la Côte d'Azur et en Languedoc-Roussillon, sans dépasser Valence. Plus au nord, le froid détruit les peuplements.

Plante peu exigeante vis-à-vis du type de sol, y compris les sols caillouteux, mais elle préfère les sols frais, profonds, perméables. C'est une plante qui supporte mal les sols trop humides ou la submersion. Peu exigeante vis-à-vis de l'acidité du sol, elle l'est en revanche pour la chaleur et la lumière. Plante très sensible au froid hivernal (risque de destruction par le gel).

Elle peut être concurrencée assez rapidement par la régénération de la ripisylve.

Reproduction végétative : la plante produit de nouveaux individus grâce à ses longs rhizomes souterrains pourpres ou rougeâtres qui se développent dans la partie superficielle du sol, entre 10 et 20 cm de profondeur. Chaque année, un individu peut développer entre 5 à 50 rhizomes à partir de la base des tiges de l'année précédente, donnant naissance à des populations circulaires pouvant atteindre plusieurs mètres de diamètre.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison									■	■	■	■
Fructification						■						

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : la Canne de Provence peut former des peuplements denses, elle provoque ainsi une transformation des habitats, ainsi qu'une forte réduction de la diversité végétale et animale associée à ses habitats.

Sanitaire : pas de risque pour la santé humaine.

Commercialisation : espèce qui paraît prometteuse pour la production en bioénergie du fait de son rendement et de sa résistance à la sécheresse. Dans les jardins, elle est utilisée dans les haies brise-vent.



www.shutterstock.com

CONSEILS

- Améliorer les conditions du milieu par plantations d'espèces locales.
- Les coupes répétées sont inefficaces et n'empêchent pas la production de feuilles et de tiges florales.
- Éviter le transport des résidus et la terre contenant des rhizomes et des graines.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Au printemps, débroussailler les canniers, enlever la litière végétale, réaliser trois passages au broyeur à pierre à vitesse lente en vérifiant la profondeur atteinte, puis poser et lester une bâche noire.

Surveiller la bâche ou mettre en place une clôture pendant au moins 6 mois.

Autre technique : il n'existe pas encore de technique peu coûteuse pour éliminer la plante rapidement. Des actions de sensibilisation sont à prévoir pour éviter que cette plante soit cultivée en bordure de rivière.

L'arrachage des jeunes plants peut permettre de limiter la propagation en bordure de rivière.

La sensibilisation vers le grand public et la formation des professionnels sont aussi importantes.

Suivi : un suivi est nécessaire après le broyage-bâchage de manière à évaluer le nombre de repousses sur la zone traitée et sa périphérie. La durée de surveillance est d'environ 6 à 11 mois.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Les travaux sur les canniers sont à réaliser au printemps, l'enlèvement de la bâche à l'automne associé à un reboisement immédiat de la berge.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 8

ÉRABLE NEGUNDO

ACER NEGUNDO



Fleurs
Elles apparaissent avant la feuillaison. Fleurs mâles en bouquets dressés et fleurs femelles en grappes pendantes.

Fruits
Samare (un fruit sec, muni d'une excroissance en forme d'aile membraneuse) de 3-4 cm.

Tronc
Court, garni de nombreux gourmands. Écorce beige, lisse, devenant crevassée avec l'âge. Jeunes rameaux verts, souvent bleuâtres.

Racines
Enracinement en forme de cœur moyennement stabilisateur.

Feuilles
Couleur vert clair, opposées décussées, composées à 3, 5 ou 7 folioles ovales et grossièrement dentées.

Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Érable negundo, Érable negondo, Érable à feuilles de frêne, Érable américain.

Famille : Acéracées

Historique : originaire d'Amérique du Nord et du Canada, l'Érable negundo a été introduit en Europe au XIX[e] siècle comme arbre d'ornement, il a été ensuite utilisé pour fixer les berges des cours d'eau.

L'Érable negundo est un arbre dioïque (fleurs mâles et femelles sur des pieds différents) : il peut atteindre 15 à 20 m de haut et possède une faible longévité.

Confusion possible : il peut être confondu avec les jeunes pousses de Frêne commun (*fraxinus excelcior*) ou le Frêne oxyphylle (*fraxinus angustifolia*) mais les deux espèces ont des bourgeons noirs ou marron alors que ceux de l'érable sont plutôt verts.

ÉCOLOGIE

L'Érable negundo apprécie les sols humides mais il est moyennement résistant aux inondations. Il tolère les déficits hydriques du sol ainsi que les déficits en éléments nutritifs. Enfin, il supporte des températures jusqu'à -30°C et possède une tolérance à l'ombre.

Son caractère pionnier lui permet de coloniser facilement les zones dénudées après chaque crue. Il a une reproduction sexuée, ses graines se disséminent bien grâce à son fruit ailé et il possède une capacité à drageonner importante. Il produit de nombreux rejets après coupe.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison			■	■	■							
Fructification					■	■	■	■	■	■	■	■

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : l'Érable negundo provoque une forte réduction de la diversité végétale, car il engendre un ombrage important et limite le développement et la régénération naturelle des successions végétales de ripisylve (saules, peupliers).

Sanitaire : l'Érable negundo a un pollen fortement allergisant.

Commercialisation : actuellement l'Érable negundo est largement commercialisé en France, en pépinière, en tant que plante ornementale à destination des jardiniers particuliers et des agents d'espaces verts. Il est recommandé de ne pas le planter car il colonise rapidement les terrains.



www.shutterstock.com

CONSEILS

- Ne pas planter cette espèce et privilégier les espèces locales.
- Une coupe simple est déconseillée car elle engendre de nombreux rejets de souche.
- Améliorer les conditions de milieu en plantant des espèces locales pour éviter une recolonisation.
- Éviter les coupes d'arbres à proximité des zones colonisées.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES JEUNES FOYERS

L'arrachage des érables présents sur la station constitue la meilleure des solutions pour stopper la dispersion de la plante en éliminant les semenciers existants.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS

Cerclage ou annelage : le traitement est effectué à l'aide d'une hache ou d'une tronçonneuse. L'opération consiste à enlever l'écorce (environ 2 cm de profondeur) sur l'ensemble de la circonférence du tronc à environ 1 m du sol et sur une largeur de 20 à 30 cm. Cette technique permet de stopper la circulation de la sève dans l'arbre, ce qui provoque son dessèchement en 1 à 2 ans.

Compte tenu des risques de chute d'arbre, cette technique est à employer dans les espaces naturels peu fréquentés.

Traitement à la juglone : une substance produite par le noyer et connue pour ses propriétés herbicides. Tous les arbres sont coupés à 10-20 cm du sol et des entailles de 2 cm de profondeur environ sont effectuées à la tronçonneuse ou la machette pour permettre d'introduire dans le tronc la pâte à base de noyer. Les souches sont ensuite rebouchées à l'aide d'un baume cicatrisant.

Éviter la propagation de la plante : il est préconisé d'incinérer tous les déchets végétaux (branches, souches) issus des travaux d'éradication. Le développement des nouvelles pousses (drageons) peut être contenu par le pâturage des moutons.

Suivi : un suivi de 2 à 3 années consécutives minimum pour éviter le retour de l'érable dans les zones traitées.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers : les travaux devront être réalisés avant le mois de mars afin d'éviter une nouvelle saison de production de graines.

Sur les foyers installés : la période la plus favorable est la fin du printemps, lorsque la plante a puisé dans ses réserves pour élaborer son feuillage et avant qu'elle n'ait fabriqué de nouvelles feuilles.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 9

FIGUIER DE BARBARIE

OPUNTIA FICUS-INDICA

Fleurs
Situées sur les raquettes, de 6 à 7 cm de diamètre, composées de nombreux pétales, jaune vif à orange.

Tige
Ligneuses à la base, formées de segments aplatis et charnus communément appelés « raquettes ».

Feuilles
Situées sur les raquettes, très petites, environ 3 mm.



Photo de A. Robert
Parc du Verdon

Fruits
Baies comestibles, en forme d'œuf, de 5 à 9 cm de long, jaunes à pourpres, couvertes de courtes épines. Contiennent de nombreuses graines de 5 mm.

Système racinaire
Il est superficiel, se concentrant dans les 30 premiers centimètres du sol, mais en revanche très étendu.

DESCRIPTION

Noms communs : Figuier de Barbarie ou Oponce.

Famille : Cactacées

Historique : les Oponces auraient été introduites en Espagne au début du XVI[e] siècle. Ces plantes ont ensuite été propagées dans tout le bassin méditerranéen par les marins qui les consommaient comme légume pour prévenir le scorbut. Ils ont été mis en culture pour leurs fruits et se sont rapidement échappés dans le milieu naturel.

C'est une plante vivace, succulente, érigée ou couchée : il peut atteindre 3 m de hauteur.

Confusion possible : aucune plante locale.

ÉCOLOGIE

Les Oponces poussent dans les milieux secs, arides et rocheux perturbés comme le bord de routes, les friches, les prairies surpâturées, les oliveraies, les garrigues, les pentes rocheuses, les anciennes terrasses abandonnées. On peut aussi les retrouver sur les berges des rivières ou les digues.

La consommation de fruits par les animaux ou les hommes permet la dissémination des graines. Les Oponces se multiplient facilement par bouturage à partir de raquettes tombées à terre. Les eaux en crues sont également des vecteurs de dissémination. Une bouture est capable de produire des graines dès l'âge de 3 ans.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison				■	■	■						
Fructification							■	■	■	■	■	■

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : les Oponces entrent en compétition avec la flore autochtone, notamment dans les milieux rocheux. Les formations denses gênent l'accès et les déplacements des personnes et du bétail.

Sanitaire : les épines constituent un danger pour l'homme et pour le bétail car elles provoquent des blessures, voire des infections.

Commercialisation : ils sont utilisés pour l'ornement ou pour former des haies défensives. Ils sont également cultivés pour leurs fruits.



Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon

CONSEILS

- Ne pas planter les Oponces et favoriser au contraire des espèces locales.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

L'arrachage est la technique la plus efficace pour lutter contre les Oponces. L'opération peut s'avérer délicate, les opérateurs doivent être équipés de matériel spécifique (gants renforcés, grosses chaussures, manches longues). Les plants récoltés seront évacués pour être séchés sur une surface imperméable (car ils contiennent beaucoup d'eau) puis brûlés.

Suivi : un suivi de la zone d'éradication est à réaliser sur au moins deux ou trois ans, afin de s'assurer qu'aucune plante ne reprenne.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Travaux à réaliser au printemps avant la fructification.



Photo de A. Robert
Parc du Verdon

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 10

HERBE DE LA PAMPA

CORTADERIA SELLOANA



Fleurs
Regroupées en inflorescences blanchâtres à roses, d'aspect duveteux, pouvant atteindre 1 m.

Fruits
Petits fruits appelés caryopses.

Tige
Verte, fine et longue, pouvant atteindre 3 m à 3,5 m de long.

Feuilles
Fines, linéaires aux bords coupants, retombantes, pouvant mesurer jusqu'à 2 m, ont une couleur jaune à la base et plus verte à l'extrémité.

Rhizomes
Tiges souterraines servant à la fois d'organe de réserve pour le développement de la plante et d'organe de reproduction par voie végétative.

Photo de G. Ruiz Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Herbe de la pampa ou Herbe des pampas, Roseau à plumes.

Famille : Poacées

Historique : originaire d'Amérique du Sud, elle a été introduite en France à des fins ornementales, vers le XIXe siècle, l'Herbe de la pampa est introduite dans les jardins bourgeois. Elle s'est ensuite démocratisée dans les années 1980 et a envahi le milieu naturel.

C'est une grande plante herbacée : elle peut atteindre 4 m de haut et 3 m de diamètre.

Confusion possible : pas de confusion possible.

ÉCOLOGIE

L'Herbe de la pampa préfère se développer sur des sols moyennement humides et dans les zones ensoleillées, mais une fois installée, elle peut supporter de fortes variations des conditions du milieu (sécheresse, faible lumière et températures variées).

En France, elle se distribue essentiellement sur les côtes méditerranéennes et atlantiques. Elle atteint actuellement les côtes bretonnes.

C'est une espèce dioïque, c'est-à-dire qu'elle présente des pieds mâles et des pieds femelles. Elle se propage par dissémination de ses graines. Les plumeaux femelles sont plus larges que les plumeaux mâles. Ils émettent des graines par milliers qui sont transportées par le vent. La quasi-totalité des graines est fécondée et est fertile. Les graines ne mettent que 3 semaines pour germer une fois au sol si la température est favorable (22 à 25°C). La plante vit en moyenne de 10 à 15 ans.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison								■	■			
Fructification								■	■	■		

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : l'Herbe de la pampa monopolise l'ensemble de l'eau, des nutriments et de la lumière disponible. Elle remplace facilement et rapidement les autres espèces plus petites et moins compétitives. Elle est réputée pour être particulièrement inflammable. En occupant de vastes surfaces, sur des milieux fragiles, elle contribue à augmenter le risque incendie et la disparition d'autres espèces.

Sanitaire : son pollen peut provoquer des allergies en été, et ses feuilles très coupantes provoquent des blessures qui ont tendance à provoquer une inflammation.

Commercialisation : l'Herbe de la pampa est encore commercialisée en France en tant que plante ornementale. Elle est vendue sous forme de « plante-type » et d'une douzaine de « cultivars » ou variétés horticoles, semblant tous présenter de fortes potentialités de production de graines à partir des plantations et donc de dissémination.



Photo de G. Ruiz Parc du Verdon

CONSEILS

- Ne pas planter l'espèce.
- Améliorer les conditions du milieu en plantant des espèces locales.
- Éviter le transport car c'est un facteur favorable de dissémination.
- Le port de gants est recommandé car les feuilles sont coupantes.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES GROS FOYERS

Arrachage des pieds, cette technique consiste à extirper la plante et sa souche du sol à l'aide d'une pelle mécanique, en prenant soin d'extraire le maximum de racines et de rhizomes.

Le bâchage constitue aussi une alternative. Pour ce faire, il faut couper la plante et la recouvrir de bâche noire. Cela empêche la plante de capter la lumière et retarde, voire annule la reprise de la plante.

De manière préventive, une opération consistant à couper les inflorescences des plantes peut être pratiquée avant la dissémination des graines (juillet-août) pour éviter leur propagation.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS

Le pâturage par les bovins permet seulement de contrôler les jeunes pousses.

Une sensibilisation des propriétaires riverains sur le pouvoir envahissant de l'espèce est impérative, leur accord doit être recherché pour éliminer la plante de leur terrain.

Suivi : à proximité de la zone, le cours d'eau devra particulièrement être surveillé pour éliminer rapidement tout nouveau plant qui apparaîtrait.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers : les travaux sont préconisés avant la fructification durant l'été (juillet-août).

Sur les foyers installés : les actions sont préconisées avant la floraison (mai à juillet).

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 11

LAMPOURDE D'ITALIE

XANTHIUM ORIENTALE



Fleurs
Brunes ou verdâtres.

Fruits
Structure en forme d'œuf de 20 à 25 mm, recouverte d'aiguillons crochus à leur extrémité.

Tige
De couleur rouge brunâtre, cannelée et pubescente. Les tiges sèches lignifiées peuvent persister longtemps après la mort de l'individu.

Feuilles
Vertes, alternes, pubescentes (couvertes de poils), en forme de cœur à la base et dont la surface est rude au toucher. Les feuilles sont pourvues de 3 à 5 lobes anguleux, à marge irrégulièrement dentée. Le pétiole est souvent rougeâtre.

Système racinaire
Système racinaire grêle et pivotant.

Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Lampourde d'Italie ou Glouteron.

Famille : Astéracées

Historique : originaire d'Amérique ou d'Asie. La date d'introduction en France est inconnue. La Lampourde est notamment utilisée en pharmacopée et rentre dans la composition de médicaments broncho-dilatateurs (maladies respiratoires).

C'est une plante herbacée annuelle robuste : elle possède des fruits persistants qui restent longtemps après la mort de l'individu. Elle peut atteindre 1,20 m de haut.

Confusion possible : il est possible de la confondre avec :

- La Bardane (*Arctium*) mais ses fruits sont plus petits et plus friables que la Lampourde,
- Le Datura stramoine (*Datura stramonium*) mais ses feuilles sont plus découpées, la fleur est différente et le fruit plus gros, rond et épineux.

ÉCOLOGIE

La Lampourde colonise préférentiellement les milieux sableux et très ensoleillés. Elle est très tolérante à la sécheresse et ne pousse qu'en pleine lumière. On la retrouve dans les plaines inondables, les bancs alluviaux, les digues, les terrains vagues où elle peut se développer abondamment

La plante est sensible au gel, on ne la trouve que dans le Sud de la France.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison						■	■	■	■			
Fructification							■	■	■	■		

IMPACTS

Environnementaux : grâce à ses capacités de reproduction sexuée (ses graines), les lampourdes exotiques peuvent coloniser très rapidement des milieux ouverts et ainsi former des peuplements denses qui en réduisent la diversité.

Sanitaire : la plante peut provoquer des allergies en été (pollen). La toxicité des feuilles conduit le bétail à des refus, ce qui favorise ainsi sa propagation.

Commercialisation : les lampourdes exotiques ne sont pas commercialisées actuellement.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

CONSEILS

- Ne pas planter la Lampourde d'Italie.
- Améliorer les conditions de milieu en plantant des espèces locales pour éviter une recolonisation.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Le désherbage chimique pourrait constituer un moyen de lutte contre cette espèce. Toutefois, compte tenu de la **sensibilité écologique des secteurs** où elle est présente, proche des milieux aquatiques, des procédés manuels seront préférés :

- La herse étrille et la houe rotative sont efficaces sur les très jeunes plantules.

Ensuite, il convient d'utiliser une bineuse.

- Dans les zones infestées, les interventions mécaniques (gyrobroyeur - houe animée) permettent d'éradiquer les plantes présentes (mais détruisent aussi la culture).
- Les interventions manuelles (destruction par arrachage et bêchage) sont à effectuer avant la floraison.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Les travaux sont à réaliser avant la fructification : soit en fin de printemps, aux mois de mai et juin.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

Parc naturel régional du Verdon
Une autre vie s'invente ici

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 12

ROBINIER FAUX-ACACIA

ROBINIA PSEUDOACACIA



Fleurs
Blanches, parfumées, en grappes lâches et pendantes de 10 à 20 cm de long.

Fruits
Gousses sèches et plates, pendantes, glabres, gris noirâtre et contenant 4 à 8 graines rondes.

Tronc
Écorce lisse et brunâtre pour les jeunes individus, puis profondément crevassée et de couleur gris-beige.

Feuilles
Composées avec 7 à 21 folioles ovales de 2 à 5 cm de long, molles, claires sur la face inférieure.

Racines
Racine pivotante puissante, qui produit de très longues et grêles racines latérales traçantes. Les racines et nodules renferment des bactéries fixatrices d'azote atmosphérique.

Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Robinier faux-acacia, Acacia, Carouge, Cassie.

Famille : Fabacées

Historique : introduit en France au XVII[e] siècle par J. Robin, jardinier du Roi. Il est depuis utilisé en France pour ses qualités ornementales et pour la qualité de son bois.

C'est un arbre à feuilles caduques : peut atteindre 20 à 30 m de haut.

Confusion possible : avec le Févier d'Amérique (*Gleditsia triacanthos*) mais qui a des épines beaucoup plus longues (5 à 7 cm).

ÉCOLOGIE

C'est une espèce pionnière, cultivée et naturalisée partout en Europe sauf en altitude. Le Robinier est une espèce qui recherche la lumière et préfère des terrains secs et chauds. Elle s'implante préférentiellement en milieu ouvert. Sa grande capacité d'adaptation à basse altitude et sa rusticité vis-à-vis des conditions du sol lui permettent de coloniser des milieux perturbés. Il a une croissance très rapide et assure son expansion grâce à ses capacités à drageonner et à rejeter de souches.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison					■	■	■					
Fructification								■	■	■		

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : Le Robinier faux-acacia a une croissance rapide (0.4 à 1.2 cm par jour en début de croissance), et peut former des peuplements mono-spécifiques denses et ainsi provoquer une forte réduction de la diversité végétale.

Il s'agit d'une légumineuse qui est capable de fixer l'azote atmosphérique et de provoquer un enrichissement de cette substance dans le sol, avec, pour conséquence, l'élimination progressive des espèces de sols maigres, accélérant ainsi parfois le phénomène des succession végétales en ripisylves et éliminant des espèces pionnières indigènes. En outre, lorsqu'il s'installe en bordure du cours d'eau, son système racinaire ne permet pas une bonne tenue des berges.

Sanitaire : il contient de la robine (dans l'écorce) et de la robinine (dans les feuilles, les fleurs et les graines), ces deux substances étant toxiques pour l'homme (troubles intestinaux en cas d'ingestion massive).

Commercialisation : le Robinier faux-acacia a été et est actuellement massivement commercialisé (et cultivé) en France pour son bon niveau de productivité et la qualité de son bois, notamment en agriculture et en construction navale (piquets de clotûres, tuteurs, manches et pièces d'outils, etc.).

Le Robinier faux-acacia est aussi commercialisé comme plante ornementale, mellifère et fourragère.

CONSEILS

- Ne pas planter de Robinier faux-acacia.
- Ne pas couper le Robinier faux-acacia car il engendre de nombreux rejets.
- Améliorer les conditions de milieu en plantant des espèces locales, le Parc naturel régional du Verdon peut vous accompagner sur le choix d'espèces en vous fournissant une liste.
- Ne pas composter pour éviter une repousse.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.
- Éviter de faire des ouvertures à proximité de zones colonisées car la lumière favoriserait la germination des graines au sol.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES JEUNES FOYERS

Éliminer la plante et éviter son installation. Le fauchage annuel est très efficace sur les jeunes plants ou rejets.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS

Affaiblir la plante et limiter sa dispersion. Pour ce faire sur les bancs de graviers présents en rivière, il est proposé de dessoucher tous les Robiniers faux-acacias et de les incinérer.

La coupe des grappes de fleurs permet également de limiter sa dissémination. Cette opération doit être réalisée avant la fructification.

Sur les berges, il conviendra de mettre en place une campagne d'abattage sélectif et, en parallèle, de diversification de la ripisylve via quelques plantations adaptées car le Robinier ne supporte pas l'ombre.

Le cerclage ou l'annelage consiste à enlever l'écorce d'un individu sur toute la circonférence. Cette technique permet de stopper la circulation de la sève dans l'arbre, ce qui provoque son dessèchement en 1 à 2 ans. Compte tenu des risques de chutes d'arbres, cette technique est à employer dans les espaces naturels peu fréquentés. La période la plus favorable est la fin du printemps, lorsque la plante a puisé dans ses réserves pour élaborer son feuillage et avant qu'elle n'ait fabriqué de nouvelles feuilles.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers : dès le début du printemps.

Sur les foyers bien installés : durant la floraison et avant la fructification.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 13

SOLIDAGE GLABRE

SOLIDAGO GIGANTEA



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

Fleurs
Capitules jaunes regroupés à l'extrémité des tiges.

Tige
Ronde et glabre.

Racines
Rhizome pouvant atteindre jusqu'à 90 cm de long
Profondeur : 10-20 cm.

Fruits
Petit fruit sec de 1 mm de long.
Les fruits portent une aigrette de poils qui facilite la dispersion par le vent.

Feuilles
Alternes et allongées. 3 nervures longitudinales.
Face inférieure vert d'eau et légèrement ciliée sur les bords.

DESCRIPTION

Noms communs : Solidage glabre

Famille : Astéracées

Historique : plusieurs espèces vivaces de solidages ont été introduites en Europe au milieu du XVIII[e] siècle, comme plantes ornementales et mellifères. En France, le Solidage glabre est en expansion depuis le milieu du XX[e] siècle.

Le Solidage glabre est une plante herbacée vivace : il peut atteindre 2 m de haut.

Confusion possible : le Solidage verge d'or (*S. virgaurea*), espèce autochtone. Le Solidage américain (*S. canadensis*) est très semblable mais il se distingue notamment par sa tige velue, au moins dans sa partie supérieure.

ÉCOLOGIE

Le Solidage glabre se développe sur des sols humides calcaires. L'espèce préfère les sols riches en azote mais peut tolérer une large gamme de fertilité et de textures. Exigeante en lumière, elle peut néanmoins coloniser les bords ombragés et l'intérieur des forêts.

Reproduction sexuée : espèce vivace, monoïque (fleurs mâles et femelles à différents niveaux sur le même pied). Les graines sont produites en grande quantité 6 semaines après la floraison, sur une longue période de l'été jusqu'en hiver. La viabilité des graines est de deux ans. Les graines sont disséminées sur de longues distances par le vent.

Reproduction végétative : la plante produit aussi de nouveaux individus grâce à ses longs rhizomes souterrains développés dans la partie supérieure du sol (10-20 cm). Chaque année, un individu peut développer entre 5 et 50 rhizomes, donnant naissance à des populations circulaires pouvant atteindre plusieurs mètres de diamètre.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison								■	■	■	■	■
Fructification	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : les stations de Solidage conduisent à un appauvrissement de la biodiversité, souvent sur des milieux rares ou à protéger. En effet, les peuplements denses que forme le Solidage empêchent ou retardent le développement d'espèces locales, en particulier les arbustes et arbres. Leur implantation au niveau des prairies peut diminuer la valeur fourragère de celles-ci, les herbivores ne montrant pas d'appétence pour les Solidages.

Sanitaire : pas de risque sur la santé.

Commercialisation : espèce non commercialisée.



Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

CONSEILS

- Ne pas planter le Solidage.
- Améliorer les conditions du milieu en plantant des espèces locales.
- Ne pas composter pour éviter les repousses.
- Ne pas utiliser les produits chimiques car ce n'est pas efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES JEUNES FOYERS (MOINS DE 100 M²)

Dans certains cas, il peut être envisagé un décapage du sol sur au moins 30 cm de profondeur. La terre extraite doit être soit étendue sur une surface dure jusqu'au dépérissement total de la plante, soit enfouie dans une fosse de 2 à 2,5 m de profondeur, rebouchée après ajout de chaux vive, en dehors de toute zone humide.

Arrachage manuel et couverture du sol avec un géotextile pour empêcher le développement.

SUR LES FOYERS BIEN INSTALLÉS (PLUS DE 100 M²)

Deux opérations de fauchage par an et sur plusieurs années sont préconisées afin d'épuiser la plante. La fauche peut être couplée à des plantations de boutures de saules pour être efficace. Une veille de trois ans est nécessaire sur la zone pour s'assurer que le stock de graines du sol est épuisé.

Suivi : un suivi et de nouvelles prospections doivent être menés au minimum sur 3 ans consécutifs.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers (moins de 100 m²) : pendant et avant la floraison (fin mai et mi-août).

Sur les foyers bien installés (plus de 100 m²) : pendant et avant la floraison (fin mai et mi-août).

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 14

TOPINAMBOUR
HELIANTHUS TUBEROSUS



Fleurs
Chaque « fleur » jaune est en fait une inflorescence de nombreuses fleurs. En périphérie, elles portent un long pétale (2,5 à 4 cm de long) et entourent des fleurs centrales en tube, petites et jaunes.

Tige
Ronde, renferme une moelle. Hirsute avec des poils denses.

Racines
Longs rhizomes accumulant des réserves (comestibles).

Fruits
4 à 6 mm de longueur, munis de 4 poils.

Feuilles
Alternes dans la partie inférieure de la plante. Opposées dans la partie supérieure. Pétiolées. Larges et ovales, pointues à l'extrémité, grossièrement dentées. Face supérieure rugueuse au toucher. Face inférieure couverte de poils.

Photo de Anne Hover
Office national des forêts

DESCRIPTION

Noms communs : Topinambour, Artichaut de Jérusalem, Truffe du Canada ou Soleil vivace, Patate de Virginie.

Famille : Astéracées

Historique : le Topinambour est originaire d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), où il était cultivé par des tribus amérindiennes bien avant l'arrivée des Européens. Un explorateur français, Samuel de Champlain, découvrit la plante en 1605 lors de ses expéditions au Canada. Il rapporta que les populations indigènes la cultivaient de longue date comme fourrage et comme légume.

Le Topinambour est une plante vivace très rustique : elle résiste au froid et peut atteindre jusqu'à 3 m de haut, avec de fortes tiges, très robustes.

Confusion possible : il existe différentes variétés cultivées de topinambours.

ÉCOLOGIE

Le Topinambour est une espèce vivace, qui se dissémine quasi exclusivement de manière végétative (par le biais de ses rhizomes). Il peut devenir envahissant à cause de ses rhizomes. Il colonise les rives, les forêts riveraines, les bords de chemin, les dépotoirs et les gravières à basse altitude. Les populations dominantes se forment lorsque les besoins élevés en lumière, eau et nutriment sont satisfaits.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison									■	■		
Fructification	■	■	■								■	■

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : le Topinambour forme des populations denses sur les berges qui appauvrissent la diversité florale. Les parties aériennes disparaissent en hiver, créant des terrains nus, ce qui augmente les risques d'érosion.

Sanitaire : pas de risque sur la santé.

Commercialisation : plante ornementale et potagère (le rhizome est comestible), échappée des jardins.



Photo de Anne Hover
Office national des forêts

CONSEILS

- Ne pas planter l'espèce Topinambour.
- Améliorer les conditions du milieu, en plantant des espèces locales.
- Ne pas utiliser de produits chimiques car ils ont des effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.



www.shutterstock.com

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

Au printemps, les jeunes plants peuvent être arrachés facilement avec les rhizomes, lorsque le sol est suffisamment humide. Un contrôle d'efficacité est ensuite nécessaire. En été ou en automne, il est possible de faucher la végétation après avoir repéré et mesuré la surface de la station, puis de revenir pendant l'hiver afin de retourner la terre sur 10 à 30 cm de profondeur et enlever l'intégralité des rhizomes.

L'élimination des rhizomes doit se faire par incinération.

Suivi : un suivi de la zone d'éradication est à réaliser sur au moins deux ou trois ans, afin de s'assurer qu'aucun rhizome ne reprend.

PÉRIODE D'INTERVENTION

Sur les jeunes foyers : été ou automne, de juillet à octobre,

Sur les foyers bien installés : au printemps, d'avril à juin.

ESPÈCES ENVAHISSANTES

PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERDON | espèce végétale n° 15

VIGNE VIERGE

PARTHENOCISSUS INSERTA
PARTHENOCISSUS TRICUSPIDATA

Fleurs
Jaune-vert, pétales d'environ 3 mm.

Fruits
Baies bleu sombre à maturité d'un diamètre de 5 à 7 mm, contenant 4 graines et portées par des pédoncules rouge vif.



Tige
Brun-rouge

Feuilles
Vert brillant (puis rouge à l'automne), forme à 5 lobes typique de feuille de vigne. Vrilles opposées aux feuilles.

Photo de G. Ruiz
Parc du Verdon

DESCRIPTION

Noms communs : Vigne vierge, Fausse vigne vierge de Virginie.

Famille : Vitacées

Historique : les plantes appelées Vigne vierge correspondent à deux espèces, l'une originaire d'Amérique du Nord et l'autre d'Asie orientale. Elles ont été introduites au XVIII[e] siècle en Europe pour l'horticulture (plante ornementale).

La Vigne vierge est une plante vivace, ligneuse : elle peut grimper jusqu'à 20 m grâce à ses vrilles ou se développer horizontalement. Deux espèces de Vigne vierge coexistent et sont envahissantes (*P. inserta et P. tricuspidata*). Elles peuvent aussi s'hybrider.

Confusion possible : avec le Houblon (*Humulus lupulus*) mais qui a des feuilles rudes et râpeuses, plus découpées, ou avec la Vigne rouge (*Vitis vinifera*) ou la Vigne de rivages (*Vitis riparia*) mais les feuilles ne sont pas divisées jusqu'à la base.

ÉCOLOGIE

La Vigne vierge se développe à la fois sur les murs ou dans les lisières, les forêts, les haies, les sites embroussaillés en bord de cours d'eau. Elle apprécie les sols frais et humides. Cette liane se naturalise facilement hors des jardins grâce à ses vrilles. Le feuillage dense peut recouvrir les buissons ou les arbres qu'elle prend comme support.

Reproduction sexuée : en automne, les baies bleu sombre attirent les oiseaux et contrastent avec les feuilles qui prennent une couleur rouge vif. Les graines sont dispersées par les oiseaux.

Reproduction végétative : des vrilles avec 3 à 5 ramifications et sans ventouse aux extrémités.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Floraison					■	■	■					
Fructification								■	■			

Retrouvez l'ensemble des sources qui nous ont permis de rédiger ces informations sur **www.parcduverdon.fr**

IMPACTS

Environnementaux : par sa capacité d'étalement au sol ou en hauteur, la Vigne vierge forme des couverts denses qui étouffent les espèces locales.

Sanitaire : pas de risque sur la santé.

Commercialisation : la Vigne vierge est actuellement commercialisée en France en tant que plante ornementale. Elle est très prisée des particuliers qui la font grimper sur les murs de leur habitation.

CONSEILS

- Ne pas planter la Vigne vierge.
- Améliorer les conditions du milieu en plantant des espèces locales.
- Ne pas utiliser les produits chimiques car ce n'est pas efficace et des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Photo de G.Ruiz
Parc du Verdon



Photo de Paul Montagne

TECHNIQUE DE LUTTE ET D'ÉRADICATION

SUR LES JEUNES FOYERS (MOINS DE 100 M²)

La meilleure stratégie consiste à arracher manuellement les individus et ce travail doit être accompagné d'une sensibilisation des propriétaires riverains car, la plupart du temps, il s'agit d'individus issus de plantation volontaire en ornementation. L'opération consiste à extraire la plante ainsi que toutes les tiges.

Suivi : l'opération devra être répétée plusieurs années de suite afin d'éliminer complètement toutes les parties vivaces de la plante et elle devra être complétée par des plantations denses d'espèces locales pour empêcher le développement des semis.

PÉRIODE D'INTERVENTION

L'arrachage devra avoir lieu avant le mois de juin de manière à éviter la production de graines.

Annexe n° 7. Schéma de l'aménagement d'une zone refuge dans l'habitat individuel existant

AMÉNAGEMENT D'UNE ZONE REFUGE DANS L'HABITAT INDIVIDUEL EXISTANT F.4

Domaine d'application

Pour quel objectif visé ?

Mise en sécurité des occupants — Réduction du délai de retour à la normale — Réduction des dommages

Pour quel aléa ?

> 50 cm

Cette mesure est pertinente dès que la hauteur d'eau dans les pièces du logement peut atteindre 50 cm.

Situation(s) de travaux possibles

prévention spécifique au risque d'inondation	V
remise en état post-sinistre	V
amélioration thermique	
réhabilitation structurelle	V
remise aux normes	
entretien courant	

Pour quel corps d'état ?

charpente — couverture — étanchéité — revêtements — façade — maçonnerie — doublage — plomberie — terrasse — menuiserie

Quel est l'objectif des travaux?

L'objectif premier de cette mesure est la mise en sécurité des personnes. La zone refuge est une zone d'attente qui permet de se mettre à l'abri de l'eau jusqu'à l'évacuation éventuelle ou la décrue.
Elle doit être réalisée de manière à permettre aux personnes de se manifester auprès des équipes de secours et faciliter leur intervention d'évacuation par hélitreuillage ou par bateau.
Ses caractéristiques seront définies proportionnellement au nombre d'habitants et en considérant l'éventualité d'accès de cette zone refuge à des personnes handicapées.

Dans tous les cas, ce moyen d'accès sera pourvu d'un revêtement antidérapant.

En quoi consistent les travaux?

La zone refuge est un espace à identifier ou à créer à l'intérieur du logement au-dessus de la côte de la crue de référence. Sa création et son aménagement sont spécifiques à chaque logement et doivent composer avec les contraintes techniques et architecturales de l'existant. Elle doit cependant répondre systématiquement aux critères suivants :

Accès par les occupants

Cette zone doit être accessible depuis l'intérieur du logement dans des conditions défavorables : sans lumière, de nuit, et dans l'eau.
Un dispositif de signalisation peut permettre d'en identifier l'accès.
Son accès direct doit se faire prioritairement au moyen d'un escalier fixe avec une main courante.
Suivant les configurations et à défaut de place, l'installation d'une échelle fixe ou d'un escalier escamotable pourra être retenue.

Accès par les secours

La zone refuge doit permettre aux occupants de se signaler et elle doit également être accessible depuis l'extérieur par les secours. Le choix du mode d'intervention dépendant de nombreux critères (conditions atmosphériques, vitesse du courant, moyens à disposition), deux modes d'évacuation doivent être réalisables : par hélitreuillage et par bateau.
Il convient donc de créer dans la zone refuge un accès de dimensions adaptées de 1m x 1m, de type fenêtre de toit ou balcon, pour une éventuelle intervention par hélitreuillage.
Si l'ouverture de l'évacuation est située en hauteur, prévoir un marchepied ou un petit escabeau pour en faciliter l'accès.
Un anneau (ou une lisse d'amarrage) pourra être scellé dans le gros œuvre pour permettre l'amarrage d'une barque de secours. Il sera implanté à proximité de l'ouverture ou du balcon et, dans la mesure du possible, sur la façade abritée du courant.

Zone refuge aménagée dans les combles avec échelle interne d'accès et fenêtre de toit pour évacuation.

Ministère de l'égalité des territoires et du Logement
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

31

Que contient la mesure ?

Les dimensions

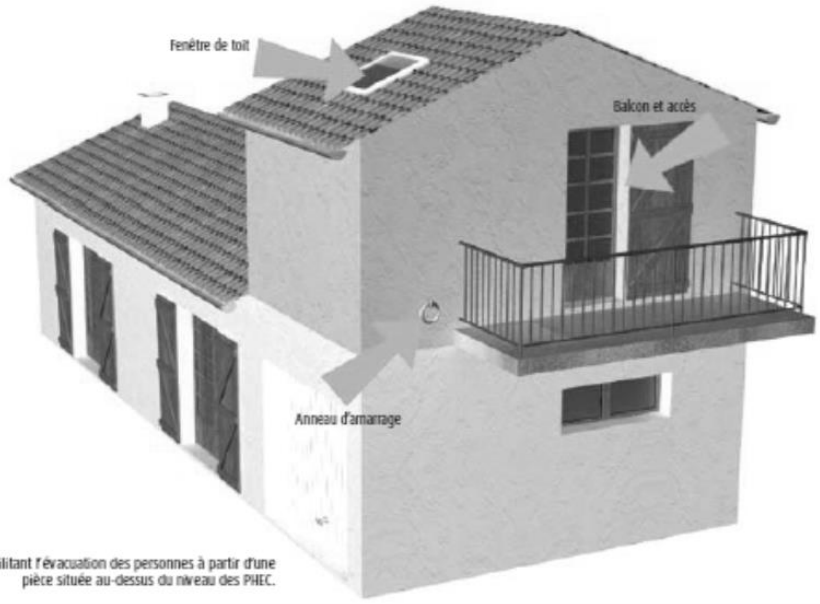
La surface de la zone refuge doit être dimensionnée en fonction du nombre d'habitants dans le logement sur la base d'une surface minimale de 1m² par personne. La résistance du plancher de la zone sera dimensionnée en conséquence.
Une hauteur minimale de 1m80 est la configuration la plus appropriée, cependant une hauteur de 1m20 reste acceptable : une zone refuge aux caractéristiques réduites par rapport à ces préconisations sera préférable à l'absence de zone refuge.
Dans la mesure du possible, une marge de sécurité sera prise pour tenir compte d'une évolution possible du nombre de personnes vivant dans le foyer ou de la présence d'éventuels visiteurs.

L'identification de la zone refuge se fera donc suivant la typologie du bâti :

- L'habitation dispose d'un étage et d'un balcon ou terrasse permettant l'évacuation par hélitreuillage (avancée de toiture faible ou inexistante) situés au-dessus du niveau de crue de référence, la zone pourra facilement être aménagée à cet étage sans travaux conséquents.
- L'habitation dispose bien d'un étage hors d'eau mais d'aucune issue satisfaisante permettant l'évacuation des personnes. Une issue devra être créée (balcon ou accès aux combles et châssis de toit).
- L'habitation ne respecte pas les conditions ci-dessus (absence d'étage et de balcon hors d'eau), la zone refuge devra être créée :
  - création d'un accès aux combles
  - création d'une fenêtre de toit
  - sécurisation autour de la zone afin d'éviter toute chute
  - éventuellement modification de la charpente (trappe d'accès et surcharge sur le plancher due aux occupants).

Une autre option consiste à réaliser une extension avec étage (garage ou autre partie de l'habitation) avec plancher au-dessus du niveau de crue de référence. Cette solution est possible uniquement si l'accès de la maison à la zone refuge est direct (passage par l'extérieur proscrit). L'évacuation devra être prévue : balcon, terrasse ou fenêtre de toit. Une toiture terrasse peut en dernier recours constituer une zone refuge si elle dispose d'un garde corps protégeant du risque de chute et si sa structure est prévue pour supporter la surcharge due aux personnes (voir Eurocode 1).

Nota : Il conviendra de porter une attention particulière aux enjeux patrimoniaux et architecturaux (secteurs sauvegardés et prescriptions contraires des documents d'urbanisme, à titre d'exemples).



Dispositifs facilitant l'évacuation des personnes à partir d'une pièce située au-dessus du niveau des PHEC.

Annexe n° 8. Arrêté préfectoral portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var – 26 septembre 2025

PRÉFET
DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer du Var

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SAF/2025 –08 du 26 septembre 2025

portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département du Var

Le préfet du Var,

Vu le Code forestier et notamment le titre III du livre I^er^ parties législative et réglementaire ;

Vu le Code l'urbanisme et notamment les articles L.113-1, L.311-1, L.322-2, L.442-1, L.443-1 à L.443-4, L.444-1 ;

Vu le Code civil ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-4, L.2213-25 et L.2215-1 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1, L.341-1, L.341-10, L.411-1 et 2 ;

Vu le Code pénal et notamment les articles 131-13, 131-35, 131-39, 221-6 et 222-19 ;

Vu l'article L.206-1 du Code rural ;

Vu la loi n°2053-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 août 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2024-284 du 29 mars 2024 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

Vu le décret n°2024-295 du 29 mars 2024 simplifiant les procédures de mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement ;

Vu l'arrêté interministériel en vigueur classant les bois et forêts exposés au risque d'incendie au titre des articles L.132-1 et L.133-1 du Code forestier ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2024 relatif aux obligations légales de débroussaillement pris en application de l'article L. 131-10 du Code forestier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2008 approuvant le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie pour la période 2008-2025 dans le département du Var ;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, lande, maquis et garrigue, en date du 24 juillet 2025 ;

Vu l'avis défavorable du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN), en date du 03 juin 2025 ;

Vu les résultats de la consultation du public réalisée du 11 au 31 août 2025 ;

Considérant que les bois, forêts, landes, maquis et garrigues du département du Var sont particulièrement exposés au risque d'incendie ;

Considérant l'efficacité reconnue des obligations légales de débroussaillement vis-à-vis de la prévention et de la lutte contre les incendies de forêt et de végétation ;

Considérant que les dispositions édictées en matière de débroussaillement pour assurer la prévention des incendies de forêt, faciliter la lutte contre ces incendies et en limiter les conséquences, doivent être mises en œuvre ;

Considérant que les travaux de débroussaillement sont considérés comme des travaux d'exploitation courante et d'entretien des fonds et constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts ;

Considérant qu'il convient, en, conséquence, de réglementer le débroussaillement et d'édicter toutes mesures de nature à assurer la prévention contre les incendies de forêt, à en réduire les conséquences et à faciliter la lutte ;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures permettant l'articulation des travaux de débroussaillement avec les enjeux de protection de la faune et de la flore sauvages, en particulier la préservation des habitats naturels susceptibles d'abriter des espèces protégées ;

Considérant que le Var est en grande partie recouvert par une forêt de type méditerranéenne, forêt très sensible au feu l'été au vu des conditions météorologiques (sécheresse, mistral), au vu des caractéristiques biologiques des essences (feuillage permanent contenant de nombreuses molécules inflammables) et qu'il convient, en conséquence de prendre des mesures de prévention contre les incendies ;

Considérant les hypothèses du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui prédisent une hausse des températures de 4 degrés à l'horizon 2100 liée au réchauffement climatique, ayant pour conséquence une augmentation des jours à risque élevé de feux de forêt, et qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures de protection des personnes et des biens ;

Considérant que le département du Var subit de grands incendies récurrents, notamment sur des secteurs dits de « couloir de feu » dans les massifs des Maures et de l'Estérel, comme illustré en annexe 5 ;

Considérant que la mise en œuvre du débroussaillement constitue, en particulier dans les secteurs dits « de couloir de feu », la meilleure façon de préserver dans les massifs adjacents les habitats naturels susceptibles d'abriter des espèces protégées ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

ARRÊTE

TITRE I : dispositions générales

Ces dispositions s'appliquent pour toutes les obligations légales de débroussaillement dont les périmètres seront décrits en titres II et III, sauf mentions contraires.

Les décisions préfectorales individuelles relatives à l'adaptation des modalités de débroussaillement obligatoire, prises antérieurement au présent arrêté, continuent de s'appliquer, sauf avis préfectoral contraire.

Article 1 - Champ d'application

Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, les dispositions du présent arrêté sont applicables seulement sur les massifs forestiers classés au risque d'incendie au titre des articles L.132-1 et L.133-1 du Code forestier, en nature de bois, forêt, plantation d'essences forestières, reboisement, landes, maquis, garrigues jusqu'à une distance de 200 mètres de ces terrains.

À l'intérieur de ce territoire sont concernés par les Obligations Légales de Débroussaillement (OLD) :

Pour les enjeux localisés :

- un périmètre minimum de 50 mètres autour de toutes les constructions, chantiers et installations de toute nature ; cette distance peut être portée jusqu'à 100 m, dans le cadre d'un plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) pris par arrêté préfectoral ou d'une décision communale prise par arrêté municipal ;
- l'ensemble des terrains en zone urbaine, lotissement, zone d'aménagement concertée ou association foncière urbaine.

Pour les équipements linéaires :

- une bande de largeur variable de part et d'autre de tous les réseaux de voiries ouvertes à la circulation publique, réseau ferré et réseau électrique ;

Les précisions concernant les périmètres et modalités d'application sont données en titre II (enjeux localisés) et III (équipements linéaires).

À l'intérieur de ce territoire ne sont pas concernés par les OLD les boisements rivulaires, tels que définis en Annexe 2.

L'Annexe 1 présente la carte du territoire soumis aux obligations légales de débroussaillement (OLD), dans le Var toutes les communes sont concernées.

Article 2 – Définitions et objectifs du débroussaillement

On entend par débroussaillement pour l'application du présent arrêté, les opérations de réduction des combustibles végétaux de toute nature (dont la suppression d'arbres) dans le but de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies. Ces opérations assurent une rupture suffisante de la continuité verticale et horizontale du couvert végétal et incluent le maintien en état débroussaillé.
Les travaux de débroussaillement menés en application des obligations légales de débroussaillement constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier par ordre les personnes, les animaux, les biens, et l'environnement.
Le débroussaillement, ainsi que le maintien en état débroussaillé, ne visent pas à faire disparaître l'état boisé et n'est ni une coupe rase ni un défrichement.

Au contraire, le débroussaillement doit :
- permettre un développement normal des boisements en place ;
- assurer leur renouvellement ou leur installation là où ils ne sont pas encore constitués, en laissant suffisamment de semis et de jeunes arbres.

Le débroussaillement ne concerne pas les espaces agricoles régulièrement entretenus.

Les autres termes techniques nécessaires à la compréhension de cet arrêté sont définis dans le glossaire en Annexe 2.

Article 3 - Règles générales de mise en œuvre

3.1 : Modalités techniques du débroussaillement et résultats attendus

3.1.1 Cadre général

Le débroussaillement et le maintien en état débroussaillé comprennent l'ensemble des opérations suivantes :

a) Le ratissage et l'élimination de tous les débris de végétaux, notamment les feuilles mortes et les aiguilles, dans un rayon de 20 mètres autour des constructions, installations et sur les toitures des bâtiments ainsi que dans les gouttières.

b) Pour la végétation herbacée et ligneuse basse : coupe ou broyage en totalité

c) Pour les arbustes :
-Sous le couvert des arbres, élimination des arbustes en totalité
-En dehors du couvert des arbres, suppression ou élagage des arbustes afin que ceux conservés soient à une distance de 3 mètres en tout point :
   - Des constructions, chantiers et installations de toute nature
   - Des houppiers des arbustes maintenus
   - Des houppiers des arbres maintenus

d) Pour les arbres : suppression ou élagage d'arbres afin que les houppiers des arbres conservés soient à une distance de 3 mètres en tout point :
   - Des constructions, chantiers et installations de toute nature
   - Des houppiers des autres arbres maintenus

   - Élagage à 2,50 mètres de hauteur pour les arbres de plus de 6m, ou sur un tiers de leur hauteur pour les sujets de moins de 6m.

e) Gestion des rémanents : élimination par broyage ou par exportation, dans le mois suivant la réalisation des travaux, de l'ensemble des rémanents issus du débroussaillement, et au plus tard le 15 juin. L'élimination peut exceptionnellement être réalisée par brûlage lorsque ni le broyage ni l'exportation ne sont possibles. Ce brûlage est alors réalisé dans le respect des dispositions locales encadrant l'emploi du feu et dans le respect de la réglementation relative aux biodéchets.

f) Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente sans impacter la litière du sol.

3.1.2 Dérogations

a) Dérogations à la mise à distance des branches des arbres

- La mise à distance ne s'applique pas aux peuplements de pins parasols de plus de 15 mètres de haut
- La mise à distance ne s'applique pas au-delà de 50 m de l'infrastructure à l'origine de l'OLD lorsque les OLD sont portées au-delà de 50 mètres, que ce soit par décision du maire ou dans le cadre d'un plan de prévention des risques d'incendie de forêt.
- dans un but de prise en compte du risque d'érosion, d'éboulement et de glissement de terrain et plus particulièrement sur les communes disposant de documents qui y font référence, la mise à distance des arbres entre eux ne s'applique pas sur les terrains présentant une pente supérieure à 45°, sauf si la pente est dans le sens du vent dominant (mistral sur tous les massifs sauf l'Estérel, vent d'Est sur l'Estérel).
- Des arbres remarquables peuvent être maintenus à proximité immédiate d'une construction, chantier ou installation de toute nature et d'infrastructures linéaires, sous réserve que ceux-ci soient isolés en tout point de plus de 5 mètres de tout autre arbre ou arbuste. Les cyprès, thuyas, eucalyptus et mimosas sont exclus de cette catégorie des arbres remarquables. Ces arbres remarquables seront maintenus, en taille d'entretien, sans étêtage de l'arbre.
- Des groupes d'arbres d'un diamètre maximal de 15 mètres peuvent être maintenus sans mise à distance, à condition qu'ils soient distants de plus de 3 mètres les uns des autres et situés à plus de 20 mètres de toute construction, installation ou chantier de toute nature. Essences exclues de ces îlots : cyprès, thuyas, eucalyptus, mimosas. Afin de limiter les feux de cimes, aucun groupe d'arbre ne doit être maintenu à moins de 5m de l'espace non débroussaillé.
- Des groupes d'arbustes d'un diamètre maximal de 3 mètres peuvent être maintenus sans mise à distance, à condition qu'ils soient distants de plus de 3 mètres les uns des autres et situés à plus de 20 mètres de toute construction ou installation.

b) dérogation pour le maintien des haies et plantations d'alignement

- Les haies et plantations d'alignement peuvent être maintenues, sous réserve que celles-ci soient distantes en tout point d'au moins 3 mètres des constructions, chantiers ou installations de toute nature, ainsi que des autres arbres et arbustes maintenus. De plus, les haies ne devront pas dépasser une hauteur de 2 mètres et une largeur de 2 mètres.
- Il est conseillé que les haies ne soient pas monospécifiques (voir guide DFCI : sensibilité des haies face aux incendies de forêt sous climat méditerranéen ONF-2012). Les types d'essence très inflammables (comme les cyprès, thuyas, eucalyptus, mimosas,...) sont à proscrire.

c) Dérogation pour le maintien d'îlots de végétation non débroussaillée

Dans un but de prise en compte de la biodiversité, il peut être maintenu – en nombre limité – des îlots non débroussaillés au niveau de la strate herbacée et arbustive, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- Être éloigné d'au minimum 20 mètres des constructions, chantiers et installations de toute nature
- Avoir une surface individuelle maximale de 20m2 (diamètre de 5m)
- Être séparé de 20 mètres d'un autre îlot de végétation
- Ne pas contenir d'arbre
- Être séparé des autres arbres et arbustes d'une distance minimale de 3 mètres

d) Dérogation pour le maintien d'arbres taillés en têtard et arbres morts sur pied

Si présents, peuvent être préservés un ou plusieurs arbres à cavité permanente, arbres taillés en têtard et arbres morts sur pied (hormis les essences résineuses). Les arbres morts sur pied ne doivent être maintenus que lorsqu'ils sont distants de plus de 20 mètres des constructions, chantiers, installations de toute nature et des équipements linéaires de transport. Ce maintien ne doit pas compromettre la sécurité des biens et des personnes et ne peut être réalisé qu'en l'absence de risque sanitaire.

3.2 : Modalités pratiques de mise en œuvre du débroussaillement

Les opérations de débroussaillement prévues à l'article 3.1 sont réalisées tout en tenant compte des mesures suivantes :

a) Les travaux devront être réalisés de manière progressive en partant des constructions, chantiers ou installations de toute nature, en direction de l'espace naturel (zones refuges), permettant ainsi à la faune sauvage de fuir ;

b) Sauf prescription préfectorale, des restrictions d'autorisation du broyage en plein s'appliquent dans les zones à broyer situées sur des terrains en état de bois, forêts, landes, maquis ou garrigues, aux abords des constructions, chantiers ou installations de toute nature (tel que défini au titre II du présent arrêté), ou dans tout périmètre soumis à obligation légale de débroussaillement aux abords des infrastructures linéaires.

Sur ces zones, lors de la première réalisation des OLD, c'est-à-dire lorsque la végétation est dense, buissonnante et arbustive, le broyage en plein est interdit sur des surfaces de plus de 8 000 m² du 16 mars au 15 août, lorsqu'il y a présence d'espèces protégées menacées, telle que référencé dans la cartographie régionale accessible sur :
https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice?map=4394a07c-65ac-406a-a82a-d9c54b7749bd

Cette restriction ne s'applique pas aux opérations d'entretien courant.
(Voir Annexe 4 : Modalités pratiques broyage en plein)

3.3 : Autres modalités spécifiques en cas de présence avérée d'espèce patrimoniale

Sauf prescription préfectorale, dans les zones de sensibilité majeure vis-à-vis de la Tortue d'Hermann référencées dans la cartographie départementale accessible sur l'outil cartographie dynamique de la DREAL (https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/les-cartographies-interactives-a11276.html, voir carte Générale de la DREAL -> Couche -> Nature et biodiversité -> Inventaire patrimonial - > Plan d'action en faveur des espèces -> Tortue d'Hermann), lors de la première réalisation des OLD, le broyage en plein est interdit sur des surfaces de plus de 8 000 m² du 15 février au 30 septembre.

Dans ces zones, le maintien d'îlots de végétation non débroussaillés tel que décrit au 3.1.2 c) est obligatoire pour toute opération de débroussaillement.

Article 4 - Élimination des rémanents suite à une exploitation forestière dans un périmètre soumis aux OLD

Après une exploitation forestière sur l'emprise d'obligations légales de débroussaillement, l'évacuation, le broyage ou le brûlage des rémanents et branchages issus de l'exploitation doit être assuré conformément aux dispositions prévues à l'article 3 ainsi qu'aux titres II et III, en respectant les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatif à l'emploi du feu et du brûlage des déchets verts.

Si le débroussaillement est déjà réalisé et conforme sur l'emprise de la coupe, le broyage et l'évacuation des rémanents incombe au propriétaire forestier. En revanche, si la coupe d'éclaircie contribue au débroussaillement incombant à un tiers, le broyage et l'évacuation des rémanents incombent à ce tiers.

Article 5 – Travaux de débroussaillement en site inscrit, classé ou en périmètre des monuments historiques

La réalisation des OLD n'est pas soumise à déclaration ou autorisation spéciale de travaux dans les sites inscrits ou classés et en périmètres de monuments historiques situés dans les zones ciblées à l'article 1er du présent arrêté. Ces travaux concourent à l'entretien et à la protection des sites et n'en constituent pas une modification définitive de l'état ou de l'aspect.

Par exception, les abattages d'arbres de haute-tige sont assujettis à autorisation préfectorale de modification de l'aspect du site classé ou du monument historique.
Le listing de l'ensemble des sites classés du Var est disponible au lien suivant :
https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/les-sites-classes-et-inscrits-a13304.html

Article 6 - Débroussaillement et maintien en état débroussaillé sur terrain d'autrui

Cas 1 = réalisation d'OLD pour des enjeux localisés

Le propriétaire qui doit pénétrer sur le fonds voisin pour réaliser son OLD d'enjeu localisé doit prendre au préalable les dispositions suivantes à l'égard du propriétaire et de l'occupant du fonds voisin :

- les informer - par tout moyen permettant d'établir date certaine - des obligations qui s'étendent à ce fond ;
- leur demander l'autorisation de pénétrer sur ce fonds aux fins de réaliser ces obligations ;
- rappeler au propriétaire du fonds voisin qu'à défaut d'autorisation donnée dans un délai d'un mois, et tant que celle-ci n'a pas été accordée, ces obligations sont mises à sa charge ;
- rappeler au propriétaire du fonds voisin qu'une absence de réponse correspond à un refus qui entraîne un transfert d'obligation vers lui ;
- rappeler au propriétaire du fonds voisin que la réponse (ou l'absence de réponse) est valable trois ans, mais qu'il peut revenir sur sa décision ultérieurement ;
- demander au propriétaire du fonds voisin de se prononcer sur le devenir des éventuels bois coupés. Par défaut, le bois coupé reste sa propriété, qu'il a obligation d'évacuer.

Le propriétaire qui refuse l'accès ou ne donne pas l'autorisation de pénétrer sur sa propriété devient alors responsable de la réalisation et du maintien en état débroussaillé.

Cas 2 = réalisation d'OLD pour des enjeux linéaires

Le gestionnaire qui doit pénétrer sur le fonds voisin pour réaliser son OLD d'enjeu linéaire doit prendre au préalable les dispositions suivantes à l'égard du propriétaire concerné :

- avec un délai de prévenance de 10 jours, informer les propriétaires - par tout moyen permettant d'établir date certaine - des obligations qui s'étendent à ces fonds ;
- rappeler au propriétaire de la parcelle concernée par l'OLD linéaire qu'à défaut de réponse à l'issue du délai des 10 jours, l'accord est réputé acquis pour le commencement des travaux sous 1 mois ;
- pour les propriétaires non identifiés (cf. glossaire), ou n'ayant pas donné de suite à l'envoi du courrier d'information, les bois sont laissés à disposition sur place pendant 1 mois, à compter du démarrage des travaux indiqué dans le courrier avisant le propriétaire, le gestionnaire est ensuite responsable de l'évacuation des produits restants.
- Lorsque les propriétaires ont explicitement (par écrit) renoncé à récupérer le bois issu des travaux OLD linéaires, alors le gestionnaire peut disposer librement des bois dès la phase de travaux, sans attendre le mois de délai.

Concernant l'accès sur les propriétés :
L'absence de réponse au courrier d'information envoyé par le gestionnaire au propriétaire, vaut accord pour pénétrer sur sa propriété privée non clôturée afin de réaliser l'OLD due par le gestionnaire.

TITRE II : dispositions spécifiques aux OLD des enjeux localisés

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des prescriptions des plans de prévention des risques incendie de forêt.

Article 7 - Débroussaillement des terrains en zone urbaine et urbanisée

L'obligation de débroussaillement et de maintien en état débroussaillé s'applique sur la totalité de la superficie des terrains construits ou non construits situés dans les zones urbaines.

L'obligation de débroussaillement et de maintien en état débroussaillé s'applique également sur la totalité de la surface des terrains construits ou non construits situés dans une zone d'aménagement concertée (ZAC), dans un lotissement, ou dans une association foncière urbaine (AFU).

Ce débroussaillement est à la charge du propriétaire du terrain.

Article 8 - Débroussaillement aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature

L'obligation de débroussaillement et de maintien en état débroussaillé s'applique aux abords des constructions , chantiers et installations de toute nature conformément à l'article 3 :

a) Pour les constructions, chantiers et installations ponctuelles :

Sur une profondeur de 50 mètres.

Ce débroussaillement est à la charge du propriétaire de la construction ou de l'installation.

Sont ainsi concernées, entre autres, les constructions de type habitations, garages, hangars ...

Au titre des installations de toute nature, sont notamment concernées les installations de type citernes de gaz, antennes relais et de télécommunication, caravanes immobilisées, les annexes techniques des réservoirs d'eau potable contenant des installations électriques, éoliennes, « postes sources » appartenant aux gestionnaires de réseaux éléctriques.

b) Pour les installations regroupant plusieurs constructions ou installations ponctuelles :

Sur une profondeur de 50 mètres ainsi que sur l'emprise de l'ensemble des constructions et installations.

Sauf exceptions spécifiées ci-après, le débroussaillement est à la charge du propriétaire des installations.

Sont ainsi concernées, entre autres, les installations de type aires de stationnement aménagées, terrains de sport, cimetières, tarmacs, carrières, décharges, postes électriques au sol, aires d'accueil des gens du voyage, parcs photovoltaïques et méthaniseurs etc.

Des dispositions particulières sont fixées pour les installations surfaciques suivantes : hôtellerie de plein air et des parcs de loisir, certaines aires d'accueil du public et sites SEVESO.

- Débroussaillement des terrains occupés par des aires d'accueil des gens du voyage, de l'hôtellerie de plein air, des parcs résidentiels de loisir et des parcs de loisir
Les terrains occupés par des aires d'accueil des gens du voyage, de l'hôtellerie plein air (camping, bungalows, caravaning, aires de campings car, parcs résidentiels de loisirs et de stationnement de caravanes ou habitations légères de loisirs) et des parcs de loisirs ou toute installation qui peut leur être assimilée y compris leurs parkings, sont considérés comme une seule entité à laquelle sera appliqué le débroussaillement selon les modalités suivantes :

Pour l'intérieur des terrains occupés par des aires d'accueil des gens du voyage, de l'hôtellerie plein air et des parcs de loisir, l'article 3 s'applique en tenant compte des dispositions suivantes :

- Par dérogation à l'article 3.1.1 alinéa b) :
    - la distance minimale entre les houppiers des arbres et les bungalows, caravanes et habitations légères est ramenée à 1 mètre.
- Par dérogation à l'article 3.1.2 alinéa b), la mise à distance des haies et plantations d'alignement est ramenée à 2 mètres des constructions, chantiers ou installations de toute nature.

Une bande de 50 mètres de large doit être débroussaillée sur leur périmètre extérieur selon l'ensemble des modalités de l'article 3.

Par dérogation à l'article 1, les boisements rivulaires sont concernés par l'obligation de débroussaillement au sein et en périphérie des terrains listés au présent point.

Dans ce cas, le débroussaillement est à la charge du gestionnaire du terrain ou, en l'absence de gestionnaire, du propriétaire du terrain.

- Débroussaillement des aires de repos routières et auto-routières
Les aires de repos ne sont pas à considérer comme partie intégrante de la voirie mais bien comme des installations de toute nature, à débroussailler sur une profondeur de 50 m (voire jusqu'à 100 m dans certaines zones de PPRIF ou extension par arrêté municipal) ainsi que sur l'emprise de l 'ensemble des constructions, au titre du L.134-6 du code forestier.

- Débroussaillement des aires d'accueil du public, situées à proximité immédiate d'un parking, dans les espaces naturels sensibles, les parcs naturels régionaux et nationaux, les réserves naturelles, le périmètre du conservatoire du littoral, les sites inscrits et classés
Sous réserve que la biomasse conservée ne permette pas la propagation d'un incendie, il est permis de procéder à un débroussaillement allégé, à travers la possibilité de déroger à la mise à distance des houppiers, autour des tables et bancs de pique-nique, poubelles, agrès sportifs, aires de jeux et tables d'orientation, lorsque ces équipements font partie d'une aire d'accueil du public dans les espaces naturels sensibles, les parcs naturels régionaux et nationaux, les réserves naturelles, ainsi que dans le périmètre des propriétés du conservatoire du littoral, les sites inscrits et classés.

- Débroussaillement des installations dites SEVESO

Les abords des installations mentionnées à l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, doivent être débroussaillés sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriété de l'établissement. Les modalités de réalisation des OLD sont celles prescrites à l'article 3.

Les travaux sont à la charge de l'exploitant de l'installation mentionnée à l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, pour la protection de laquelle la servitude est établie.

- Débroussaillement des « Parcs et Jardins » et « jardins remarquables »

Par exception, à l'intérieur des « parcs et jardins » et des « jardins remarquables » disposant de gardiens en période d'ouverture au public, les obligations légales de débroussaillement ne sont pas imposées à l'intérieur du parc. Elles restent cependant obligatoires sur une profondeur de 50 m en périphérie, dès lors qu'un bâtiment ou une installation se trouve à l'intérieur de ces parcs et jardins.

Article 9 - Débroussaillement aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature

L'obligation de débroussaillement et de maintien en état débroussaillé s'applique aux abords des voies non ouvertes à la circulation publique donnant accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature. Elle consiste au dégagement de toute végétation présente au-dessus des voies précitées afin de créer un gabarit de circulation de 4 mètres de haut par 4 mètres de large au-dessus de la bande de roulement afin de permettre le passage des véhicules de secours.

Le débroussaillement devra être réalisé sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre de la plate-forme.

Ce débroussaillement est à la charge du propriétaire de la construction, du chantier ou de l'installation générant l'obligation.

Article 10 - Contrôle et sanctions pour le débroussaillement entraîné par les enjeux localisés

Le fait pour le propriétaire de ne pas procéder aux travaux de débroussaillement ou de maintien en état débroussaillé, prescrits par les dispositions des articles 3 et 8 à 10 du présent arrêté est sanctionné selon les dispositions du code forestier ou du code de l'environnement.

Le maire assure le contrôle de l'exécution des obligations énoncées aux articles 8 à 10 du présent arrêté et met en œuvre si nécessaire les procédures de mise en demeure, le cas échéant assorties d'une astreinte journalière, de travaux d'office puis du recouvrement des sommes correspondantes au bénéfice de la commune, procédures prévues par le Code forestier afin de maintenir et de garantir la protection nécessaire autour des zones à enjeux.

Le propriétaire qui n'a pas procédé aux travaux de débroussaillement prescrits par la mise en demeure est passible, à l'expiration du délai fixé, de poursuites devant le tribunal correctionnel et peut être condamné au paiement d'une amende d'un montant maximum de 50 euros par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillement. Une amende administrative d'un montant similaire peut être prononcée par le préfet.

En cas de carence du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police, le représentant de l'État dans le département se substitue à la commune après une mise en demeure restée sans résultat. Dans ce cas, le coût des travaux de débroussaillement effectués par l'État est mis à la charge de la commune qui procède au recouvrement de cette somme dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Sont habilités à rechercher et constater les infractions forestières, outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents des services de l'État chargés des forêts, les agents en service à l'Office national des forêts et à l'Office français de la biodiversité, commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet ainsi que les gardes champêtres et les agents de police municipale et police rurale.

TITRE III : dispositions spécifiques aux OLD des équipements linéaires

Article 11 - Débroussaillement des voies ouvertes à la circulation publique non répertoriées comme des zones d'appui assurant la prévention des incendies de forêt

Pour les voies ouvertes à la circulation publique, seules sont soumises au débroussaillement les emprises de voies situées dans les massifs exposés définis à l'article 1er du présent arrêté, et jusqu'à une distance de 200 mètres de ces derniers.

L'État et les collectivités territoriales ou leurs groupements, ainsi que tous les propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, dont les sociétés concessionnaires d'autoroutes, ont l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé à leurs frais conformément aux dispositions suivantes :

	Dispositions générales :
Tous types de voies ouvertes à la circulation publique	- Afin de permettre le passage des véhicules d'incendie et de secours, un gabarit de circulation libre de toute végétation de 4 mètres par 4 mètres au-dessus de la bande de roulement. Le débroussaillement devra être réalisé sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre de la plate-forme. - Le débroussaillement consiste en la mise en œuvre de toutes les dispositions de l'article 3.
	Dispositions par type de voie :
Autoroutes :	- Maintien en état débroussaillé d'une bande latérale de 20 mètres de profondeur de part et d'autre de la plate-forme de la route (chaussée et accotement stabilisé), voir plan de débroussaillement pluriannuel du réseau autoroutier, visé à l'article 15
Routes nationales et communautaires :	- Maintien en état débroussaillé d'une bande latérale de 20 mètres de profondeur de part et d'autre de la plate-forme de la route (chaussée et accotement stabilisé).
Routes départementales :	Voir article 12 ci-après et la carte en annexe 3
Les autres voies ouvertes à la circulation publique (voies communales, chemins ruraux,...) :	- Maintien en état débroussaillé d'un gabarit de circulation libre de toute végétation de 4 mètres par 4 mètres au-dessus de la bande de roulement. Le débroussaillement devra être réalisé sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre de la plate-forme.

Pour tous les types de voies listées ci-dessus, le débroussaillement consiste en la mise en œuvre de toutes les dispositions de l'article 3.

Les bois d'un diamètre supérieur à 7 centimètres sont laissés débités à disposition du propriétaire ou de l'occupant du fonds voisin qui a un mois pour les enlever. À l'issue de ce délai, celui à qui incombe la charge du débroussaillement devra les éliminer. Les rémanents de coupes sont quant à eux éliminés conformément à l'article 3 alinéa e) du présent arrêté et à la réglementation en vigueur.

Article 12- Débroussaillement des voies ouvertes à la circulation publique répertoriées comme des voies assurant la prévention des incendies de forêt

Les modalités de débroussaillement de ces voies sont définies dans les PDAF, PIDAF, plans de massif ou autre schéma, en déclinaison du PDPFCI.

Pour les voies ouvertes à la circulation publique répertoriées comme voies assurant la prévention des incendies de forêt, seules sont soumises au débroussaillement les emprises de voies situées dans les massifs exposés définis à l'article 1, et jusqu'à une distance de 200 mètres de ces derniers.

Concernant le schéma de débroussaillement des routes départementales, en application de l'article L.134-13 du Code forestier et suite à l'avis favorable émis par la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue, lors de sa séance du 24 juin 2024, le schéma global de débroussaillement du réseau des voies départementales actualisé présenté par le Département dont les modalités figurent ci-dessous, est agréé.

Les voies départementales ou voies d'intérêt DFCI sont classées en plusieurs catégories en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour la lutte contre les feux de forêt, et sont débroussaillées conformément aux dispositions du guide départemental des équipements DFCI :

- les voies bénéficiant d'un débroussaillement de type « zone d'appui élémentaire » (ZAE) d'une largeur minimale de 50 mètres ;
- les voies bénéficiant d'un débroussaillement de type « zone d'appui principale » (ZAP) d'une largeur une largeur totale maximum de 100 mètres ;
- les voies bénéficiant d'un traitement du végétal de type « piste de liaison », débroussaillement de 2 m de part et d'autre de la voie.

En annexe 3 se trouve la cartographie de ces types de routes ZAE et ZAP, accompagnée du tableau qui les détaille.

Les bois d'un diamètre supérieur à 7 centimètres sont laissés débités à disposition du propriétaire ou de l'occupant du fonds voisin qui a un mois pour les enlever. À l'issue de ce délai, celui à qui incombe la charge du débroussaillement devra les éliminer. Les rémanents de coupes sont quant à eux éliminés conformément à l'article 3 alinéa e) du présent arrêté et à la réglementation en vigueur.

Article 13 - Débroussaillement des infrastructures ferroviaires

Pour les infrastructures ferroviaires, seules sont soumises au débroussaillement les voies ferrées dont les emprises sont situées dans les massifs exposés définis à l'article 1, et jusqu'à une distance de 20 mètres de ces derniers.

Sont exclus du champ du débroussaillement les voies ferrées non circulées, les zones emmurées, les tunnels et les ponts.

Les bois d'un diamètre supérieur à 7 centimètres sont laissés débités à disposition du propriétaire ou de l'occupant du fonds voisin qui a un mois pour les enlever. À l'issue de ce délai, celui à qui incombe la charge du débroussaillement devra les éliminer. Les rémanents de coupes sont quant à eux éliminés conformément à l'article 3 alinéa e) du présent arrêté et à la réglementation en vigueur.

La société SNCF Réseau procède à ses frais au débroussaillement et au maintien en état débroussaillé conformément à l'annexe relative au réseau SNCF validé le 11 juillet 2019.

Article 14 - Débroussaillement des infrastructures de transport et de distribution d'énergie électrique

Pour les infrastructures de transport et de distribution d'énergie électrique, seules sont soumises au débroussaillement les emprises des lignes électriques aériennes exclusivement situées dans les massifs exposés de plus de 4 hectares définis à l'article 1.

En cas de superposition avec une obligation de débroussaillement sur des enjeux localisés, le débroussaillement, réalisé selon les modalités décrites ci-dessous, est à la charge du gestionnaire de l'infrastructure électrique.

Les postes électriques de distribution publique pourront faire l'objet – dans le cadre d'un arrêté préfectoral spécifique - d'une profondeur de débroussaillement différenciée et adaptée aux enjeux et à l'aléa feu de forêt, arrêtée sur proposition argumentée du distributeur d'énergie électrique et après avis de la sous-commission feu de forêt.

Les transporteurs ou distributeurs d'énergie électrique exploitant des lignes aériennes ont, à leurs frais, l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé et de prendre des mesures spéciales de sécurité conformément aux conditions suivantes :

a) **La société Enedis** procède, à ses frais, au débroussaillement et au maintien en état débroussaillé conformément à l'étude des enjeux exposés à l'aléa feux de forêt du 3 juin 2021 et à l'arrêté préfectoral portant agrément du schéma de gestion des obligations légales de débroussaillement des ouvrages ENEDIS dans le département du Var du 24 février 2022, à savoir :

Réseau Moyenne Tension :

- Élagage latéral à 5 mètres des conducteurs, avec suppression de la végétation en surplomb, sur un cycle de 3 ans, soit environ 350 km de lignes par an ;
- Création d'environ 30 km par an de layons par suppression de toute végétation arborée et arbustive sous les conducteurs et jusqu'à 5 mètres latéralement des conducteurs. Les arbres au-delà des 5 mètres susceptibles de tomber sur les conducteurs sont abattus (corridors de part et d'autre des lignes) ;
- Renforcement de la tenue mécanique : 30 km par an (renforcement des attaches, des armements, contre la chute de conducteurs à terre).
- Effacement de la moitié des lignes moyenne tension en aérien à fils nus (1 200 km) dans les zones boisées à l'horizon 2050 par enfouissement de 600 km de ligne HTA.

Réseau Basse Tension :

- Élagage latéral à 3 mètres hors agglomération sur un cycle de 2 ans d'environ 200 km par an des lignes basse tension.
- Effacement des lignes basse tension à fils nus (123 km, soit 2 % du réseau fils nus) en zone boisée à l'horizon 2030.

b) **La société RTE** procède à ses frais au débroussaillement et au maintien en état débroussaillé conformément à l'arrêté préfectoral portant agrément du schéma de gestion des obligations légales de débroussaillement des ouvrages RTE dans le département du Var du 28 juillet 2020, à savoir :

- 5 427 hectares d'emprises de lignes HT à débroussailler,
- 1 189 pylônes classés par l'étude en risques forts et très forts représentant un débroussaillement global de 40,80 ha, soit un débroussaillement de 8 mètres de rayon sous les pylônes de 63 KV, de 11 mètres de rayon sous les pylônes de 225 KV, de 16 mètres de rayon sous les pylônes de 400 KV.

Les bois d'un diamètre supérieur à 7 centimètres sont laissés débités à disposition du propriétaire ou de l'occupant du fonds voisin qui a un mois pour les enlever. À l'issue de ce délai, celui à qui incombe la charge du débroussaillement devra les éliminer. Les rémanents de coupes sont quant à eux éliminés conformément à l'article 3 alinéa e) du présent arrêté et à la réglementation en vigueur.

Article 15 - Mesures alternatives au débroussaillement des équipements linéaires

Le préfet peut arrêter, sur proposition des propriétaires ou des gestionnaires des équipements linéaires cités aux articles 11 à 14, des mesures alternatives au débroussaillement permettant de supprimer les bandes de terrain à débroussailler ou à maintenir en état débroussaillé ou d'en réduire la largeur, dès lors que ces mesures assurent la sécurité des biens et des personnes avec la même efficacité.

L'étude réalisée par les propriétaires ou des gestionnaires des équipements linéaires sera soumise à l'avis de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité avant que l'autorité préfectorale ne décide de sa validation au titre du présent arrêté.

Les études réalisées antérieurement au présent arrêté préfectoral par les communes ou EPCI, et par les gestionnaires d'équipements linéaires restent valables. Elles peuvent être révisées en cas de besoin.
Les mesures dérogatoires relatives aux équipements linéaires sont reprises dans les arrêtés préfectoraux et annexes suivantes :

- arrêté préfectoral portant agrément des schémas de débroussaillement du réseau des voies départementales et du réseau des voies ferrées du département du Var du 21 août 2019,
Annexe 1 - schema global de débrousaillement du réseau des voies départementales du Var.
(cette annexe évolue avec la signature du présent arrêté voir Annexe 3 : Schéma de débroussaillement des Routes Départementales du Var, ci après)
Annexe 2- Schéma global de débroussaillement du réseau des voies ferrées du Var.

- arrêté préfectoral portant agrément du schéma de gestion des obligations légales de débroussaillement des ouvrages RTE dans le département du Var du 28 juillet 2020

- arrêté préfectoral portant agrément du schéma de gestion des obligations légales de débroussaillement des ouvrages ENEDIS dans le département du Var du 24 février 2022

- plan de débroussaillement pluriannuel du réseau autoroutier concédé dans le département du Var, défini à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 (alinéa c de l'article 5) portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var

Article 16 - Contrôle et sanctions pour le débroussaillement entraîné par les équipements linéaires

Le préfet assure le contrôle de l'exécution des obligations énoncées aux articles 11 à 15 du présent arrêté et met en œuvre si nécessaire les procédures administratives de mise en demeure 2 mois après avoir informé le responsable des OLD.

Lorsque le responsable des OLD linéaires n'a pas procédé aux travaux prescrits par la mise en demeure à l'expiration du délai de 2 mois, le préfet peut prononcer une amende dont le montant ne peut excéder 50 euros par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillement. Le préfet peut également décider de l'exécution d'office des travaux.

TITRE IV : mise en application de l'arrêté préfectoral

Article 17 - Abrogation de l'arrêté antérieur

L'arrêté préfectoral relatif aux obligations légales de débroussaillement du 31 mars 2015 est abrogé à la date de publication du présent arrêté.

Article 18 - Mise à jour du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu

Le plan local d'urbanisme, ou tout autre document d'urbanisme en tenant lieu, est mis à jour par l'autorité compétente (le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale) en y annexant la carte du territoire soumis aux obligations légales de débroussaillement, disponible en Annexe 1.

Article 19 – Publicité et voies de recours

Le présent acte peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon par un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Var.
Il peut également faire l'objet, auprès du préfet, d'un recours gracieux. Celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme du délai de deux mois vaut rejet implicite.
Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet https://www.telerecours.fr/

Article 20 – Exécution

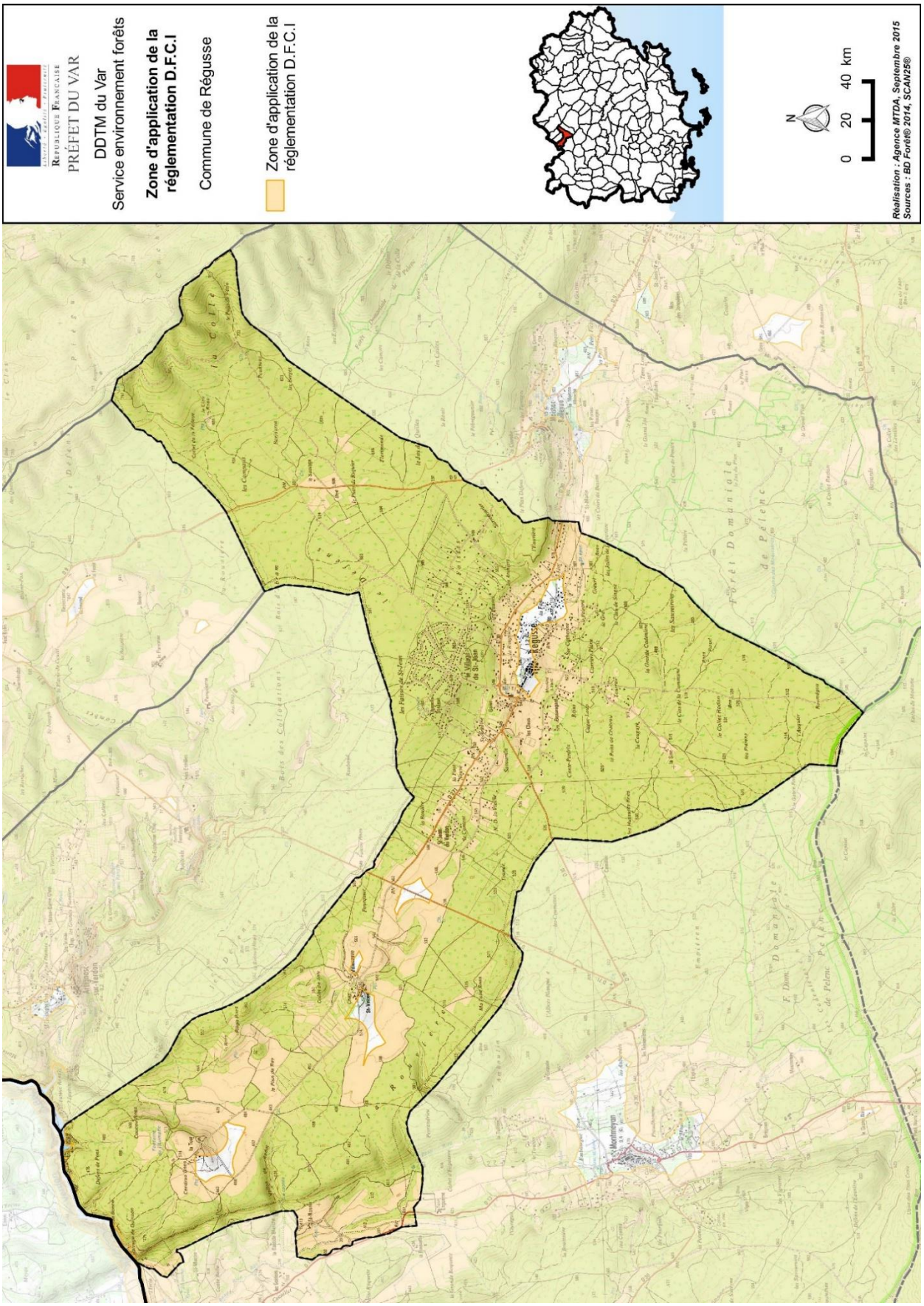
Le secrétaire général de la préfecture du Var, les sous-préfets de Draguignan et de Brignoles, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'agence interdépartementale de l'office national des forêts, les maires et policiers municipaux, et les agents mentionnés à l'article L.161-4 du Code forestier sont chargés, chacun en ce qui le concerne et dans leurs domaines de compétences respectifs, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département par les soins des maires.

Fait à Toulon, le 26 septembre 2025
le Préfet

Signé

Simon BABRE

Annexe n° 9. Illustration de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2025

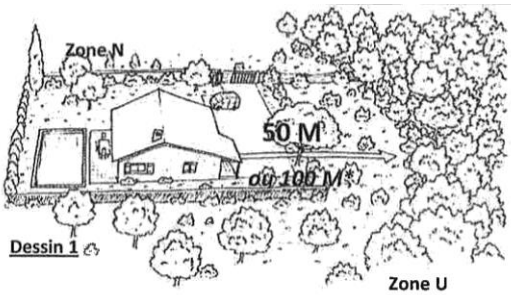


Extraits de l'article 1

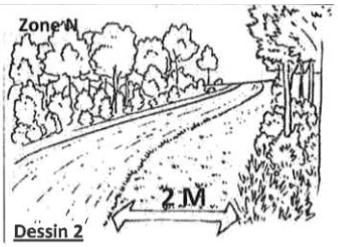
En zone N *(naturelle ; voir PLU ou POS)* : abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de **50 m (dessin 1)** ainsi qu'aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de **2 m (dessin 2)** de part et d'autre de la voie.

***Profondeur portée à 100 m**

- *en zone R et En1 pour les communes concernées par un plan de prévention des risques incendie de forêt (PPRIF) ;*
- *Par arrêté municipal s'il y a lieu.*

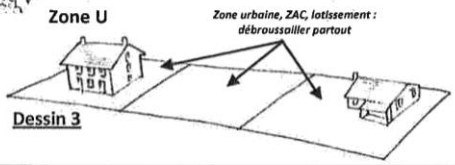


Dessin 1



Dessin 2

En zone U *(urbaine ; voir PLU ou POS)* : Terrains, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones urbaines **(dessin 3).**

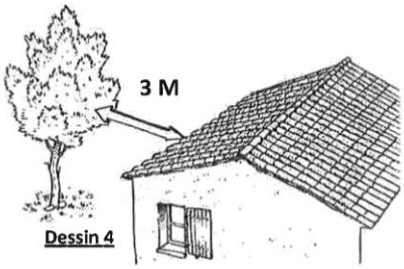


Dessin 3

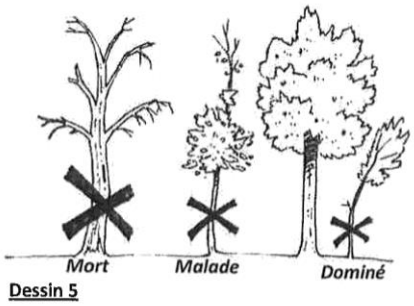
Article 4 : Modalités techniques du débroussaillement

Dans les zones mentionnées à l'article 1, il est rendu obligatoire le débroussaillement et le maintien en état débroussaillé, entendus comme incluant la réalisation et l'entretien des opérations suivantes.

1. Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages des arbres à une distance minimale de tout point des constructions et de leurs toitures et installations d'au moins **3** mètres **(dessin 4).**



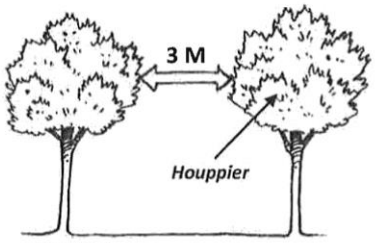
Dessin 4



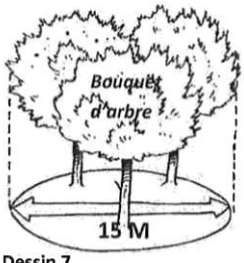
Dessin 5

2. La coupe et l'élimination des arbres et arbustes, morts, malades ou dominés **(dessin 5).**

3. L'éloignement des houppiers des arbres et arbustes maintenus d'au moins **3** mètres les uns des autres **(dessins 6).**



Dessin 6

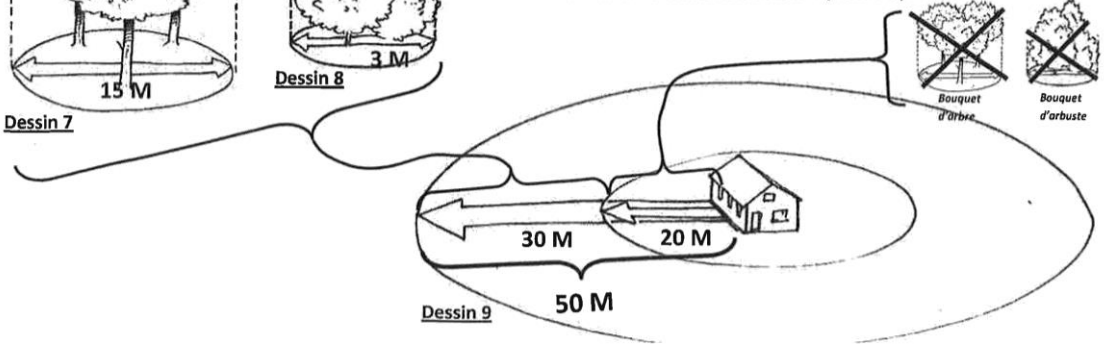


Dessin 7



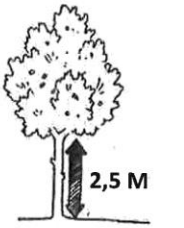
Dessin 8

4. Par dérogation à la disposition précédente, il est possible de maintenir en nombre limité des bouquets d'arbres d'un diamètre maximal de **15** mètres **(dessin 7)** et des bouquets d'arbustes d'un diamètre maximal de **3** mètres **(dessin 8),** à condition qu'ils soient distants de plus de **3** mètres les uns des autres et situés à plus de **20** mètres de toute construction **(dessin 9).**



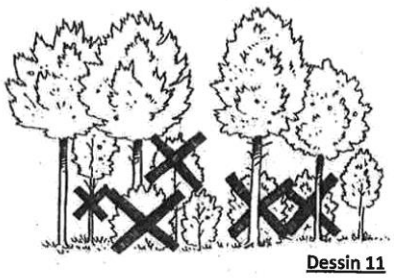
Dessin 9

5. L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de **2,5** mètres du sol **(dessin 10).**



Dessin 10

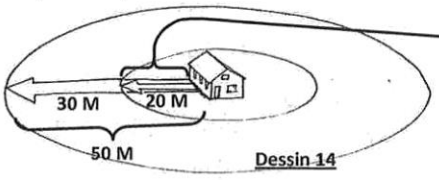
6. La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier **(dessin 11).**


Dessin 11

7. La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse **(dessin 12).**


Dessin 12

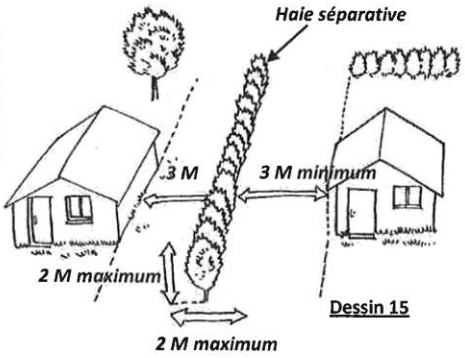
8. Le ratissage et l'élimination de tous les débris de végétaux, notamment les feuilles mortes et les aiguilles **(dessin 13)**, dans un rayon de **20** mètres autour des constructions et installations et sur les toitures des bâtiments **(dessin 14).**



Dessin 14


Dessin 13

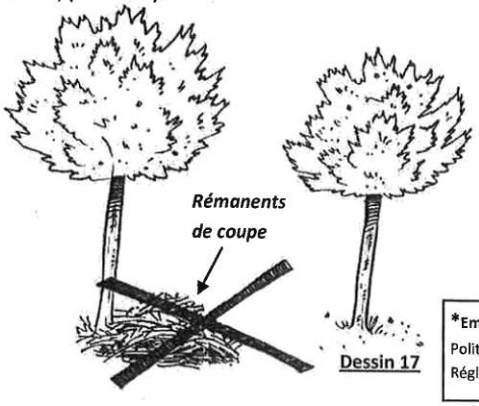
9. Les haies séparatives, doivent être distantes d'au moins 3m des constructions, des installations et de l'espace naturel, et avoir une épaisseur maximale de **2** mètres et une hauteur maximale de **2** mètres **(dessin 15).**



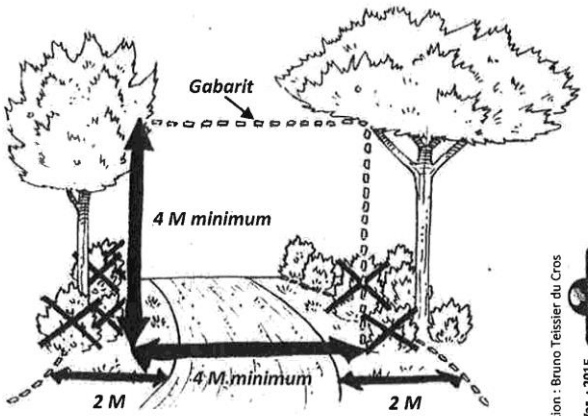
Dessin 15

10. Les voies d'accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature doivent être dégagées de toute végétation sur une hauteur de **4** mètres à l'aplomb de la plate-forme et sur la totalité de la largeur de la plate-forme, de manière à garantir un **gabarit** de passage de **4** mètres. Elles doivent être débroussaillées sur une profondeur de **2** mètres de part et d'autre **(dessins 16).**

11. L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillement. Cette élimination peut notamment être effectué par broyage, compostage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect des dispositions encadrant **l'emploi du feu***) **(dessin 17).**



Dessin 17



Dessin 16

***Emplois du feu** : consulter http://www.var.gouv.fr : Accueil/ Politiques publiques/Environnement/Forêt/Emploi du feu/ Réglementation de l'emploi du feu dans le Var

Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente.

onception, réalisation et illustration : Bruno Teissier du Cros
NF pôle DFCI Alpes Maritimes-Var ; 2015

Annexe n° 10. Arrêté préfectoral n°2017/01-004 du 8 février 2017 portant approbation du règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Var

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAR

PREFECTURE DU VAR
Cabinet du préfet
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civile (SIDPC)

ARRETE PREFECTORAL n° 2017/01-004 du 8 février 2017 PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE DU VAR

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2213-32, L 2225-1 à L 2225-4, L 5211-9-2-I, R 2225-1 à R 2225-10 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment le livre VII dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu le code de l'urbanisme, article R.111-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son livre 1er, titre II, chapitres I à III, dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L211-1, L214-1 et suivants et L214-8 ;

Vu le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 1er février 1978 modifié approuvant le règlement d'instruction de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2007 portant approbation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du Var ;

Vu l'arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie et abrogeant la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, la circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales et la circulaire du 9 août 1967 relative au réseau d'eau potable, protection contre l'incendie dans les communes rurales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2015 portant approbation du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours du Var ;

Vu la délibération du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Var n° 16-99 en date du 20 décembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Var et de Madame la présidente du conseil d'administration du Service Départemental d'incendie et de Secours du Var,

ARRETE

Article 1 : Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) annexé au présent arrêté est approuvé. Il est consultable aux SIDPC en préfecture du Var.

Article 2 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Var ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon (5 rue racine – BP 40510 83 041 TOULON CEDEX 9).

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture du Var, le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Var, les sous-préfets de Draguignan et de Brignoles, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur du service départemental d'incendie et de secours du Var, les maires du département du Var, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TOULON, le 09 FEV. 17

Le Préfet,

Jean-Luc VIDELAINE

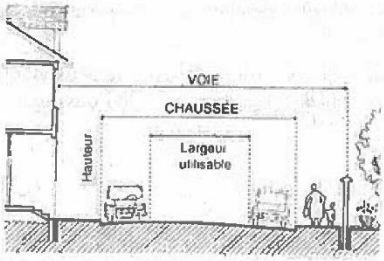
Annexe n° 11. Préconisations du SDIS en matière : de desserte et d'accessibilité, dispositions constructives dans les zones soumises au risque incendie de forêt, aménagement des espaces communs publics ou privés

Avis Sdis – PLU Régusse 2023
Annexe 1 - Préconisations du Sdis en matière de desserte et d'accessibilité

DEFINITIONS

Dans la suite du texte la notion de « voie » comprend les espaces aménagés ayant pour limite les constructions ou les saillies de construction les plus proches et /ou les limites de propriétés. Elle comprend notamment :

- Les trottoirs
- la chaussée, elle-même composée de la bande roulante (largeur utilisable) et d'un espace réservé au stationnement :



Desserte :

Afin de se rendre à l'adresse postale d'un bâtiment, les services de secours doivent pouvoir emprunter un ensemble des voies ouvertes à la circulation publique desservant le terrain assiette du projet.

Les voies de circulation doivent avoir les spécifications minimales suivantes :

Largeur utilisable minimum (bande de stationnement exclue)	3 mètres en sens unique et 3,5 mètres pour les voies à double sens. En zone soumise à l'aléa de feu de forêt cette largeur est portée à 4 mètres.
Force portante	Calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons *(dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres)*
Rayon intérieur minimum	R = 11 mètres
Surlargeur	S = 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
Hauteur libre	3,5 mètres
Pente	Inférieure à 24 % *(Pour les zones d'urbanisation dense et groupée, une pente de 30,5 % pourra ponctuellement être possible après accord du Sdis)*

Suivant la destination du bâtiments desservis, la largeur utilisable des voies de desserte peut être portée jusqu'à à 6 mètres (établissements industriels, OAP avec nombreuses unités d'habitations prévues, ERP importants…).

Dans les zones soumises à l'aléa feu de forêt, des rétrécissements de 1 mètre peuvent être autorisés sur les voies de desserte dans la mesure où :

- Pour les voies à sens unique ils sont d'une longueur de moins de 100 mètres par portions 1 kilomètre.
- Pour les voies à double sens ils sont d'une longueur de moins de 20 mètres par portion de 100 mètres sous réserve de covisibilité aux deux extrémités.

Pour les voies à double sens pour lesquels il existe un ou plusieurs rétrécissements d'une longueur comprise entre 20 et 50 mètres par portion de 100 mètres sans possibilité d'élargissement, une des solutions suivantes est à envisager :

- la mise en place de feux tricolores ;
- la création de surlargeurs de 2 mètres d'une longueur équivalente aux longueurs de rétrécissements. Cette surlargeur aura pour effet de porter la largeur de la voie à 5.00 mètres, bandes de stationnement exclues.

Les pistes DFCI inscrites dans PIDAF, ou un PDAF, ne peuvent être considérées comme des voies de desserte sans avis favorable du gestionnaire de l'ouvrage et du Sdis.

Accessibilité des bâtiments :

L'accessibilité des bâtiments est définie par l'ensemble des cheminements permettant aux moyens de secours d'accéder au risque à défendre à partir d'une voie ouverte à la circulation publique.

Les pistes DFCI inscrites dans PIDAF ou un PDAF ne peuvent être considérées comme des voies d'accès sans avis favorable du gestionnaire de l'ouvrage et du Sdis.

Voie engin

Voie circulable et utilisable par les engins des services de secours et de lutte contre l'incendie présentant les caractéristiques de portance et de géométrie qui permettent la circulation d'un véhicule de secours. Les caractéristiques minimales d'une voie engin sont les suivantes :

Largeur utilisable minimum (bande de stationnement exclue)	3 mètres minimum En zone soumise à l'aléa de feu de forêt cette largeur est portée à 4 mètres.
Force portante	Calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres)
Rayon intérieur minimum	R = 11 mètres
Surlargeur	S = 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
Hauteur libre	3,5 mètres
Pente	Inférieure à 15%

Voie engin « ERP »

Pour les ERP, la définition de la voie engin, dite « ERP » est la suivante :

Largeur utilisable minimum (bande de stationnement exclue)	3 à 6 mètres suivant l'établissement desservis
Force portante	Calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons (avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum)
Résistance au poinçonnement	80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²
Rayon intérieur minimum	R = 11 mètres
Surlargeur	S = 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
Hauteur libre	3,5 mètres
Pente	Inférieure à 15%

Voie échelle

Section de voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes. Les caractéristiques minimales d'une voie échelle sont les suivantes :

Longueur minimale	10 mètres
Largeur de chaussée	4 mètres minimums portée à 7 mètres pour les voies en impasses
Résistance au poinçonnement	100 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²
Pente	10% maximum

Cheminement dévidoir

Cheminement présentant les caractéristiques permettant le passage d'un dévidoir incendie ou des moyens de sauvetage et secours. Les caractéristiques minimales d'un cheminement dévidoir sont les suivantes :

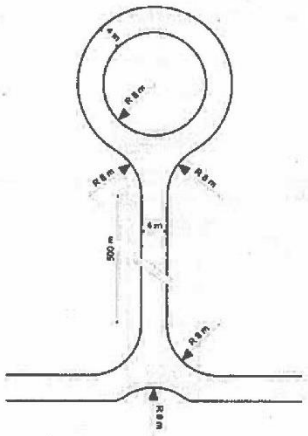
Largeur libre	1,8 mètres minimum
longueur	50 mètres maximum
Force portante	Sol compact et stable permettant aux sapeurs-pompiers de tirer un dévidoir de tuyaux de 200 kilogrammes
Hauteur libre	2,5 mètres
Pente	Inférieure à 10%

Aire de retournement :

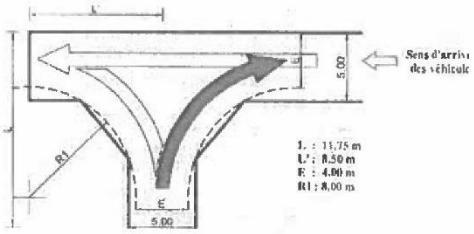
Les aires de retournent sont des emplacements spécifiquement dédiés afin de permettre aux engins de secours d'effectuer un demi-tour en moins de 3 manœuvres. Compte tenu des véhicules dont est doté le Sdis, les dimensions des aires de retournement sont différentiées suivant le type de véhicules qui est amené à y circuler.

Aire de retournement pour engins de secours

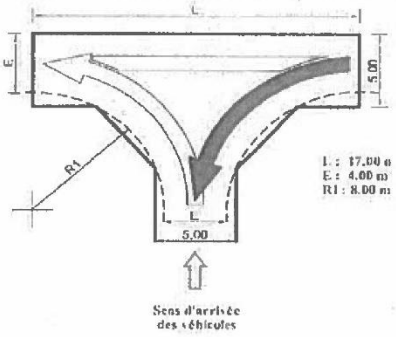
VOIE EN IMPASSE AVEC AIRE DE RETOURNEMENT SANS MANOEUVRE EN BOUT



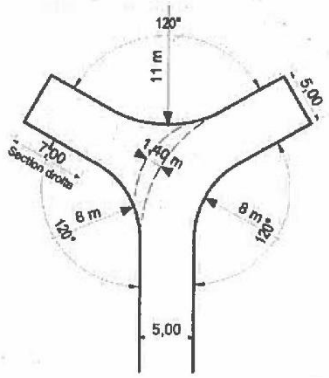
AIRE DE RETOURNEMENT EN L POUR ENGINS DE SECOURS



AIRE DE RETOURNEMENT EN T POUR ENGINS DE SECOURS



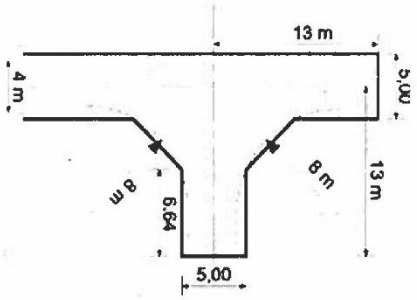
AIRE DE RETOURNEMENT EN Y POUR ENGINS DE SECOURS



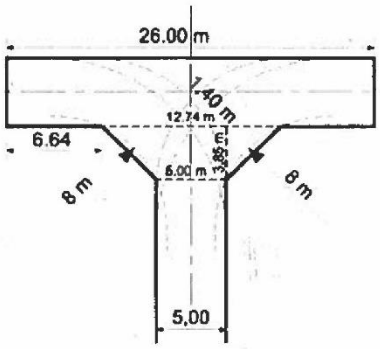
Aire de retournement pour échelle aérienne :

Pour les manœuvres des échelles aériennes les aires de retournement en L et T sont adaptées comme suit : :

AIRE DE RETOURNEMENT EN L POUR ECHELLE



AIRE DE RETOURNEMENT EN T POUR ECHELLE



Aire mise en œuvre des engins :

Surface permettant le stationnement des engins de secours et la mise œuvre des équipements incendie (prise de matériels dans les coffres latéraux, passage du dévidoir roulant …). Ces dimensions sont de minimum 4 X 8 mètres.

Avis Sdis – PLU Régusse 2023
Annexe 2 - Préconisations du Sdis en matière de mesures constructives des bâtiments soumis à un aléa feu de forêt ou inondation.

LES DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DANS LES ZONES SOUMISES AU RISQUE D'INCENDIE DE FORET

La doctrine nationale de sécurisation des populations menacées par un feu de forêt étant le confinement dans un habitat en dur, les bâtiments doivent être conçus pour servir de refuge. L'évacuation des populations est une mesure exceptionnelle, anticipée, ordonnée par le directeur des opérations de secours.

Pour tout projet de construction en zone à risque, il est de la responsabilité de son propriétaire de prévoir et de s'assurer de sa mise en sécurité, en prenant toutes les mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maitre d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Ces dispositions viennent en complément de celles imposées par ailleurs par les règlements de sécurité contre l'incendie relatifs aux établissements recevant du public, aux immeubles d'habitation et aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Dispositions constructives concernant les bâtiments

Façades

Les façades exposées des bâtiments doivent être constituées par des murs en dur présentant une résistance de degré coupe-feu 1 heure. Les revêtements de façades doivent présenter un critère de réaction au feu M1 ou équivalent européen, y compris pour la partie de façades exposées incluses dans le volume des vérandas.

Ouvertures

Toutes les baies et ouvertures des façades exposées, y compris celles incluses dans le volume des vérandas doivent :

- soit être en matériaux de catégorie M1 minimum ou équivalent européen équipés d'éléments verriers pare-flamme de degré une demi-heure,
- soit pouvoir être occultées par des dispositifs de volets, rideaux, ou toutes autres dispositions permettant à l'ensemble des éléments constituant ainsi la baie ou l'ouverture de présenter globalement l'équivalence d'une résistance de degré coupe-feu une demi-heure.

Dans tous les cas, les jointures devront assurer un maximum d'étanchéité.

Couvertures

Les revêtements de couverture doivent être classés en catégorie MO - ou équivalents européens- y compris les parties de couverture incluses dans le volume des vérandas.

Toutefois, les revêtements de couverture classés en catégorie M1, M2, M3 - ou équivalents européens - peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou tout autre matériau reconnu équivalent par le Comité d'Étude et de Classification des Matériaux.

Il ne devra pas y avoir de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs. Les toitures végétalisées sont proscrites.

Les aérations des combles seront munies d'un grillage métallique fin de nature à empêcher l'introduction de projections incandescentes.

Les dispositifs d'éclairage naturel en toiture, dômes zénithaux, lanterneaux, bandes d'éclairage, ainsi que les dispositifs de désenfumage en toiture pourront être réalisés en matériaux de catégorie M3 -ou équivalents européens- si la surface qu'ils occupent est inférieure à 10% de la surface totale de la toiture.

Dans le cas contraire, ils seront obligatoirement réalisés en matériaux de catégorie M2 – ou équivalents européens.

Les toitures seront régulièrement curées des aiguilles et feuillages s'y trouvant pour prévenir les risques de mise à feu.

Cheminées à feu ouvert

Les conduits extérieurs :

- seront réalisés en matériau MO présentant une résistance de degré coupe-feu 1 /2 heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.
- seront équipés d'un dispositif d'obturation stable au feu actionnable depuis l'intérieur de la construction, et de nature à empêcher l'introduction de projections incandescentes.

Conduites et canalisations diverses

Les conduites et canalisations extérieures apparentes desservant la construction doivent présenter une réaction au feu M1.

Gouttières et descentes d'eau

Les gouttières et descentes d'eau doivent être réalisées en matériaux M1 minimum.

Elles seront régulièrement curées des aiguilles et feuillages s'y trouvant pour prévenir les risques de mise à feu des toitures et des combles.

Auvents

Toitures réalisées en matériau M1 minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.

Barbecues

Les barbecues doivent être situés hors de l'aplomb de toute végétation et être équipés :

- de dispositifs pare-étincelles, de bac de récupération des cendres,
- d'un sol M0 ou équivalent européen de 2 mètres tout autour du foyer,
- d'une réserve d'eau située à proximité.

Réserves de combustible

Les citernes ou réserves d'hydrocarbures liquides ou liquéfies seront enfouies conformément aux règles régissant ces installations.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront également enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement des citernes et des canalisations s'avère techniquement difficilement réalisable (sols rocheux...), celles-ci devront être ceinturées par un mur de protection en maçonnerie pleine de 0,10 mètre d'épaisseur au moins (ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente), dont la partie supérieure dépasse de 0,50 mètre au moins celles des orifices des soupapes de sécurité. Au pied de ces ouvrages, une ouverture grillagée de dimensions minimales 10 cm x 10 cm sera aménagée au ras du sol. Le périmètre situé autour des ouvrages devra être exempt de tous matériaux ou végétaux combustibles sur une distance de 5 mètres mesurée à partir du mur de protection.

Les bouteilles de gaz seront protégées par un muret en maçonnerie pleine de 0,10 mètre d'épaisseur au moins dépassant en hauteur de 0,50 mètre au moins l'ensemble du dispositif. Au pied de ces ouvrages, une ouverture grillagée de dimensions minimales 10 cm x 10 cm sera aménagée au ras du sol.

Les réserves et stockages de combustible non enterrés seront éloignés d'au moins 10 mètres de toute construction ne leur servant pas d'abri.

Avis Sdis – PLU Régusse 2023
Annexe 3 - Préconisations du Sdis en matière d'aménagement des espaces communs publics ou privés

AMENAGEMENT DANS L'ESPACE PUBLIC ET PRIVE (FERME OU NON)

Afin de pouvoir mettre en œuvre les moyens d'intervention lors d'opération de sauvetage ou d'extinction, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder au plus près des risques à défendre. Les aménagements dans les espaces publics ou privés ne doivent donc pas bloquer leurs actions.

Pour les immeubles d'habitation, l'article L 272-1 du code de sécurité intérieur précise que, pour les immeubles d'habitation, les propriétaires, les exploitants ou leurs représentants s'assurent que les services de police et de gendarmerie nationales ainsi que les services d'incendie et de secours sont en mesure d'accéder aux parties communes de ces immeubles aux fins d'intervention.

Bornes escamotables et barriérages divers

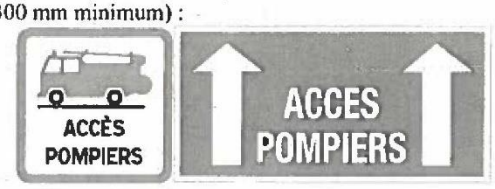
Les projets d'installation de bornes rétractables, d'un portail automatique, d'une barrière ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non la circulation des services de secours doivent répondre aux prescriptions techniques du Sdis :

Ces divers dispositifs devront pouvoir s'ouvrir directement de l'extérieur au moyen des polycoises dont sont équipés les sapeurs-pompiers (NF S61-580).

Les dispositifs électriques doivent être déverrouillés automatiquement en cas de coupure d'électricité et permettre ainsi leur ouverture manuellement.

Les installations disposant d'un interphone en service 24h/24h permettant une ouverture à distance sont aussi acceptées.

Les installations permettant l'accès aux moyens de secours devront être signalées de manière visible (200 mm x 300 mm minimum) :



Plantations et mobiliers urbains

Les maîtres d'ouvrage veilleront à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours ainsi que l'accès aux points d'eau incendie. L'implantation des mobiliers urbains et des plantations doit préserver :

- L'accès aux aires de mise en œuvre du matériel des services de secours ;
- L'accès aux façades et la mise en station pour les échelles aériennes et à main ;
- La circulation des services de secours avec les dévidoirs mobiles et les brancards.

Ceci impose le contrôle de la croissance des arbres et leur élagage périodique, comme prévu par la réglementation en vigueur.
Les essences végétales devront être choisies afin d'être le moins vulnérables possible au risque de feu de forêt (cf Guide DFCI - Sensibilité des haies face aux incendies de forêt sous climat méditerranéen, téléchargeable sur le site internet de l'Office Nationale des Forêts).

De plus, une attention particulière devra être portée concernant la plantation et l'entretien des haies qui devront être taillées et arrosées régulièrement en période sèche (sous réserve des restrictions d'eau). Les haies séparatives devront, conformément à l'Arrêté préfectoral cité ci-dessus, être distantes d'au moins 3 mètres des constructions, des installations et de l'espace naturel, et avoir une épaisseur maximale de 2 mètres et une hauteur maximale de 2 mètres.

Stationnement des véhicules

Lorsqu'elle est nécessaire, l'interdiction de stationnement doit être réglementairement signalisée.

Le stationnement est strictement interdit au droit des PEI, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet et de nature à retarder voire empêcher l'accès des moyens de secours publics aux hydrants ou aux constructions.

Recalibrage des voies et travaux de DECI

Lorsque le recalibrage des voies est rendu nécessaire en raison des modifications du site concerné tels que le réaménagement de voie et la modification du réseau de DECI, ces travaux doivent faire l'objet d'un dossier spécifique soumis à l'avis technique du Sdis.

Dispositions constructives concernant les équipements publics situés dans les zones soumises à l'aléa feu de forêt

Poteaux électriques et téléphoniques

Les poteaux supportant les lignes électriques et téléphoniques devront être conçus dans un matériau non combustible.

Les ponts et les buses

Les ponts et les buses devront être bien signalés et entretenus afin d'éviter la propagation du feu. Les buses devront être conçues dans un matériau non combustible.

Les transformateurs électriques

Les transformateurs devront être visibles. Leur environnement devra être débroussaillé (cf Arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillement obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var) et ils devront comporter une signalisation adéquate.

Annexe n° 12. Arrêté préfectoral portant dispense de déclaration de coupes d'arbres en espace boisé classé – 30 aout 2012

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAR

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISPENSE DE DECLARATION DE COUPES D'ARBRES EN ESPACE BOISE CLASSE

Le PREFET du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 130-1 et R. 130-1 et suivants relatifs aux espaces boisés et aux déclarations de coupes et abattage d'arbres,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies des forêts, landes, garrigues et maquis en date du 26 mai 2010,

Vu l'avis du Centre National de la Propriété Forestière en date du 02 août 2012,

Considérant que les bois et forêts classés en espaces boisés à conserver ou à protéger par les documents d'urbanisme des communes doivent pouvoir faire l'objet d'entretien et d'exploitation normale,

Considérant qu'il convient également d'assurer la pérennité de ces espaces boisés classés,

Considérant que le classement en espace boisé classé de certains terrains ne doit pas constituer un obstacle à la mise en œuvre des dispositions édictées en matière de débroussaillement pour assurer la prévention des incendies de forêt, en faciliter la lutte et en limiter les conséquences,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRETE

Article 1er : Sont dispensées de la déclaration préalable prévue par l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme, les coupes entrant dans l'une des catégories ainsi définies :

- Catégorie 1 : Coupes rases de taillis simple parvenu à maturité respectant l'ensouchement et permettant la production de rejets suffisants pour le renouvellement du peuplement, ainsi que les coupes préparant une conversion du taillis en taillis sous futaie ou en futaie feuillue.

- Catégorie 2 : Coupes rases de peuplement résineux ou de peupleraie artificielle arrivés à maturité sous réserve d'une reconstitution de l'état boisé dans un délai de 5 ans à compter de la date de début de la coupe.

- Catégorie 3 : Coupes progressives de régénération de peuplements feuillus ou résineux arrivés à maturité, sous réserve de la reconstitution par semis naturels ou plantations dans un délai de 5 ans à compter du début de la coupe définitive.

- Catégorie 4 : Coupes d'amélioration ou d'éclaircie des peuplements feuillus et résineux traités en futaie régulière effectuées à une rotation de 5 ans minimum et prélevant au maximum le tiers du volume sur pied.

- Catégorie 5 : Coupes prélevant au maximum 30% du volume initial, et respectant ou visant un équilibre des différentes strates de hauteur du peuplement forestier (coupes de futaie irrégulière ou dites de jardinage).

- Catégorie 6 : Coupes réalisées dans les haies, les boisements linéaires de moins de 30 mètres de large et dans les bandes boisées bordant les cours d'eau sur une largeur de 30 mètres de part et d'autre des deux rives, prélevant moins du tiers du volume ou moins de la moitié des tiges sur pied et préservant la continuité écologique de la ripisylve.

- Catégorie 7 : coupes sanitaires justifiées par l'état des arbres, notamment après incendie.

Article 2 : Les catégories de coupes 1, 2 et 6 telles que définies à l'article 1er ci-dessus ne sont dispensées de la déclaration préalable que si :

- les surfaces parcourues par ces coupes en un an se trouvent inférieures ou égales à 1 hectare si la pente est supérieure à 100%, ou inférieures ou égales à 5 hectares si la pente est de 40 à 100 %, ou inférieures ou égales à 10 hectares si la pente est inférieure à 40%,
- les parcelles à exploiter ne sont pas situées dans :

• une zone urbaine ou d'urbanisation future délimitée par un document d'urbanisme rendu public ou approuvé,

- une zone d'habitat délimitée par un plan d'urbanisme ou un projet d'aménagement approuvé,
- une zone d'aménagement concerté faisant l'objet d'un plan d'aménagement de zone approuvé (P.A.Z.),
- les périmètres rapprochés de captage,
- les périmètres de protection des monuments historiques ou des bâtiments classés,
- les périmètres de protection des sites classés ou inscrits,

Article 3 : Sont autorisées, en application des articles L. 130-1 (alinéa 8) et R. 130-1 (alinéa 6) du code de l'urbanisme, et à ce titre dispensées de la déclaration préalable prévue par les articles L. 130-1 (alinéa 5) et R. 130-1 (alinéa 1), les coupes entrant dans la catégorie suivante : « *coupes et abattages d'arbres nécessaires à la mise en œuvre des dispositions relatives aux articles L. 131-7 et 8, L. 131- 10 à 18, L. 133- 3 et 4, L. 134- 2, L. 134-4 à 6, L. 134- 8 à 14, L. 134-17, L. 163-5, R. 131- 5 et 6, R. 131-13 à 17, R. 134-2, R. 134-4 à 6 du code forestier, prescrivant des débroussaillements ou des dispositions relatives au débroussaillement édictés par l'autorité administrative ou judiciaire en application des mêmes articles.* »

Article 4 : Toutes les coupes qui ne répondent ni aux caractéristiques définies aux articles 1 à 3, ni à celles listées à l'article L 130.I du Code de l'Urbanisme, restent soumises à déclaration préalable conformément aux articles L. 130-1 et R 130.1 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 : Les arrêtés préfectoraux du 24 juillet 1979 modifié portant réglementation d'autorisation de coupes par catégories de forêts dans le département du Var et du 21 février 2011 portant dispense de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme pour les coupes et abattages d'arbres rendus nécessaires à la mise en œuvre du débroussaillement obligatoire et des équipements DFCI sont abrogés.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux introduit auprès du préfet du Var ou d'un recours contentieux par saisine du Tribunal administratif de Toulon, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets d'arrondissement, les maires, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur de l'agence interdépartementale de l'Office National des Forêts Alpes Maritimes-Var, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans les communes du département et dont ampliation sera adressée au président du Centre Régional de la Propriété Forestière et au directeur de l'agence interdépartementale de l'Office National des Forêts.

Fait à TOULON, le 30 AOUT 2012

Le PREFET

Paul MOURIER

Annexe n° 13. DCM – Obligation de dépôt de la déclaration préalable à l'édification d'une clôture

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du Var
Arrondissement de Brignoles

MAIRIE DE RÉGUSSE
83630

N° de la délibération : **2010-10-07.2**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 20 OCTOBRE 2010 à 17h00

L'an deux mil dix et le vingt du mois d'octobre, à dix-sept heures, le conseil municipal de la commune de Régusse, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Anne HOUY, Maire.

Etaient présents : Mme A. HOUY, Maire – Mr F. RIVAS, Mmes C. PÉLICOT et S. VIGNE, adjoints – Mme S. ROLLAND, et Mrs J. ANTUNEZ, A. COURONNÉ, D. CHEVALAZ, A. FILIPPI, A. GASQUET, S. POISSON, conseillers municipaux.
Absents excusés : Mr R. HONNORE (pouvoir à A. FILIPPI), Mr M. LHERMITTE (pouvoir à C. PELICOT), Mr M. B. PAINVIN (pouvoir à S. ROLLAND)
Absent : Mr D. KOWALSKI

Objet : Obligation de dépôt de la déclaration préalable à l'édification d'une clôture

Le conseil municipal,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU le Plan d'Occupation des Sols ,
VU le code de l'urbanisme et notamment son article R 421-12
CONSIDERANT que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire en application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme,
CONSIDERANT l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par le Plan d'Occupation des Sols préalablement à l'édification de la clôture et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ,

DECIDE de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire de la commune de Régusse, en application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré en la mairie de Régusse, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Anne HOUY

MAIRIE de REGUSSE

Accusé de réception en préfecture
083-218301026-20101020-DEL2010-10-07-2-DE
Date de signature : -
Date de réception : 27/10/2010

Annexe n° 14. DCM – délibération règlementant l'installation de panneaux photovoltaïques et de groupes de condensation des climatiseurs

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du Var
Arrondissement de Brignoles

MAIRIE DE RÉGUSSE
83630

N° de la délibération : **2010-10-07.1**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 20 OCTOBRE 2010 à 17h00

L'an deux mil dix et le vingt du mois d'octobre, à dix-sept heures, le conseil municipal de la commune de Régusse, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Anne HOUY, Maire.

Etaient présents : Mme A. HOUY, Maire – Mr F. RIVAS, Mmes C. PÉLICOT et S. VIGNE, adjoints – Mme S. ROLLAND, et Mrs J. ANTUNEZ, A. COURONNÉ, D. CHEVALAZ, A. FILIPPI, A. GASQUET, S. POISSON, conseillers municipaux.
Absents excusés : Mr R. HONNORE (pouvoir à A. FILIPPI), Mr M. LHERMITTE (pouvoir à C. PELICOT), Mr M. B. PAINVIN (pouvoir à S. ROLLAND)
Absent : Mr D. KOWALSKI

Objet : Délibération réglementant l'installation de panneaux photovoltaïques et de groupes de condensation des climatiseurs

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Considérant l'article R111-21 du code de l'urbanisme :

« *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales* » ;

- Considérant le vote du sénat le 16 septembre 2009 adoptant l'article 4 du Grenelle 2 de l'environnement,
- Considérant la teneur de cet article 4 qui prévoie notamment « les dispositions du 1er alinéa (pour rappel, il est interdit d'interdire) ne sont pas applicables dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L 621-30-1 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L 341-1 et L 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité.... »
- Considérant qu'il convient de protéger le bâti ancien, comme le souhaite notamment l'Architecte des Bâtiments de France,
- Considérant qu'il est nécessaire de réglementer l'implantation des panneaux photovoltaïques et de groupes de condensation des climatiseurs dans la zone UA du Plan d'Occupation des Sols,

CHARGE Madame le Maire de consulter l'Architecte des Bâtiments de France et d'appliquer ses prescriptions en vue de ne pas autoriser ou de réglementer la pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures et la pose de groupe de condensation des climatiseurs sur les façades des constructions situées en zone UA du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Régusse.

Ainsi fait et délibéré en la mairie de Régusse, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Anne HOUY

MAIRIE de RÉGUSSE

Accusé de réception en préfecture
083-218301026-20101020-DEL2010-10-07-1-DE
Date de signature : -
Date de réception : 27/10/2010

Annexe n° 15. DCM- Instauration du permis de démolir

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du Var
Arrondissement de Brignoles

MAIRIE DE RÉGUSSE
83630

N° de la délibération : 2011-04-05

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 6 AVRIL 2011

L'an deux mil onze et le six du mois d'avril, à dix-sept heures, le conseil municipal de la commune de Régusse, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Anne HOUY, Maire.

Etaient présents : Mme A. HOUY, Maire – Mr F. RIVAS et Mme C. PÉLICOT, adjoints – Mme S. ROLLAND, et Mrs J. ANTUNEZ, D. CHEVALAZ, A. COURONNÉ, A. FILIPPI, A. GASQUET, Mr M. LHERMITTE, S. POISSON, conseillers municipaux.
Absents excusés : Mme S. VIGNE (pouvoir à A. HOUY), Mr R. HONNORÉ (pouvoir à A. FILIPPI) et Mr B. PAINVIN (pouvoir à F. RIVAS)
Absents : Mr D. KOWALSKI

Objet de la délibération : Urbanisme – Instauration du permis de démolir

Le conseil municipal,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU le Plan d'Occupation des Sols,
VU le code de l'urbanisme et notamment son nouvel article R 421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,
VU le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,
VU le décret n° 2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1er octobre 2007,

CONSIDERANT que depuis de cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir n'est plus systématiquement requis,
CONSIDERANT que le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application du nouvel article R 421-27 du code de l'urbanisme, à compter du 1er octobre 2007,
CONSIDERANT l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la commune,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction y compris des murs de pierres sèches, en application de l'article R 421-27 du code de l'urbanisme.
DIT que cette décision sera applicable dès le dépôt de la présente délibération en préfecture du Var, lui conférant ainsi un caractère exécutoire.

Ainsi fait et délibéré en la Mairie de Régusse, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Anne HOUY

Accusé de réception en préfecture
083-218301026-20110406-DEL2011-04-05-DE
Date de signature : -
Date de réception : 03/05/2011

Annexe n° 16. Arrêté préfectoral – haie anti dérive

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service de l'économie agricole
et du développement rural

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 15 MARS 2017
fixant les mesures prises pour l'application
de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime

Le Préfet du Var,

Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;
VU le règlement n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ;
VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L253-1 et L253-7-1 et R253-1 et suivants et l'article D253-45-1;
VU l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ;
VU l'arrêté du 9 novembre 2004 modifié définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des préparations dangereuses et transposant la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses ;
VU l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime et en particulier les dispositions applicables aux zones non traitées ;
VU l'arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits mentionnés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime dans les lieux fréquentés par le grand public ou les personnes vulnérables et en particulier aux distances qu'il fixe ;
VU l'arrêté du 10 mars 2016 déterminant les phrases de risque visées au premier alinéa de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime ;
VU l'instruction technique DGAL/SDQPV/2016-80 du 27 janvier 2016 relative à l'application de mesures de précaution renforcées afin de protéger les personnes vulnérables lors de l'application de produits phytopharmaceutiques ;
VU la consultation de la commission départementale d'orientation de l'agriculture en date du 26 septembre 2016 ;

Considérant les conclusions de la consultation publique conduite du 18/11/2016 au 19/12/2016 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la Préfecture du Var ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er

Au sens du présent arrêté, les lieux pour lesquels des mesures de protection adaptées voire des distances minimales doivent être fixées lors de traitement phytopharmaceutique sont :

- les cours de récréation et espaces habituellement fréquentés par les élèves dans l'enceinte des établissements scolaires, dans les espaces habituellement fréquentés par les enfants dans l'enceinte des crèches, des haltes-garderies et des centres de loisirs ainsi que dans les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public ;

- les lieux fréquentés par les personnes vulnérables dans les centres hospitaliers et hôpitaux, les établissements de santé privés, les maisons de santé, les maisons de réadaptation fonctionnelle, les établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées et les établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou les personnes atteintes de pathologie grave. A défaut de précision particulière, ces lieux sont définis par les bâtiments d'accueil et d'hébergement des personnes vulnérables.

ARTICLE 2

Les mesures définies dans le présent arrêté ne s'appliquent pas pour l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à faible risque dont la liste est disponible sur le site de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/ ou dont le classement ne présente que certaines phrases de risque conformément à l'arrêté ministériel du 10 mars 2016 susvisé.

ARTICLE 3

Des mesures de protection adaptées doivent être mises en œuvre lors de l'application des produits phytopharmaceutiques à proximité des lieux définis à l'article 1er.

Ces mesures sont les suivantes :

1- Réaliser l'application des produits phytopharmaceutiques visés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime en dehors de la présence de personnes vulnérables, c'est-à-dire en dehors de la période de fréquentation des établissements par les dites personnes vulnérables et de l'heure qui la précède,
ou
2- Utiliser des moyens matériels permettant de diminuer le risque de dérive de pulvérisation dont la liste est disponible sur le Bulletin Officiel du ministère en charge de l'agriculture à l'adresse suivante : https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri,
ou
3- La présence d'une haie anti dérive continue, entre la parcelle traitée et les lieux définis à l'article 1er, qui est implantée sur une zone d'une largeur minimum de 5 mètres. La largeur de la-dite haie peut être inférieure à 5 mètres, sa hauteur doit être supérieure à celle de la culture en place ou des équipements de pulvérisation distribuant le produit phytopharmaceutique ; la précocité de la végétation de la haie doit permettre de limiter la dérive dès les premières applications.
L'homogénéité de la haie (hauteur, largeur, densité du feuillage) et l'absence de trous dans la végétation doivent être effectives.
ou
4- L'utilisation de pulvérisateur à jet porté ou projeté, lorsque le jet est dirigé exclusivement en direction opposée aux limites physiques des lieux ou établissements définis à l'article 1er.

ARTICLE 4

Pour l'application de l'article L253-7-1 du code rural et de la pêche maritime et en l'absence des mesures de protection adaptées définies à l'article 3, la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser les produits phytopharmaceutiques, à proximité des lieux définis à l'article 1er est fixée à :

- 20 mètres pour l'arboriculture

- 20 mètres pour la viticulture

- 5 mètres pour les cultures basses (cultures maraîchères, grandes cultures,...)

Ces distances peuvent être réduites et ramenées :
- à 0 mètre en dehors de la présence de personnes vulnérables, c'est-à-dire en dehors de la période de fréquentation des établissements par les dites personnes vulnérables et de l'heure qui la précède (mesure définie à l'alinéa 1er de l'article 3),
- jusqu'à 5 mètres dans le cas de la viticulture et l'arboriculture, si les mesures de protection adaptées définies aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3, utilisées seules ou combinées entre elles, sont mises en place. Pour la mesure définie de protection visée à l'alinéa 4 de l'article 3, la mesure doit être appliquée jusqu'à une distance de 20 m pour la viticulture et l'arboriculture.

Les structures confinées de type serre ou tunnel fermé ne sont pas concernées par ces dispositions.

ARTICLE 5

Des mesures de protection physiques doivent obligatoirement être mises en place par tout responsable de nouvelle construction d'un établissement visés à l'article 1er, en bordure de parcelle pouvant faire l'objet de pulvérisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.
Ces mesures s'appliquent également aux constructions faisant l'objet de changement de destination ou de mutation pour constituer un établissement visé à l'article 1er. Elles s'appliquent également aux extensions de bâtiment et de construction d'annexes quand elles modifient les distances minimales requises par le présent arrêté.
Ces mesures doivent être décrites dans le permis de construire du dit établissement.
Une haie anti dérive telle que définie au point 3 de l'article 3 est considérée comme une mesure de protection physique adaptée.

ARTICLE 6

Il appartient au maire de chaque commune du département :

- de rendre publique, par affichage ou tout autre moyen, la liste des lieux définis à l'article 1er localisés sur le territoire de sa commune et concernés par l'application du présent arrêté et de l'adresser à la chambre départementale d'agriculture,
- de faire connaître par tous moyens aux exploitants agricoles et à la chambre départementale d'agriculture, les horaires et jours de présence des personnes vulnérables dans les établissements listés à l'alinéa précédent, sur la base des dates et créneaux horaires communiqués par le chef d'établissement.

ARTICLE 7

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

ARTICLE 8

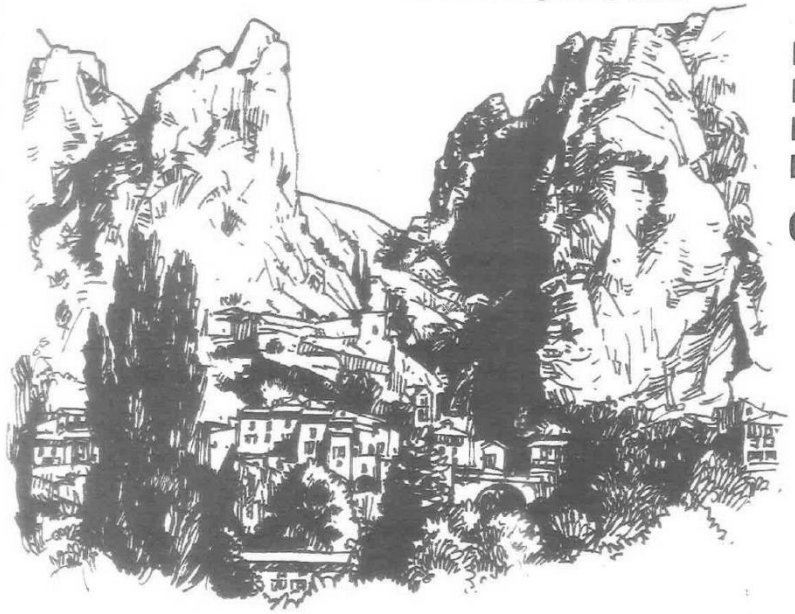
La Secrétaire Générale de la Préfecture du Var, les Sous-Préfets d'arrondissement, le Directeur Régional de l'Alimentation de l'Agriculture et la Forêt de la région PACA, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du département du Var, les Maires des communes du département du Var, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et le Commandant du groupement de gendarmerie du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 15 MARS 2017

Jean-Luc VIDELAINE

Annexe n° 17. Extraits de la Charte signalétique du PNRV – Guide à l'usage des élus

Guide à l'usage des élus
des communes du
Parc naturel régional du Verdon



Publicité
Enseignes
Pré-enseignes
Dispositifs signalétiques

Charte signalétique

1 Le cadre réglementaire

Liberté d'expression...

La loi de décembre 1979 reconnaît à chacun le droit d'exprimer et de diffuser des informations et des idées quelle qu'en soit la nature, par 3 moyens :
- la publicité*
- les enseignes*
- les pré-enseignes*.

...et préservation de l'environnement.

Cependant, dans un souci d'assurer la protection du cadre de vie, des paysages et des milieux naturels, le législateur a estimé que, dans certains lieux, la publicité devait soit être totalement interdite, soit être admise sous certaines conditions ou en accordant quelques dérogations.

Ainsi, l'article 4 de la loi précise les **lieux où la publicité est interdite** et pour lesquels aucune dérogation n'est possible.

Il s'agit :
- des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire
- des monuments naturels et des sites classés
- des parcs nationaux et des réserves naturelles.

L'article 6 élargit cette interdiction à tous les espaces situés en dehors des agglomérations*, sauf s'il y a création d'une zone de publicité autorisée justifiée par la présence d'un grand nombre d'activités regroupées au sein d'une zone industrielle, commerciale ou artisanale.

L'article 7, quant à lui, aborde le problème de la publicité à l'intérieur des agglomérations et l'interdit :
- dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques et des sites classés*
- dans les secteurs sauvegardés
- **dans les parcs naturels régionaux**
- dans les sites inscrits à l'inventaire et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci*
- à moins de 100 m et dans le champ de visibilité des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire*.

2

*voir en annexe page 31 *Voir définition page 43

Les conséquences de l'application de la loi sur le territoire du Parc naturel régional du Verdon.



Ce panneau est interdit dans le Parc.

Dans le Parc, la publicité est interdite.
Comme sur tout le territoire national, il n'est pas possible d'installer de publicité [1] en dehors des agglomérations [2] et dans les sites classés*.

À cela s'ajoute l'application de l'article 7 qui n'autorise pas, dans les Parcs naturels régionaux, de publicité en agglomération.

Néanmoins, la signalisation des activités économiques est rendue possible par les enseignes*, les pré-enseignes*, la signalétique de jalonnement* et les relais information-services* (RIS). Mais chacun de ces dispositifs a des prescriptions réglementaires précises.

De par sa situation particulière, le territoire du Parc naturel régional du Verdon se trouve confronté à une superposition d'interdictions qui, si elles préservent parfaitement le cadre de vie et les milieux naturels, ne vont pas sans poser problème au légitime souhait des entrepreneurs du Parc de faire connaître leurs activités.

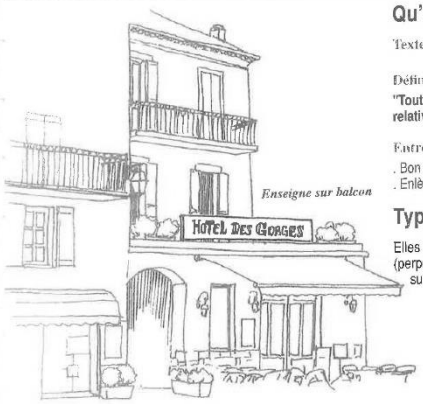
Face à cette situation, **le Parc peut proposer des solutions et des recommandations** qui, tout en respectant la réglementation, permettent aux acteurs économiques locaux de bénéficier de certains moyens d'information.

Cette démarche ne peut s'envisager que dans le cadre d'une réflexion globale et cohérente menée par les communes avec l'appui du Parc, en fonction de l'importance des activités économiques présentes sur leur territoire. Le coup par coup et les installations individuelles sont à proscrire dans tous les cas.

*voir en annexe page 31 *Voir définition page 43

3

Les enseignes



Enseigne sur balcon

Qu'est-ce qu'une enseigne ?

Textes de référence : loi du 29/12/1979 et décret du 24/02/82

Définition (Article 3, loi de 1979)

"Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble* et relative à une activité qui s'y exerce"

Entretien (Article 1, décret du 24/02/82)

. Bon état d'entretien obligatoire.
. Enlèvement dans les 3 mois de la cessation d'activité.

Typologie des enseignes

Elles peuvent être murales (en applique sur la façade), en drapeau (perpendiculaire à la façade), disposées sur auvent ou marquise, sur balcon, sur toiture ou terrasse.

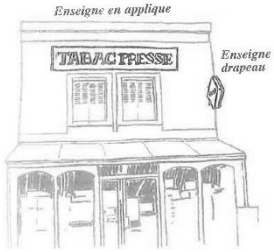
Les enseignes scellées au sol

Elles peuvent être aussi directement scellées au sol de la propriété où s'exerce l'activité.



Selon l'activité, une enseigne n'est pas toujours implantée sur un bâtiment.

Enseigne en applique

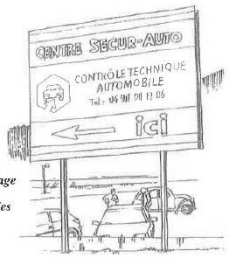


Enseigne en drapeau

Enseigne sur auvent



Voir définition page 43



Le gigantisme n'est pas un gage d'efficacité, et il dénature les paysages !

Implantation

(Articles 2, 3, 4, 5)

Exclusivement sur le **domaine privé*** (la pose d'enseignes installées directement au sol, type chevalet, nécessite une autorisation de voirie sur le domaine public).

- Enseigne murale : ne doit pas dépasser les limites du mur, ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 m. L'enseigne murale n'est soumise à aucune limitation de surface, ni de nombre.
- Sur auvent ou marquise : la hauteur ne doit pas dépasser 1 m.
- Sur balcon : l'enseigne ne doit pas en dépasser les limites et ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,25 m par rapport à lui. Elle ne doit pas être apposée devant une fenêtre.
- Sur toiture ou terrasse : lettres obligatoirement découpées, de 6 m maximum de hauteur
- **Scellée au sol** :
  - à plus de 10 m de la fenêtre du voisin.
  - à plus de la moitié de leur hauteur de la limite de propriété du voisin.
- Perpendiculaire au mur (en drapeau) : dimension maxi inférieure au 1/10e de la distance séparant les 2 alignements de la voie publique*.

Nombre

(Article 5)

La loi ne limite pas le nombre d'enseignes. Les enseignes de plus de 1 m² scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à 1 dispositif double face ou 2 dispositifs simples.

Dimensionnement

(Article 6)

Scellée au sol : surface maxi 6 m².
Hauteur maxi : 6,5 m pour plus d'1 m de large.
Hauteur maxi : 8 m de haut pour moins d'1 m de large.

À noter

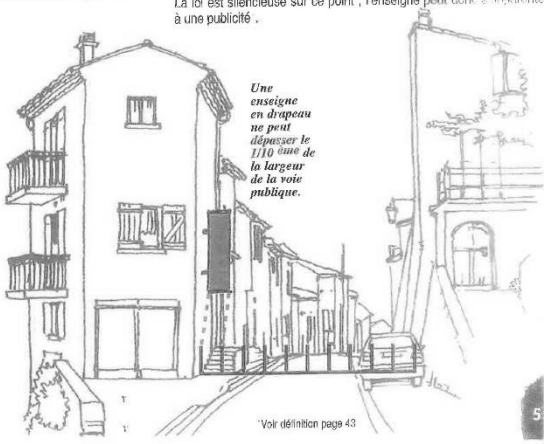
Ces dimensions sont peut-être valables pour une zone industrielle mais n'ont pas leur place sur le territoire du Parc.

Messages autorisés

La loi est silencieuse sur ce point ; l'enseigne peut donc s'apparenter à une publicité*.



L'enseigne ne doit pas dépasser les limites du mur.



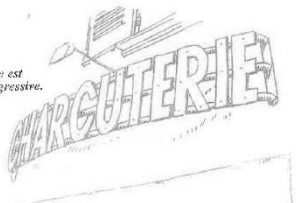
Une enseigne en drapeau ne peut dépasser le 1/10 ème de la largeur de la voie publique.

*Voir définition page 43

Quelques exemples à ne pas suivre...



Les caissons lumineux ne sont pas très heureux, leur multiplication l'est encore moins : aucune information ne sort de cet amoncellement !



Cette enseigne est inutilement agressive.

Autorisation préalable

Toute implantation d'enseigne doit faire l'objet d'une **autorisation préalable, délivrée par le maire après avis simple* de l'Architecte des Bâtiments de France, ou avis conforme***, lorsqu'elle concerne l'installation d'une enseigne dans un site classé.

En cas de refus, l'avis du maire doit être motivé. L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France peut utilement servir de motivation.

Autorisation d'implantation d'une enseigne

Le dossier de demande d'autorisation est adressé au maire en deux exemplaires (lettre AR ou déposé contre récépissé), il comprend :

- une notice explicative du projet
- un plan de situation de la commune repérant le lieu du projet
- un croquis des façades concernées par le projet avec les façades existantes et les façades avec le projet d'enseignes, faisant apparaître les dimensions des enseignes, les matériaux utilisés, les couleurs, les saillies éventuelles, le mode d'éclairage et toute information permettant la bonne compréhension du projet.

Le maire transmet le dossier pour avis à l'Architecte des Bâtiments de France.

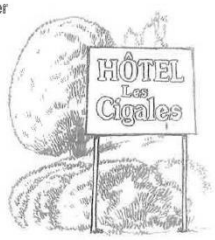
L'avis est conforme lorsque l'enseigne est située sur un immeuble classé monument historique ou dans un site classé.

Si le dossier est incomplet, le maire, dans les quinze jours de la réception du dossier, invite, par lettre AR, le demandeur à fournir les pièces manquantes. **Le délai à l'expiration duquel le défaut de notification de décision vaut octroi d'autorisation est de deux mois.**

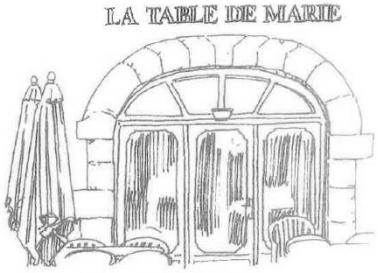
Il est porté à quatre mois lorsque l'installation de l'enseigne est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit, ou si elle est implantée dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé.

*Voir définition page 43

...et d'autres exemples dont on peut s'inspirer



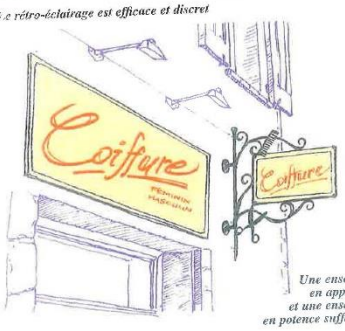
Une enseigne scellée au sol sobre et efficace.



La sobriété du lettrage fait ressortir la beauté de la porte, qui n'en est que plus attractive !

Les préconisations du Parc

Le rétro-éclairage est efficace et discret



Une enseigne en applique et une enseigne en potence suffisent.

Les enseignes : un pouvoir réglementaire au service d'une meilleure intégration architecturale

Les enseignes* sont les facteurs clés de l'identification des commerces. Pour autant, l'expérience montre que trop d'information nuit à l'information et constitue une atteinte grave à la qualité des sites. Les enseignes participent à la mise en valeur des cœurs de bourgs ou de villages et à leur qualité architecturale.

Une enseigne en applique et une enseigne en potence suffisent généralement à l'identification d'un point de vente.

L'enseigne en applique est apposée sur la devanture, dans le même plan que la façade pour être vue quand l'on se trouve en face de la vitrine. Son emplacement traditionnel est en bandeau au-dessus de la vitrine ; elle peut figurer sur le lambrequin d'un store, être collée ou peinte sur la vitre de la vitrine, ou encore placée derrière cette vitre.

L'enseigne en potence ou en drapeau, à raison d'une seule par devanture, est apposée perpendiculairement à la façade de l'immeuble*, et à l'une des extrémités de la devanture.
Ces enseignes, modestes par leurs dimensions, sont cependant bien visibles et font souvent l'objet d'une réelle originalité.

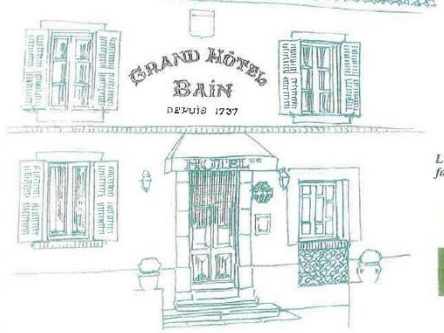
En applique ou en drapeau, en lettres peintes, découpées ou forgées, figuratives ou symboliques, en bois, métal, plastique ou plexiglas, le graphisme d'une enseigne doit être le plus simple possible pour en faciliter la lecture.
Le caisson, lumineux ou non, est à éviter car il est, le plupart du temps, d'aspect médiocre et nuit à l'aspect de la devanture.
En tout état de cause, privilégier des lettres lumineuses sur fond foncé, plutôt que des lettres sombres sur fond clair.

À défaut d'accord à l'amiable, les enseignes étant soumises à autorisation préalable, le maire dispose du pouvoir de refuser un projet d'enseigne, sous réserve de motiver sa décision.

Le caisson lumineux et toutes formes de guirlandes lumineuses sont à éviter.



Le Parc préconise par exemple les enseignes en lettres peintes.



Une enseigne en potence de bon goût.



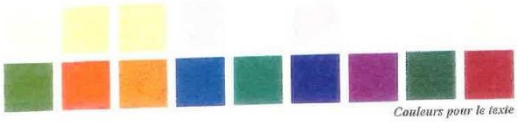
Des préconisations complémentaires en terme de graphisme sont détaillées page 32.

Dos de panneaux :
Pour les enseignes scellées au sol, veiller à ce que le dos des panneaux soit peint d'une couleur adaptée à l'environnement.

L'utilisation d'une gamme de couleur favorise l'intégration dans le site.

Couleurs pour le fond

Couleurs pour le texte



Voir définition page 43

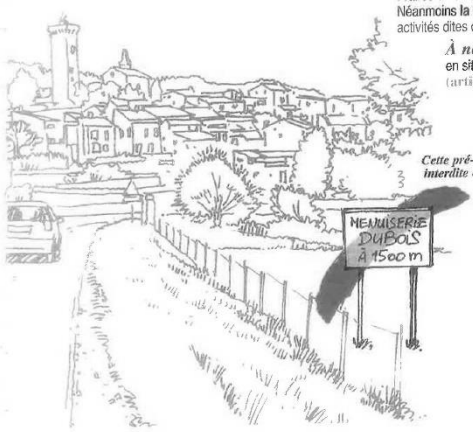
Les pré-enseignes

Qu'est-ce qu'une pré-enseigne ?

Constitue une pré-enseigne, toute inscription, forme ou image qui indique la proximité d'un immeuble* où s'exerce une activité déterminée.
Les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité* et, à ce titre, sont interdites hors agglomération* partout en France et en agglomération* sur le territoire du Parc.
Néanmoins **la loi a prévu des exceptions** à ce principe pour certaines activités dites dérogatoires.

À noter : les dérogations ne s'appliquent pas en site classé.
(article 4)

Cette pré-enseigne est interdite car l'activité n'est pas dérogatoire.



Les activités qui peuvent bénéficier de pré-enseignes dérogatoires

- **Garages, stations-service, hôtels, restaurants :** 4 pré-enseignes dans un rayon de 5 km du lieu d'activité, hors agglomération et hors site classé.
- **Monuments historiques ouverts à la visite :** 4 pré-enseignes dans un rayon de 10 km de leur lieu d'implantation, hors agglomération et hors site classé.
- **Activités liées à des services publics ou d'urgence** (hôpitaux, pompiers, cliniques assurant les urgences) : 2 pré-enseignes dans un rayon de 5 km de leur lieu d'implantation, hors agglomération et hors site classé.
- **Activités en relation avec la fabrication et la vente de produits du terroir :** 2 pré-enseignes dans un rayon de 5 km du lieu d'activité, hors agglomération et hors site classé (voir encadré).
- **Activités s'exerçant en retrait de la voie publique,** c'est-à-dire celles qui ne peuvent se signaler aux usagers de la voie publique* la plus proche de leur implantation, par une enseigne : 2 pré-enseignes (dont une seule en agglomération).

les campings et les gîtes :
Ils n'ont pas le droit à des pré-enseignes, par contre ils bénéficient d'une signalétique de jalonnement*.
Pour en savoir plus sur les campings et les gîtes, reportez-vous page 23.

Qu'est-ce qu'un produit du terroir ?
Concernant la définition des produits du terroir, la circulaire ministérielle (15/09/85) se contente de préciser "du terroir local" sans trancher entre les notions de produits issus de la terre, de produits vendus et fabriqués sur le territoire de la commune ou encore de produits spécifiques au pays.

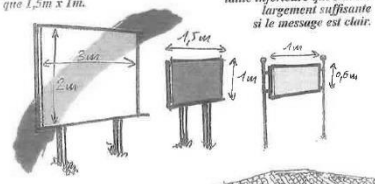


Pré-enseigne autorisée, l'activité bénéficie de la dérogation.

Voir définition page 43

Les pré-enseignes

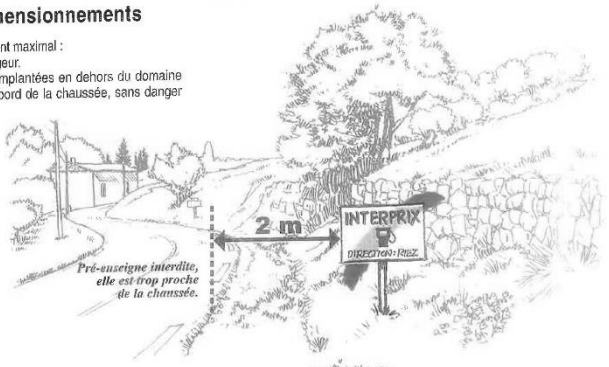
Dimensions interdites pour une pré-enseigne: la loi n'autorise que 1,5m x 1m.



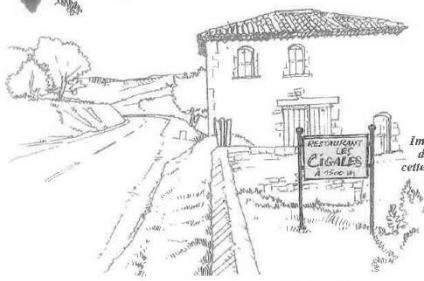
Le Parc préconise une taille inférieure qui s'avère largement suffisante si le message est clair.

Implantation, dimensionnements

La loi fixe un dimensionnement maximal :
1 m de hauteur, 1,5 m de largeur.
Elles sont nécessairement implantées en dehors du domaine public*, à 5 m au moins du bord de la chaussée, sans danger pour la circulation
et sans gêner
la perception de la signalisation routière.

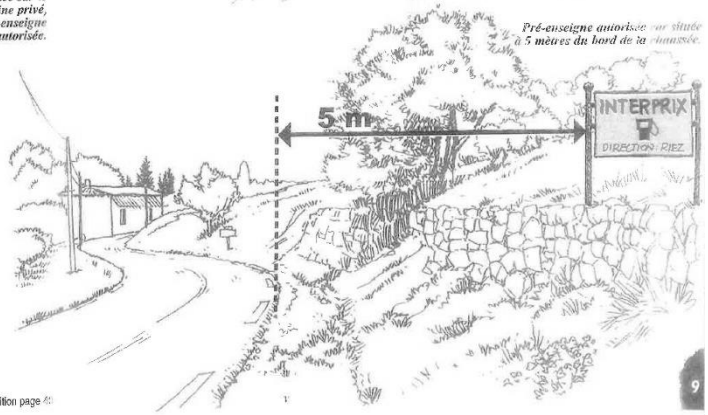


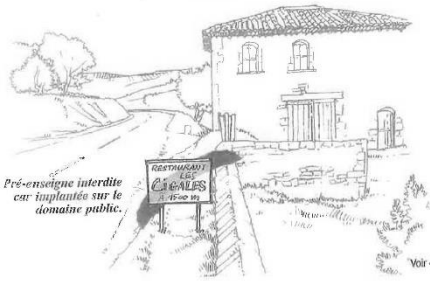
Pré-enseigne interdite, elle est trop proche de la chaussée.



Implantée sur le domaine privé, cette pré-enseigne est autorisée.

Pré-enseigne autorisée car située à 5 mètres du bord de la chaussée.





Pré-enseigne interdite car implantée sur le domaine public.

*Voir définition page 43

9

Les pré-enseignes

Bien que dérogatoire, cette pré-enseigne est interdite car le message est trop publicitaire.





Non : cela ressemble trop à un panneau routier.

Messages autorisés

Selon la définition légale, la pré-enseigne* indique la simple localisation ou la proximité de l'activité.
Elle ne peut pas servir de publicité vantant les mérites de l'activité signalée ; elle ne peut comporter au plus que trois mentions :
- le type d'activité
- le nom de l'activité avec éventuellement son identité graphique
- une information directionnelle, de proximité ou de localisation, mais

en aucun cas, une double information type «localisation et distance» ou «localisation et direction».

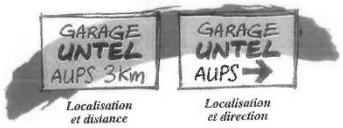
Oui : une seule information



Distance *Localisation* *Direction*

Attention au message !

Double information : interdit.



Localisation et distance *Localisation et direction*

Attention.
la pré-enseigne ne doit pas être confondue avec un panneau de signalisation routière réglementaire.
Dispositif ou dessin interdit :
- triangulaire à fond blanc ou jaune
- circulaire à fond rouge, bleu ou blanc
- octogonal à fond rouge
- carré à fond blanc ou jaune disposé sur pointe.

Autorisation préalable

La loi n'a pas prévu d'autorisation administrative préalable. Mais nul ne peut installer une pré-enseigne sur un immeuble* (bâtiment et/ou terrain), sans l'autorisation écrite de son propriétaire.

Pré-enseigne ou enseigne ?

Il s'agit d'une enseigne* si le panneau scellé au sol est installé sur le lieu où s'exerce l'activité, par exemple sur le parking privé qui lui est attenant. Ce panneau est légal, même si ses dimensions sont supérieures à 1 m x 1,50 m, si son message vante l'activité exercée, et quelle que soit l'activité (dérogatoire ou non dérogatoire). Il est soumis à autorisation comme toutes les enseignes.

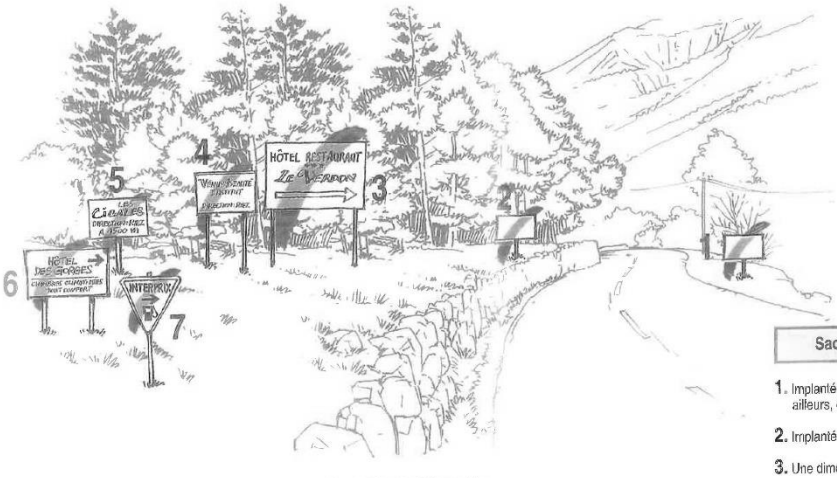


*Voir définition page 43

10

Les pré-enseignes

Synthèse



Hormis l'aspect réglementaire, un amoncellement de dispositifs hétéroclites s'avère illisible (les panneaux se nuisant mutuellement) et d'un impact désastreux sur le paysage !

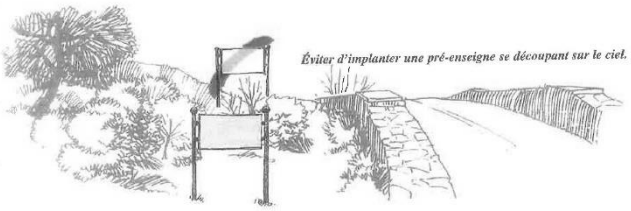
Sachez repérer les principales infractions

1. Implantée sur le domaine public cette pré-enseigne peut (ou ailleurs, constituer un danger pour la circulation.
2. Implantée à moins de 5 m du bord de la chaussée.
3. Une dimension visiblement supérieure à celle autorisée.
4. Ne concerne pas une activité dérogatoire.
5. Cette pré-enseigne comporte une double information direction et localisation.
6. Le message a un caractère publicitaire.
7. Elle ressemble trop à un signal routier.

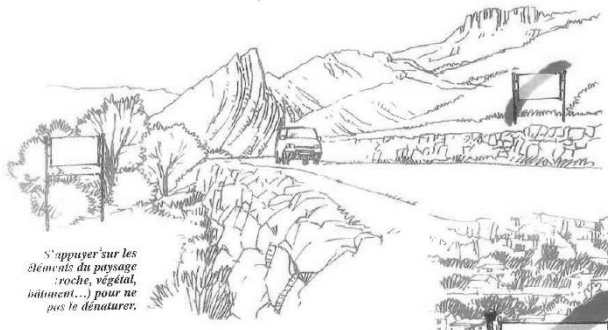
Toutes ces pré-enseignes devraient disparaître, le paysage retrouver toutes ses qualités originelles.

Les pré-enseignes

Les préconisations du Parc



Éviter d'implanter une pré-enseigne se découpant sur le ciel.



S'appuyer sur les éléments du paysage (roche, végétal, bâtiment...) pour ne pas le dénaturer.

Implantation : une exigence d'intégration paysagère

La mise en place d'éléments de signalétique obéit, bien entendu, à des critères fonctionnels (guidage, balisage, etc...). Mais quels que soient les éléments signalétiques à implanter, il importe de veiller à la nuisance visuelle qu'ils peuvent engendrer.

La notion de cône de visibilité constitue un outil d'aide à la décision : il délimite une zone, dont la pointe est située au niveau d'un point de découverte proche de l'implantation envisagée (route, panorama...) et dont les côtés englobent la vue sur l'immeuble ou le paysage à préserver, par exemple la vue, depuis la route sur un village typique, ou un site naturel remarquable.

Avant toute décision d'implantation, le Parc recommande d'évaluer sur place le cône de visibilité dans lequel s'inscrira l'élément signalétique concerné.

Remarque : les cônes de vue les plus sensibles peuvent être identifiés dans la Charte du Parc ou les Atlas de paysage. Le diagnostic réalisé en préalable d'une démarche signalétique ou d'un plan local d'urbanisme permet d'en dresser l'inventaire exhaustif.

Il faut également tenir compte de l'environnement immédiat, végétal ou minéral : si la signalétique ne doit pas être agressive, pour être efficace elle doit être visible.

À noter :

Ces préconisations sont aussi valables pour les enseignes scellées au sol.



Implantation de pré-enseigne à éviter car située dans un cône de visibilité.

Proposer des solutions alternatives

Dans le cadre d'une démarche de concertation avec les acteurs économiques concernés, il est suggéré :

- de proposer de limiter la taille des pré-enseignes (60 cm x 100 cm),
- de regrouper, dans toute la mesure du possible, les pré-enseignes par deux en les superposant (en cas de regroupement, on évitera de superposer des pré-enseignes comportant des directions opposées),
- d'utiliser des matériaux traditionnels comme le fer forgé et de faire appel à des artisans ou à des savoir-faire locaux,
- d'avoir recours à une gamme de couleurs pastel susceptible d'unifier la signalétique sans pour autant l'uniformiser.

À chaque couleur de fond de panneau est associée, dans la même gamme de teinte, une couleur plus soutenue pour les textes.

Couleurs pour le fond

Couleurs pour le texte

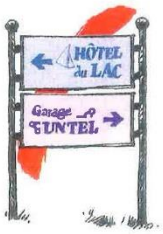


À l'aide de quelques éléments décoratifs, il est possible de personnaliser une pré-enseigne tout en restant sobre.

Dimensions proposées par le Parc.



Regrouper les pré-enseignes par 2.



Éviter les directions opposées.

Des recommandations graphiques sont détaillées page 32.

Dos de panneaux :
Veiller à ce que le dos des panneaux soit peint d'une couleur adaptée à l'environnement.



Proposition de pré-enseigne en drapeau



Proposition de pré-enseigne avec indication de direction dans le support.

Qu'est-ce qu'un RIS ?

Un RIS* est un mobilier urbain* (y compris hors agglomération) **comportant une cartographie et une nomenclature** des voiries et des activités présentes sur le territoire de la commune.

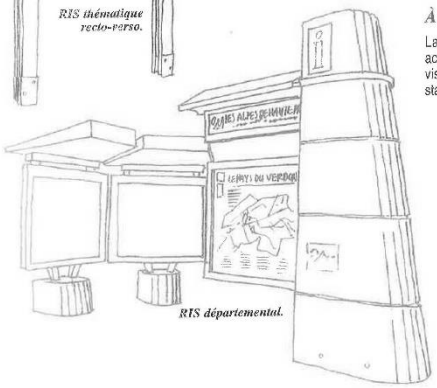
Du fait de l'interdiction de la publicité dans et hors agglomération* sur le territoire du Parc, **les informations à caractère commercial** qu'il peut comporter doivent être **strictement informatives, gratuites et exhaustives,** c'est-à-dire excluant tout privilège ou discrimination.



RIS thématique recto-verso.

À noter

La famille des RIS regroupe tous les dispositifs accessibles aux piétons. Complémentaires des dispositifs visibles de la route, ils nécessitent une possibilité de stationnement à proximité.



RIS départemental.

De multiples dispositifs existent sur le Parc, répondant à différents besoins. Malheureusement, la diversité des solutions retenues nuit sérieusement à l'identification du territoire.

Le Verdon mérite mieux que cela.



RIS communauté de communes recto seul.

Voir définition page 43

La grande famille des RIS.

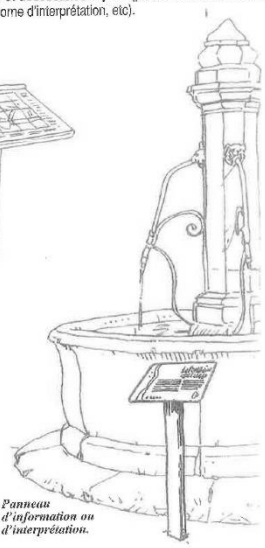
En pratique sur un territoire, il peut exister plusieurs "niveaux" de RIS correspondant à des échelles cartographiques différentes, des informations différentes et des gestionnaires différents.
Par exemple sur le territoire du Parc naturel régional du Verdon, on peut rencontrer :

- des RIS départementaux
- des RIS du Parc
- des RIS communaux
- des RIS thématiques

et toutes les déclinaisons autour des dispositifs apportant une information sur site, et **accessibles à pied** (panneaux d'information, table d'orientation, borne d'interprétation, etc).



RIS communal style table d'orientation.



Panneau d'information ou d'interprétation.

Les relais information service (RIS)

- Les RIS départementaux, sont gérés et entretenus par les services des Conseils Généraux. La cartographie et les informations touristiques proposées se limitent à chacun des deux départements.

- Les RIS du Parc, créés à l'initiative du Parc naturel régional du Verdon, seront complémentaires des précédents. La cartographie recouvrira l'ensemble du territoire du Parc, et l'information touristique proposée sera relative à l'identité du Parc.

- Les RIS communaux, avec une cartographie adaptée au territoire concerné, présentent une information relative notamment aux acteurs économiques présents sur ce territoire.
Selon l'endroit où ils sont implantés (place isolée, voie à grande circulation), les RIS communaux peuvent signaler non seulement le territoire communal mais aussi les communes limitrophes, une entité paysagère entière, ou l'ensemble du Parc.

Les RIS départementaux, du Parc, intercommunaux peuvent signaler, en fonction du lieu d'implantation :
- le territoire départemental
- le territoire du Parc
- l'entité paysagère concernée
- un groupe de communes (plan de zone) et l'ensemble des informations afférentes.

Toutes les formules sont imaginables pour répondre aux besoins d'information des visiteurs en déplacement.



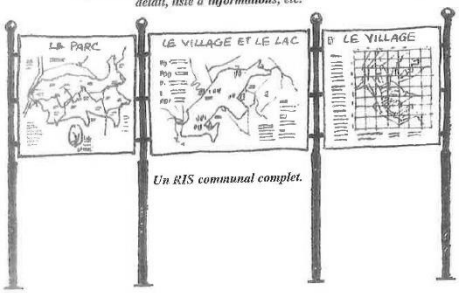
Un RIS de quartier, déclinaison d'un RIS communal.

- Les RIS thématiques propres à une activité spécifique clairement identifiée (par exemple itinéraires cyclo-touristiques, randonnée activités de pleine nature), des tables d'orientation, des dispositifs d'interprétation qui peuvent également s'apparenter à des RIS.

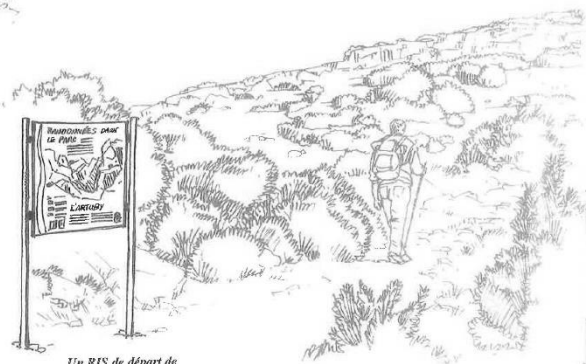
Si tous ces dispositifs sont légitimes, il n'en demeure pas moins que leur multiplication peut parfois dérouter l'usager et qu'avant l'implantation de tous nouveaux RIS, une concertation entre les différents acteurs est absolument nécessaire.

Là encore, le recours à des solutions à caractère industriel est à proscrire. Des savoir-faire existent dans le Verdon ou les territoires voisins. Une démarche signalétique est l'occasion de valoriser ensemble ces savoir-faire et le territoire qui les inspire.

Pour plus de souplesse et de facilité d'insertion dans les sites, les RIS peuvent être composés de plusieurs parties : plan général, plan de détail, liste d'informations, etc.



Un RIS communal complet.



Un RIS de départ de sentier de randonnée.

Liste des entités paysagères en annexe page 32

Les relais information service (RIS)

10 questions à se poser avant de décider de mettre en place un RIS communal.

1. À quoi, à qui servira-t-il ?

Par nature, un RIS, c'est d'abord une cartographie.
La topographie de votre commune justifie-t-elle un tel dispositif ?
Les activités économiques sont-elles dispersées sur le territoire de votre commune ou rassemblées sur un axe principal facilement localisable pour les personnes en déplacement ? Le patrimoine historique justifie-t-il une signalisation particulière et une localisation sur une cartographie ?

2. Quelle échelle cartographique, quelles représentations cartographiques ?

Si votre commune est très étendue, vous avez peut-être intérêt à adopter deux échelles cartographiques.
La première pour faire figurer l'ensemble du territoire, la seconde pour zoomer sur un quartier, par exemple le centre historique.
Une cartographie est une représentation abstraite et conventionnelle. L'usager a tendance à se repérer à partir de signes urbains, par exemple des monuments significatifs. Il est possible que ce système de repérage soit particulièrement efficace dans votre commune : faut-il faire figurer ces signes urbains sur la cartographie ?

3. Quelles informations faire figurer sur la cartographie ?

Trop d'informations nuit à l'information.
Faut-il faire figurer tous les noms des rues, ou seulement les principales ? Toutes les curiosités touristiques ou seulement les principales ? Un itinéraire touristique pour visiter votre commune ? Les principaux services publics ?

4. Quelles mentions y faire figurer ?

Si vous voulez faire figurer les activités économiques présentes dans votre commune, la liste doit être exhaustive et tenue à jour régulièrement ; la publicité est strictement interdite ; la nomenclature des rues accompagnée d'un repère orthogonal peut s'avérer nécessaire ; un classement par grandes catégories peut-être souhaitable : services publics, commerces, autres activités, etc.

5. Quelle hiérarchisation dans ces mentions ?

Pour plus d'efficacité, certaines mentions, particulièrement utiles peuvent figurer, par exemple, sous forme de pictogrammes directement sur la cartographie (par exemple distributeur automatique de billets, pharmacies...), d'autres reportées en dehors de la cartographie comme la nomenclature des rues, les activités économiques, etc.

6. Comment et à quel rythme vous faudra-t-il réactualiser ces mentions ?

Rien n'est pire qu'une signalétique périmée qui induit l'usager en erreur. Si vous mettez en place un RIS, il vous faut réfléchir à sa réactualisation ! Pour la facilité il faut par exemple, peut-être, distinguer ce qui est de l'ordre de l'information pérenne (la cartographie) de ce qui l'est moins (par exemple la localisation et l'implantation des activités économiques), de telle sorte que vous n'ayez qu'une partie des plages graphiques à renouveler régulièrement.

7. Quels matériaux adopter ?

La signalétique extérieure est sensible aux conditions climatiques (hygrométrie, variations de température, etc), aux rayons UV (décoloration), et au vandalisme.
De nombreuses solutions existent (adhésif, PVC imprimé ou sérigraphié, tôle ou lave émaillée, etc), mais aucune n'est parfaite, toutes reposent sur un compromis entre les différentes contraintes : coût, durabilité, solidité, facilité d'entretien, facilité de renouvellement, esthétique, etc.
Le choix d'un matériau est donc crucial et nécessite une étude technique approfondie.
Le Parc peut utilement vous conseiller en ce sens.

8. Où implanter ?

Le RIS est un dispositif signalétique principalement destiné à l'usager en déplacement, et notamment aux automobilistes.
Veiller à ce qu'il y ait une aire de stationnement à proximité immédiate et dans toute la mesure du possible regrouper plusieurs services à proximité : cabine de téléphone, poubelle...

9. Faut-il envisager un micro aménagement urbain ?

L'installation d'un RIS dans votre commune est peut-être l'occasion d'envisager un micro-aménagement urbain pour mieux le signaler et surtout mieux l'intégrer au paysage urbain : traitement du sol, traitement paysager par exemple.

10. Comment sera signalé le RIS ?

Selon les cas, votre RIS est implanté de telle sorte qu'il se signale par lui-même à l'usager. Mais il sera peut-être judicieux de prévoir une signalétique de jalonnement, un panneau routier est prévu à cet effet.

Panneau type CE 3a



Les relais d'information sont signalables par le jalonnement routier.





L'installation d'un RIS peut être l'occasion d'un réaménagement global du site.

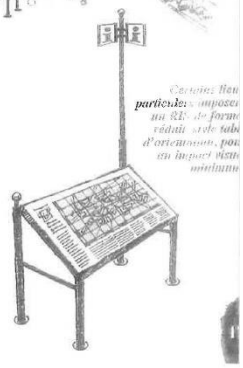
RIS communaux : réfléchir en priorité sur la nature de l'information à communiquer et sa réactualisation

Avant de prendre la décision d'implanter un RIS sur le domaine communal, il est nécessaire de réfléchir à toutes les implications à court comme à moyen terme (voir les dix questions à se poser page précédente).
Il est notamment souhaitable de mener une action de concertation avec les différents intervenants en matière de signalétique afin d'éviter les redondances d'information et, le cas échéant, de réfléchir à un regroupement sur un mobilier unique.
De même, le RIS communal peut permettre de "nettoyer" les entrées d'agglomérations de toutes les informations de type label, qui retrouveraient sur un tel dispositif, une véritable légitimité.

Au-delà, il faut anticiper le vieillissement de l'information, et programmer (tous les ans, tous les deux ans) le renouvellement partiel du dispositif installé. La signalétique en général, et les RIS en particulier, ne peuvent être efficaces que si l'information qu'ils apportent est tenue à jour et que les dispositifs mobiliers sont en bon état.
Sur ce dernier point, le Parc ne préconise pas un modèle standard et préfabriqué de RIS, mais recommande le recours à des matériaux traditionnels et aux savoir-faire locaux.
Qu'ils soient sous forme de panneaux ou de tables, la sobriété des formes est recommandée dans tous les cas.

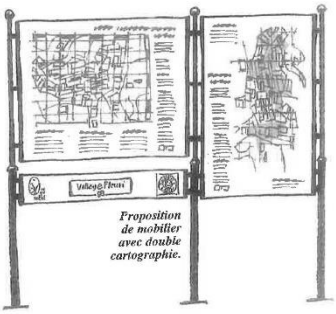


Certains lieux particuliers imposent un RIS de forme rédaction de tables d'orientation, pour un impact visuel minimum



Le recours à des solutions à caractère industriel est à proscrire. Des savoir-faire existent dans le Verdon ou les territoires voisins. Une démarche signalétique est l'occasion de valoriser ensemble ces savoir-faire et le territoire qui les inspire.

Dos de panneaux :
Veiller à ce que les dos des panneaux verticaux soient peints d'une couleur adaptée à l'environnement.



Proposition de mobilier avec double cartographie.

La composition des RIS et dispositifs assimilés :

Dans un souci d'efficacité autant que d'harmonie, la composition de panneaux d'information obéit à des règles précises. C'est encore davantage le cas lorsque cette information est relayée par une ou plusieurs cartes de localisation.

Le Parc propose un appui technique aux communes qui souhaiteraient engager une démarche signalétique globale, et investir dans un ou plusieurs équipements à caractère informatif. Le recours à un bureau d'études spécialisé est également conseillé (cf. aussi page 26).



Cet empilement est illisible : il faut limiter le nombre de barrettes à 5 maximum

La signalétique d'intérêt local

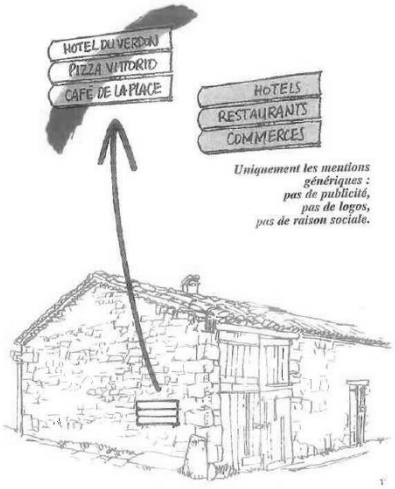
La **micro-signalétique**[*], **dispositif de signalisation de petit format regroupant des barrettes ou réglettes d'information,** ne rentre actuellement dans aucun cadre législatif normatif. Elle peut cependant constituer un complément utile à la signalétique de jalonnement (cf. page 22).

Attention :

Les barrettes de la micro-signalétique ne peuvent pas indiquer de façon nominative des activités commerciales : elles seraient en infraction avec le règlement sur la publicité.



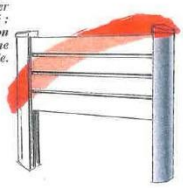
Exemple intéressant de micro-signalétique : 5 mentions génériques maximum, support ouvragé, indications simples et lisibles.



Uniquement les mentions génériques : pas de publicité, pas de logos, pas de raison sociale.

Voir définition page 43

Éviter l'utilisation de mobilier industriel, lourd, uniformisé : les sites et villages du Verdon méritent mieux qu'une zone industrielle.



La signalétique d'intérêt local : prudence

A priori interdite, la micro-signalétique ne s'inscrit dans aucun cadre légal : elle est tolérée et peut constituer un système d'information et de guidage efficace pour les services publics et les activités situées en agglomération. Elle **ne peut, en aucun cas être installée hors agglomération.**

La fonction prioritaire de la micro-signalétique est de renvoyer le visiteur vers le RIS*, où il trouvera toutes les informations sur l'existence et la localisation des activités économiques présentes sur le territoire de la commune.

Outre ce fléchage vers le RIS, la micro-signalétique ne pourra indiquer que les services publics ou des activités économiques à caractère générique de type commerces, restaurants, sans aucune indication nominative.

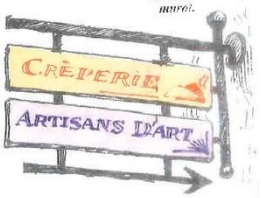
S'agissant des services publics et du jalonnement des RIS, le Parc préconise que toutes les communes adoptent une couleur unique : fond blanc cassé, lettres grises, et s'agissant des autres informations à signaler, une couleur à choisir dans la gamme pastel ci-dessous.

On limitera le nombre de barrettes à **5 maximun** pour faciliter la lecture.

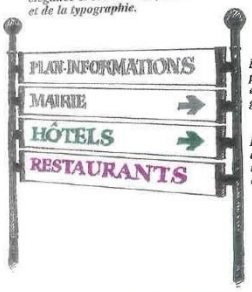


Proposition de micro-signalétique sur mât : la fabrication artisanale permet toutes les audaces.

Exemple de mobilier muret.



Légèreté du support grâce à l'utilisation du fer forgé, élégance et sobriété des formes et de la typographie.



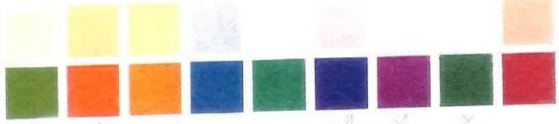
Les équipements publics sont signalés en gris foncé sur fond gris clair.

Les services et activités commerciales utilisent la gamme colorée.

Dos de panneaux : veiller à ce que le dos des barrettes soit peint d'une couleur adaptée à l'environnement.

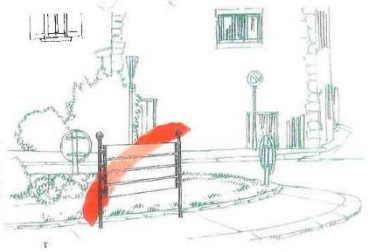
couleurs pour le fond

couleurs pour le texte



Couleurs spécifiques pour la signalisation des RIS et des équipements publics.

Pour les préconisations en matière de graphisme, se reporter à la page 32.



Certaines règles doivent être respectées : la micro-signalétique ne doit pas être implantée sur un carrefour giratoire par exemple.

*Voir définition page 34

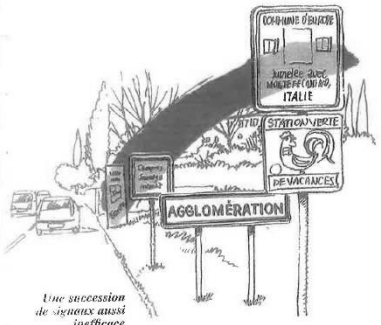
Les entrées d'agglomération sont des sites particulièrement sensibles et ce d'autant plus qu'ils sont souvent immédiatement précédés d'espaces particulièrement denses en pré-enseignes.

Il convient de rappeler que le panneau d'entrée d'agglomération (EB 10) ne peut être associé qu'à un panneau de limitation de vitesse (type B 14).

La réglementation a prévu un panneau spécifique d'appartenance au territoire du Parc (type E 33b).

Les autres informations que l'on rencontre couramment en entrée d'agglomération, comme les labels (Village fleuri, Station verte de vacances...) doivent logiquement être assimilées à de la publicité pour la commune et n'auraient donc pas de base légale.

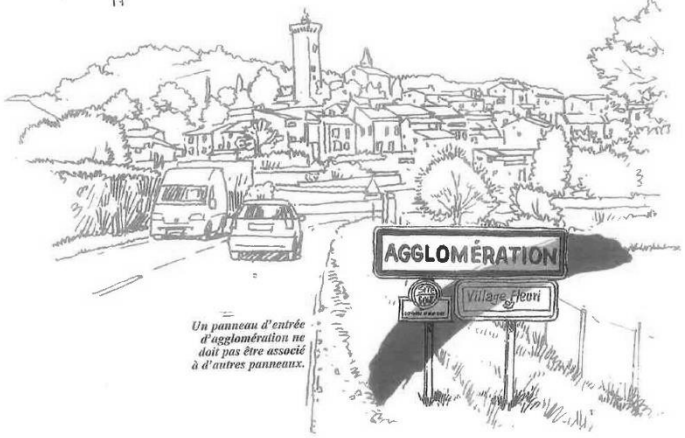
Néanmoins, ces informations sont actuellement tolérées, à condition qu'elles ne constituent pas un danger pour l'usager de la voie publique.



Une succession de signaux aussi inefficace que dégradante !



Le seul panneau autorisé par la règlementation est celui d'appartenance au Parc (E 33b) à condition d'être installé sur un support séparé.



Un panneau d'entrée d'agglomération ne doit pas être associé à d'autres panneaux.

Les entrées d'agglomération : la carte de visite de votre commune

Trop souvent on assiste à une multiplication de panneaux aux entrées d'agglomération de type Station verte de vacances, Village fleuri, etc.

Ces accumulations sont souvent inesthétiques et paradoxalement dévalorisantes pour la commune.

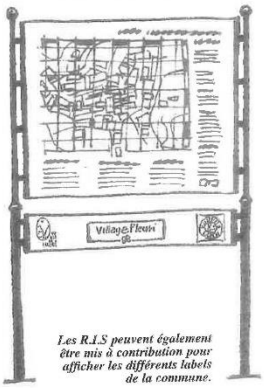
Il est suggéré...

- soit de regrouper ces informations si elles sont en nombre limité (4 mentions maximum) sur un même support.
  Le seul panneau réglementaire autorisé étant celui du Parc (E 33b), il serait judicieux de l'utiliser comme base de regroupement des différents labels après le panneau d'entrée d'agglomération.
- soit, mieux encore de les reporter sur le RIS communal, considérant que ces labels constituent une information à caractère touristique et trouveront utilement leur place à côté des autres informations à caractère touristique présentés sur le RIS.

La suppression de ces panneaux où à défaut leur regroupement sur un support unique améliorera significativement l'image que la commune donne d'elle-même à ses visiteurs.



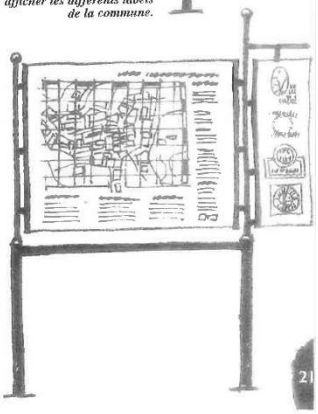
Possibilité de regroupement après le panneau d'entrée d'agglomération.



Les R.I.S peuvent également être mis à contribution pour afficher les différents labels de la commune.



Seul le panneau du Parc est prévu par la réglementation. Il peut avantageusement servir de support aux différents labels présents en entrée d'agglomération.



Le jalonnement



Le jalonnement* recouvre tous les dispositifs de signalisation coexistants sur la voie publique.

Les outils de jalonnement regroupent
la signalisation de direction,
d'indication,
de localisation,
la signalisation de Relais Informations Services (RIS),
d'informations culturelles et touristiques
et les itinéraires touristiques.

Ce que dit la loi

La signalétique de direction implantée sur la voie publique* est soumise aux dispositions de l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, l'instruction ministérielle du 22 mars 1982 et les circulaires des 11 avril et 2 novembre 1984.

Elle est du ressort du gestionnaire de la voirie (Conseil Général ou mairie) ; en pratique, elle est régie par le schéma directeur départemental de signalisation routière.

Dans l'instructution ministérielle de 1982, une liste détermine les équipements et les services signalables.
Cette liste est limitative.
Pour en savoir plus, reportez-vous pages 28-29.



Exemple de services et équipements signalables.

À noter

Ne pas confondre le jalonnement constitué de panneaux réglementaires et la micro-signalétique tolérée à l'intérieur des agglomérations.

*Voir définition page 43

Le Parc propose

Pour toute nouvelle installation de dispositif directionnel ou de jalonnement, communal ou départemental, ou lorsqu'un dispositif existant présente un impact conséquent, le Parc préconise un mobilier à dos peint ou même fermé, ainsi que des poteaux peints.



Dos de panneaux pleins et peints.



Dos de panneaux classiques.

Les fournisseurs proposent des matériels normalisés dont les couleurs (dos et poteaux) permettent une bonne insertion dans tous les environnements.

Environnement à dominante :

Rocheuse	*gris foncé*	*gris clair*
Végétale	*vert sapin*	*vert tilleul*
Bâtie	*bronze*	*sable*

La signalétique de jalonnement - Campings et Gîtes

Camping-caravaning



Panneau type CE 4a — *CE 4b* — *CE 4c*

Gîte



Panneau type CE 5b



La signalisation des campings et des gîtes

Les campings et les gîtes n'ont pas droit aux pré-enseignes dérogatoires, mais la réglementation a prévu, à l'échelle nationale, l'utilisation d'idéogrammes normalisés, implantables sur la voie publique*, au même titre que la signalisation routière.

Seuls les établissements homologués officiellement (Ministères du Tourisme et de l'Agriculture et Fédération nationale des Gîtes de France) peuvent y avoir accès.

La réglementation précise que ce jalonnement* d'indication, qui peut être accompagné du nom du lieu-dit ou du quartier (mais pas celui de l'établissement ou du propriétaire) doit être implanté à proximité immédiate de l'établissement. Il est limité à un total de 4 panneaux par lieu-dit ou quartier.

Campings et gîtes font partie des activités à indiquer sur les RIS*.
Les logotypes ou labels – comme Gîtes de France, Bienvenue à la ferme, etc. – ne peuvent pas être implantés sur le domaine public : ils ne peuvent figurer que sur l'immeuble* où s'exerce l'activité.



Les campings et les gîtes ne peuvent bénéficier des pré-enseignes dérogatoires car ils ont accès à la signalétique routière.





Attention :
La signalétique de jalonnement s'inscrit dans le cadre des schémas directeurs de signalisation élaborés et gérés par les départements. Il convient en tout état de cause de consulter la subdivision de l'équipement la plus proche si vous souhaitez implanter de tels dispositifs.

Voir définition page 43

Affichage temporaire - Affichage libre

Ce panneau peut être installé trois semaines avant le début de la manifestation.



L'affichage temporaire est interdit sur les panneaux directionnels ainsi que sur les arbres.



Les enseignes et pré-enseignes temporaires

Elles signalent :

- **pour moins de 3 mois** : des manifestations exceptionnelles à caractère culturel, touristique ou des opérations exceptionnelles ;
- **pour plus de 3 mois** : des travaux publics, des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente.

Elles peuvent également être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de l'opération.



Ce bandeau devra être retiré au maximum une semaine après la fin de la manifestation.

Les pré-enseignes temporaires
sont régies par la réglementation relative aux pré-enseignes (reportez-vous pages 8 à 11).

Les pré-enseignes temporaires **sont interdites** sur les arbres (article 4 de la loi). Décret 80-923 du 21 novembre 1980, article 2 : la publicité est interdite en agglomération (donc les pré-enseignes temporaires), sur les monuments naturels, les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public, les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne.

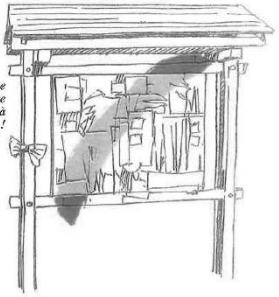
Les enseignes temporaires
sont soumises à autorisation du maire. Cette autorisation est délivrée après avis de l'Architecte des Bâtiments de France lorsqu'il s'agit des enseignes de plus de trois mois signalant des travaux publics ou opérations immobilières situés dans un site classé, sur un immeuble classé Monument Historique, dans un secteur sauvegardé...

Lorsqu'il s'agit d'enseignes installées pour plus de trois mois signalant des travaux publics, des opérations immobilières, ou la location ou la vente de fonds de commerce, leur surface unitaire maximale est de 16 mètres carrés lorsqu'elles sont scellées au sol.

L'affichage libre ou affichage associatif

Dispositifs légaux, les panneaux d'affichage libre sont souvent délaissés et peu entretenus. Ils peuvent pourtant être un moyen de communication efficace pour toutes les associations locales et le support privilégié de promotion des activités locales.

Ce panneau ne devrait pas être ainsi laissé à l'abandon !



Annexe n° 18. Fiches techniques et pratiques du PNRV - Recommandations techniques « Les devantures et enseignes

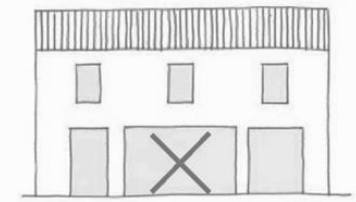
OBSERVER CONNAÎTRE
DIAGNOSTIQUER INTERVENIR
DANGER
CONSEILS ÉNERGÉTIQUES

Devantures commerciales & enseignes

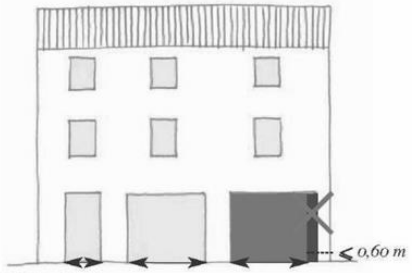
Les devantures commerciales et les enseignes, outre leur fonction de signaler les commerces et de présenter la boutique, participent à la qualité visuelle du centre ville. Elles rythment la rue, guident le chaland, le touriste, et contribuent à l'atmosphère générale. Elles doivent être l'objet d'attention, entretenues régulièrement et leur remplacement doit prendre en compte ces paramètres.

Les devantures et vitrines commerciales

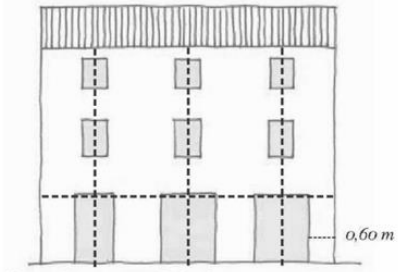
Les devantures commerciales en coffrage de bois, datées de la fin du XIXe siècle ou du début du XXe siècle, doivent être conservées : ces installations sont de précieux témoignages de l'essor du commerce de détail et de sa prospérité passée, pour les plus remarquables d'entre elles. La création ou la modification de vitrines commerciales doit respecter des proportions verticales, c'est-à-dire que leur hauteur doit être supérieure à leur largeur. Ces vitrines doivent aussi respecter les règles de position verticale et horizontale s'appliquant aux ouvertures des façades ordonnancées. Quand la façade ne présente pas d'ordonnancement particulier, les vitrines doivent être distantes de plus de 60 cm des limites latérales de la façade, la largeur totale de l'ensemble des portes et vitrines du rez-de-chaussée ne doit pas excéder les deux tiers de la largeur de la façade. Dans le cas d'une nouvelle installation commerciale en rez-de-chaussée, une porte indépendante **permettant d'accéder aux étages doit être ménagée.**



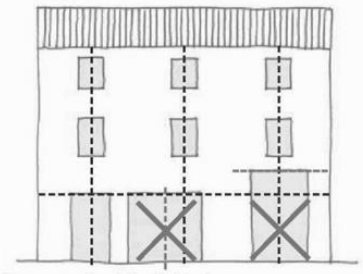
Vitrine trop large ne respectant pas la proportion verticale (à éviter)



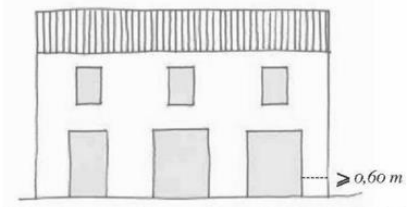
Inférieur à 0,60 m



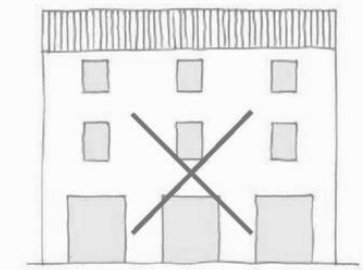
Composition respectant la façade



Non respect des règles (à éviter)



Vitrine située à une distance suffisante de la limite latérale de la façade



Suppression de la porte d'accès aux étages remplacée par une vitrine (à éviter)



1. Boutique à deux étals de pierre au 31, Grand' Rue à Riez
2. Devanture intégrée dans un châssis de bois avec porte et volets en bois (Castellane)
3. Devanture intégrée dans un châssis de bois formée d'une porte en feuillure à quatre vantaux repliables (Valensole)
4. Devanture de bois disposée en retrait du mur de façade, pouvant être fermée par des vantaux de bois repliables (Saint-André-les-Alpes)
5. Devanture à large bandeau en coffrage de bois surmontant une fenêtre à deux volets et une vitrine pouvant être fermée par des vantaux repliables (Riez)
6. Devanture à bandeau et piédroits en coffrage de bois avec vitrine à petits bois pouvant être fermée par des vantaux repliables (Riez)
7. Devanture à bandeau et piédroits en coffrage de bois avec vitrine en position fermée par six vantaux repliables, et protection par un store-banne (Riez)
8. Devanture commerciale traitée en soubassement d'immeuble à lignes de refend (Gréoux-les-Bains)

Les enseignes

Les enseignes sont les facteurs clés d'identification des commerces. Pour autant, l'expérience montre que trop d'information nuit à l'information et constitue une atteinte grave à la qualité des sites.

Dans les centres anciens des bourgs et des villages, les enseignes participent à la mise en valeur du cadre bâti et de son architecture. Sur le bâti traditionnel, une enseigne en applique et une enseigne en drapeau ou en potence suffisent généralement à l'identification d'un point de vente : souvent modestes par leurs dimensions, ces enseignes, qui font parfois l'objet d'une réelle originalité, sont cependant bien visibles. Qu'il soit formé de lettres peintes, découpées ou forgées, qu'il soit figuratif ou symbolique, le graphisme d'une enseigne doit être le plus simple possible pour en faciliter la lecture. La diversité de matériaux que sont l'acier, l'aluminium, le fer, le bois, le plastique, le plexiglas ou la peinture permet d'adapter chaque enseigne à tout type de commerce et à son environnement.

Règles d'entretien

En vertu de l'article R 581-58 du code de l'environnement, une enseigne doit être constituée par des matériaux durables. L'enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale. L'enseigne est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsque celle-ci présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

Enseignes lumineuses

En application de l'article R 581-59 du code de l'environnement, les enseignes lumineuses ne peuvent présenter une luminance excessive (candelas au m²), tout en ayant une efficacité lumineuse minimale (lumens par watt). Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence. Les caissons lumineux frontaux sont déconseillés, sauf dans le cas d'enseignes apposées en bandeau de devanture. Les caissons lumineux non teintés (fond blanc) sont déconseillés ; on doit privilégier les graphismes clairs sur fond sombre de préférence aux graphismes sombres sur fond clair.



Enseignes frontales ou en applique

L'article R 581-60 du code de l'environnement stipule que les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas en dépasser les limites, ni constituer par rapport à ce mur une saillie de plus de 25 cm, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit. Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas 1 m, devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie, enfin, sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie dépassant 25 cm par rapport à ce dernier.

Les enseignes frontales traditionnelles sont disposées en bandeau au-dessus de la vitrine ; elles peuvent figurer sur le lambrequin d'un store, être collées ou peintes sur la vitrine, ou encore être placées derrière celle-ci. Les enseignes frontales situées en soubassement de vitrine ou à un niveau dépassant celui des appuis des baies du premier étage sont déconseillées.

Enseignes en potence ou en drapeau

En vertu de l'article R 581-61 du code de l'environnement, les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur. Ces enseignes en potence ou en drapeau ne doivent pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement. Dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder 2 m. Ces enseignes en potence ou en drapeau ne peuvent pas être apposées devant une fenêtre ou un balcon.

Les enseignes en potence ou en drapeau sont de préférence disposées à l'extrémité de la devanture ; il est déconseillé de les fixer à un niveau dépassant celui des appuis des baies du premier étage.



Enseignes sur toitures ou terrasses

L'article R 581-62 du code de l'environnement précise que des enseignes peuvent être installées sur des toitures ou sur des terrasses en tenant lieu sous certaines conditions. Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans moins de la moitié du bâtiment qui les supporte, leur installation est régie par les prescriptions applicables aux dispositifs publicitaires ; lorsque les activités qu'elles

Annexe n° 19. Zone de présomption de prescriptions archéologiques.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Ministère Culture Communication

Direction régionale des affaires culturelles

Arrêté n° : 83102-2007

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de REGUSSE (Var)

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code du patrimoine, et notamment son livre V, article L.522-5 ;

Vu le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu l'avis de la Commission Interrégionale de la Recherche Archéologique du Sud-Est en date du 28/03/2007 ;

Considérant les éléments de connaissance du patrimoine archéologique recensés sur la commune de Régusse, mis en évidence lors de fouilles entreprises à l'occasion de projets d'aménagement et d'urbanisme ou de recherche programmée, lors de campagnes de prospection-inventaire, lors du dépouillement de la documentation écrite ; que ces éléments permettent de présumer que des vestiges archéologiques nombreux ou importants sont présents sur les terrains inclus dans le périmètre des zones ; que leur protection implique que l'ensemble des dossiers de demande de permis de construire, de démolir, d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir et les décisions de réalisation de zone d'aménagement concerté soient transmis au préfet de région ;

1/2

ARRÊTE

Article 1er

Sur la commune de Régusse, est déterminée une zone géographique conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique, comme le prévoit l'article L.522-5 alinéa 2 du code du patrimoine susvisé ; cf. pièce annexe 83102-I1, échelle 1/25000

La zone n° 1 (Bassin de Régusse, sections C2 total, C3 partiel, D1 total, F1 partiel, M1 partiel, M2 total) concerne toutes les parcelles totalement ou partiellement comprises dans le périmètre délimité sur les documents annexés au présent arrêté :

Extrait de carte au 1/25000 (83102-I1)
Extrait de plan cadastral (830102-C2)

Article 2

Dans la zone n° 1 délimitée à l'article 1er, alinéa 2 , tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir, d'autorisation d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir et les décisions de réalisation de zone d'aménagement concerté devront être transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 21-23 boulevard du Roi René, 13617 Aix-en-Provence Cedex) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n° 2004-490 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté et ses annexes seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var et transmis par le Préfet du département du Var au maire de Régusse qui procédera à leur affichage pendant un mois en mairie à compter de leur réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes seront tenus à disposition du public à la mairie de Régusse et à la Préfecture du Var.

Article 5

Le Directeur régional des affaires culturelles, le Préfet du département du Var, ainsi que le maire de la commune de Régusse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 MAI 2007

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Régional
P.O. Le Conservateur Régional
de l'Archéologie

Xavier DELESTRE

2/2

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

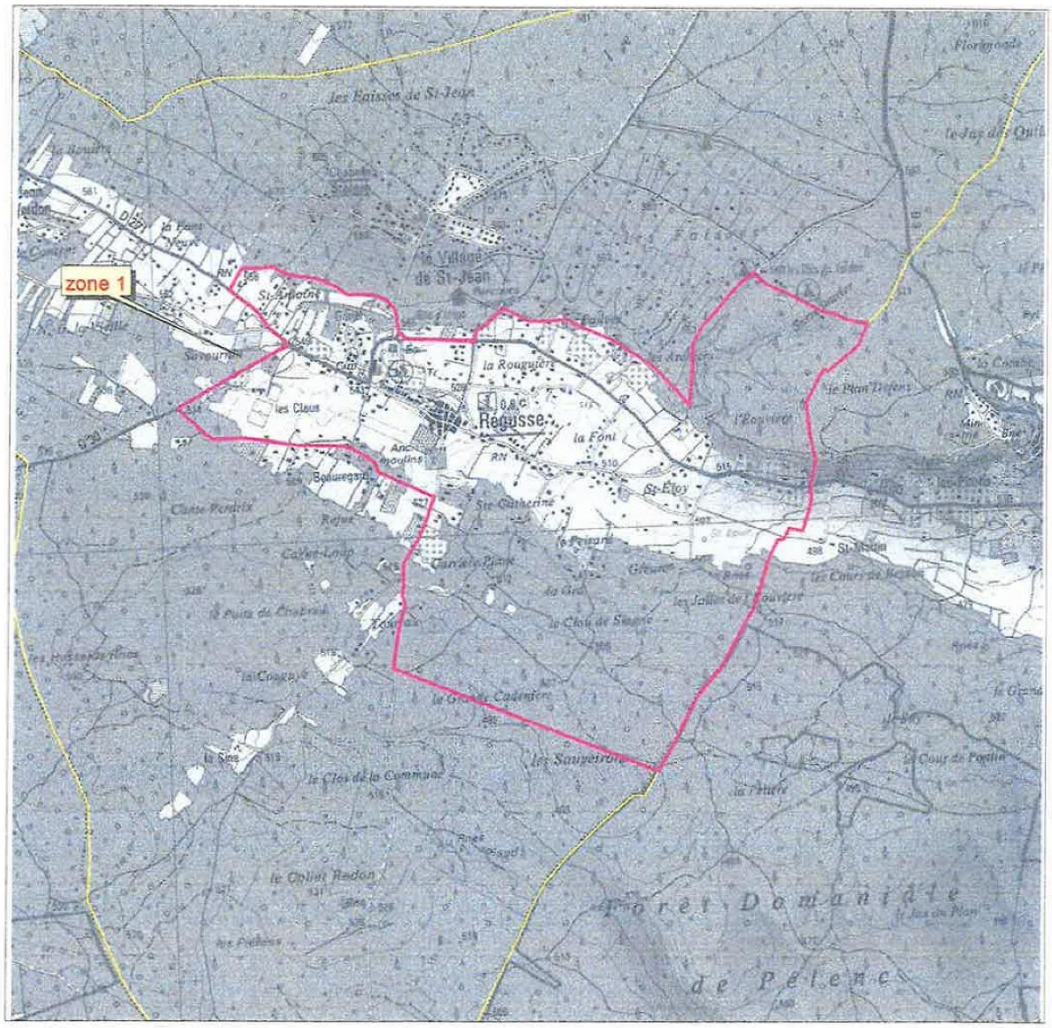
Culture Communication

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE

Var, Régusse : vue générale

Arrêté n°83102-2007 pièce annexe n°83102-11



emprise de la zone de saisine

Echelle 1/25 000 © SCAN25 IGN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

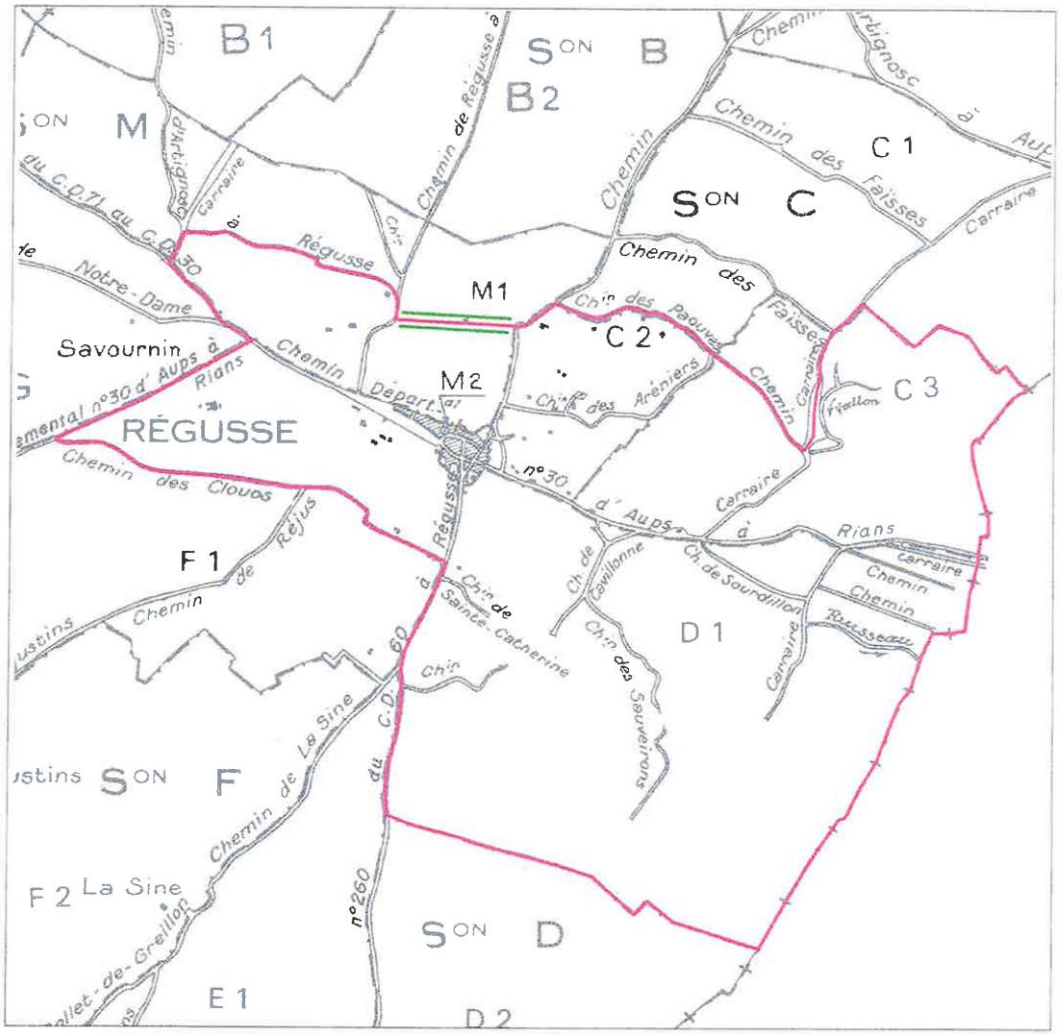
Culture
Communication

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE

Var, Régusse : plan cadastral, zone 1 (Bassin de Régusse), sections C2 total, C3 partiel, D1 total, F1 partiel, M1 partiel, M2 total

Arrêté n°83102-2007 pièce annexe n°83102-C2



emprise de la zone de saisine

tracé de la RD 30

Annexe n° 20. Porter à connaissance communal « Retrait-gonflement des sols argileux »

Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAR

PORTER A CONNAISSANCE COMMUNAL

Retrait-gonflement des sols argileux



COMMUNE DE REGUSSE

EDITION 2008
Mise à jour mars 2011

1

Sommaire

LE PHÉNOMÈNE 5

L'IMPACT SUR LES CONSTRUCTIONS 7

LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA 9

LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX DANS LA COMMUNE 11

LES MESURES DE PREVENTION POUR CONSTRUIRE 13

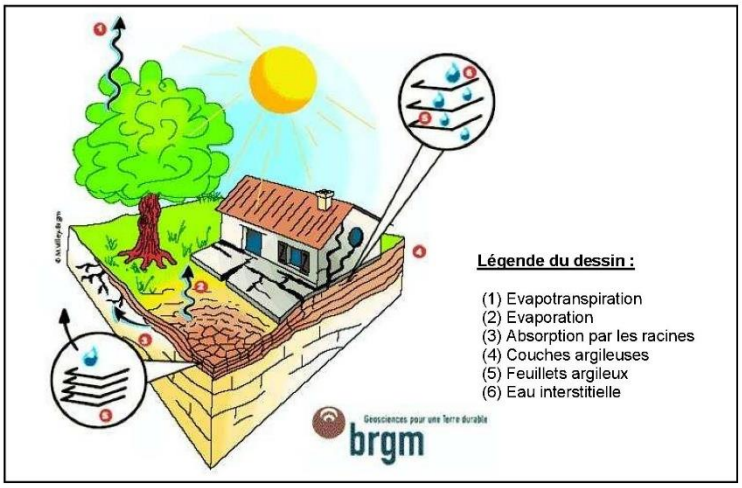
POUR EN SAVOIR PLUS 15

LE PHÉNOMÈNE

Chacun sait qu'un **matériau argileux** voit sa consistance se modifier en fonction de sa **teneur en eau** : dur et cassant lorsqu'il est desséché, il devient plastique et malléable à partir d'un certain niveau d'humidité. On sait moins en revanche que ces modifications de consistance s'accompagnent de **variations de volume**, dont l'amplitude peut être parfois spectaculaire.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que **les mouvements les plus importants sont observés en période sèche**. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à **l'évaporation**. Il en résulte un **retrait des argiles**, qui se manifeste verticalement par un **tassement** et horizontalement par l'ouverture de fentes de retrait, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'**amplitude de ce tassement** est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est **épaisse** et qu'elle est riche en **minéraux gonflants**. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'**arbres** (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Ces mouvements sont liés à la **structure interne** des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 µm). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en **feuillets**, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un **gonflement**, plus ou moins réversible, du matériau. Certaines familles de minéraux argileux, notamment les **smectites** et quelques **interstratifiés**, possèdent de surcroît des **liaisons particulièrement lâches entre feuillets** constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des **variations importantes de volume** du matériau.



5

L'IMPACT SUR LES CONSTRUCTIONS

Le sol situé sous une maison est protégé de l'évaporation en période estivale et il se maintient dans un **équilibre hydrique** qui varie peu au cours de l'année. De fortes **différences de teneur en eau** vont donc apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé. Ceci se manifeste par des **mouvements différentiels**, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles de la maison. Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'**hétérogénéité du sol** ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des **sous-sols partiels** notamment, ou des pavillons construits sur **terrain en pente**).

Ceci se traduit par des **fissurations en façade**, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures. Les désordres se manifestent aussi par des **décollements** entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), ainsi que par une **distorsion des portes et fenêtres**, une **dislocation des dallages** et des **cloisons** et, parfois, la rupture de **canalisations enterrées** (ce qui vient aggraver les désordres car les fuites d'eau qui en résultent provoquent des gonflements localisés).

Les **maisons individuelles** sont les principales victimes de ce phénomène et ceci pour au moins deux raisons : la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout **fondés** de manière relativement **superficielle** par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise ; par ailleurs, la plupart de ces constructions sont réalisées sans **études géotechniques préalables** qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

Depuis la vague de sécheresse des années **1989-91**, le phénomène de retrait-gonflement est intégré au régime des **catastrophes naturelles** instauré par la loi du 13 juillet 1982. Depuis, ce risque naturel est devenu en France la **deuxième cause d'indemnisation**, juste derrière les inondations, et le montant total des remboursements effectués à ce titre a été évalué en septembre 2008 par la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) à environ **3,9 milliard d'euros dont 1 milliard pour la seule année 2003**, ce qui correspond à plusieurs **centaines de milliers de maisons** sinistrées sur l'ensemble de la France entre 1989 et 2003. Par ailleurs, un montant supplémentaire de **218,5 millions d'euros** a été accordé dans le cadre d'une **procédure exceptionnelle** pour indemniser les sinistres les plus graves survenus en 2003 dans des communes non reconnues en état de catastrophe naturelle.

Dans le Var, **45 communes** sur les 153 que compte le département ont été reconnues au moins une fois en **état de catastrophe naturelle** entre 1989 et 2007. D'après la CCR, le département est situé en 22ème position en termes de coût total d'indemnisation au titre des catastrophes naturelles sécheresse, avec un montant de 53,2 millions d'euros pour la période 1989-2003. D'autre part, **82 communes** n'ayant pu être reconnues en état de catastrophe naturelle sécheresse pour l'été 2003 ont été concernées par la **procédure exceptionnelle** mise en place par la loi de finances 2006. Sur les 1 171 dossiers de sinistres introduits dans ce cadre, 532 ont bénéficié d'une indemnisation, pour un montant total hors franchise de 11,8 millions d'euros. Il est à noter enfin que **2 882 sinistres** attribués au retrait-gonflement ont été recensés dans le Var, à l'occasion de la cartographie d'aléa réalisée par le BRGM en 2005-2007.

En ce qui concerne la commune de Régusse, la commune a fait l'objet de six arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle relatifs aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols :

- **arrêté du 18/05/1993** (date de publication au JO le 12/06/1993) : commune **reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/05/1989 au 31/12/1991 ;
- **arrêté du 19/11/1998** (date de publication au JO le 11/12/1998) : commune **reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/01/1992 au 30/04/1998 ;
- **arrêté du 08/07/2003** (date de publication au JO le 26/07/2003) : commune **reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/05/1998 au 30/12/1998 et pour la période du 01/01/2002 au 30/09/2002 ;
- **arrêté du 31/03/2008** (date de publication au JO le 04/04/2008) : commune **reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/01/2004 au 31/03/2004 et pour la période du 01/07/2004 au 30/09/2004 ;
- **arrêté du 20/02/2008** (date de publication au JO le 22/02/2008) : commune **non reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/01/2005 au 28/02/2005 ;
- **arrêté du 18/04/2008** (date de publication au JO le 23/04/2008) : commune **non reconnue** en état de catastrophe naturelle pour la période du 01/01/2002 au 31/12/2002.

D'autre part, quarante-trois sinistres liés au phénomène ont été recensés dans le cadre de la cartographie de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux, réalisée en 2007.

8

LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA

Afin de tenter de diminuer à l'avenir le nombre de sinistres causés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, il importe de cartographier l'aléa associé, ce qui revient à délimiter les secteurs potentiellement exposés au phénomène, pour y diffuser les règles de prévention à respecter.

L'aléa désigne théoriquement la probabilité qu'un phénomène naturel d'intensité donnée survienne sur un secteur géographique donné et dans un laps de temps donné. Ici, l'aléa est évalué de manière qualitative et la carte produite permet seulement de délimiter les zones exposée *a priori* à un même niveau vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, sans pouvoir réellement quantifier la probabilité d'occurrence.

La carte d'aléa du Var, publiée en avril 2007, a été réalisée par le BRGM à la demande du ministère en charge de l'environnement, dans le cadre d'un programme national de cartographie qui couvrira à terme l'ensemble du territoire métropolitain. La donnée de départ utilisée est celle des cartes géologiques publiées par le BRGM à l'échelle 1/50 000. Leur analyse permet d'identifier les formations à composante argileuse, affleurantes ou sub-affleurantes, et d'en établir une cartographique numérique, homogène à l'échelle départementale. Des regroupements de formations sont opérés et des précisions sont apportées localement pour intégrer des données ponctuelles issues de forages récents ou communiqués par des organismes tiers : bureaux d'études géotechniques, maîtres d'ouvrages publics ou privés, experts d'assurance, etc.

Les formations argileuses ainsi identifiées font ensuite l'objet d'une hiérarchisation en fonction de leur susceptibilité vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement. Celle-ci est évaluée sur la base de trois critères qui se recoupent plus ou moins :

- leur nature lithologique,
- la composition minéralogique de leur phase argileuse,
- leur comportement géotechnique.

La combinaison de ces différentes observations permet d'établir une carte de susceptibilité au retrait-gonflement. La carte d'aléa est ensuite issue de cette carte de susceptibilité en intégrant de surcroît la sinistralité enregistrée depuis 1989. Ceci nécessite de recenser et localiser avec précision les sinistres survenus dans le département, afin d'obtenir une représentation statistique réaliste des probabilités d'occurrence du phénomène. Le nombre de sinistres ainsi pris en compte dans le Var est de 2 882. Ces données permettent de calculer, pour chacune des formations argileuses identifiées, une densité de sinistres qui est rapportée, pour permettre les comparaisons, à 100 km^2 de surface d'affleurement réellement urbanisée (il est en effet nécessaire pour cela de tenir compte du taux d'urbanisation qui peut présenter des disparités importantes d'un point à l'autre du département).

L'échelle de validité de la carte départementale d'aléa ainsi établie est celle de la donnée de base utilisée pour leur réalisation, à savoir les cartes géologiques (levées à l'échelle 1/25 000 mais éditées au 1/50 000). Le degré de précision et de fiabilité des cartes d'aléa est nécessairement limité par la qualité et la densité des données accessibles, notamment via les cartes géologiques. En particulier, les hétérogénéités lithologiques, qui caractérisent de nombreuses formations géologiques, ne sont pas toujours bien identifiées sur les cartes actuellement disponibles.

Il n'est donc pas exclu que, sur les secteurs considérés d'aléa *a priori* nul, se trouvent localement des zones argileuses d'extension limitée, liées à l'altération localisée des calcaires, à des lentilles argileuses intercalées ou à des placages argileux non

cartographiés, correspondant notamment à des amas glissés en pied de pente. Non significatives à l'échelle départementale, ces poches argileuses localisées peuvent être de nature à provoquer des sinistres isolés à l'échelle de la parcelle constructible.

Inversement, il est possible que, localement, certaines parcelles situées pourtant dans un secteur jugé potentiellement exposé à l'aléa retrait-gonflement des argiles soient en réalité constituées de terrains non sujets au phénomène. Ceci ne peut cependant être mis en évidence qu'à l'occasion d'investigations géotechniques spécifiques, car les données géologiques accessibles au moment de l'étude ne l'indiquent pas.

La carte d'aléa retrait-gonflement des sols argileux du Var, réalisée par le BRGM (rapport BRGM/RP-55471-FR, avril 2007) est disponible en ligne depuis novembre 2008 sur le site internet www.argiles.fr. Un extrait de la carte sur la commune de Régusse est présenté à l'échelle 1/25 000 en annexe.

10

LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX DANS LA COMMUNE

Située au nord du département, la commune de Régusse est recouverte par les formations argileuses sur presque 26 % de la surface communale totale. Dans le cadre de l'établissement, en 2007, de la carte départementale d'aléa retrait-gonflement des sols argileux, les formations argileuses affleurantes ont fait l'objet d'un regroupement à l'échelle départementale.

La formation argileuse appelé « Formation de Valensole, des marnes gréseuses et formations argileuses du Miocène terminal et du Pliocène » est prédominante sur la commune, sa surface d'affleurement représentant plus de 15 % de la surface communale totale (principalement à l'ouest : la Tour, Villeuneuve, saint-Jean-du-Verdon). Cette formation regroupe la formation de Valensole (composée de lentilles de poudingues à ciment gréseux alternant avec des marnes jaunes ou brun rouge) et les faciès détritiques fluvio-lagunaires du Pliocène moyen et Miocène (sables, limons, argiles et cailloutis, marnes bleues). Elle est classée en aléa moyen vis-à-vis du retrait-gonflement. Vingt-six sinistres ont été recensés sur cette formation sur la commune dans le cadre de la cartographie de 2007.

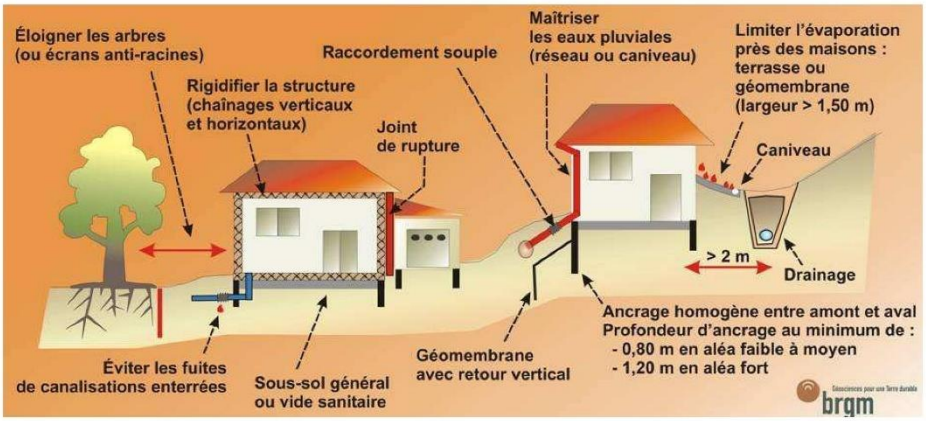
Les formations argileuses de la fin du Secondaire et du début du Tertiaire (Calcaires argileux et marnes du Campanien, Maastrichtien et du Paléocène et Argiles et sables argileux du Paléocène et Eocène inférieur), également classées en aléa moyen, affleurent sur la commune au centre ville et à l'ouest (Saint-Maurin). Quatre sinistres ont été recensés sur cette formation sur la commune dans le cadre de la cartographie de 2007.

La formation des Marnes sableuses et calcaires argileux du Turonien, Coniacien et Santonien affleure modestement au sud du centre ville (quartier de Beauregard). Cette formation regroupant des marnes sableuses bleutées, des calcaires gréseux et des grès, est faiblement sensible au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Quatre sinistres ont été recensés sur cette formation sur la commune dans le cadre de la cartographie de 2007.

La formation des alluvions fluviatiles récentes, composées de sables, cailloutis, graviers et limons, affleure au centre de la commune. Ces alluvions sont faiblement sensibles au retrait-gonflement.

LES MESURES DE PREVENTION POUR CONSTRUIRE

Les **dispositions préventives** généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques **principes** suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la **responsabilité du constructeur**.



Les **fondations** sur semelle filante doivent être **armées** et **suffisamment profondes** pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre **au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort**. Une construction sur **vide sanitaire** ou avec **sous-sol généralisé** est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un **radier généralisé**, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations. Les fondations doivent être **ancrées** de manière **homogène** sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.

La **structure** du bâtiment doit être suffisamment **rigide** pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des **chaînages horizontaux et verticaux convenablement armés**. Deux éléments de construction accolés et fondés de manière différente doivent être désolidarisés et munis de **joints de rupture** sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.

Tout élément de nature à provoquer des **variations saisonnières d'humidité** du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être **le plus éloigné possible** de la construction. On considère en particulier que l'**influence d'un arbre** s'étend jusqu'à une **distance égale à au moins sa hauteur** à maturité. Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de **trottoir périphérique** ou de **géomembrane enterrée**, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation. En cas de **source de chaleur** en sous-

sol (chaudière notamment), les **échanges thermiques** à travers les parois doivent être **limités** par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.



Illustrations : 1 – Angle de maison fissuré ; 2 – Décollement du seuil de la maison ; 3 – Fissuration d'une cloison intérieure ; 4 – Fissuration d'un linteau à l'intérieur ; 5 – Fissuration du soubassement extérieur ; 6 – Forme de dessiccation d'un sol argileux ; 7 – Fissuration de la chaussée.

Pour plus d'informations sur les mesures de prévention à adopter pour construire sur sol sujet au retrait-gonflement, un dossier spécifique a été réalisé par le ministère en charge de l'environnement. Ce document est consultable sur le site www.prim.net, il contient notamment des fiches détaillées décrivant les mesures à prendre pour limiter les dommages sur le bâti existant ou les constructions futures de maisons individuelles..

14

POUR EN SAVOIR PLUS

Dans le Var, une **carte départementale de l'aléa retrait-gonflement** a été réalisée par le BRGM en 2005-2007 (rapport BRGM/RP-55471-FR, avril 2007) et est accessible sur Internet (www.argiles.fr) depuis novembre 2008. Il est possible de la télécharger en même temps que le rapport d'étude correspondant qui précise les conditions de sa réalisation, la nature des données prises en compte et ses limites de validité.

Pour savoir quels sont les **risques naturels connus** dans la **commune de Régusse** et quels sont les **arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle** dont la commune a déjà bénéficié, il est conseillé de consulter le site internet développé par le ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : www.prim.net. Le document spécifique détaillant les mesures constructives préventives recommandées est également consultable sur le site www.prim.net.

Pour obtenir les **coordonnées de bureaux d'études géotechniques spécialisées**, il est possible de contacter l'Union Syndicale de Géotechnique à l'adresse suivante : Maison de l'Ingénierie - 3, rue Léon Bonnat - 75 016 Paris – Tél. : 01 44 30 49 00, ou via le site internet www.u-s-g.com.

Annexe n° 21. Porter à connaissance de l'aléa sismique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Direction
départementale
des territoires
et de la mer
du Var

Service aménagement durable

Pôle risques

Affaire suivie par :
Louis Ros
Téléphone 04 94 46 83 05
Fax 04 94 46 80 08
mailto:louis.ros@var.gouv.fr

Toulon, le 28 JUIL. 2011

M. le préfet du Var

à

Mesdames et Messieurs les Maires
des communes du département du VAR

Liste jointe

OBJET : Porter à connaissance de l'aléa sismique
REFER : Circulaire du 2/03/2011 de mise en œuvre des décrets n°2010-1254 et 2010 -1255 du 22/10/2010 relatifs à la prévention du risque sismique et aux zones de sismicité.

Un nouveau zonage sismique des communes françaises est en vigueur depuis le 1er mai 2011. L'approche probabiliste sur laquelle il se fonde, en prenant en compte des périodes de retour, définit désormais 5 zones de sismicité, allant de 1 (sismicité très faible) à 5 (sismicité forte).

Toutes les communes du Var, sont concernées par ce nouveau zonage sismique.

Le découpage dans le département est le suivant :

- au sud et au centre, 107 communes classées en zone 2 (sismicité faible),
- au nord, 38 communes classées en zone 3 (sismicité modérée),
- à l'extrême nord, 8 communes classées en zone 4 (sismicité moyenne).

Vous trouverez ci-joint un « Porter à connaissance » établi par la direction départementale des territoires et de la mer.

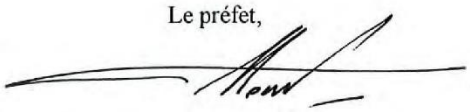
Il rappelle la nature et les caractéristiques de l'aléa sismique puis fournit une actualisation des mesures à mettre en œuvre et présente la réglementation en vigueur relative à cet aléa.

Direction départementale des territoires et de la mer du Var
244, avenue de l'Infanterie de Marine BP 501 - 83041 TOULON CEDEX 9
Téléphone 04 94 46 83 83 - fax 04 94 46 32 50 - courriel ddtm@var.gouv.fr
www.var.equipement.gouv.fr

Je vous invite à mettre à jour le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de votre commune sur la base de ces éléments et à procéder à l'information du public par les moyens que vous jugerez les plus adaptés (plaquette, affiche , réunions d'information,...).

L'annexe jointe à ce PAC pourra utilement être diffusée aux professionnels de votre commune ainsi qu'aux personnes qui projettent de réaliser une construction. Le permis de construire (PC) constitue à cet égard, un moment privilégié pour attirer leur attention. A cet égard, j'ajoute que s'agissant de droit des sols, les consignes ont été diffusées aux instructeurs de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Elles sont transposables aux communes qui assurent directement l'instruction de leur permis de construire et accessibles via le réseau des instructeurs.

Le préfet,



Paul MOURIER

Liste des Communes du Var

Code INSEE	Commune	Zone de sismicité		
		2 –Faible	3- Modérée	4-Moyenne
83001	Les Adrets-de-l'Estérel			
83002	Aiguines			
83003	Ampus			
83004	Les Arcs			
83005	Artignosc-sur-Verdon			
83006	Artigues			
83007	Aups			
83008	Bagnols-en-Forêt			
83009	Bandol			
83010	Bargème			
83011	Bargemon			
83012	Barjols			
83013	La Bastide			
83014	Baudinard-sur-Verdon			
83015	Bauduen			
83016	Le Beausset			
83017	Belgentier			
83018	Besse-sur-Issole			
83019	Bormes-les-Mimosas			
83020	Le Bourguet			
83021	Bras			
83022	Brenon			
83023	Brignoles			
83025	Brue-Auriac			
83026	Cabasse			
83027	La Cadière-d'Azur			
83028	Callas			
83029	Callian			
83030	Camps-la-Source			
83031	Le Cannet-des-Maures			
83032	Carcès			
83033	Carnoules			
83034	Carqueiranne			
83035	Le Castellet			
83036	Cavalaire-sur-Mer			
83037	La Celle			
83038	Châteaudouble			
83039	Châteauvert			
83040	Châteauvieux			
83041	Claviers			
83042	Cogolin			
83043	Collobrières			
83044	Comps-sur-Artuby			
83045	Correns			
83046	Cotignac			
83047	La Crau			

1

Liste des Communes du Var

Code INSEE	Commune (suite)	Zone de sismicité		
		2 –Faible	3- Modérée	4-Moyenne
83048	La Croix-Valmer			
83049	Cuers			
83050	Draguignan			
83051	Entrecasteaux			
83052	Esparron			
83053	Evenos			
83054	La Farlède			
83055	Fayence			
83056	Figanières			
83057	Flassans-sur-Issole			
83058	Flayosc			
83059	Forcalqueiret			
83060	Fox-Amphoux			
83061	Fréjus			
83062	La Garde			
83063	La Garde-Freinet			
83064	Garéoult			
83065	Gassin			
83066	Ginasservis			
83067	Gonfaron			
83068	Grimaud			
83069	Hyères (Continent + îles)			
83070	Le Lavandou			
83071	La Londe-les-Maures			
83072	Lorgues			
83073	Le Luc			
83074	La Martre			
83075	Les Mayons			
83076	Mazaugues			
83077	Méounes-les-Montrieux			
83078	Moissac-Bellevue			
83079	La Môle			
83080	Mons			
83081	Montauroux			
83082	Montferrat			
83083	Montfort-sur-Argens			
83084	Montmeyan			
83085	La Motte			
83086	Le Muy			
83087	Nans-les-Pins			
83088	Néoules			
83089	Ollières			
83090	Ollioules			
83091	Pierrefeu-du-Var			
83092	Pignans			
83093	Plan-d'Aups-Ste-Baume			

2

Liste des Communes du Var

Code INSEE	Commune (suite)	Zone de sismicité		
		2 –Faible	3- Modérée	4-Moyenne
83094	Plan-de-la-Tour			
83095	Pontevès			
83096	Pourcieux			
83097	Pourrières			
83098	Le Pradet			
83099	Puget-sur-Argens			
83100	Puget-Ville			
83101	Ramatuelle			
83102	Régusse			
83103	Le Revest-les-Eaux			
83104	Rians			
83105	Riboux			
83106	Rocbaron			
83107	Roquebrune-sur-Argens			
83108	La Roquebrussanne			
83109	La Roque-Esclapon			
83110	Rougiers			
83111	Ste-Anastasie-sur-Issole			
83112	Saint-Cyr-sur-Mer			
83113	Saint-Julien			
83114	Saint-Martin			
83115	Sainte-Maxime			
83116	St-Maximin-la-Ste-Baume			
83117	Saint-Paul-en-Forêt			
83118	Saint-Raphaël			
83119	Saint-Tropez			
83120	Saint-Zacharie			
83121	Salernes			
83122	Les Salles-sur-Verdon			
83123	Sanary-sur-Mer			
83124	Seillans			
83125	Seillons-Source-d'Argens			
83126	La Seyne-sur-Mer			
83127	Signes			
83128	Sillans-la-Cascade			
83129	Six-Fours-les-Plages			
83130	Solliès-Pont			
83131	Solliès-Toucas			
83132	Solliès-Ville			
83133	Tanneron			
83134	Taradeau			
83135	Tavernes			
83136	Le Thoronet			
83137	Toulon			
83138	Tourrettes			
83139	Tourtour			

3

Liste des Communes du Var

Code INSEE	Commune (suite)	Zone de sismicité		
		2 –Faible	3- Modérée	4-Moyenne
83140	Tourves			
83141	Trans-en-Provence			
83142	Trigance			
83143	Le Val			
83144	La Valette-du-Var			
83145	Varages			
83146	La Verdière			
83147	Vérignon			
83148	Vidauban			
83149	Villecroze			
83150	Vinon-sur-Verdon			
83151	Vins-sur-Caramy			
83152	Rayol-Canadel-sur-Mer			
83153	Saint-Mandrier-sur-Mer			
83154	Saint-Antonin-du-Var			

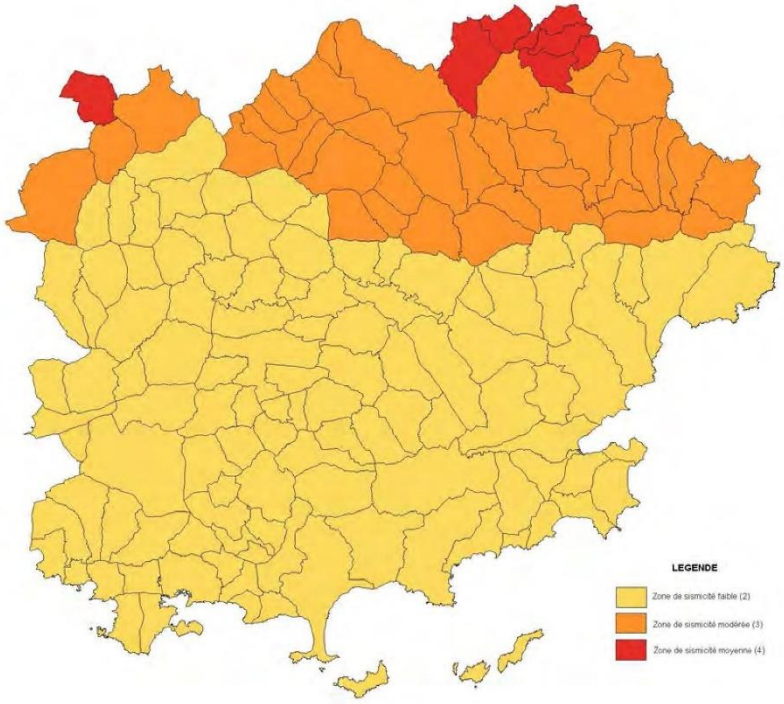
4

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Porter à connaissance (PAC)

Aléa Sismique dans le département du Var



Direction départementale des territoires et de la mer du Var
244, avenue de l'Infanterie de Marine BP 501 - 83041 TOULON CEDEX 9
Téléphone 04 94 46 83 83 - fax 04 94 46 32 50 - courriel ddtm@var.gouv.fr
www.var.equipement.gouv.fr

1

Sommaire

1.Introduction....3
2.Description du phénomène séisme....4
3.La nouvelle réglementation....9
4.Contexte départemental....10
5 Présentation de la carte d'aléa....11
6.Nouvelle réglementation applicable dans le Var....12
7.Contrôle de la nouvelle réglementation....13
8.En savoir plus....14

Annexe : Plaquette du MEDDTL « La nouvelle réglementation Parasismique applicable au bâtiment »

1. Introduction

Le risque sismique est présent partout à la surface du globe, son intensité variant d'une région à une autre. Un séisme arrive sans aucun signe avant coureur et il est donc impossible de prévoir sa survenue. La France n'échappe pas à la règle, puisque l'activité peut être négligeable ou faible dans certaines régions de métropole, et forte dans les Antilles. La politique française de gestion de ce risque est basée sur la prévention (information du citoyen, normes de construction) et la préparation des secours.
Chaque année dans le monde, une importante agglomération est touchée par un séisme. La France a été épargnée ces dernières années, mais elle est belle et bien concernée. Le dernier séisme (le plus grave séisme connu en métropole) date de 1909, il s'agit de celui de Lambesc**,** dans les Bouches du Rhône.

➢ Un Porter à Connaissance (PAC) spécifique « Aléa sismique » : une démarche d'information préventive

Il s'agit d'une démarche préventive visant à mieux informer les maires, les maîtres d'ouvrage et les constructeurs, de façon à renforcer l'exigence à l'égard du comportement des constructions futures face au phénomène séisme.
Cette information préventive est devenue un droit du citoyen par la loi du 27 juillet 1987. Elle consiste à le renseigner sur la prévention des risques majeurs et sur l'organisation de la sécurité civile.
Ce concept a été codifié dans l'article L125-2 du Code de l'Environnement :
« Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles.(…) »

➢ Portée de la démarche d'information

L'État et les communes ont un devoir d'information de la population sur la nature et les conséquences possibles du phénomène. Ce document de « porter à la connaissance » est **un support d'information et de communication de l'État vers les communes. Celles-ci sont chargées de transmettre à leur population les informations présentées ci-après.**

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs(D.D.R.M)
Le DDRM est un document dans lequel le préfet (conformément à l'article R125-11 du Code de l'Environnement) consigne toutes les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs au niveau de son département, ainsi que sur les mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Une mise à jour du DDRM est en cours afin d'intégrer la nouvelle réglementation sismique. Cette mise à jour sera disponible sur le site internet des services de l'Etat : http://www.var.pref.gouv.fr/ddrm/

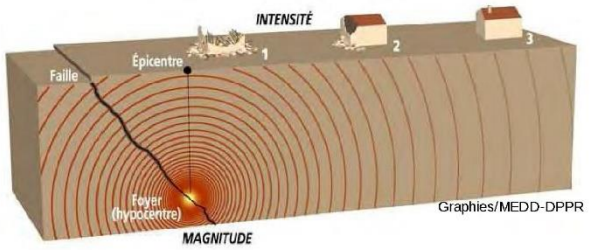
Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs » (DICRIM)
Compte tenu du nouveau zonage, toutes les communes du Var sont dans l'obligation d'élaborer un DICRIM. Les informations et préconisations contenues dans ce document ont vocation à étayer le DICRIM et à être diffusées largement à la population; cette diffusion pourra s'appuyer sur tout type de support disponible (DICRIM, bulletins communaux, site internet, affichage etc...). Les communes disposant déjà d'un DICRIM devront le mettre à jour. Le DICRIM doit être accompagné d'une communication au moins tous les deux ans en cas de plan de prévention prescrit ou approuvé sur la commune.

Information des Acquéreurs ou locataires (I.A.L.)
La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit, dans son article 77, l'**Information des Acquéreurs ou Locataires** (I.A.L.) de bien immobilier. Lorsque ces biens sont situés dans une zone couverte par un PPR Technologique ou un PPR Naturel ou dans une zone de sismicité au minimum faible, le vendeur ou le bailleur a une obligation d'information sur l'existence de risques. Il doit également fournir une information sur les éventuelles indemnités perçues au titre des catastrophes naturelles à l'occasion d'un sinistre sur son bien. L'arrêté préfectoral qui liste les communes du Var soumises à l'I.A.L a été modifié le 20 avril 2011 pour prendre en compte le risque sismique.
Il est recommandé pour la délivrance d'autorisation d'urbanisme de remette **un exemplaire de ce document** au moment du retrait des imprimés relatifs aux permis de construire ou déclarations préalables pour les bâtiments pouvant être concernés.
Références : Articles R125- 10 à 26 et Articles L125-2 et 5 et L563-6 du Code de l'Environnement

2. Description du phénomène séisme

Qu'est ce qu'un séisme ?

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques.
Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, qui correspondent à des petits réajustements des blocs au voisinage de la faille.
L'importance d'un séisme se caractérise par deux paramètres : sa magnitude et son intensité.



La magnitude traduit l'énergie libérée par le séisme. Elle est généralement mesurée sur l'échelle ouverte de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.

L'intensité mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu. On utilise habituellement l'échelle MSK, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise. En effet, les conditions topographiques ou géologiques locales

(particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent créer des effets de site qui amplifient l'intensité d'un séisme. Sans effet de site, l'intensité d'un séisme est maximale à l'épicentre et décroît avec la distance.
Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, des avalanches ou des raz-de-marée.

Le foyer (ou hypocentre) d'un séisme est la région de la faille où se produit la rupture et d'où partent les ondes sismiques. Il est généralement situé dans les cent premiers kilomètres de la lithosphère.

L'épicentre est le point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer, où l'intensité du séisme est la plus importante.

Les ondes sismiques émises lors d'un séisme se propagent à travers les roches du sol jusqu'à atteindre la surface terrestre.

Le risque sismique dans le monde et en France

Chaque année, il y a plus de cent cinquante séismes de magnitude supérieure ou égale à 6 sur l'échelle de Richter (c'est-à-dire de séismes potentiellement destructeurs) à la surface du globe.
En France, c'est à la Guadeloupe et à la Martinique que le risque sismique est le plus élevé. En effet, ces deux îles sont situées à la frontière de deux plaques litho-sphériques.
La France métropolitaine est considérée comme ayant une sismicité moyenne en comparaison de celle d'autres pays du pourtour méditerranéen. Ainsi, le seul séisme d'une magnitude supérieure à 6 enregistré au XX ème siècle est celui dit de Lambesc, au sud du Lubéron, le 11 juin 1909, qui fit une quarantaine de victimes.
Les Alpes, la Provence et, dans une moindre mesure, les Pyrénées, sont considérées comme les régions où le risque est le plus fort. Dans ces régions montagneuses, outre les effets mêmes d'un séisme, les très nombreux glissements de terrain potentiels répertoriés peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Les autres régions où la sismicité n'est pas négligeable sont d'anciens massifs (Massif armoricain, ouest du Massif central, Vosges) et des rifts (Limagne et fossé du Rhin où eut lieu, en 1356, le séisme de Bâle qui fit plusieurs centaines de morts).

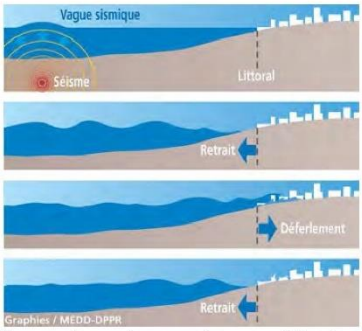
Date	Localisation	Magnitude (Richter)	Dégâts et victimes
17 août 1999	Turquie (Izmit)	6,7	17 000 victimes, dues essentiellemnt au non-respect des normes de construction parasismique
26 janvier 2001	Inde (Gujarat)	7,9	Plusieurs dizaines de milliers de victimes
31 octobre 2002	Italie (Molise)	5,4	Une école s'effondre, tuant de nombreux enfants
26 décembre 2003	Bam (Iran)	6,3	26 000 morts; ville détruites
6 avril 2009	Italie (Aquila)	6,3	308 morts 11 disparus et 1179 blessés
12 janvier2010	Haïti (Port au Prince)	7,2	230 000 morts
27 février 2010	Chili (Concepcion)	8,8	497 morts
11 mars 2011	Japon	9	Séisme avec survenu d'un Tsunam

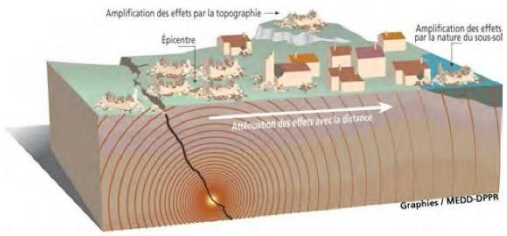
5

Les enjeux

Les séismes peuvent avoir des conséquences sur la vie humaine, l'économie et l'environnement.

Les enjeux humains : le séisme est le risque naturel majeur le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets, effondrements de bâtiments) que par les phénomènes qu'il peut engendrer (mouvements de terrain, raz-de-marée, etc.). De plus, outre les victimes possibles, un très grand nombre de personnes peuvent se retrouver blessées, déplacées ou sans abri.





Les enjeux économiques : si les impacts sociaux, psychologiques et politiques d'une possible catastrophe sismique en France sont difficiles à mesurer, les enjeux économiques, locaux et nationaux peuvent, en revanche, être appréhendés. Un séisme et ses phénomènes annexes peuvent engendrer la destruction ou la détérioration des habitations, des usines, des ouvrages (ponts, routes, voies ferrées, etc.), ainsi que la rupture des conduites de gaz qui peut provoquer des incendies ou des explosions. Ce phénomène est la plus grave des conséquences indirectes d'un séisme.

Les enjeux environnementaux : un séisme peut se traduire en surface par des modifications du paysage, généralement modérées mais qui peuvent dans les cas extrêmes occasionner un changement total de paysage.

La gestion du risque

Le risque sismique est l'un des risques majeurs pour lequel on ne peut agir sur l'aléa ni son intensité ni sur la probabilité qu'un événement se produise. Ainsi, la seule manière de diminuer le risque est d'essayer de prévoir les séismes (prévision) et d'en diminuer les effets (prévention).

La prévision

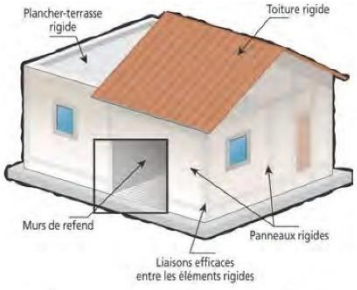
C'est la recherche d'un ensemble de méthodes permettant de prévoir la date, le lieu et la magnitude d'un séisme à venir.

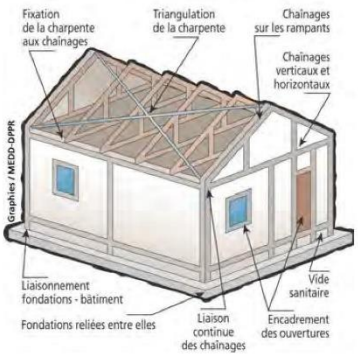
La prévision à long terme : l'analyse de la sismicité historique (récurrence des séismes), de la sismicité instrumentale et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une région, c'est-à-dire la probabilité qu'un séisme survienne. C'est le seul outil de prévision existant.

La prévision à court terme : il n'existe malheureusement à l'heure actuelle aucun moyen fiable de prévoir où, quand et avec quelle puissance se produira un séisme. En effet, les signes précurseurs d'un séisme ne sont pas toujours identifiables. Des recherches mondiales sont cependant entreprises afin de mieux comprendre les séismes et de les prévoir.

La prévention du risque sismique :
La prévention du risque passe par l'information des populations et par des mesures préventives telles que les constructions parasismiques ou des exercices de préventions rappelant les consignes de comportement en cas de tremblement de terre. Les nouvelles règles de construction parasismique ainsi que le nouveau zonage sismique (qui modifient les articles 563-1 à 8 du Code de l'Environnement) sont entrées en vigueur depuis le 1er mai 2011.

Les grands principes de construction parasismique :
Il s'agit de fondations reliées entre elles,liaisons fondations-bâtiments-charpente, chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue, encadrement des ouvertures (portes, fenêtres), murs de refend, panneaux rigides, fixation de la charpente aux chaînages, triangulation de la charpente, chaînage sur les rampants, toiture rigide. Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.



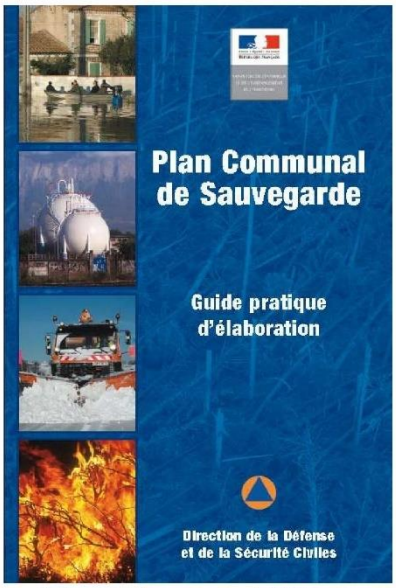


L'information de la population : le droit à l'information générale sur les risques majeurs s'applique car chaque citoyen doit prendre conscience de sa propre vulnérabilité face aux risques et pouvoir l'évaluer pour la minimiser. Pour cela il est primordial de se tenir informé sur la nature des risques qui nous menacent, ainsi que sur les consignes de comportement à adopter en cas d'événement. L'information est réalisée de manière formelle au travers du DICRIM et de l'I.A.L. mis à jour régulièrement.

L'organisation des secours
Au niveau communal, c'est le maire, détenteur des pouvoirs de police, qui a la charge d'assurer la sécurité de la population dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

Le Plan Communal de Sauvegarde (P.C.S) est un outil de gestion de crise élaboré par les élus et destiné à assister ces derniers (procédures d'alerte, gestion des secours, mise en place d'un Poste de Commandement etc...) en cas de crise. Le PCS est prescrit dans toutes les communes concernées par un plan de prévention des risques ou un plan particulier d'intervention et par les risques sismiques. Le maire peut aussi, si nécessaire, faire appel au préfet représentant l'Etat dans le département (plan Orsec).

7



Document disponible sur ***www.intérieur.gouv.fr***

Les consignes

Les consignes générales s'appliquent et sont complétées par un certain nombre de consignes spécifiques au risque sismique.

Consignes spécifiques

AVANT
- Repérer les points de coupure du gaz, eau, électricité.
- Fixez les appareils et les meubles lourds.
- Préparez un plan de groupement familial.

PENDANT
Rester où l'on est :
- à l'intérieur : se mettre près d'un mur porteur, une colonne porteuse ou sous des meubles solides, s'éloigner des fenêtres ;
- à l'extérieur : ne pas rester sous des fils électriques ou sous ce qui peut s'effondrer (ponts, corniches, toitures...) ;
- en voiture : s'arrêter et ne pas descendre avant la fin des secousses.
- se protéger la tête avec les bras.
- ne pas allumer de flamme.

APRÈS
- Après la première secousse, se méfier des répliques : il peut y avoir d'autres secousses.
- Ne pas prendre les ascenseurs pour quitter un immeuble.
- Vérifier l'eau, l'électricité : en cas de fuite ouvrir les fenêtres et les portes, se sauver et prévenir les autorités.

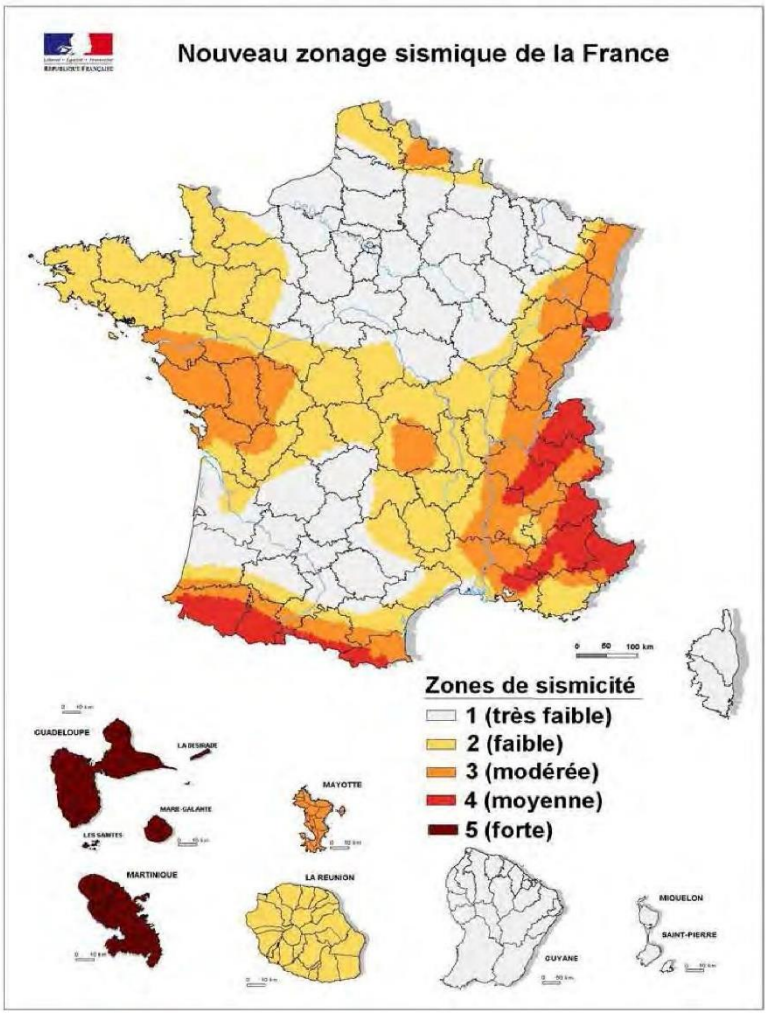
L'indemnisation

Les préjudices occasionnés par les séismes sont couverts au titre de la garantie " catastrophes naturelles ", qui permet l'indemnisation des victimes selon les conditions d'application définies précédemment.

8

3. La nouvelle réglementation

La France dispose depuis le 22 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation concernant l'aléa sismique pour les bâtiments de classe, dite « à risque normal ».
Les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 ainsi que l'arrêté du 22 octobre 2010 fixent le nouveau zonage et les nouvelles règles de constructions parasismique avec leur mise en application à compter du 1er mai 2011. Elles s'appliquent à tous les dossiers déposés à compter de cette date et **également aux permis en cours d'instruction**, puisque selon un principe général de droit, l'autorité compétente doit appliquer les règles en vigueur au moment de la délivrance des permis.
L'évolution des connaissances scientifiques a engendré une réévaluation de l'aléa sismique et une redéfinition du zonage en se fondant principalement sur une approche de type probabiliste (prise en compte des périodes de retour).
Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 à 5 soit de l'aléa très faible à l'aléa fort.



9

Les nouvelles règles de classification et de construction parasismique sont définies en application de l'article R.563-5 du code de l'environnement. Les bâtiments sont classés suivant 4 catégories d'importance différentes :

- Catégorie I : bâtiments dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique
- Catégorie II : bâtiments dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes
- Catégorie III : bâtiments dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes ou en raison de l'importance socio-économique de ceux-ci.
- Catégorie IV : bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la défense ou le maintien de l'ordre.

Catégorie d'importance		Description
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		■ Habitations individuelles. ■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. ■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. ■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. ■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. ■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		■ ERP de catégories 1, 2 et 3. ■ Habitations collectives et bureaux, h > 28 m. ■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes. ■ Établissements sanitaires et sociaux. ■ Centres de production collective d'énergie. ■ Établissements scolaires.
IV		■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. ■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. ■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. ■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. ■ Centres météorologiques.

4. Contexte départemental

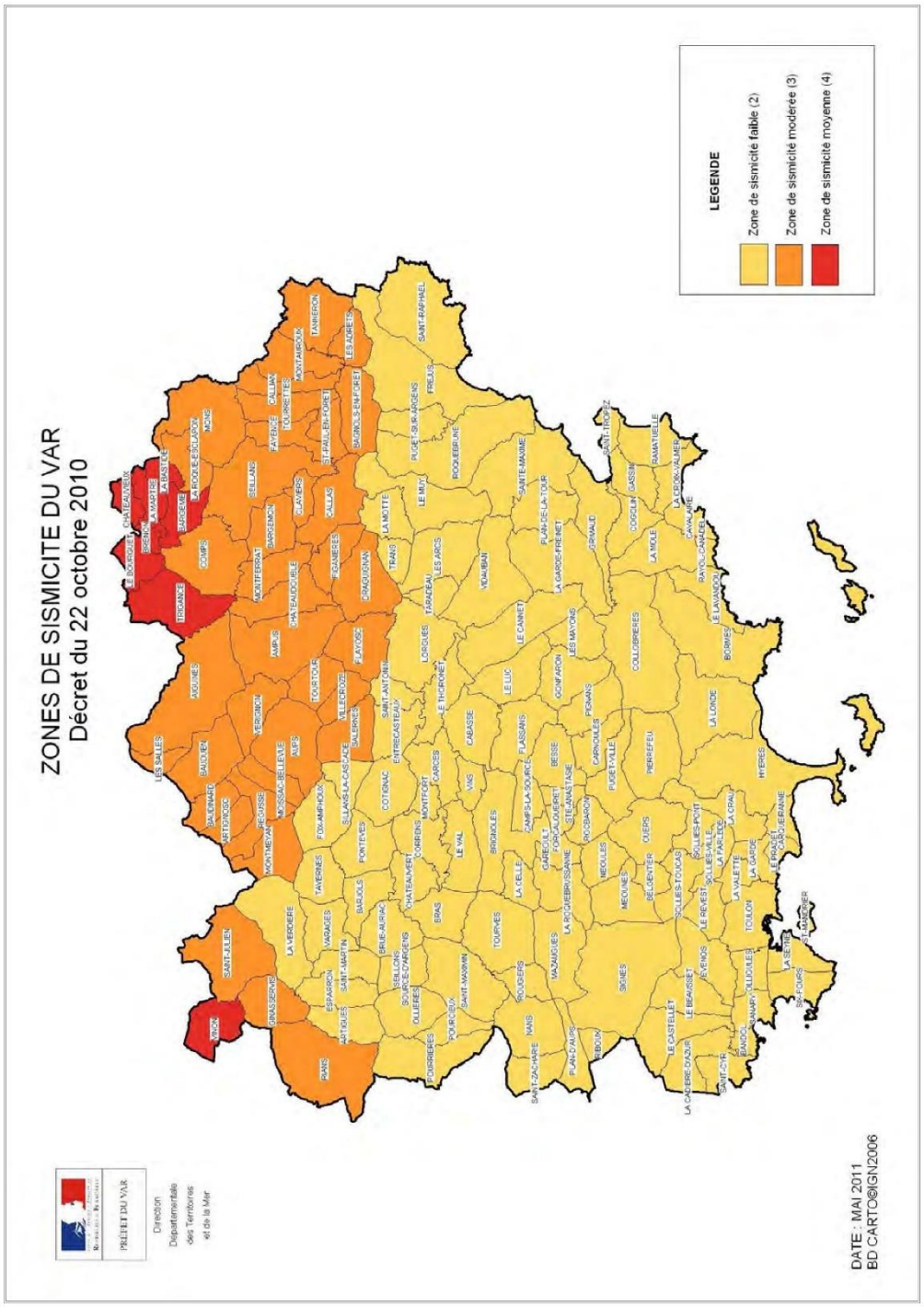
Le département du Var est situé entre les zones sismiques du couloir rhodanien et la faille dite de Nice. La sismicité historique s'inscrit dans des intensités comprises entre les degrés IV et VIII de l'échelle MSK.
Principaux séismes ressentis dans le Var:

- **1899** – les Arcs : Intensité épicentrale V;
- **11 juin 1909 -** Lambesc(B.du Rh.) : Intensité épicentrale VIII-IX – Ressenti dans l'aire Toulonnaise;
- **25 février 2001** – 30 km au sud de Nice (Alpes Maritimes): Magnitude 4,6 – Ressenti dans le département.

L'ancien zonage de 1991 classait le département du Var en zones de sismicité , négligeable à faible. L'évolution du nouveau zonage classe le département en zones de sismicité, faible à moyenne.

10

5. Présentation de la nouvelle carte d'aléa



6. La nouvelle réglementation applicable au Var

➢ Où et quand ?

Dans le Var toutes les communes sont concernées par les règles de constructions parasismiques. Elles sont applicables aux bâtiments de catégories III et IV pour les 107 communes situées en zone 2 de sismicité et aux bâtiments de catégories II, III et IV pour les 46 communes situées en zone 3 et 4 de sismicité.

Calendrier et période transitoire

Pour **les permis déposés après le 1er mai, 2 cas :**

- **Avant le 31 octobre 2012 - période dite transitoire** : Les règles parasismiques PS 92 restent applicables pour les bâtiments d'importance II , III ,ou IV ayant fait l'objet d'un permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux. Cependant les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.
- **A partir du 1er novembre 2012** : seules les règles Eurocode 8 seront applicables pour tous les bâtiments ainsi que les règles simplifiées, PS-MI 89 révisées 92 ou CP-MI (uniquement si le projet respecte les conditions d'application).

➢ Quel type de bâtiments ?

Pour les bâtiments neufs

Le tableau ci-dessous, définit les exigences réglementaires dans le Var en fonction de la zone de sismicité :

	I	II		III	IV
					
Zone 2	aucune exigence			**Eurocode 8** a_{gr}=0,7 m/s²	
Zone 3		PS-MI	**Eurocode 8** a_{gr}=1,1m/s²	**Eurocode 8** a_{gr}=1,1 m/s²	
Zone 4		PS-MI	**Eurocode 8** a_{gr}=1,6 m/s²	**Eurocode 8** a_{gr}=1,6 m/s²	

Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI à la place de l'Eurocode 8 peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celle-ci, notamment en termes de géométrie et de consistance de sol .

Pour les bâtiments existants

Pour les bâtiments existants, la nouvelle réglementation n'impose pas de renforcement. Toutefois, pour améliorer le comportement du bâtiment aux séismes, il est possible de réaliser un renforcement volontaire en s' appuyant sur l'Eurocode 8.
Mais des règles existent pour les bâtiments existants de catégories III et IV en cas de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux et pour les bâtiments de catégorie IV en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la surface hors œuvre nette (SHON) initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher (Se reporter à la plaquette jointe en Annexe du présent PAC).

7. Contrôle de la réglementation

Contrôle technique

Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R.111-38 du code de la construction et de l'habitation) : bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres en zones de sismicité 4 et 5 et bâtiments de catégories III et IV en zones de sismicité 2, 3, 4 et 5. Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

Les attestations de prise en compte des règles parasismiques

Deux attestations sont obligatoires et sont fournies respectivement avant et après les travaux pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire. En effet, le Code de l'Urbanisme (articles R.431-16, A.431-10 et 11) impose, pour le maître d'ouvrage soumis à l'obligation de contrôle technique, de joindre au dossier de dépôt de permis de construire **une attestation** établie par le contrôleur technique stipulant que ce dernier a fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur **la prise en compte des règles parasismiques** dans le projet concerné.

A l'issue de l'achèvement des travaux, lors du dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT), le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle **attestation** stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques (articles R.462-4 et articles A.462-2 à 4 du Code de l'Urbanisme).

Les contrôles et sanctions opérés par l'administration
En vertu des articles L.151-1 et L.152-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, toute construction de bâtiment peut faire l'objet d'un contrôle de l'application des règles de construction pendant les travaux et dans un délai de trois ans après l'achèvement de ceux-ci. En cas d'infraction aux règles de construction et notamment **aux règles de construction parasismique,** un procès-verbal mettant en jeu la responsabilité pénale du maître d'ouvrage et des acteurs de la construction peut ainsi être dressé par un agent assermenté et commissionné à cet effet. Des sanctions pénales définies par l'article L.152-4 du Code de la Construction et de l'Habitation peuvent alors être prononcées sur décision du juge à l'encontre des responsables de ces non conformités. Outre ces sanctions, l'article L.152-2 du Code de la Construction et de l'Habitation prévoit la possibilité d'ordonner l'interruption des travaux.

8. En savoir plus

Ce dossier présente de façon synthétique le phénomène sismique, les niveaux d'aléa et les mesures constructives à respecter dans le Var pour limiter le risque en cas de séisme.
Pour toute information complémentaire sur ce phénomène et sur la réglementation, il est recommandé de consulter les sites Internet suivant :

- Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) : http://www.brgm.fr/
- Ministère de l'Écologie, du Développement Durable des transport et du logement : http://www.developpement-durable.gouv.fr/
- Portail Plan Séisme : http://www.planseisme.fr/
- Portail de la prévention des risques majeurs: www.planseisme.fr
- Portails des Services de l'Etat dans le Var : http://www.var.gouv.fr/
- Portail du Bureau Central Sismologique Français (BCSF) : www.franceseisme.fr
- Portail Séisme en Provence : www.seisme-1909-provence.fr

Document n°4.1.4 :

Prescriptions Graphiques Règlementaires

Régusse

Plan Local d'Urbanisme



begeat

PLU

Élaboration prescrite par délibération du Conseil Municipal du 31 juillet 2014
Projet arrêté par délibération du Conseil Municipal du ……21 juin 2023
PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du …28 septembre 2026

Table des matières

1) Les emplacements réservés 3

2) Des sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural : 6

3) Identification et localisation des éléments de paysage et délimitation des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique 37

4) Les secteurs soumis à OAP 38

5) Les espaces boisés classés 39

6) Le risque inondation 39

7) Polygone d'emprise maximale des constructions 39

8) Zone humide 40

a. La Font Ouest 40

b. Le Verdon 34 – Gorges d'Artignosc et Régusse 41

c. Jaubin 42

d. La Font Est 43

e. Vallon de Romanille – Les cours Besson 44

f. Le Beau Rive 45

1) Les emplacements réservés

Les Emplacements Réservés sont repérés sur les plans conformément à la légende, auxquels s'appliquent les dispositions du code de l'urbanisme et autres législations et réglementations en vigueur les concernant. La construction est interdite sur ces terrains, bâtis ou non. Les bénéficiaires de ces dispositions sont les collectivités publiques ou les titulaires de services publics pour l'aménagement de voirie, d'ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts. (cf. document n°4.1.3 « Prescriptions graphiques réglementaires »).

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
Emplacements Réservés *définis par l'article R151-34 du code de l'urbanisme*	

Le droit de délaissement : le propriétaire d'un terrain situé en Emplacement Réservé ou grevé d'une servitude peut mettre en œuvre son droit de délaissement, dans les conditions et délais prévus aux articles L152-2 et L230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Numéro	Destination	Bénéficiaire	Valeur
1	Élargissement de la rue Pasteur (depuis le RD 30 jusqu'au chemin de Paouves	Commune	6 m
2	Faible élargissement de la rue Pierre et Marie Curie	Commune	6 m
3	Élargissement du chemin des Areniers (depuis la déviation du RD 30)	Commune	4 m
4	Faible élargissement du RD 30	Département	9 m
5	Faible élargissement du RD 9	Département	7 m
6	Faible élargissement du RD 71	Département	7 m
7	Faible élargissement du RD 271	Département	7 m
8	Faible élargissement du RD 260	Département	7 m
9	Aménagement du croisement RD30 et chemin du Clouos	Commune	900 m²
10	Carrefour à créer jonction entre RD 30 et RD 271	Département	1 600 m²
11	Non affecté		
12	Élargissement Chemin Sainte Catherine	Commune	6,5 m
13	Élargissement Chemin de l'Aire du Château	Commune	5 m

14	Élargissement Chemin des Paouves (depuis la rue Pasteur)	Commune	4 m
15	Aménagement du chemin de Sourdillon (depuis la RD 30)	Commune	6 m
16	Aménagement du chemin de Sourdillon (depuis la RD 260)	Commune	6,5 m
17	Élargissement Chemin de Cavillone	Commune	6,5 m
18	Élargissement Chemin des Flandines (depuis le RD 30 jusqu'à la rue Pierre et Marie Curie)	Commune	6 m
19	Création chemin de Gonce	Commune	6 m
20	Élargissement chemin d'Artignosc	Commune	6 m
21	Élargissement carraire Font Neuve	Commune	6 m
22	Création chemin des Genévriers	Commune	6 m
23	Élargissement chemin Bas des Faïsses	Commune	6 m
24	Élargissement chemin de Notre Dame	Commune	6 m
25	Élargissement chemin de la Gra	Commune	6,5 m
26	Création d'une aire de retournement	Commune	250 m²
27	Création chemin de Cagelou	Commune	5 m
28	Élargissement chemin de la Sine	Commune	5 m
29	Élargissement de la carraire de l'Eouvière	Commune	6 m
30	Élargissement chemin Haut des Faïsses	Commune	6 m
31	Aménagement et création chemin Haut de St Martin	Commune	250 m²
32	Création d'une aire de retournement	Commune	250 m²
33	Élargissement du chemin des Sauveirons	Commune	6,5 m
34	Création d'une aire de retournement	Commune	250 m²
35	Aménagement du chemin des Clouos	Commune	6,5 m
36	Aménagement chemin de Quinson	Commune	6 m
37	Aménagement du parvis de la Chapelle (hameau de Villeneuve)	Commune	56 m²
38	Création d'une aire de retournement (chemin des Paouves)	Commune	250 m²

39	Création d'un bassin de rétention lieu-dit Les Vallons	Commune	10 820 m^2
40	Création d'un réseau pluvial au quartier des Peirard	Commune	2 m
41	Maintien de la prairie permanente – zone d'expansion de crue (zone de rétention de part et d'autre du chemin de l'Eouvière)	Commune	11 500 m^2
42	Création d'un réseau pluvial au quartier Touraou	Commune	2 m
43	Création d'un réseau pluvial au quartier Notre Dame	Commune	2 m
44	Elargissement des chemins Gréoure et Peirard	Commune	6 m
45	Elargissement du chemin de Montmeyan à Artignosc et création d'une aire de retournement	Commune	5 m 720 m^2

Pour information :

La commune est concernée par un risque sismique de niveau 3 (conf. article 22 des dispositions générales du règlement du PLU – dossier 4.1.1 et dossier 4.1.3 « annexe 2 au règlement »).Les bâtiments de type II, III, IV sont soumis aux techniques de construction parasismiques.

La commune est également concernée par un phénomène de retrait gonflement des argiles (conf. article 25 des dispositions générales du règlement du PLU – dossier 4.1.1 et dossier 4.1.3 « annexe 2 au règlement »).

Toutes les dispositions constructives pour ces 2 types de risque doivent être utilisées pour la réalisation des emplacements réservés.

2) Des sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural :

Le règlement du PLU, dans sa partie écrite (document 4.1.1, dans les dispositions générales du règlement) et dans ses documents graphiques (documents 4.2 du règlement) identifie des éléments de patrimoine de qualité qui seront protégés au sein du document d'urbanisme.

L'article L151-19 : du code de l'urbanisme dispose que le règlement peut : «identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation».

Intitulé :	*Exemple de représentation graphique*
Identifie et localise le patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural défini par l'article R151-41 du code de l'urbanisme	

L'article R151-41 du code de l'urbanisme dispose : « Afin d'assurer l'insertion de la construction dans ses abords, la qualité et la diversité architecturale, urbaine et paysagère des constructions ainsi que la conservation et la mise en valeur du patrimoine, le règlement peut (…)3° identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier mentionné à l'article L. 151-19 pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir et définir, s'il y a lieu, les prescriptions de nature à atteindre ces objectifs. »

Dispositions règlementaires applicables :

Pour le **patrimoine** identifié sur les documents graphique par des losanges vert, au titre des articles R151-41 et L151-19 du code de l'urbanisme, pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural, seuls sont autorisés les travaux de rénovation et de réhabilitation à condition qu'ils soient réalisés en préservant les formes, les volumes, ouvertures et hauteurs existantes des constructions identifiées. En tout état de cause, les travaux entrepris sur ces constructions devront respecter et conserver les styles architecturaux d'origine des dites constructions. Ainsi :

- Les bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial sont à conserver dans leur intégrité. Toute démolition, surélévation ou ajout parasitaires sont interdits ;
- Tous travaux exécutés sur ces bâtiments ou leurs abords immédiats doivent respecter le caractère desdites constructions, de leurs annexes (gloriette, maisons de gardien, atelier, verrière, orangerie, jardin d'hiver, dépendances…) et des aménagements paysagers (jardins, parcs, composition végétale, allées, rocaille, portails et clôtures…).
- Les particularités structurelles du bâtiment seront respectées et mises en valeur en veillant notamment à la bonne mise en œuvre des travaux qui visent à améliorer les conditions d'accessibilité, d'habitabilité ou de sécurité.
- Les caractéristiques architecturales du bâtiment seront préservées et valorisées, notamment la forme des toitures, la modénature, les baies en façade, les menuiseries extérieures et les devantures anciennes de qualité ;
- Les matériaux et les techniques permettant de conserver ou de restituer l'aspect d'origine du bâtiment seront mis en œuvre ;
- Les installations techniques seront traitées de manière à ne pas altérer la qualité patrimoniale du bâtiment (la pose d'éléments extérieurs qui seraient incompatibles avec son caractère, et notamment les supports publicitaires sont interdits) ;

- Les espaces libres situés aux abords immédiats du bâtiment recevront un aménagement de qualité ;
- Si un bâtiment a fait l'objet de transformations postérieures à sa construction, il convient de respecter les modifications ou ajouts d'éléments dignes d'intérêt et de remédier aux altérations subies.
- Lorsqu'il s'agit d'encadrement de porte : Seule la restauration de cet encadrement de porte, dans les règles de l'art, est autorisée. Il doit impérativement être conservé en cas de travaux réalisés sur la construction principale.
  En cas de changement de l'ouverture, l'encadrement sera préservé et les travaux entrepris devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction.
- Lorsqu'il s'agit de façade, d'ancienne devanture commerciale : seule la restauration de la façade de cet élément bâti, dans les règles de l'art, est autorisée. Ainsi sont autorisés les travaux de rénovation et de réhabilitation à condition qu'ils soient réalisés en préservant la façade, la forme, le volume, les ouvertures existantes de la construction identifiée. En tout état de cause, les travaux entrepris sur cette construction devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes et couleurs), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction. En cas de changement des ouvertures, les encadrements seront préservés et les travaux entrepris devront respecter et conserver le style architectural d'origine de la construction (dont volumes), ainsi que les matériaux et les techniques traditionnels de construction.
- Lorsqu'il s'agit d'ancien four : Seule la restauration de cet élément bâti, dans les règles de l'art, est autorisée. Cet élément patrimonial doit être préservé dans le bâtiment qui l'abrite.

Les éléments de patrimoines sont répertoriés ci-après, individuellement, dans une fille descriptive.

1. Fontaine

Références cadastrales

Section M parcelle 1360



2. Portail du cimetière

Références cadastrales

Section M parcelle 685 – RD 30



3. Monument aux morts

Références cadastrales

Domaine public - Cours Alexandre Gariel



4. Poids public

Références cadastrales

Section M parcelle 669 - Cours Alexandre Gariel



5. Maison

Références cadastrales

Section M parcelle 373 - Cours Alexandre Gariel



6. Ancien moulin

Références cadastrales

Section M parcelle 374 – Grand Rue



7. Ancien four (localisé dans la bibliothèque)

Références cadastrales

Section M parcelle 376 – Grand Rue



8. Fontaine de l'Aumade

Références cadastrales

Section I parcelle 12 – Lieu-dit La Tour

9. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 371 – Grand Rue



10. Ancienne devanture commerciale

Références cadastrales

Section M parcelle 387 – 16 Grand Rue



11. Encadrements de porte et ouvertures

Références cadastrales

Section M parcelle 364 – 11 Grand Rue



12. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 406 – 28 Grand Rue



13. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 355 – 19 Grand Rue



14. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 435 – 44 Grand Rue



15. Encadrement de porte et fenêtre

Références cadastrales

Section M parcelle 346 – Rue de la Liberté



16. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 508 – Rue de la Bourgade



17. Ancien four

Références cadastrales

Section M parcelle 335 – Place de la Mairie



18. Campanile

Références cadastrales

Section M parcelle 335 – Place de la Mairie



19. Fontaine

Références cadastrales

Domaine public – Place de l'Horloge



20. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 290 – Place de l'Horloge



21. Ancien remparts

Références cadastrales

Section M entre la parcelle 287 et la parcelle 288 – Place de la Mairie



22. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 286 – 15 rue République



23. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 365 – 10 rue République



24. Chapelle Notre Dame de la Miséricorde

Références cadastrales

Section M parcelle 267 – 1 rue République



25. Encadrement de porte

Références cadastrales

Section M parcelle 269 – 3 rue République



26. Église Saint Laurent

Références cadastrales

Section M parcelle 262 – Rue d'Albert



27. Remparts

Références cadastrales

Section M parcelle 269 – Place Grimaldi



28. Château d'eau

Références cadastrales

Section M parcelle 268 – Place des Grimaldi



29. Détail de l'ancienne Place féodale

Références cadastrales

Section M parcelle 293 – Derrière la Rue des Castellane





30. Passage couvert

Références cadastrales

Domaine Public – A partir de la Rue des Castellane



31. Passage couvert

Domaine Public – A partir de la Rue des Castellane



32. Remparts Nord

Références cadastrales

Section M parcelles 308, 309, 310, 312, 313, 325, 327



33. Tour du château des Grimaldi

Références cadastrales

Section M parcelle 252 – Rue des remparts



34. Puits

Références cadastrales

Section M parcelle 100 – Le Grand Jardin



35. Pigeonnier

Références cadastrales

Section M parcelle 101 – Le Grand Jardin



36. Anciennes écuries

Références cadastrales

Section M parcelle 260 – Rue du Château



37. Anciens pigeonniers

Références cadastrales

Section M parcelle 263 – Rue du Château



38. Vestige de porte d'entrée Seigneuriale

Références cadastrales

Domaine public – Rue du Château



39. Oratoire Sainte Thérèse de l'enfant Jésus

Références cadastrales

Domaine Public – Chemin de la Sine



40. Oratoire Saint Augustin et Sainte Rita

Références cadastrales

Domaine Public - chemin des Clouos



41. Ancien lavoir

Références cadastrales

Section M parcelle 528 – Rue Paix



42. Oratoire Saint François d'Assises

Références cadastrales

Domaine Public – avenue Frédéric Mistral



43. Oratoire Saint Eloi

Références cadastrales

Section D parcelle 828 – Croisement Avenue Frédéric Mistral / Chemin de Sourdillon



44. Ancien lavoir

Références cadastrales

Section C parcelle 201 – Chemin Ce Gonce



45. Puits

Références cadastrales

Domaine public – Rue Pierre et Marie Curie



46. Oratoire Saint Roch

Références cadastrales

Domaine Public – Rue Pierre et Marie Curie



47. Puits

Références cadastrales

Section M parcelle 691 – Les Vallons



48. Oratoire Saint Jean

Références cadastrales

Domaine public – Avenue Léon Moutet



49. Chapelle Saint Jean

Références cadastrales

Section B parcelle 3 – Avenue des Lavandes



50. Puits

Références cadastrales

Domaine public – Chemin de Notre Dame



51. Oratoire Sainte Vierge et Sainte Bernadette

Références cadastrales

Section G Parcelle 301 - Chemin de Notre Dame



52. Oratoire Saint Antoine

Références cadastrales

Section G parcelle 321 – Croisement Avenue des Contents / Chemin de Notre Dame



53. Croix de mission

Références cadastrales

Section G parcelle 440 – Croisement RD 30 / Avenue des Contents



54. Ferme

Références cadastrales

Section L parcelle 37 – Hameau de Villeneuve



55. Oratoire Saint Louis

Références cadastrales

Section L parcelle 99



56. Ancien Château

Références cadastrales

Section H parcelle 241 – Domaine Saint Vincent



57. Chapelle

Références cadastrales

Section K parcelle 241 – Hameau de Villeneuve



58. Lavoir

Références cadastrales

Section L parcelle 38 – Hameau de Villeneuve



3) Identification et localisation des éléments de paysage et délimitation des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique

Arbres isolés, haies, alignements arbres

L'article L151-23 du code de l'urbanisme dispose que le règlement peut : «identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent».

Intitulé :	*Exemple de représentation graphique*
Eléments de paysage et sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique définis par l'article R151-43 du code de l'urbanisme	Basse gorge du Verdon Arbre isolé Haie Alignement d'arbre

Basse gorge du Verdon : Toute dégradation des rives du lac, de la végétation associée et des habitats rupestres des basses gorges est proscrites. Les aménagements autorisés par le PLU, ne doivent pas entrainer de pollution des eaux, ni d'érosion des berges.

Alignements, haies et arbres isolés : Les éléments identifiés doivent être préservés en cas d'impossibilité technique démontré ils devront être replantés dans les mêmes proportions et avec des espèces locales adaptés au milieu.

Création de bandes coupe-feu

L'article R151-34 du code de l'urbanisme dispose : « Dans les zones U, AU, A et N les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu : 1° Les secteurs où les nécessités (...) de la protection contre (…) l'existence de risques naturels, (…) justifient que soient soumises à des conditions spéciales (…) les plantations (…) ; »

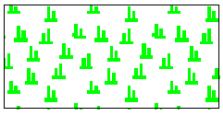
➔ Les documents graphiques font apparaître des bandes coupe-feu.

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
Bandes coupe-feu *définis par l'article* R151-34° *du code de l'urbanisme*	

➔Spécificité règlementaire des bandes coupe-feu : Les bandes coupe-feu identifiées aux documents graphiques doivent être défrichées et plantées d'espèces végétales permettant de limiter la propagation des incendies (oliviers, vignes…).

Terrains cultivés et espaces non bâtis en zones urbaines à conserver et protéger

Dans les zones urbaines, peuvent être identifiés des terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
Terrains cultivés et espaces non bâtis à protéger en zones U et AU	

4) Les secteurs soumis à OAP

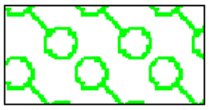
L'article R151-6 (dernier alinéa) du code de l'urbanisme précise que le périmètre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) est délimité dans les documents graphiques (zonage) du PLU.

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
Secteur soumis à une OAP *(Orientation d'Aménagement et de Programmation)*	

Les zones concernées par une OAP sont les zones 1AUb et NSt1 du PLU en application de l'alinéa 2 de l'article R151-20 du code de l'urbanisme.

5) Les espaces boisés classés

Les Espaces Boisés Classés (EBC), auxquels s'appliquent les dispositions du code de l'urbanisme, et notamment son article L113-1, et autres législations et réglementations en vigueur les concernant, sont désignés par le PLU comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer et sont repérés sur les documents graphiques par les symboles définis en légende.

Intitulé	*Exemple de représentation graphique*
EBC (Espaces boisés classés)	

Le classement en Espace Boisé interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les Espaces Boisés Classés et figurant comme tels aux documents graphiques, sauf exceptions listées par l'Arrêté Préfectoral du 30 août 2012 portant dispense de déclaration de coupes d'arbres en espaces boisés classés.

6) Le risque inondation

Une étude relative au risque inondation, des prescriptions et recommandations figurent en annexe 1 du règlement du PLU.
L'emprise de cette étude figure aux planches graphiques.

Intitulé	*Représentation graphique*
Délimitation de la zone concernée par le risque inondation	

7) Polygone d'emprise maximale des constructions

Le PLU présente dans la zone Uh des polygones d'emprise maximale des constructions. Le règlement du PLU dispose dans son article Uh2 : « Les nouvelles constructions à destination d'habitations doivent être strictement édifiées dans les zones d'emprise maximale des constructions, portées aux documents graphiques » (documents 4.2 du PLU).

Intitulé	*Représentation graphique*
Polygone d'emprise maximale des constructions	

8) Zone humide

Plusieurs zones humides sont identifiées sur le territoire communale (Voir plans et fiches de synthèse jointes)

Ces zones conformément à l'article L211-1 du code de l'environnement, doivent impérativement être conservées et strictement préservées, elles sont inconstructibles et les affouillements, exhaussements de sol et remblais, retournement, drainage, assèchement, tous travaux et aménagements entrainant une imperméabilisation totale ou partielle et l'édification de clôture sont interdits. D'éventuelles destructions partielles de zones humides rendues nécessaires par des enjeux d'intérêt général doivent faire l'objet de mesures compensatoires, compatibles avec les modalités définies par le SDAGE Rhône Méditerranée en vigueur.

a. La Font Ouest

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide: La Font ouest	Région: Provence-Alpes-Côte d'Azur
Département: Var (83)	
Code de la zone humide: 83EPAGEV0339	Commune [surface ZH/surface commune]: Régusse (83102) [1%]
Typologie SDAGE: 07 - zones humides de bas fonds en tête de bassin	
Bassin versant: Argens - LP_15_01	
Date d'établissement: 01/09/2021	Date des dernières modifications: 01/09/2021
Auteur de la fiche: Nicolas MARTINEZ	Auteur des dernières modifications: Nicolas MARTINEZ
Organisme: Parc naturel régional du Verdon	Organisme des dernières modifications: Parc naturel régional du Verdon



Superficie de la zone humide: 0,180 ha	Superficie de l'espace de fonctionnalité: Non identifié ou non calculable

b. Le Verdon 34 – Gorges d'Artignosc et Régusse

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide
Le Verdon 34 Gorges d'Artignosc Regusse

Code de la zone humide
83EPAGEV0208

Typologie SDAGE
13 - zones humides artificielles

Bassin versant
Verdon - DU_13_15

Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Département
Alpes-de-Haute-Provence (04)
Var (83)

Commune [surface ZH/surface commune]
Artignosc-sur-Verdon (83005) [1%]
Quinson (04158) [1%]
Régusse (83102) [1%]
Saint-Laurent-du-Verdon (04186) [1%]

Date d'établissement
01/09/2021

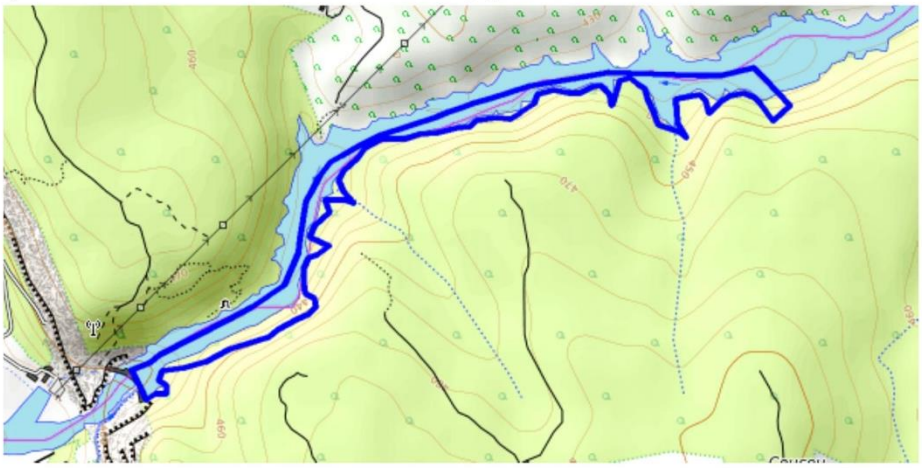
Date des dernières modifications
01/02/2023

Auteur de la fiche
Nicolas MARTINEZ

Auteur des dernières modifications
Nicolas MARTINEZ

Organisme
Parc naturel régional du Verdon

Organisme des dernières modifications
Parc naturel régional du Verdon



Superficie de la zone humide
8,590 ha

Superficie de l'espace de fonctionnalité
Non identifié ou non calculable

06/06/2023 - 09:13:50 1 sur 4

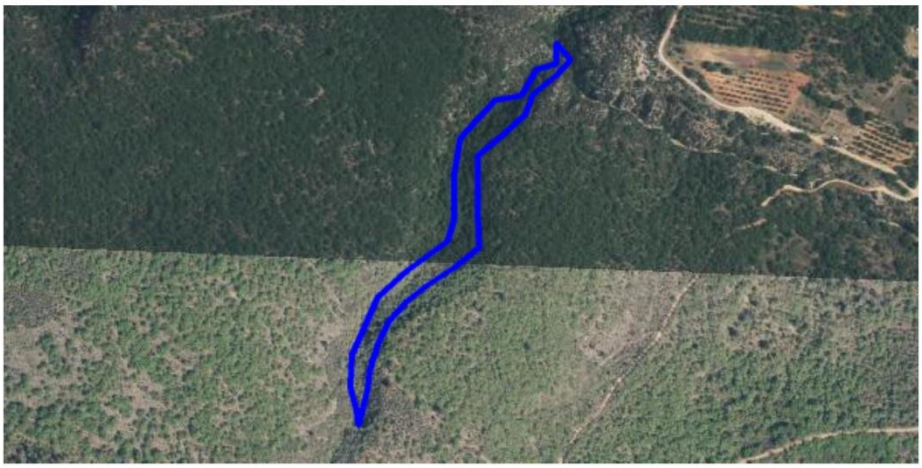
c. Jaubin

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide	Jaubin
Code de la zone humide	83EPAGEV0016
Typologie SDAGE	05 - bordures de cours d'eau
Bassin versant	Verdon - DU_13_15
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Département	Var (83)
Commune [surface ZH/surface commune]	Artignosc-sur-Verdon (83005) [1%] Régusse (83102) [1%]
Date d'établissement	01/09/2021
Date des dernières modifications	31/01/2023
Auteur de la fiche	Nicolas MARTINEZ
Auteur des dernières modifications	Gwenaelle BRUN
Organisme	Parc naturel régional du Verdon
Organisme des dernières modifications	ECOVIA



Superficie de la zone humide	1,190 ha
Superficie de l'espace de fonctionnalité	Non identifié ou non calculable

06/06/2023 - 09:15:27 1 sur 5

d. La Font Est

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide: La Font est	Région: Provence-Alpes-Côte d'Azur
Département: Var (83)	Code de la zone humide: 83EPAGEV0338
Commune [surface ZH/surface commune]: Régusse (83102) [1%]	Typologie SDAGE: 07 - zones humides de bas fonds en tête de bassin
Bassin versant: Argens - LP_15_01	
Date d'établissement: 01/09/2021	Date des dernières modifications: 01/09/2021
Auteur de la fiche: Nicolas MARTINEZ	Auteur des dernières modifications: Nicolas MARTINEZ
Organisme: Parc naturel régional du Verdon	Organisme des dernières modifications: Parc naturel régional du Verdon



Superficie de la zone humide: 0,130 ha	Superficie de l'espace de fonctionnalité: Non identifié ou non calculable

06/06/2023 - 09:11:28 1 sur 4

e. Vallon de Romanille – Les cours Besson

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide
Vallon de Romanille Les cours Besson

Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Département
Var (83)

Code de la zone humide
83EPAGEV0290

Commune [surface ZH/surface commune]
Moissac-Bellevue (83078) [1%]
Régusse (83102) [1%]

Typologie SDAGE
05 - bordures de cours d'eau

Bassin versant
Argens - LP_15_01

Date d'établissement
01/09/2021

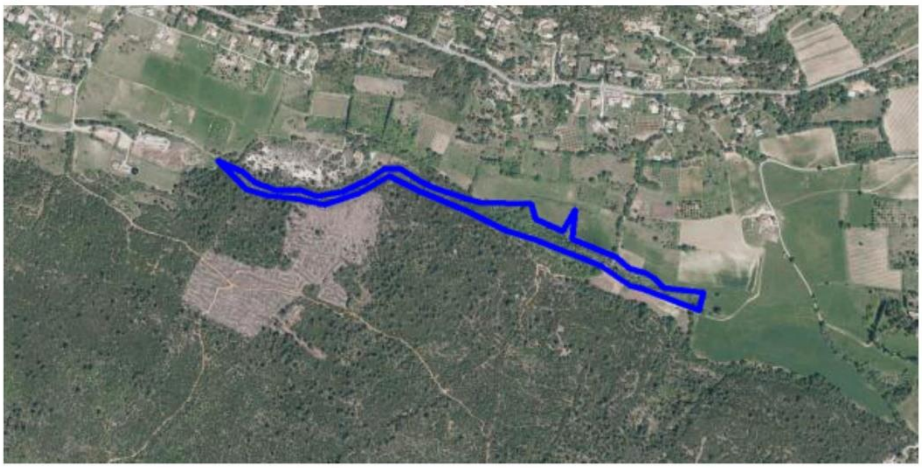
Date des dernières modifications
01/09/2021

Auteur de la fiche
Nicolas MARTINEZ

Auteur des dernières modifications
Nicolas MARTINEZ

Organisme
Parc naturel régional du Verdon

Organisme des dernières modifications
Parc naturel régional du Verdon



Superficie de la zone humide
1,837 ha

Superficie de l'espace de fonctionnalité
Non identifié ou non calculable

f. Le Beau Rive

Inventaire des zones humides

FICHE DE SYNTHÈSE DE LA ZONE HUMIDE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom usuel de la zone humide
Le Beau rive

Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Département
Var (83)

Code de la zone humide
83EPAGEV0207

Commune [surface ZH/surface commune]
Montmeyan (83084) [1%]
Régusse (83102) [1%]

Typologie SDAGE
05 - bordures de cours d'eau

Bassin versant
Verdon - DU_13_15

Date d'établissement
01/09/2021

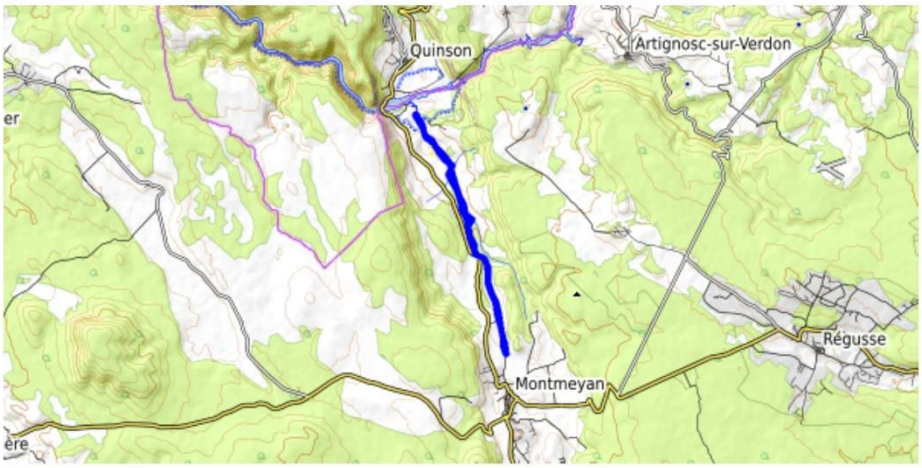
Date des dernières modifications
31/01/2023

Auteur de la fiche
Nicolas MARTINEZ

Auteur des dernières modifications
Gwenaelle BRUN

Organisme
Parc naturel régional du Verdon

Organisme des dernières modifications
ECOVIA



Superficie de la zone humide
9,950 ha

Superficie de l'espace de fonctionnalité
Non identifié ou non calculable

06/06/2023 - 09:18:07 1 sur 5

Localisation des zones humides

